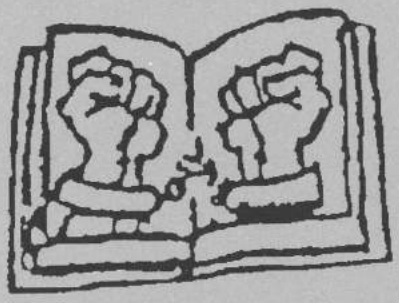
Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

18 - SEPTEMBRE-OCTOBRE 2002 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Marie
CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.Fr/cermtri
email : cermtri@wanadoo.Fr.

SOMMAIRE

- **Présentation ..... p. 5**
- **Marcel Picquier : Etienne Dolet ..... p. 9**
- **James Guillaume : la Convention de 1793 et les erreurs judiciaires ..... p. 15**
- **Benoît Malon : l'agiotage pendant la Révolution ..... p. 21**
- **Simon Helvétius : les liens entre la bourgeoisie d'affaires française et le régime tsariste à travers l'exemple de Saint-Brieuc (première partie) ..... p. 27**
- **Nestor Makhno : *"Ma rencontre avec Lénine en juin 1918"* ..... p. 41**
- **Fiodor Dan (dirigeant menchevique) : la portée de la révolution d'Octobre ..... p. 49**
- **Léon Trotsky : Georges Plekhanov ..... p. 59**
- **Un document historique : l'acte de naissance de la République de Finlande ..... p. 68**
- **Alexandre Grigoriev sur la politique du PC russe et du Comintern face à la révolution chinoise en 1927 (fin) ..... p. 71**
- **Avner Zis' : la répression contre les philosophes soviétiques sous Staline ..... p. 91**
- **Josep Antonio Pozo : la CNT et la dissolution du conseil central des milices de Catalogne en 1936 ..... p. 105**
- **Iouri Nazarenko : Trotsky et les staliniens d'aujourd'hui**
- **Iouri Abramson : dix ans d'histoire de la Russie contemporaine ..... p. 117**

• **Marcello Braccini : lettre ouverte à la fondation Feltrinelli** ..... **p. 131**

• **La répression antitrotskyste mondiale à travers les archives de l'Internationale communiste et du comité central** ..... **p. 135**
(Jean-Jacques Marie)

• **Notes de lecture** ..... **p. 139**
— Serge Klarsfeld : *La Shoah en France*
— Léon Trotsky : *Les Guerres balkaniques*
(avec la reproduction de l'article de Léon Trotsky sur le révolutionnaire arménien Andranik)

• **Deux *Cahiers du CERMTRI*** ..... **p. 155**
— 1848
— les oppositions à Staline

Présentation

CE numéro commence tôt dans l'histoire : au XVIe siècle, avec des extraits du livre que Marcel Picquier vient de publier sur Etienne Dolet, grande figure de l'humanisme militant à l'ère de la Renaissance. Certes, au XVIe siècle, le mouvement ouvrier n'existait pas même pas à l'état embryonnaire et nous ne pensons nullement à présenter Etienne Dolet comme un de ses aïeux lointains... Mais le mouvement ouvrier s'est constitué dans le cadre du combat même pour les libertés démocratiques, contre tous les systèmes répressifs et policiers (féodaux, monarchiques, dictatoriaux, oligarchiques, etc.). En ce sens, le combat d'Etienne Dolet pour la liberté de pensée, combat qui lui a valu de finir sur le bûcher, mérite de ne pas être oublié, et nous avons voulu, en publiant ces quelques pages, attirer l'attention du lecteur sur lui et sur le livre de Marcel Picquier.

Les deux articles de James Guillaume et de Benoît Malon sur la Révolution française éclairent deux aspects inégalement connus : l'agiotage, dont l'actualité ne s'est jamais démentie, problème connu qui se retrouve dans chaque révolution au cours de l'histoire ; puis, le fonctionnement de la justice à l'époque de la Terreur, le dirigeant et historien anarchiste James Guillaume attirant l'attention sur un problème systématiquement occulté : les réparations que le tribunal révolutionnaire accordait à ceux qu'il jugeait avoir été injustement accusés.

L'article de l'étudiant qui a pris le pseudonyme de Simon Helvétius ne se situe pas exactement dans la tradition des articles des *Cahiers*. Mais il nous a semblé nécessaire de le publier, car l'étude minutieuse à laquelle il s'est livré dans les

archives de Saint-Brieuc sur les liens étroits tissés entre la bourgeoisie d'affaires briochine (et ses tentacules divers) avec les milieux politiques et d'affaires de la Russie tsariste éclaire d'un jour très vif la très grande imbrication des réseaux d'intérêts entre les deux mondes.

L'article de Trotsky sur le fondateur du marxisme russe Georges Plekhanov analyse la place et la portée de l'œuvre capitale de ce dernier et son rôle politique plus réduit.

Le récit fait par Makhno en exil de sa rencontre avec Lénine en juin 1918, rédigé donc après les violents affrontements entre l'Armée rouge et l'armée insurrectionnelle de Makhno, éclaire de façon peut-être inattendue le personnage de Lénine (ainsi, d'ailleurs, que celui de Makhno), loin, en tout cas, des images fabriquées par l'hagiographie stalinienne comme par l'école réactionnaire à la mode aujourd'hui.

Ce numéro publie la fin de la longue étude d'Alexandre Grigoriev sur la politique des dirigeants de l'Internationale communiste et du Parti communiste de l'URSS.

Cette étude prête à une large discussion, pour laquelle elle fournit un certain nombre de matériaux. Les jugements de l'auteur prêtent à une sérieuse discussion, dont cette publication marquera un premier moment.

Le philosophe soviétique Avner Zis', récemment décédé, raconte, en dressant un portrait vivant des personnages, la répression qui a terrorisé, décimé, brisé les philosophes soviétiques ukrainiens. En les faisant sortir de l'oubli où ils sont enfouis et en traçant d'eux un certain portrait vivant, il éclaire ici une page peu connue de cette répression.

L'universitaire espagnol Josep Pozo étudie l'attitude des dirigeants de la CNT vis-à-vis du comité central des milices de Catalogne, dont la dissolution a ouvert la voie à la liquidation de tous les organismes autonomes dont les anarchistes, jusqu'alors, se faisaient les hérauts.

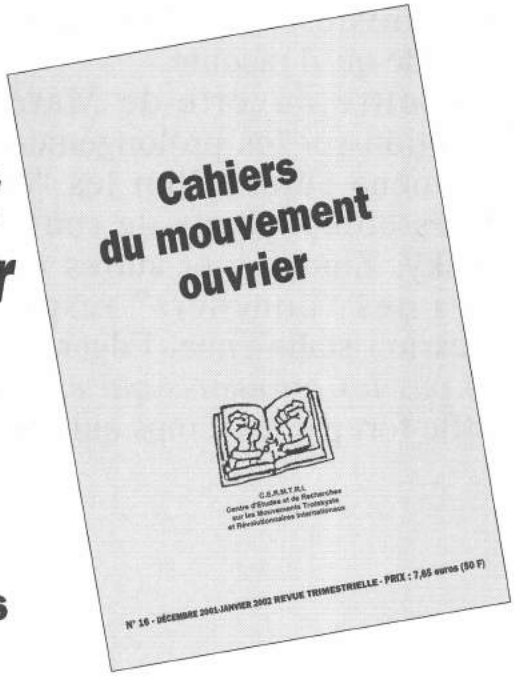
Nous commençons dans ce numéro la publication d'extraits de documents des archives de l'Internationale communiste et du comité central du PC russe sur la chasse mondiale aux trotskystes.

L'article de Iouri Nazarenko sur Trotsky et les staliniens d'aujourd'hui montre la continuité sur ce plan entre le stalinisme d'hier et ses héritiers décomposés d'aujourd'hui. Iouri Abramson éclaire la question sous un autre angle en évoquant quelques pages de l'histoire du Parti russe des

communistes, avec lequel Nazarenko rompit à la fin de l'épisode qu'il raconte.

La lettre ouverte de Marcello Braccini, enfin, attire l'attention sur les prolongements d'une révision de l'histoire qui amène aujourd'hui les "communistes" d'hier ou leurs fidèles compagnons de route à ranger Lénine, Sverdlov, Trotsky, Zinoviev et autres militants bolcheviques dans les rangs des "bouchers" responsables du Goulag et de la répression stalinienne. Edgar Faure disait, il est vrai : *"Ce ne sont pas les girouettes qui changent, c'est le vent."* Et le vent souffle fort par les temps qui courent.

Soutenez les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Abonnez-vous.
• Les dix-sept premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 17) : 62 euros.

Cahiers du mouvement ouvrier
(volume de 160 pages)
Prix du numéro : **7,65 euros**
Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :
❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14
❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18

Commande du (des) n° (nos) : .....

La collection des nos 1 à 17,
vendue au prix de 62 euros + 7,65 euros de frais de port ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Marcel Picquier : Etienne Dolet (1509-1546)

Le sous-titre de l'ouvrage de Marcel Picquier définit sa portée : *"Imprimeur, humaniste lyonnais mort sur le bûcher."*
Ecrivain, humaniste et imprimeur, en effet, Etienne Dolet fut qualifié par Verdun-Louis Saulnier, professeur à la Sorbonne, *"d'éveilleur d'esprits"*. Il fut l'une des victimes de l'intolérance cléricale, contre laquelle il se battit avec un courage qui lui valut la mort.
Marcel Picquier évoque en détail sa carrière. Parmi les épisodes marquants, citons celui de 1531, à Toulouse, où Dolet enseignait. Le Parlement de Toulouse venant d'interdire le droit d'association, Dolet prend la défense de ce droit, dont le Parlement affirme qu'il introduit *"divisions et dissensions"* entre étudiants, qui ne sont pas d'accord entre eux. La "communauté" universitaire doit être unie. On connaît la chanson... Dolet manifeste dans sa protestation à la fois une rigueur et une vigueur qui l'entraînent à une "imprudence" manifeste. C'est que Dolet avait le sang bouillant. On lui donna d'ailleurs le sobriquet de *"durus"*, qui, en latin, veut dire "sauvage". Affirmant son *"indignation"* devant l'abrogation du *"droit d'association"*, il ajoute que le décret relève de *"sottises d'ivrognes* (et) *d'excès de forcenés"*. Les honorables parlementaires n'oublièrent pas ces compliments.
Dans les quinze années qui suivent, Dolet, soutenu par quelques protecteurs, mène combat pour la laïcisation de la pensée, à savoir pour une philosophie détachée de la religion ou de la théologie.
En 1538, il obtient du cardinal de Tournon, alors protecteur des humanistes, un privilège d'imprimer. En huit ans (dont une partie passée en prison), il imprime près de quatre-vingt-dix ouvrages, dont certains déplaisent aux autorités ecclésiastiques et civiles. En cette période de contre-réforme, où la chasse aux "hérétiques" se renforce, l'entreprise est risquée. Rappelons-nous que, quinze ans plus tôt, le poète Clément Marot fut jeté en prison... Sa maîtresse, mécontente de lui pour on ne sait quelles raisons, l'avait dénoncé pour un crime grave : il avait mangé du "lard" pendant le carême ! Dolet ne soumettra jamais aucun des livres qu'il publie à la censure ecclésiastique de Lyon — acte plus qu'audacieux — et le cardinal de Tournon lui retire bientôt sa protection. En 1642, le tribunal de l'Inquisition, à Lyon, le livre à la justice civile pour le condamner à mort en tant qu'*"impie, scandaleux, schismatique, hérétique, fauteur et défenseur des hérétiques"*. Il fait appel au roi. L'évêque humaniste et libéral Pierre du Chatel, à Paris, obtient sa grâce. Mais ce n'est que partie remise pour l'Inquisition et les acharnés de la contre-réforme, qui, en août 1546, obtiennent qu'il soit condamné à être brûlé vif, avec ses livres, place Maubert, à Paris. Mais comme ce supplice paraît trop doux, le président du tribunal ordonne qu'il soit *"mis en torture et question extraordinaire pour enseigner ses compagnons"*. Le président précise aussi qu'au cas où ce démon de Dolet *"dira aucun blasphème"* (car il avait la langue bien pendue, le sieur Dolet), *"la langue lui sera coupée"* et il sera *"brûlé tout vif"* sans attendre. Pour plus de précaution, on le torture dans sa prison la veille du bûcher. La version officieuse de sa mort veut qu'il se soit repenti (après avoir été minutieusement torturé !), l'Eglise tenant à ce que la victime salue sa propre défaite et la victoire de l'institution. Mais l'humaniste Erasme, contre lequel il avait vigoureusement polémiqué, déclara : *"Je n'en crois pas un mot, c'est l'histoire que ces gens ont coutume d'inventer après la mort de leurs victimes."*
Les pages ci-après reproduisent un des textes les plus significatifs de la pensée de Dolet.

"Imprimeur humaniste lyonnais, mort sur le bûcher"

"Laïcisation de la pensée"

Cette formule peut être jugée anachronique. Elle est d'Emile V. Telle dans son étude. Il résume ainsi le débat :

"Disciple de Pomponazzi, qu'il semble avoir bien compris, Dolet sépare le domaine de la théologie de celui de la philosophie ; il sépare le divin de l'humain ; le Christ de l'humanisme. Et c'est la base, le tremplin philosophique de son dialogue contre Erasme. Le cicérionanisme n'est pas affaire de mots, de syntaxe, de style seulement. C'est un mode de pensée, une mise au point cosmologique, qui permet à l'homme, au moyen d'un verbe exigeant, de donner toute sa mesure d'homme ; c'est une laïcisation de la pensée, qui reconnaît le problème théologique, mais qui propose de ne pas l'aborder en téméraire et de ne pas l'inculquer là où il n'a que faire. Dolet se veut libre de toute superstition, soit sacrée, soit humaine, soit littéraire, soit philosophique" (p. 60).

Dolet n'avait de place, en dépit de ses protestations, ni dans le camp de l'orthodoxie, ni dans celui de l'hérésie. Il n'avait aucune chance d'être compris, ni toléré des puissances en place de son temps. Il était trop en avance.

Que proposait-il dans son *Dialogus ?*

"C'est un humanisme qui se veut non pas antichrétien, pas du tout, mais extérieur aux préoccupations religieuses du chrétien — c'est déjà un scientisme philosophique ; une philosophie sans théologie. L'opposé même de l'évangélisme. Serait-ce un laïcisme on plutôt un laïcisme en pleine crise de puberté, dont les manifestations viriles et orgueilleuses nous cacheraient les faiblesses et les velléités ? Est-ce là le péché des Padouans ?" (Emile V. Telle, p. 63).

Commentariorum linguae latinae ("Commentaires sur la langue latine") 1536

Ces *Commentaires* font de Dolet le premier latiniste de son époque. Ce n'est pas ce qui nous retiendra. L'intérêt réel, pour nous, de cette publication réside dans le fait que les *Commentaires* s'éloignent souvent de la langue latine, en longues digressions, dont l'auteur lui-

même a établi la table des matières, car il y expose sa pensée.

Le tome 1 contient, entre autres, une longue digression traduite dans R. Copley Christie, admirable credo humaniste, qui fait penser, sans erreur possible, à la lettre enthousiaste de Gargantua à Pantagruel sur les progrès de la Renaissance : *"Maintenant toutes disciplines sont restituées, les langues instaurées... Je voys les brigans, les boureaulx, les avanturiers, les palefreniers de maintenant plus doctes que les docteurs et prescheurs de mon temps. Que diraj-je ? Les femmes et les filles ont aspiré à ceste louange et manne céleste de bonne doctrine"* (Livre II, chapitre 8). Le livre de Rabelais est sorti des presses à Lyon, en 1534, au moment où Dolet arrivait de Toulouse.

La civilisation, le progrès l'emportent sur la barbarie

Que dit Dolet ?

"Qu'on me permette d'exprimer les délices que je ressens à voir la belle place occupée par la littérature qui, à notre époque, fleurit de si remarquable façon.

Les études littéraires sont cultivées partout avec tant d'ardeur que, pour arriver à la gloire des anciens, il ne nous manque rien, si ce n'est l'antique liberté de penser et la perspective de se voir distingué quand on se consacre aux arts libéraux. Ce qui fait défaut aux savants, c'est l'affection, la libéralité, la courtoisie des puissants, le patronage d'un Mécène est un stimulant nécessaire pour faire éclore le talent et encourager le travail. Il nous manque encore ce qui favorise l'éloquence : un sénat romain, une république, dans laquelle les honneurs et les éloges qui sont dus à l'art oratoire lui fussent accordés ; de cette manière, les natures les plus paresseuses seraient réveillées, et ceux qui possèdent naturellement les qualités de l'orateur seraient enflammés au plus haut degré. Au lieu de ces encouragements à l'étude des arts libéraux, on remarque, chez un grand nombre de personnes, un certain mépris pour la culture littéraire. On couvre de mépris ceux qui sont voués aux choses de l'esprit ; il faut travailler sans espoir de récompense ; les gens studieux ne connaissent pas les honneurs ; il leur faut supporter le mépris de la multitude, la tyrannie et l'insolence des puissants, et les études littéraires mettent souvent en danger la vie de ceux qui s'en occupent. Toutefois, les vices de notre époque n'ont pas chassé l'excellence intellectuelle au-delà des limites de l'époque au point que nous ne trouvions pas partout des gens qui brûlent d'un amour extrême pour la littérature. Malgré les combats incessants et acharnés qu'il faut livrer depuis un siècle à la barbarie et à l'ignorance, la victoire longtemps douteuse à cause de la trop grande force et du trop grand pouvoir des barbares est restée à la fin à ceux qui préconisent le progrès."

Dolet se lance dans un récit épique, pour raconter la guerre contre *"l'armée barbare"* par *"les foudres des lettres"*, en Italie, en Allemagne, en Angleterre et en France, avec la liste de tous les humanistes de l'époque :

"Cette armée d'érudits avait fait un tel carnage dans le camp de la barbarie qu'il n'est plus resté de champ d'action à cette dernière. Elle s'est enfuie d'Italie, elle a abandonné l'Allemagne, elle a quitté l'Angleterre, elle a fui l'Espagne, elle a été chassée et traquée hors de France, pas une ville d'Europe qui ne soit débarrassée de ce monstre horrible. Plus que jamais, on cultive les lettres, toutes les études libérales fleurissent et, grâce à la culture littéraire, les hommes acquièrent la connaissance longtemps négligée du vrai et du juste.

Les hommes ont enfin appris à se connaître eux-mêmes ; leurs yeux, voilés autrefois par un aveuglement malheureux, s'ouvrent enfin à la lumière du monde. Ils ne ressemblent plus à des brutes : leur esprit est capable de culture et leur langage (ce qui nous distingue surtout des animaux) est devenu parfait, étant l'objet d'études exactes et précises."

L'éducation humaniste va changer le monde

"N'ai-je donc pas raison de féliciter les lettres de leur triomphe, puisqu'elles ont retrouvé leur ancienne gloire et que, par un privilège qui leur est propre, elles procurent aux hommes tant de jouissances ? Tout ce que je demande, c est que l'on voie s'éteindre la haine de la littérature et des lettres qui subsiste encore chez ceux qui ont été élevés en barbares ; il faut qu'on se débarrasse de ces pestes humaines, et alors que manquera-t-il pour que le bonheur de notre époque soit complet ? L'autorité de ces misérables est sur son déclin, et les jeunes gens de notre siècle recevront une éducation vraie et libérale, et, se rendant compte de la dignité des lettres, ils précipiteront les ennemis de la culture intellectuelle dans l'abîme ; ils prendront leurs places, on leur confiera les emplois publics, ils auront une voix dans les conseils des rois, ils dirigeront sagement les affaires de l'Etat. De plus, ils désireront répandre partout la culture littéraire, à laquelle ils devront tout."

La monarchie éclairée par la culture, le rêve de Platon réalisé

"C'est cette culture qui nous apprend à fuir le vice, qui engendre l'amour de la vertu, qui ordonne aux rois de rechercher ceux qui aiment et protègent la vertu, la justice et l'équité, pour les appeler auprès d'eux et les garder comme conseillers ; c'est encore cette culture qui apprend aux monarques à éloigner, comme un poison, ces hommes vicieux, ces flatteurs, ces parasites, ces ministres de leurs plaisirs dont leurs palais sont encombrés. Quand toutes ces choses seront accomplies, qu'est-ce que Platon devrait exiger de plus pour le bonheur de la République ? Il ne voulait que des princes sages et savants, ou du moins des princes amis des sages et des savants et prêts à écouter les conseils de ces derniers. Personne n'aura donc à déplorer que les princes manquent de sagesse, quand on verra qu'ils n'estiment personne tant que les sages et les savants. On réalisera cet idéal par la culture littéraire, par l'étude des lettres et par cette discipline, qui, approuvée généralement aujourd'hui, s'est emparée des esprits de tous."

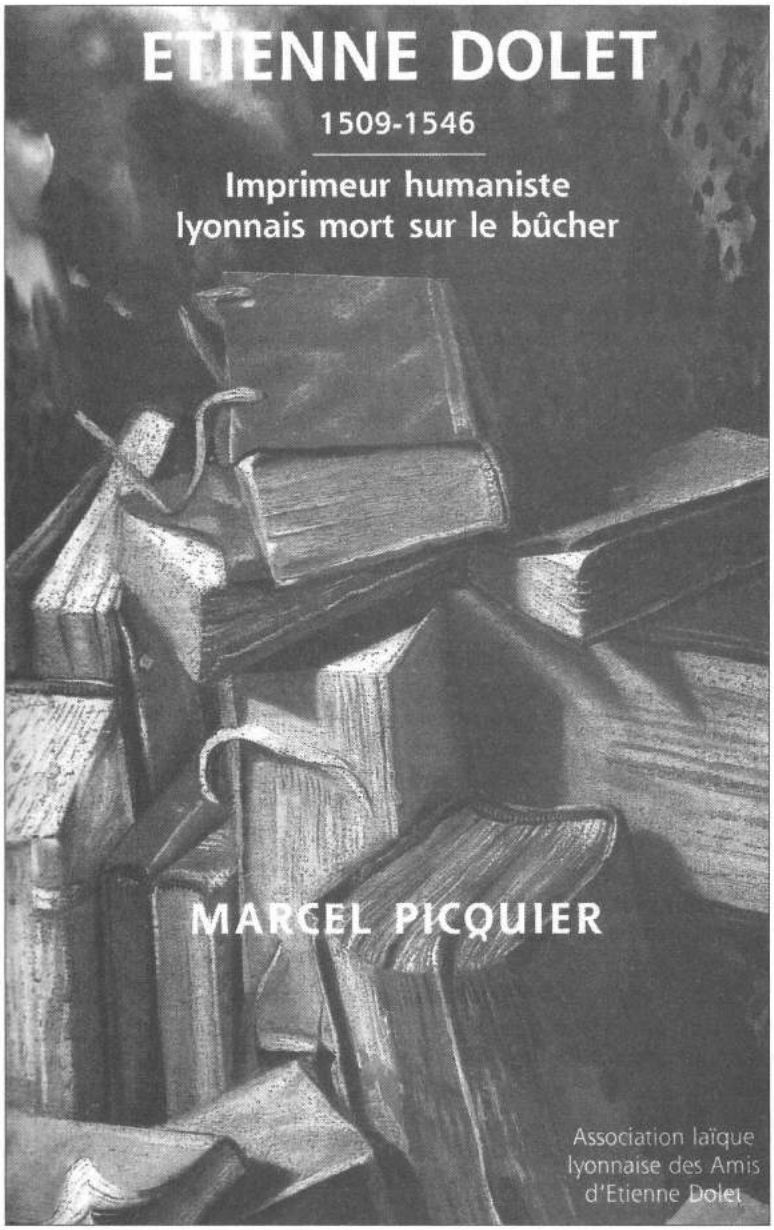
Une pensée moderne sans référence religieuse

On aura remarqué que Dolet, dans ces pages, ne fait pas la moindre référence à la religion, contrairement à son ami Rabelais, par exemple, dont la lettre de Gargantua se terminait par une leçon évangélique : *"Mais parce que, selon le sage Salomon, sapience n'entre poinct en âme malivole et science sans conscience n'est que ruine de l'âme, il te convient servir, aymer et craindre Dieu, et en luy mettre toutes tes pensées et tout ton espoir, etc."*

Cette remarque ne signifie pas que Dolet aurait pu trouver à redire à la référence religieuse de Rabelais, mais il faut quand même faire le rapprochement avec Voltaire ou Diderot, dans leurs relations avec Frédéric de Prusse ou la Grande Catherine, deux siècles plus tard. Ces enthousiasmes de l'humaniste sur les vertus libératrices de l'instruction, sur la capacité des philosophes à convertir les rois à la sagesse, afin qu'ils assurent le bonheur de leurs sujets, annoncent les utopies politiques du *"despotisme éclairé"* du siècle des Lumières. Hélas ! pour lui, il nourrissait des illusions mortelles parce qu'elles ont pu lui laisser croire qu'il réussirait toujours à échapper aux persécutions.

Quand Dolet écrit : *"Il ne nous manque rien, si ce n'est l'antique liberté de penser"* ou *"Il nous manque encore ce qui favorise l'éloquence : un sénat romain, une république..."*, il serait absurde d'y lire une perspective révolutionnaire qui sera à l'ordre du jour deux cent cinquante ans plus tard ; ces formules témoignent cependant du désir passionné de

revenir à la libre éloquence républicaine du sénat romain de Cicéron ; Claude Longeon a souvent expliqué quel traumatisme Dolet avait subi après avoir été chassé de Toulouse, parce que cela avait signifié son échec d'orateur "politique", emprisonné, bâillonné, obligé de fuir. Ne peut-on dire que les aspirations de Dolet ne se réaliseront que dans les assemblées révolutionnaires ?



Une page de l'histoire du tribunal révolutionnaire

(James Guillaume)

James Guillaume, né en 1844 à Londres, de père suisse et de mère française, revient en Suisse avec ses parents à l'âge de quatre ans ; destiné à l'enseignement, il fonde en 1866 la section de l'Internationale dans la petite ville suisse de Locle et participe à ses différents congrès. Il subit profondément l'influence de Bakounine, qu'il rencontre en 1869. Il milite activement dans l'Internationale avec ce dernier contre Marx et les "autoritaires". Il est le principal dirigeant de la Fédération jurassienne d'inspiration anarchiste, et qui est, avec les sections espagnole, belge et italienne de l'Internationale, l'un des principaux piliers du mouvement bakouniniste. Après l'exclusion de Bakounine et de ses partisans au congrès de l'Internationale de La Haye (1871), il est l'un des organisateurs du congrès bakouniniste de l'AIT de 1873, qui maintient quelque temps l'influence de ce courant. Vu sa passion pour la Révolution française, James Guillaume est nommé en 1887 membre, en France, d'une commission chargée de publier les documents d'archives de la Révolution française. Il se fait naturaliser français en 1889, l'année où paraît le volume qu'il a collationné sur la Législative. Jusqu'à sa mort, en 1916, peu après son 70e anniversaire, pendant la Première Guerre mondiale, il consacre dès lors l'essentiel de son temps à l'étude de la Révolution française et publie plusieurs tomes d'*Etudes révolutionnaires*, qui lui sont consacrés. Comme beaucoup d'anarchistes (Kropotkine, Jean Grave, etc.), James Guillaume s'était rallié à l'Union sacrée. Du tome III, nous extrayons ce chapitre, qui porte sur un aspect souvent totalement occulté de la Convention.

Etudes révolutionnaires : "La Convention et les erreurs judiciaires"

LA *Revue des revues*, du 1er janvier 1899, a publié, sous la signature de M. Paul d'Estrée, un article intitulé : *"Une société protectrice contre les erreurs judiciaires."* L'auteur constate que la justice, en France, *"n'accorde aucune réparation au malheureux qu'elle emprisonne arbitrairement, et que sa victime doit déjà s'estimer heureuse d'en être quitte à si bon marché"*. Il souhaite, en citant M. Paul de Cassagnac, que le Parlement français édicte, à l'exemple de l'Autriche, de sérieuses compensations en faveur de ceux qui ont été emmurés à tort. Et il rappelle qu'en 1789, un magistrat, Boucher d'Argis, avait fondé une Association de bienfaisance judiciaire, dont le but était d'indemniser les accusés reconnus innocents. Trois individus, soupçonnés d'être les auteurs d'un assassinat, furent relâchés, en août 1789, après avoir été tenus au secret pendant deux mois. L'Association leur accorda une indemnité, qui fut de deux cents livres pour deux d'entre eux, et de quatre cents livres pour le troisième ; elle décida, en outre, qu'il leur serait remis, comme monument de leur innocence, une médaille dont le duc de Charost, président de la société, demanda à supporter les frais.

Cette association, ajoute M. Paul d'Estrée, *"dut subir le sort de tant d'autres institutions que balaya le régime de la Terreur : car nous la perdons complètement de vue à cette époque. Ses fondateurs ne furent pas davantage épargnés : le duc de Charost, Bouclier d'Argis et un autre de leurs collègues, Fagnier de Mardeuil, furent guillotinés en l'an II, l'un le 5 floréal, l'autre le 5 thermidor, le dernier le 1er floréal. Il fallait, en vérité, que ces hommes fussent de bien grands coupables, puisque — suprême ironie du destin ! — ils ne furent jamais réhabilités, eux qui s'étaient voués si chaleureusement à la réhabilitation des autres."*

Si cette plaisanterie — car c'en est une, au gré de M. d'Estrée — a une signification, elle veut dire que la Révolution détruisit l'Association de bienfaisance judiciaire parce qu'elle ne voulait pas du principe au nom duquel cette société avait été fondée, et qu'elle ne pouvait tolérer que des accusés, acquittés par un tribunal, reçussent une réparation, pécuniaire ou autre ; elle veut dire aussi, sans doute, que si les généreux promoteurs de cette institution philanthropique furent envoyés à la guillotine, ce fut pour les punir de leur amour de l'humanité.

L'auteur de l'article ignore évidemment un fait, dont la connaissance modifiera peut-être quelque peu son

opinion sur le "régime de la Terreur", c'est-à-dire sur le gouvernement conventionnel de l'an II. Ce fait, c'est qu'il y a eu une époque — qui fut justement celle de la Terreur — où les accusés reconnus innocents étaient indemnisés aux frais du Trésor public : lorsqu'un accusé était acquitté par le tribunal révolutionnaire, la Convention lui allouait par décret une indemnité. Et il ne faut pas croire que les acquittements fussent rares, et que, par conséquent, les indemnités fussent une mesure extraordinaire, votée dans quelques cas exceptionnels. Tout au contraire : il est peu de séances de la Convention, dans les mois qui précédèrent le 9 thermidor (car après Thermidor, il n'en fut plus ainsi), où il n'ait été rendu un ou plusieurs décrets de ce genre. Qu'on ouvre au hasard les procès-verbaux de cette période : on y trouvera, par exemple, à la date du 23 prairial an II, le décret suivant :

"La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité des secours publics sur la pétition du citoyen Louis-Ange Pitou (1), *domicilié à Paris, lequel, après huit mois de détention, a été acquitté et mis en liberté par jugement du tribunal révolutionnaire de Paris, du 5 prairial présent mois,*

Décrète que, sur la présentation du présent décret, la trésorerie nationale paiera au citoyen Pitou la somme de huit cents livres, à titre de secours et indemnité."

Au procès-verbal du 30 prairial, nous trouvons un autre décret, rédigé dans les mêmes termes, concernant un autre prévenu :

"La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité des secours publics sur la pétition du citoyen François Torchepot, maire de la commune de Blis-et-Born, département de la Dordogne, lequel, après un mois de détention, a été acquitté et mis en liberté par un jugement du tribunal révolutionnaire de Paris, du 27 prairial présent mois,

Décrète que, sur la présentation du présent décret, la trésorerie nationale paiera au citoyen Torchepot la somme de deux cents livres, à titre de secours et indemnité, et pour l'aider à retourner dans son domicile éloigné de cent trente lieues."

Voici encore un exemple, que nous empruntons non plus au procès-verbal, mais au *Moniteur* : sept citoyens de Paris, savoir : trois imprimeurs, un prote, un commis, un étudiant et un colporteur, avaient été arrêtés, vers le 7 ventôse an II, comme prévenus d'avoir rédigé, imprimé et vendu un écrit intitulé : *Tableau du maximum des denrées et marchandises, divisé en cinq sections,* que le public avait pu prendre pour le tableau officiel du *maximum.* Ils comparurent le 14 ventôse devant le tribunal révolutionnaire. Les imprimeurs Crétot, rue des Bons-Enfants, et Maudet, rue Transnonain, furent convaincus d'avoir imprimé l'écrit ; le commis Monborgne, âgé de cinquante-trois ans, demeurant rue Saint-Jacques, et le jeune A. Martainville, âgé de quinze ans, demeurant au collège de l'Egalité, furent convaincus de l'avoir rédigé ; et le colporteur Lefèvre, demeurant rue des Sept-Voies, fut convaincu de l'avoir crié et vendu ; mais, *"attendu qu'ils n'avaient pas agi avec des intentions contre-révolutionnaires"*, ils furent acquittés et mis en liberté.

Comme le fait pour lequel ils avaient été arrêtés était constant, ils ne se trouvaient pas dans le cas de réclamer une indemnité ; le tribunal ordonna que les imprimés seraient supprimés, la planche brisée et les caractères rendus à l'imprimeur. Quant à l'imprimeur Millen, rue Chalier, et au prote Lachave,

(1) Il s'agit du fameux chansonnier Ange Pitou, que le jugement du tribunal révolutionnaire désigne ainsi : *"Agé de vingt-sept ans, né à Villainville, district de Châteaudun, homme de lettres, rue Percée-André-des-Arts."* Il avait comparu devant le tribunal avec cinq autres accusés ; ils étaient prévenus d'avoir conspiré contre la sûreté du peuple français, en tenant des propos tendant à la dissolution de la représentation nationale, etc. ; trois des accusés avaient été condamnés à mort, les trois autres avaient été acquittés, Le 19 messidor suivant, le Comité d'instruction publique reçut une lettre par laquelle Pitou lui demandait un emploi dans ses bureaux : la demande fut renvoyée à Mathieu, inspecteur du comité, et j'ignore s'il y fut donné suite.

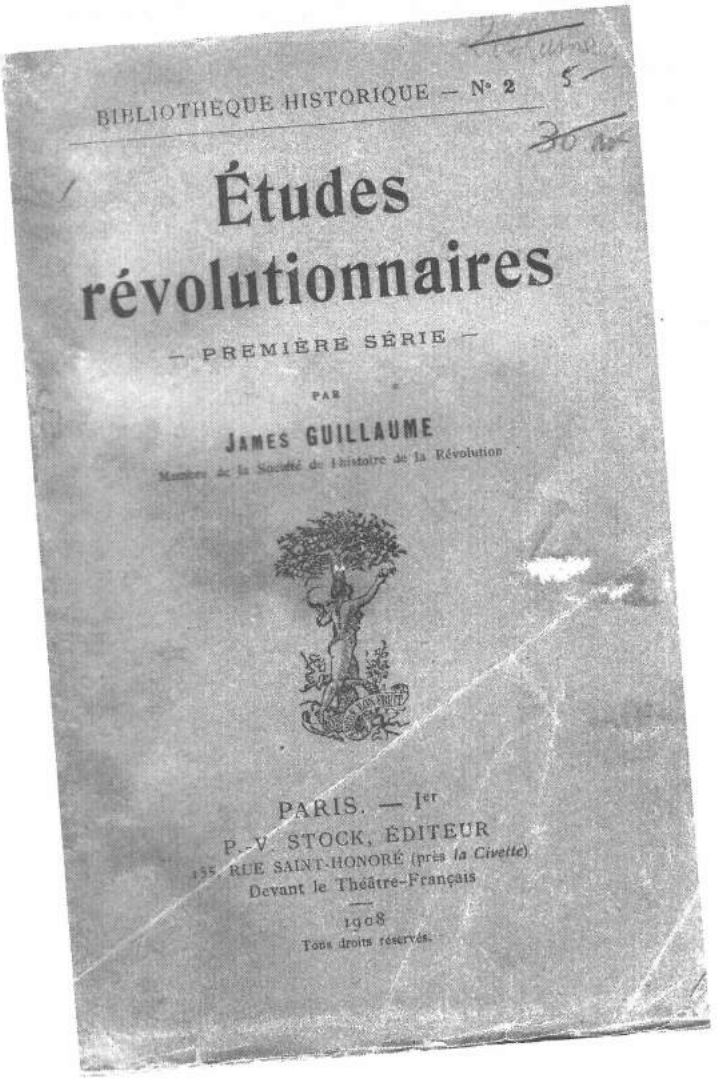
il fut prouvé qu'ils avaient été impliqués à tort dans l'affaire : en conséquence, le lendemain 15 ventôse (on était expéditif en ce temps-là), la Convention, considérant que la détention de Millen, qui avait duré sept jours, et le scellé mis pendant ce temps sur ses presses lui avaient occasionné un dommage pécuniaire, lui alloua une indemnité de six cents livres (*Moniteur* des 18 et 19 ventôse an II, pages 678 et 684).

Certes, la Convention se montra terrible envers les ennemis de la République, et aussi envers ceux qui l'entendaient autrement qu'elle-même. Des torrents de sang furent versés, sur les champs de bataille et sur les échafauds ; des crimes inexpiables furent commis dans la fureur et l'aveuglement de la lutte. La Convention avait déclaré, par le farouche décret du 1er floréal, *"qu'appuyée sur les vertus du peuple français, elle ferait triompher la République démocratique et punirait sans pitié ses ennemis"*. Mais, en même temps, elle fut secourable à ceux qu'écrasaient autrefois les iniquités de l'Ancien Régime ; seule de tous les gouvernements qui aient jamais existé, elle fit une réalité du principe de l'égalité devant la loi ; et elle parlait sérieusement, le jour où elle rappela *"à tous les citoyens et à tous les fonctionnaires que la justice et la probité sont à l'ordre du jour dans la République française"* (2 germinal an II).

Nous n'avons donc que faire de l'exemple de l'Autriche invoqué par M. d'Estrée et M. Paul de Cassagnac.

Contentons-nous de demander aux législateurs républicains de 1899 de se montrer aussi équitables envers les accusés reconnus innocents que surent l'être les conventionnels d'avant Thermidor.

NDLR : Louis-Ange Pitou, dont parle James Guillaume, est le héros d'un roman d'Alexandre Dumas, dont le nom constitue le titre. Louis-Ange Pitou poursuivit longtemps sa carrière de chansonnier aux penchants monarchistes affirmés.


BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE — N° 2

Études révolutionnaires

— PREMIÈRE SÉRIE —

PAR

JAMES GUILLAUME

Membre de la Société d'histoire de la Révolution

PARIS. — Ier

P.-V. STOCK, ÉDITEUR

155 RUE SAINT-HONORÉ (près la Civette)

Devant le Théâtre-Français

1908

Tous droits réservés.

Benoît Malon : l'agiotage pendant la Révolution

Benoît Malon a été présenté dans les n°s 11 et 16 des *Cahiers du mouvement ouvrier* en ouverture à la publication des articles qu'il consacra en 1870 à la grande grève du Creusot, écrasée finalement par Schneider et ses sbires avec l'aide de l'Etat et de son armée (c'est que M. Schneider était président du Conseil législatif), et qui pourtant annonçait la Commune.

Le texte ci-après reproduit est extrait d'une brochure de Benoît Malon sur l'agiotage. L'agiotage est le vieux terme pour spéculation. Mirabeau le définissait de la façon suivante : *"L'étude et l'emploi des manœuvres les moins délicates pour produire des variations inattendues dans le prix des effets publics et tourner à son profit les dépouilles de ceux qu'on a trompés."*

Dans cet article, Benoît Malon cite le mot attribué au robespierriste Coffinhal lors de la condamnation à mort de Lavoisier : *"La République n'a pas besoin de savants."* James Guillaume, dans une étude intitulée *"Un mot légendaire : la République n'a pas besoin de savants"* — que nous publierons dans le n° 19 des *Cahiers du mouvement ouvrier* —, démontre que cette phrase attribuée par les uns à Dumas, par les autres à Fouquier-Tinville ou à Coffinhal, est apocryphe. Elle a été inventée après Thermidor pour déconsidérer les robespierristes.

Rappelons enfin que les fermiers généraux affermaient la collecte des impôts sur un territoire donné (c'est-à-dire avançaient au Trésor public une somme à prélever) et s'arrangeaient pour prendre à la population une somme bien supérieure à celle qu'ils avaient versée au Trésor.

LA politique économique de la Révolution s'affirma dès 1789 par la suppression des fermes et des régies. La vente des sels et tabacs devint libre et, dès lors, commença la liquidation de l'ancienne gestion fiscale. Si impopulaires et si malfaisants avaient été les fermiers généraux que le peuple demanda une punition exemplaire.

L'enquête dura jusqu'en 1793. La Convention hâta les choses. Par ses ordres, sous la direction des conventionnels Jack et Dupin, ce dernier ancien employé des fermes, l'enquête marcha rapidement. Bourdon de l'Oise s'écria le 23 novembre en réponse à une communication du Comité des finances : *"Voilà la centième fois qu'on parle des fermiers généraux. Je demande que ces sangsues publiques soient arrêtées et que si leurs comptes ne sont pas rendus dans un mois, la Convention les livre au glaive de la loi."*

Ce fut le coup de tonnerre annonçant l'orage ; dès le lendemain, un décret d'arrestation était rendu et bientôt trente-quatre fermiers généraux furent enfermés dans le ci-devant hôtel des fermes, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Le président de l'administration de Paris, Dufourny, Jack et Dupin furent chargés de l'opération.

Dupin présenta à la Convention un rapport écrasant et conclut à l'envoi devant le tribunal révolutionnaire. Ainsi fut-il ordonné et les accusés furent transférés à la Conciergerie.

Ils comparurent devant le terrible tribunal les 19, 22, 25 floréal, 2 prairial et 4 thermidor (7, 10, 13 mai, 31 mai, 23 juillet 1794). Fouquier-Tinville requit et obtint la peine de mort, qui fut appliquée le lendemain.

Malheureusement, parmi ces trente-quatre fermiers généraux, se trouvait le grand chimiste Lavoisier, qui, en 1769, avait accepté une ferme générale pour subvenir aux frais de son laboratoire. Devant le tribunal, il fut pris d'un regret scientifique et demanda un sursis pour achever une grande découverte.

— *"La République n'a pas besoin de savants !"* hurla rageusement le robespierriste Coffinhal, qui présidait le tribunal. Cet inquisiteur jacobin prononça la parole impie au moment où les Fourcroy, les Monge et toute l'élite scientifique de la France forgeaient, dans les laboratoires de Meudon, les instruments de victoire de la Révolution. Tant il est vrai que le fanatisme rouge n'est pas moins haïssable, n'est pas moins inique ni moins funeste à l'œuvre supérieure de l'émancipation humaine que le fanatisme noir.

Ainsi fut faite la liquidation sanglante de la fiscalité de l'Ancien Régime (1). Cette dernière a été remplacée par un parasitisme administratif, contre lequel nous ne réclamons pas la guillotine, mais l'émondement et la mise à la portion congrue.

Ce n'est pas seulement contre les fermiers généraux que la nouvelle politique économique s'affirma.

(1) Outre les trente-quatre fermiers généraux condamnés à la peine de mort et à la confiscation, quarante-six autres étaient décédés avant le travail des réviseurs chargés des désignations finales ; quatre seulement survécurent, parmi lesquels le fermier général Verdun, un bon patriote d'après le témoignage de Fouquier-Tinville.

Au beau moment de sa reprise, l'agiotage fut brutalement frappé par la Révolution, surtout après le renversement de la royauté. *"La Bourse de Paris, disait Clavière, dès février 1793, n'a rien qui milite en sa faveur. Législateurs, faites fermer la Bourse, et la République vous en remerciera ; la négociation des effets publics se fera comme celle des lettres de change, la nécessité en décidera, le calme du cabinet en écartera les surprises"* (rapport du 1er février 1793).

En conséquence, le 27 juin 1793, un décret de la Convention ordonnait la fermeture de la Bourse, qui, depuis le 24 septembre 1724, se tenait à l'hôtel de Nevers, emplacement actuel de la Bibliothèque nationale (2).

La Convention ne s'en tint pas là. Peu de semaines après la fermeture de la Bourse, Cambon disait à la tribune : *"Il existe en ce moment un combat à mort entre tous les marchands d'argent et l'affermissement de la République. Il faut donc tuer ces associations destructives du crédit public, si nous voulons établir le règne de la liberté"* (séance du 24 août 1793).

Conformément à ces paroles, la Convention décréta : *"Les associations... dont le fonds capital repose sur des actions au porteur, ou sur des effets négociables, ou sur des inscriptions sur un livre transmissibles à volonté, sont supprimées"* (décret du 21 août 1793).

Pendant la fermeture, des spéculations bien entravées sur les *assignats* et les rares titres existants eurent lieu clandestinement au Palais-Royal, entre agioteurs, non suffisamment effrayés encore par le tribunal révolutionnaire, qui pourtant ne plaisantait pas et portait souvent sur eux sa main de fer.

La matière à agio eût été pourtant maigre, si elle avait eu quelque rapport avec ce tableau d'une Bourse en 1792, dont le menu était ainsi rédigé :

"Compagnie des Indes (privilège aboli) était coté pour les actions réduites de 2 500 livres à 1 800 livres.

Les demi-actions de 1 600 livres à 1 200 livres.

La part d'action de 400 livres à 250 livres.

Actions nouvelles des Indes de 1 000 livres à 930 livres.

Caisse d'escompte 1 650 livres.

Quittances des eaux de Paris 410 livres.

Caisse patriotique 616 livres.

Assurances contre les incendies de 359 livres à 355 livres.

Assurances sur la vie de 370 livres à 380 livres."

(*Moniteur* du 3 octobre 1792)

Mais il allait y avoir des dédommagements pour les hommes d'argent, après Thermidor. La fourniture des armées, les *Biens nationaux*, les *assignats*, telles furent les grands confluents de l'océan financier où, pendant la période de la Révolution thermidorienne et directoriale, nagèrent les requins de l'agio.

La partie avait d'abord été ouverte par les fournisseurs, autrement appelés *riz-pain-sel*, parmi lesquels nous trouvons tant de futures illustrations boursières. Tout d'abord, l'abbé d'Espagnac, compère à certains moments de Talleyrand-Périgord.

Pour ne citer qu'un fait, ce d'Espagnac avait affermé à la maison Masson et Cie dix mille francs par jour la commission de charrois qu'il avait obtenue de Dumouriez.

---

(2) Les Bourses de commerce sont plus anciennes qu'on ne le croit généralement.

Un établissement de ce genre existait à Rome dès les premiers temps de la République sous le nom de *Collegium mercatorum*. En France, les réunions de commerçants commencèrent sous Philippe-le-Bel — ce premier roi bourgeois, — et se tinrent au Pont-au-Change. Plus tard, elles eurent lieu successivement au Palais de justice, en l'église de Saint-Geoffroy, rue Dauphine, place Vendôme et hôtel de Soissons. Enfin, en 1724, le siège des opérations de change fut fixé à Paris, à l'hôtel de Nevers, et reçut officiellement le nom de Bourse. Cette Bourse n'était pas publique. Sa Majesté défendait *"d'y annoncer le prix d'aucun effet à voix haute et de faire aucun signal ou manœuvre pour en faire hausser ou baisser le prix"*.

Ces prescriptions furent naturellement éludées. La Bourse resta à l'hôtel de Nevers, emplacement de la Bibliothèque nationale, jusqu'en 1793. Lors de son rétablissement en 1795, elle se tint au Louvre. En 1807, elle fut transférée au Palais-Royal, en 1818, sur le terrain du couvent des Filles Saint-Thomas, et enfin, en 1826, installée dans l'édifice actuel qui porte ce nom.

Au XVIe siècle, avaient été fondées, sous des noms divers, des Bourses de commerce à Lyon, Toulouse, Rouen, Bordeaux. etc.

C'est à Bruges que les réunions de commerçants prirent pour la première fois le nom de Bourse.

Benjamin Jacob ne vendait à l'armée des Alpes la viande que le double de son prix commercial : 34 sols au lieu de 17 sols. Ce traitant était modéré dans ses pilleries. Aussi, s'enrichit-il moins vite que le célèbre Ouvrard, par exemple (3).

Collot, autre *riz-pain-sel* de même force, fut assez fort pour commanditer plus tard le Dix-huit Brumaire et participer puissamment à l'étranglement, par trahison, de la République révolutionnaire. En frappant de sa terrible pique le vieux continent européen, la République française en avait fait jaillir, au milieu du sang et des flammes, sur les ruines de la féodalité et de l'absolutisme vaincus, la liberté politique et l'égalité civile ; pour cela, elle méritait la haine de la féodalité financière.

Elle l'eut et elle en mourut, le néfaste Corse aidant.

Alors vinrent les beaux jours pour l'illustre pléiade des Sellière, des Séguin, des Odier, des Vanderberghe, des Flachat et autres gens de gain protégés par certains inspecteurs vendus — comme Malus, — tous *riz-pain-sel,* tous tripoteurs des *Biens nationaux* et des *assignats.*

Voici comme : après le 10 août, il avait été décidé que les biens nationaux seraient subdivisés en petits lots de 1 à 4 arpents et aliénés à perpétuité, moyennant un petit fermage annuel constamment rachetable. On ajouta, un peu plus tard, qu'une partie de ces biens, évalués à la somme d'un milliard, serait gratuitement distribuée, après la victoire, aux patriotes indigents qui se battaient aux frontières.

L'exécution de ces mesures aurait donné pour sept ou huit milliards encore en terre aux petits cultivateurs.

Mais autant en emporta le vent (4).

Les financiers, déjà aguerris pour la fourniture des armées, jetèrent le masque immédiatement après le 9 Thermidor et l'abolition du maximum. Ils agiotèrent sur les denrées alimentaires si bien, dit Georges Avenel dans ses admirables *Lundis révolutionnaires,* qu'ils affamèrent le peuple, qui se souleva et qu'ils écrasèrent (journées de Prairial).

Tous les obstacles révolutionnaires et populaires étant ainsi écartés (on ne prévoyait pas encore la Conjuration des Egaux), les agioteurs "firent grand" et procédèrent avec un infernal esprit de suite.

Il s'agissait tout d'abord de déprécier les *assignats.* Hauts bourgeois et gouvernants s'y vouèrent avec un succès approprié aux efforts.

En effet, pendant que les *riz-pain-sel* et leurs congénères conduisaient à la Bourse réouverte une foudroyante campagne de baisse, les gouvernants thermidoriens et leurs successeurs jetaient sur la place des *assignats,* pour des sommes triples à celle qui avait suffi à toute la période de la "Patrie en danger". Qu'on

(3) Ouvrard pouvait, en 1804, perdre sans ébranler son crédit et sans cesser de donner au Raincy des fêtes dignes de Louis XIV, les terres de Preuilly et d'Azay, avec une forêt de 7 .000 arpents, les domaines de Châteauneuf, Saint-Gratien de Villandry, Saint-Brice, Marly, Luciennes, la moitié de 84 fermes près de Cologne, louées près de 600 000 francs par an, cinq maisons rue de la Chaussée-d'Antin et rue de Provence, une place Vendôme, l'hôtel de Montesson, etc.

Un habile de cette envergure méritait pour les siens. Il en fut ainsi. Mlle Ouvrard devint tout naturellement comtesse du Rochechouard, comme plus tard la fille d'un israélite de même encolure, Mlle Mirès, allait devenir, non moins naturellement, princesse de Polignac ; comme encore une demoiselle Laffitte, dont a parlé récemment en fort mauvais termes la chronique judiciaire, devait s'appeler princesse de la Moscowa.

De son côté, Michelet a, de la sorte, portraituré le roi des *riz-pain-sel* : *« Ouvrard, l'ingénieux spéculateur, dont la fortune variable réussit, tomba souvent, se releva heureusement. Homme de ressources infinies et d'audaces incomparables, Barras, son intime ami, lui avait fait l'honneur ruineux de lui céder sa Tallien. Ouvrard lui refusa d'abord, disant :* "Je ne suis pas assez riche." *Mais ensuite, il réfléchit qu'après tout rien n'étendrait plus son crédit que de le voir acquérir une beauté si coûteuse. La cession se fit publiquement à l'Opéra. L'effet désiré fut produit. Les actions d'Ouvrard montèrent. »*

(4) La spéculation sur les biens nationaux avait timidement commencé sous la Terreur même, malgré le danger ; tant l'avidité l'emporte chez certains hommes. Des révolutionnaires comme Jourdan-Coupe-Tête, Julien de Toulouse, Rovère, Chabot, etc., alliés aux de Fontvielle, y furent mêlés. Saint-Simon aussi spécula sur les biens nationaux. Michelet innocente, avec raison, le grand socialiste, à cause de ses préoccupations industrialistes et philanthropiques. Par un motif analogue, nous avons innocenté Helvétius et Lavoisier.

en juge par ce chiffre : iIls émirent pour une valeur de *vingt-trois milliards d'assignats* en coupures de deux mille, de cinq mille et de dix mille livres !

N'était-ce pas aller volontiers à la banqueroute ? Et la Révolution, dont les armées victorieuses et libératrices débordaient sur l'Europe, n'était-elle pas, dès lors, livrée, déshonorée, aux loups-cerviers de Bourse ?

Quels furent les résultats de cette politique financière ? En décembre 1793, les *assignats* étaient au pair, en thermidor (juillet 1794), ils représentaient encore un douzième de leur valeur normale ; en août 1795, ils tombèrent au 41e ; en janvier 1796, au 120e ; en février de la même année, au 200e, pour tomber finalement, peu à près, au 344e de leur valeur nominale !

Le moment psychologique attendu par les agioteurs approchait. Une situation intenable était faite ; pour y parer, le Directoire — beaucoup dupe, mais un peu complice — émit, pour remplacer les *assignats* absolument déconsidérés (et que, pour presque rien, les agioteurs avaient empilés dans leurs caisses), pour deux milliards quatre cent millions de *mandats territoriaux,* lesquels mandats allèrent tout naturellement, comme le ruisseau à la rivière, ès mains des "fournisseurs". Ce nouveau papier monnaie devait partie être changé contre des *assignats*, à raison de 30 capitaux pour un, partie être employé à l'achat direct des *Biens nationaux*. Les croupiers, déjà possesseurs de la plus grande partie des *assignats*, raflèrent facilement les *mandats territoriaux,* payant ainsi au 340e ce qui leur valait un trentième ou, pour être plus clair, *payant un ce qui valait dix et demi.*

C'est avec des bons d'achat ainsi obtenus que les *riz-pain-sel* purent jeter leur dévolu sur 10 milliards de *Biens nationaux.*

Non contents encore de la bonne aubaine, ils se démenèrent furieusement pour l'aire baisser la valeur desdits *Biens nationaux,* soufflant que les soumissions seraient annulées et refusant de faire les seconds versements des soumissions obtenues, sous prétexte qu'ils n'avaient plus de mandats. Le gouvernement haut-bourgeois fit semblant de les croire, et pour calmer ces insatiables, accepta en paiement des *Biens nationaux* des *ordonnances de fournisseurs, des bordereaux, des bons de réquisition* et même des *inscriptions de rentes,* ce qui était un véritable scandale, vu la façon dont avaient été obtenues ces inscriptions (5).

Pourrions-nous être étonnés, après cela, du fabuleux entassement de millions effectué par les affameurs du peuple et des armées républicaines ?

De la sorte, on eut les *Biens nationaux* pour moins du dixième de leur valeur d'alors et moins du quarantième de leur valeur actuelle. Les harponneurs gardèrent ce qui était à leur convenance et vendirent fort cher le reste aux *Bandes noires*, qui, le morcelant, revendirent bien plus cher encore aux paysans. Ces derniers, acheteurs de troisième ou de quatrième main, payèrent de la sorte des sommes dix, vingt ou trente fois supérieures à celles qu'avaient reçues l'Etat. La différence constitua la prime des agioteurs. Ils n'avaient pas perdu leur peine, ils avaient, à une centaine de faiseurs, gagné des milliards. Opération miraculeuse, dont la contrepartie fut la ruine publique. Mais quoi ? les féodalités ne peuvent se former que de l'oppression et de la misère populaires. Or une nouvelle féodalité, la féodalité financière, était née, qui, dans Bonaparte, allait trouver son patron, son grand homme, sa Providence.

---

(5) Ah ! le paiement en inscriptions de rentes, ce fut là un scandale bien autre que celui des assignats et des mandats ! Deux ans auparavant, lors de la dépréciation des assignats, les fournisseurs des armées n'avaient plus voulu de papier monnaie ; ils avaient préféré se faire inscrire au *Grand Livre* de la dette publique, à raison de six capitaux pour un, puis de dix, quinze, vingt capitaux pour un. Telle maison de Gênes, pour avoir avancé 1 100 000 francs, était portée pour 10 000 000 !

Tel autre créancier de *deux cent mille livres* se trouvait possesseur de *douze millions* d'inscriptions. Eh bien, ces fournisseurs prétendirent être traités comme porteurs de valeurs réelles, et ce fut sur le pied de vingt fois leurs inscriptions qu'ils furent, comme tous les autres porteurs, admis aux ventes. (G. Avenel. *loco cito.*)

A l'heure de la Russie...

(première partie)

(Simon Helvétius)

La Bretagne et la Russie : des liens privilégiés

LE 17 juillet 1998 eurent lieu à Saint-Pétersbourg les funérailles du tsar Nicolas II, de sa famille et du docteur Botkine, à la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul. La cérémonie, organisée sous l'égide de l'association "The Romanov Family Association", s'accomplit en la présence des représentants mandatés par le président Eltsine. En effet, dès la chute du Mur de Berlin, en 1989, la question du retour au pouvoir de la famille impériale de Russie se pose à nouveau. La crise politique de 1991 accélère le processus de décomposition du pouvoir en place et remet au goût du jour les multiples prétentions des dynasties.

Le 31 décembre 1992, cette association a élu à Paris le prince Nicolas Romanovitch prétendant au trône de Russie. Le retour des tsars peut paraître une gageure, mais pose le problème de la représentation des peuples. Outre l'Ordre de Malte, des pays européens adressent leurs ambassadeurs à la cérémonie. La France, représentée par l'ambassadeur Hubert Colin de Verdier et le consul général Olivier Mauvisseau, a entretenu des liens culturels avec la Russie au cours de son histoire. Les liens politiques en sont la nervure. La Révolution de 1789 sert de modèle, toutes proportions gardées, aux révolutionnaires de 1917. La Commune de Paris de 1870 fournit un modèle adéquat. En outre, dès 1917, l'exil des familles aristocratiques russes gagne Paris, Nice, la Bretagne.

Ces liens entre la Bretagne et la Russie ne sont nullement explicables dans le cadre d'une vision stéréotypée. L'image d'une région peuplée par les lutins, hantée par les revenants et les loups-garous repose sur des sources "populaires" constituées par des folkloristes le plus souvent aristocrates. La Bretagne et la Russie cultiveraient ainsi un atavisme commun lié à l'enracinement de la religion.

Certes, la conservation d'une mémoire "populaire" s'avère importante. Cependant, l'étude des familles aristocratiques établies en Bretagne livre d'autres dimensions. Dès le XVIIe siècle, la thalasocratie malouine compte nombre de figures de proue. Jacques Cartier (1481-1557) explore le Canada. Pierre Moreau de Maupertuis (1698-1759), explorateur en Laponie, fut directeur de l'Académie royale de Prusse sous Frédéric le Grand. Outre la figure connue de l'armateur le baron Surcouf (1773-1827), François René de Chateaubriand (1768-1848) devient ministre des Affaires étrangères en 1823-1824. Pierre-Louis Ferron de La Ferronnays (1777-1842) est diplomate à l'ambassade de Saint-Pétersbourg en 1812.

Ainsi, l'étude d'une entreprise de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), les

Forges et Laminoirs de Bretagne (1908-1994), révéla l'importance de ces liens diplomatiques. Ses administrateurs et ses actionnaires appartiennent à des familles liées à la diplomatie franco-russe depuis le XVIIe siècle. Ce pôle social armée-marine-diplomatie va se révéler d'autant plus important que le maréchal Foch épousa en 1883 une Briochine. En effet, l'un des administrateurs des Forges et Laminoirs le présenta en 1916 à Clemenceau. Les ambassadeurs en poste en 1917 à Saint-Pétersbourg appartiennent à ce même réseau de relations. Ces interrelations entre ces villes portuaires reposent sur la volonté de Pierre le Grand d'offrir à l'empire russe une ouverture à la mer. Depuis le XVIIIe siècle, les débouchés économiques, les relations commerciales tissent des liens politiques, dont la conclusion pratique sera la guerre de 14-18. La nécessité vitale pour la France d'ouvrir deux fronts au cours de ce conflit en incombe à la Russie. La révolution de 1917 ouvrira cependant d'autres perspectives.

Le choix de Saint-Brieuc n'est pas anodin. Le 7 août 1852, *"le prince Jérôme, frère de Napoléon Ier, descendit chez le nouveau préfet... Le prince reçut les autorités, visita le Légué et promit son concours en vue de l'achèvement du bassin à flot"* (1). Jérôme Bonaparte (1784-1860), roi de Westphalie et contre-amiral, est lointain parent d'Alain le Gualès de Mézaubran (1860-1933), armateur et administrateur des Forges et Laminoirs.

L'axe stratégique Paris-Brest exige en fait de nouveaux moyens de communication. Lors de sa visite en Bretagne du 15 au 19 août 1858, Napoléon III appuie la décision de faire passer le chemin de fer par Saint-Brieuc plutôt que par Quintin et Moncontour, villes de l'industrie de la toile. Au cours du XIXe siècle, les familles aristocratiques qui exploitaient le textile et les forges à l'intérieur du département s'allient avec des armateurs de Saint-Brieuc, afin d'exporter leurs produits. Ce glissement des activités et du capital s'accompagne d'un autre choix.

La visite, en 1843, du prince de Joinville (1818-1900) à Saint-Brieuc, dont le service militaire se déroulait à Brest, suscite des vocations. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, la fondation de l'école Saint-Charles, dont les cours de Navale étaient réputés dans toute la France, fut renflouée par le comte romain Achille Latimier du Clézieux. Il fit marier sa fille au chef d'état-major général de la marine, l'amiral de Cuverville. Cette école briochine formera d'illustres cadres, dont l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu (1889-1964), compagnon du général de Gaulle et haut-commissaire en Indochine en 1945-1947. Le Briochin Henry Nomy (1899-1971) fut chef d'état-major général de la marine et organisa en 1959 un rassemblement de forces navales en Méditerranée sous l'égide du ministre des Armées. La crise de Suez, en 1956, ravivait les tensions franco-britanniques. En outre, le vice-amiral André Lemmonier (1896-1963), né à Guingamp (Côtes-d'Armor), dirigea le débarquement de la flotte française en Provence lors du second conflit mondial. D'autres biographies sont à présenter.

En vue de reconstituer l'ensemble des réseaux au cœur de ce pôle social, il s'agissait de reconstituer sur la longue durée le parcours de ces familles liées à la Russie. Les sources locales fournissent l'essentiel de la matière, mais doivent être complétées avec des sites historiques, en l'occurrence innombrables sur Internet. De présenter les personnages principaux et de déterminer leur rôle au cours de la guerre de 14-18. D'autant que le traité de Versailles repose le problème de la paix. A l'issue de la guerre, l'émergence de l'impérialisme américain, doté d'un fort appareil industriel, se fait au détriment de la place des autres impérialismes. Le colonialisme français doit ainsi composer avec cette nouvelle situation. Et pouvoir compter sur de tels réseaux pour pouvoir maintenir ses positions.

Ces réseaux sont de nature structurelle. Afin d'en dégager les traits principaux, il a fallu dresser une typologie de

(1) Jules Lamare, *Histoire de la ville de Saint-Brieuc*, Les éditions de la Tour Gile, 1994, p. 326.

figures historiques. Et délimiter les contours à l'aide de critères comme l'appartenance à l'armée, à la marine, de retracer les carrières. La prosopographie de l'ensemble fournit un résultat étonnant : une endogamie socioprofessionnelle liée à la diplomatie autour de la Russie depuis le XVIIe siècle. La part du rêve, du voyage, n'est pas à exclure. Nombre d'explorateurs parcourent le monde et rapportent des récits merveilleux sur de nouveaux mondes à explorer, finalement à conquérir. L'ouvrage réel ou supposé de Marco Polo, *Le Devisement du monde,* fournit un critère culturel :

"Seigneurs, empereurs et rois, ducs et marquis, comtes, chevaliers et bourgeois, et vous tous qui voulez connaître les différentes races d'hommes, et la variété des diverses régions du monde, et être informés de leurs us et coutumes, prenez donc ce livre et faites-le lire ; car vous y trouverez toutes les grandissimes merveilles et diversités de la Grande et de la Petite Arménie, de la Perse, de la Turquie, des Tartares et de l'Inde, et de maintes autres provinces de l'Asie moyenne et d'une partie de l'Europe quand on marche à la rencontre du Vent-Grec, du Levant et de la Tramontane ; c'est ainsi que notre livre vous les contera en clair et bon ordre, tout comme Messire Marco Polo, sage et noble citoyen de Venise, les décrit parce qu'il les a vues de ses propres yeux" (2).

La Russie sera au cours des siècles l'objet de toutes les attentions.

(2) Marco Polo, *Le Devisement du monde, Le Livre des merveilles I,* éditions La Découverte/Poche, Paris, 1998, p. 39.

La guerre de 14-18 : des réseaux aristocratiques

CHARLES MEUNIER-SURCOUF (1869-1956), négociant et polytechnicien, devient premier adjoint au maire de Saint-Brieuc en 1908, président du conseil général des Côtes-du-Nord de 1930 à 1939. En 1916, il fit se rencontrer le général Foch et Clemenceau.

Officier d'ordonnance du général Foch dès le 13 novembre 1914, il resta ainsi 21 mois à ses côtés et consigna dans ses Mémoires, jusqu'alors inconnus du public, ses observations sur le déroulement du premier conflit mondial.

Député en 1912, ses travaux aux commissions de la marine marchande et de la guerre à l'Assemblée nationale l'amenèrent en mission sur ordre de Clemenceau en 1916 et 1919.

Il s'agissait, pour l'impérialisme français, de ramener dans le giron des alliés la Serbie, la Roumanie et la Grèce.

Gustave de Kerguézec

Ces fréquentations aristocratiques s'appuient sur des alliances familiales. Ainsi Gustave de Kerguézec, député des Côtes-du-Nord, compagnon de route de Charles Meunier, épousa en avril 1911 Hélène Lahovary, fille du ministre roumain des Affaires étrangères et d'Alexandrine Cantacuzène, descendante d'un empereur romain d'Orient et des princes de Valachie. Dans le tome V de ses Mémoires, *Au service de la France,* édités en 1928, le président de la République, Raymond Poincaré, relata l'entrevue du 12 septembre 1914 avec Gustave de Kerguézec au sujet de la fidélité de la Roumanie :

"Je reçois M. de Kerguézec, député des Côtes-du-Nord, qui est allié, par sa femme, à une grande famille roumaine et qui revient de Bucarest. Il y a vu notre Take Jonesco, qui lui a dit : si l'Italie

marchait, la Roumanie marcherait certainement aussi, mais pour que l'Italie marchât, il faudrait que la France lui promît quelque chose, la Tunisie, par exemple."

Ces alliances diplomatiques visent à s'assurer le contrôle des Balkans face aux appétits allemands et austro-hongrois de contrecarrer l'expansionnisme britannique au Moyen-Orient.

Le maréchal Foch

En outre, ces rencontres sont parfois le fruit des circonstances. Le capitaine Foch épousa à Saint-Brieuc le 5 novembre 1883 Julie Bienvenüe, parente de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées Fülgence Bienvenüe, constructeur du Métropolitain. Le futur maréchal fit de fréquents séjours à Saint-Brieuc de 1883 à 1897.

Marie Surcouf

Homme politique, officier d'artillerie, Charles Meunier épousa à Rennes en 1898 Marie Surcouf, fille du baron Surcouf, petit-neveu du corsaire. Le baron Surcouf servit au siège de Paris en 1870-1871. Marie Surcouf publia de nombreux textes sous le pseudonyme d'Albane dans la revue *L'Hermine*. Elle dédicaça son recueil de nouvelles à Gustave V, roi de Suède. Adolphe Surcouf, l'un de ses plus jeunes frères, convola en justes noces à Saint-Pierre de Chaillot (Paris), en 1910, avec Elisabeth de Bezirganoff, née Zoubaloff.

Robert Surcouf, le plus influent des frères, avocat et député radical d'Ille-et-Vilaine en 1898, était en 1889 le plus jeune officier de réserve de l'armée française. Ami de sir Robert Mond, chimiste anglais et fournisseur de TNT pour les Alliés, il fréquentait à Dinard la famille de Kergariou. Edgar de Kergariou, lieutenant-colonel et ambassadeur de France en Bulgarie, remit le 15 décembre 1940 au maréchal Pétain un texte sur la place que devait occuper la Bretagne au sein de la France.

Robert Mond, surnommé *"le roi du nickel"*, exploitait le nickel au Canada et en Nouvelle-Calédonie. Anobli, il entretient des relations privilégiées avec Lloyd George, le roi d'Angleterre George VI, le président du Conseil, Paul Painlevé, et le prix Nobel de médecine, Alexis Carell, au cours des années vingt et trente. Il recevait régulièrement à Dinard Philippe Berthelot, dont le père, Marcellin Berthelot, occupa les fonctions de ministre des Affaires étrangères en 1895. Philippe Berthelot effectua des missions en Extrême-Orient en 1902, en 1914 fut directeur adjoint des affaires politiques au Quai d'Orsay et accompagna le président Poincaré lors de son voyage en Russie à la veille de la guerre.

Ces réseaux aristocratiques constituent à première vue l'armature d'un complexe militaro-industriel à grande échelle, et s'insèrent dans le jeu diplomatique mondial. L'imbrication étroite de ces élites et de leurs intérêts s'exprime également sur le plan politique.

Un complexe militaro-industriel et la politique étrangère

AINSI, la première entrevue entre Clemenceau et Charles Meunier-Surcouf se déroula le 15 avril 1916. Député en 1912, il anima la section briochine de l'Action libérale populaire, mouvement politique farouchement opposé à la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Cette action visait à défendre les intérêts économiques de la première circonscription maritime de France. Outre son secrétaire, Edouard Bienvenüe, oncle de la

maréchale Foch, cette section comptait parmi ses plus illustres membres Louis de Chappdelaine, ministre de la Marine et des Colonies dans les années trente.

L'Orient

Maître de forges depuis 1908, Charles Meunier devient administrateur des Forges et Laminoirs de Bretagne. Elles produisirent 400 000 fers à chevaux en 1916, de quoi équiper l'armée française. En 1932-1933, elles fournirent 8 000 tonnes de laminés pour la ligne Maginot. En effet, Charles Meunier fit partie du premier comité secret à l'Assemblée nationale, en juin 1916, avec André Maginot, Paul Painlevé et André Tardieu, ministre des Régions libérées en 1919-1920. L'un des buts de leur campagne fut de promouvoir Clemenceau.

"L'autre grand problème auquel s'intéressèrent les premiers comités secrets concernait l'attitude de la Grèce. La politique antifrançaise menée par le roi Constantin et par son Premier ministre, Skouloudis, avait contraint le général Sarrail à décréter l'état de siège à Salonique le 3 juin 1916" (1).

Charles Meunier effectua une mission sur ordre de Clemenceau en septembre-octobre 1916 pour rejoindre Salonique, tête de pont du front d'Orient. L'offensive contre les Bulgares, lancée le 10 septembre par la division serbe Davar, fut soutenue par le ravitaillement apporté par le vapeur le *Saint-Brieuc*, le 11 septembre. Il appartenait à l'armateur et administrateur des Forges et Laminoirs de Bretagne, Alain Le Gualès de Mézaubran. L'adhésion de la Roumanie et de la Serbie garantit en effet la stabilité et l'accès aux riches champs pétrolifères du Caucase.

La Russie

En octobre 1916, Charles Meunier dîne avec Alexandre Ier de Serbie, la princesse russe Narychkine et le général Sarrail. Nathalie Narychkine était mère de Pierre le Grand (2). Alexandre Ier Karageorgevitch (1888-1934), roi de Yougoslavie (1929-1934), fut assassiné en 1934 lors d'un attentat à Marseille par des nationalistes croates avec le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou. Il épousa le 8 juin 1922 la princesse de Roumanie Maria von Hohenzollern-Sigmaringen (1900-1961). Maria eut pour parents le roi de Roumanie Ferdinand Ier von Hohenzollern-Sigmaringen (1865-1927) et Marie Von Sachsen-Coburg und Gotha, princesse de Grande-Bretagne (1875-1938).

Les liens diplomatiques entre la France et la Russie reposent sur le rôle d'intermédiaires culturels entre une république et des royautés. La République française s'appuie donc sur un personnel diplomatique noble, afin de conclure des traités. De plus, la France, depuis l'alliance franco-russe, entrevoit une alliance militaire, afin de contrecarrer l'expansion allemande. Il lui faut ainsi appuyer sa politique auprès des familles princières alliées à la Russie, d'autant qu'elles comportent le plus souvent des branches allemandes en leur sein.

Marie était fille d'Alfred von Sachsen-Coburg und Gotha, duc d'Edimbourg (1844-1900), et de Marie Romanov-Holstein-Gottorp, grande duchesse de Russie (1853-1920). Marie Romanov est issue du tsar Alexandre II (1818-1881), auquel succédèrent le tsar Alexandre III (1845-1894) et Nicolas II (1868-1917) en 1894.

Ces filiations comptent davantage lorsque l'actionnariat des Forges et Laminoirs de Bretagne repose sur des familles liées à la Russie depuis le XVIIIe siècle. Ainsi, Conrad de Buisseret (1865-1927), proche parent de l'armateur Alain Le Gualès de Mézaubran, fut diplomate belge en poste à Saint-Pétersbourg de 1912 à 1917. Conrad de Buisseret épousa en 1917 à Petrograd Lydia Sokol. Le père de Conrad, le sénateur catholique

(1) Patrick Facon, *La Grande Guerre et ses lendemains, 1914-1935*, librairie Larousse, collection Histoire de la France illustrée/2 000 ans d'images, Paris, p. 51.

(2) Une monumentale biographie de Pierre le Grand est à consulter : Robert Massié, *Pierre le Grand*, Fayard, Paris, 1985, 866 pages.

Maurice de Buisseret (1831-1888), épousa Béatrix de Bernard de Montbrison. Béatrix fut l'arrière-petite-fille de Louise Waldner von Freundstein, la baronne d'Oberkirch, amie de Goethe et amie de Marie Feodorovnav, épouse du tsar Paul Ier, fils de Catherine II. Le comte Hubert de Montbrison (1892-1981) se remaria en 1950 avec la princesse russe Irina Paley (1903-1990), petite-fille du tsar Alexandre II (1818-1881).

Les différentes missions menées en 1916 aux Etats-Unis par le général Foch et André Tardieu confirment l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Les Etats-Unis

L'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés de la France aux cris de *"La Fayette, nous voilà !"* s'appuie également sur des réseaux diplomatiques liés à l'aristocratie. Pierre, marquis de Chambrun (1865-1954), député de la Lozère de 1898 à 1933, ami de Charles Meunier, était issu d'Adolphe Pineton de Chambrun (1831-1891), chargé par le ministère des Affaires étrangères d'une mission aux Etats-Unis en février 1865, et de Marthe Tircuy de Corcelle, petite-fille de La Fayette. En fait, son père, Philibert Tircuy de Corcelle (1802-1892), ambassadeur de France au Vatican, se maria en 1831 avec Mélanie de Lasteyrie du Saillant (1809-1895), fille de Maria Antoinette Motier de La Fayette. Gilbert, marquis de La Fayette (1757-1837), un des acteurs de l'indépendance américaine, se mit au service du général George Washington (1732-1799) en 1777. Un traité d'alliance fut signé le 6 février 1778 entre les insurgés et le royaume de France.

Son père, Michel Louis Motier de La Fayette, ami intime du comte de Broglie, épousa la Briochine Julie, marquise de la Rivière (1736-1770), dont le grand-père, Charles François de la Rivière, était colonel en arrière-ban de Saint-Brieuc et aide de camp du comte de Guiche, le maréchal de France Antoine III de Gramont (1604-1678). Gilbert, marquis de La Fayette, eut plusieurs enfants de Marie de Noailles, dont Georges Washington Louis Gilbert de La Fayette en 1779.

Charles de Chambrun (1875-1952), frère de Pierre, marquis de Chambrun, occupe des postes aux ambassades du Vatican, de Berlin, et, de 1912 à 1914, remplit des fonctions à la direction politique du Quai d'Orsay. De 1912 à 1917, il est attaché à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Filleul de Pétain (1856-1951), maréchal de France et chef d'Etat le 10 juillet 1940, René Pineton de Chambrun épousa Josée Laval en 1935. Le journaliste Yves Pourcher lui consacre un ouvrage très intéressant, *Pierre Laval vu par sa fille* (3). Ainsi, Charles de Chambrun fit partie de la délégation menée en 1921 par le maréchal Foch aux Etats-Unis. De plus, Charles Meunier, au cours d'un dîner en 1916 avec le général Pétain et son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Serrigny, évoque le manque d'artillerie au front et les pertes humaines considérables.

Les liens diplomatiques confortent le rapprochement franco-américain au cours des deux conflits mondiaux. Le général Aldebert de Pineton de Chambrun épousa en 1901 Clara Longworth, proche parente d'Alice Roosevelt, fille du président des Etats-Unis, Theodore Roosevelt (1858-1919).

Une interview d'un ouvrier des Forges et Laminoirs de Bretagne réalisée en septembre 2001 indique que leur fondateur, Gustave Vaucouleur, avait pour gendre Gaston Henry-Haye, ambassadeur de France aux Etats-Unis de 1940 à 1942. Né en Seine-et-Oise, il participe aux combats de 14-18 et occupe les fonctions d'instructeur militaire aux Etats-Unis en 1917. En 1935, il est élu maire de Versailles et y organise, en présence du maréchal Pétain et du général américain Pershing, l'inauguration d'un monument dédié à l'armée américaine en 1937. Au cours de ses travaux à la commission des affaires étrangères du Sénat, il est désigné rapporteur pour les questions du Moyen-Orient. Nommé en

(3) Yves Pourcher, *Pierre Laval vu par sa fille*, Le Cherche-Midi, collection Documents, Paris, 2002.

1940 ambassadeur aux Etats-Unis par le maréchal Pétain, il effectue quelques séjours en France. Le 18 août 1940, il dîne avec Josée Laval et René de Chambrun (4). *"Le 9 mars 1944, l'ambassadeur Henry-Haye rentre des Etats-Unis. Il déjeune le lendemain à Matignon avec Josée et ses parents"* (5).

Ses conversations en 1941 avec Franklin Roosevelt visent à maintenir le rang des colonies françaises :

"Le président des Etats-Unis m'affirma à maintes reprises, comme je l'ai déjà dit, que si la flotte et l'empire français restaient hors de l'atteinte des convoitises allemandes, il veillerait personnellement à ce que la souveraineté de la France sur ses possessions d'outre-mer ne fût jamais mise en cause. Au nom du maréchal, je l'assurai solennellement de la détermination de mon gouvernement de maintenir le drapeau tricolore sur tous les territoires de l'empire français. Ces engagements furent tenus. Cependant, Roosevelt affirma en différentes occasions, dans des déclarations d'ailleurs ambiguës, que la notion d'empire au sens où l'entendent les pays colonisateurs n'était plus acceptable" (6).

L'impérialisme français compte coûte que coûte maintenir son empire colonial et développe pour cela les liaisons nécessaires, afin de maintenir l'unité de son empire.

L'aviation militaire

L'aviation, domaine stratégique au cours du premier conflit mondial, connut de francs succès. Le 28 avril 1912, Charles Meunier-Surcouf et Edgar de Kergariou (1884-1948) organisèrent un meeting d'aviation militaire à Saint-Brieuc. La famille de Kergariou est apparentée au président de la République, Jules Grévy, gendre de Daniel Wilson. Il s'agissait alors de faire le point sur les avancées dans ce domaine.

Le service d'ordre était assuré avec le concours personnel d'un avocat proche de Clemenceau : Alexandre Millerand, ministre de la Guerre en 1912-1913 et 1914-1915. Promoteur de la loi de 1912 sur l'aéronautique civile et militaire, il devint président de la République de 1920 à 1924. De plus, le célèbre aviateur Louis Blériot, convié au meeting d'aviation du 25 juillet 1909 de Saint-Brieuc, préféra accomplir le jour même la première traversée de la Manche.

L'aviation, alors, suscite bien des vocations. Le 19 décembre 1925, le Briochin Alain Mion, lieutenant d'aviation, et quatre pilotes chevronnés tentent de relier Paris à Hanoi. Maurice Noguès, apparenté à la famille Vallée, fut le créateur de la ligne aéropostale d'Extrême-Orient. En 1922, il établit la première liaison commerciale Bucarest-Constantinople-Ankara et, en 1924, entreprit de relier Paris à Moscou. En 1934, il établit la liaison Paris-Saigon. Au titre de créateur d'Air Orient, il devient l'un des fondateurs d'Air France en 1933.

Au cours de la guerre de 14-18, Armand Vallée, maître de forges à Saint-Brieuc, fournit au ministère de l'Armement d'importantes commandes de grenades. L'industriel Lucien Rosengart établit sa principale usine à Saint-Brieuc et reprend le brevet de propulsion par chenilles de l'ingénieur français Adolphe Kégresse (1879-1943), directeur du garage du tsar Nicolas II. L'industriel, fortuné, l'emploiera pour la croisière noire.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Aéroclub des Côtes-du-Nord, fondé en 1909, se restructura et comptera parmi les membres du comité d'honneur : André Cornu, officier aviateur de réserve, futur ministre de la Ve République sous la présidence du général de Gaulle.

Le général de Gaulle

Nous ignorons si Maurice Noguès (1889-1934) est apparenté au général Charles Noguès (1876-1971). Le colonel Noguès, chef d'état-major du maréchal

(4) *Op. cit*, p. 197.

(5) *Op. cit*, p. 313.

(6) Gaston Henry-Haye, *La Grande Eclipse franco-américaine, 1940-1942*, Plon, Paris, 1972, p. 243.

Lyautey, lui succéda comme résident général au Maroc en 1936. Le maréchal Lyautey (1854-1934), ministre de la Guerre en 1916-1917, participa en effet à la conquête du Tonkin et du Maroc.

Le 19 juin 1940, le général de Gaulle adresse un télégramme au général Noguès, commandant en chef des opérations en Afrique du Nord :

"Suis à Londres en contact officieux et direct avec gouvernement britannique. Me tiens à votre disposition, soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toute démarche qui pourrait vous être utile" (7).

Les empires coloniaux, objets de toutes les convoitises de la part de l'impérialisme allemand, obligent l'Etat français à opérer un rapprochement militaire et industriel avec la Russie. Ainsi, le général Noguès est le gendre de Théophile Delcassé (1852-1923), ministre des Colonies en 1894-1895, ministre des Affaires étrangères en 1898. Artisan de l'alliance franco-russe, il est partisan du rapprochement avec l'Italie et la Grande-Bretagne. Il sera en 1911-1913 ministre de la Marine. Le tsar Nicolas II encouragea l'alliance franco-russe avec le concours du ministre des Finances, Sergueï Witte.

Le général de Gaulle adresse un télégramme le 20 juin au général Weygand, commandant des AFN :

"Mes rapports personnels avec le gouvernement britannique — en particulier avec M. Churchill — pourraient me permettre d'être utile à vous-même ou à toute autre haute personnalité qui voudrait se mettre à la tête de la résistance française continuée" (8).

Le général Maxime Weygand (1867-1965), chef d'état-major de Foch jusqu'en 1918, instructeur pour l'état-major polonais en 1920, devient commissaire du Liban et de la Syrie en 1923. Ministre de la Défense nationale en 1940, il signe l'accord Weygand-Murphy sur le ravitaillement de l'Afrique française par les Américains. L'officier de cavalerie épouse en 1900 Renée de Forzanz du Houx, issue du général de brigade de cavalerie Raoul, vicomte de Forzanz du Houx, et d'Edwige Ciechanowiecka. Elle était la fille du comte et maréchal russe Paul Ciechanowiecki et d'Alexandrine Riznitch. Le général Weygand résidait dans la demeure de Coat Amour, à Morlaix (Côtes-du-Nord). Le maréchal Foch résidera également à Morlaix.

Le général de Gaulle (1890-1970), après le second conflit mondial, honorera la mémoire de son oncle Charles de Gaulle à Morlaix. Féru de littérature bretonne, il organisa le congrès interceltique de Saint-Brieuc en 1867. Le père du général, Henri de Gaulle (1848-1932), était précepteur des enfants du marquis de Talhouët, député de la Sarthe et ministre. Saint-Cyrien, Charles de Gaulle intègre le 33e RI sous le commandement du colonel Philippe Pétain. Dès 1919, instructeur militaire en Pologne, il lutte contre l'Armée rouge. En 1924, il intègre l'état-major de l'armée du Rhin.

En 1930, il occupera les mêmes fonctions à l'état-major de l'armée du Levant, à Beyrouth. En effet, l'impérialisme français tente de renforcer ses positions au Proche-Orient. L'accord Sykes-Picot du 16 mai 1916 finalise le démembrement de l'Empire ottoman. Les provinces non turques, Syrie, Palestine, sont placées sous domination soit française, soit anglaise. La France imposera sa tutelle sur la Syrie et le Liban. Le 2 novembre 1917, le comte Arthur Balfour, secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères en 1916-1922, émit une déclaration sur *"l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif"* (9).

Charles-Emmanuel Le Flô

Cet enclavement décrété par l'impérialisme britannique vise à promulguer un nouvel ordre international dans une région en proie au nationalisme arabe, que leurs services secrets ont eux-mêmes soutenu. Le complexe militaro-indus-

(7) *Mémoires de guerre*, tome Ier, annexes.

(8) *Ibidem.*

(9) Ralph Schoenmann, *L'Histoire cachée du sionisme*, Paris, SELIO, 1988, p. 31.

triel, dont nous vous présentons les traits principaux, prend ici toute son envergure. Un film amateur réalisé en 1947 par M. Nizier-Cottarel, parent de Gustave Vaucouleur, fondateur des Forges et Laminoirs, présente des vues sur la région de Saint-Brieuc. Il s'attarde sur deux blasons fixés sur un monument, identifiables sur un ouvrage d'héraldique (10). Ils concerneraient la famille de l'épouse de Gustave Vaucouleur. Ils représentent les blasons des familles de Chalus et de la Barre de Nanteuil.

Pierre de la Barre de Nanteuil épouse Angèle-Adélaïde Binsse de Saint-Victor. Ils eurent pour enfants Jeanne, qui épousa à Saint-Brieuc en 1876 le comte Paul de Chalus, et Auguste, comte de la Barre de Nanteuil, chevalier de Saint-Grégoire le Grand et chevalier de Pie IX, dont l'épouse est Caroline Le Flô.

Caroline est fille de Charles-Emmanuel Le Flô (1804-1887), ministre de la Guerre en 1870-1871, ambassadeur à Saint-Pétersbourg. En 1870, il entreprend de fortifier la capitale en vue de l'invasion de l'armée allemande et refuse de laisser les canons aux mains des Fédérés. Il évacue Paris et réintègre le poste d'ambassadeur en Russie jusqu'en 1879. Grand-croix de la Légion d'honneur, Charles Le Flô reçoit du tsar Alexandre II la très prestigieuse décoration de grand-croix de Saint-André de Russie. Il se domicilia à Morlaix. L'armée bretonne sera menée en 1870 par le général de la Motte rouge, le commandant en second sera Ernest Carré-Kérisouët, député de Loudéac en 1869-1877 et directeur des Forges et Aciéries de Saint-Brieuc, fondées en 1873. Le site, repris en 1908, donnera naissance aux Forges et Laminoirs de Bretagne.

Auguste, comte de la Barre de Nanteuil, et Caroline Le Flô eurent trois enfants, dont Yvonne, qui épousa en 1907 le vicomte Joseph de Poulpiquet du Halgouët et de Brescanvel, conseiller d'ambassade à Londres. Xavier de Gaulle, frère du général de Gaulle, ingénieur en chef des mines de la Sarre et consul général de France à Genève, eut pour enfant en deuxième mariage Marie-Louise, qui épousa Hubert de Poulpiquet de Brescanvel, domicilié à Saint-Brieuc. De son premier mariage, il eut pour enfant Geneviève de Gaulle-Anthonoz, étudiante en histoire à Rennes de 1939 à 1941. Résistante et déportée à Ravensbrück, elle présidera le mouvement ATD Quart Monde en 1964.

En outre, l'un des administrateurs des Forges et Laminoirs, Alain Le Gualès de Mézaubran (1860-1933), maria son fils Guy avec Elisabeth de Saintuckley au Liban, en 1920. La présence française au Proche-Orient est cependant battue en brèche.

Lawrence d'Arabie

Françoise de Poulpiquet du Halgouët se maria en 1900 avec le colonel et comte romain Jean Philpin de Piépape, chef des forces françaises et anglaises qui vont reconquérir la Palestine et Jérusalem sur le détachement turc le 11 décembre 1917. *L'Echo de Paris* (24 septembre 1917) signale la victoire :

"Côte à côte avec le général Allenby et le colonel de Piépape, officier français, on doit mentionner le colonel Lawrence, qui a joué un rôle de la plus grande importance dans la victoire de la Palestine. Le nom du colonel Lawrence, qui mit à la disposition du chef britannique son expérience du pays et son talent d'organisateur, prendra son rang dans l'histoire de la Grande-Bretagne."

Thomas Lawrence (1888-1935), diplômé d'Oxford, entreprit des études d'archéologie et boucla en 1910 sa thèse sur *"L'influence des croisades sur l'architecture militaire européenne du Xe au XIIe siècle"*. En décembre 1910, il effectue des fouilles en Mésopotamie. En janvier 1914, il participe à une mission cartographique au Sinaï. En 1917, il noue une amitié avec Fayçal, troisième fils d'Hussein, chérif de La Mecque. Et entreprend, avec l'aide d'une armée arabe, appuyée par le général de l'armée d'Egypte Allenby, des raids sur les voies

(10) Henri Frotier de la Messelière, *Filiations bretonnes, 1650-1912*, Mayenne, Imprimerie de la Manutention, 1986, 6 tomes.

ferrées. Voies de communication, elles sont vitales pour les convois turcs. A Dinard, Lawrence fréquentera les Nobel au cours de ses vacances d'adolescent.

Il formulera son projet d'un empire arabe sous influence britannique dans une lettre du 14 novembre 1919 à G. Kidston, membre de la section orientale du Foreign Office :

« Cher Kidston,

Aujourd'hui, vous m'avez demandé "pourquoi", et je vais vous expliquer ce qu'étaient exactement mes motivations dans l'affaire arabe, par ordre d'importance :

— Par curiosité intellectuelle. Je voulais savoir ce que ça fait d'être le ressort principal d'un mouvement national, et de voir les gens s'exprimer à travers moi par millions : puis, étant à moitié poète, je n'accorde que peu de valeur aux choses de ce monde. Affectivité et pensée me paraissent beaucoup plus importantes, et la chose, comme l'élan qui nous porta dans les murs de Damas, est la seule qui vaille la peine d'être réalisée.

— L'ambition. Vous savez comment Lionel Curtis a bâti sa conception de l'Empire — une fédération de peuples libres — acceptée par tous. Je voulais étendre cette notion au-delà de la formule anglo-saxonne et former une nation nouvelle avec des peuples pensants, acclamant tous la liberté qui est la nôtre, et demandant à être admis au sein de notre Empire. En fin de compte, selon moi, il n'y a pas d'autre voie pour l'Egypte et pour l'Inde, et je leur aurais rendu la route plus aisée en créant un dominion arabe au sein de l'Empire » (11).

En fait, en juillet 1919, les forces françaises chassent le roi Faycal du trône de Syrie.

Puis, Lawrence d'Arabie écrira le récit de ses aventures dans son ouvrage *Les Sept Piliers de la sagesse*, édité en 1926. Il rencontra l'orientaliste Louis Massignon (1883-1962), domicilié à Pordic (Côtes-du-Nord).

Louis Massignon

Louis Massignon effectue des voyages au Maroc en 1905 et en Mésopotamie en 1908. Dans un article du *Monde* (9 juin 1949), il exprimera ses positions sur l'Etat d'Israël :

« Je ne vois que nos concitoyens les Juifs français qui soient capables de faire comprendre à l'Etat d'Israël que notre demande d'internationalisation des lieux saints, tout comme notre désir fraternel d'aider les réfugiés arabes, chrétiens et musulmans en Palestine, ne cache aucune tactique "antijudaïque", mais exprime une fidélité à la vocation historique de la France parmi les nations qu'il serait fâcheux de minimiser. »

De 1917 à 1919, officier adjoint du haut-commissaire en Palestine et en Syrie, il est affecté aux services du Quai d'Orsay. En 1926, islamologue réputé, il accède au Collège de France. Dès le début du siècle, des contacts se nouent avec le colonel Lyautey et l'explorateur Charles de Foucauld (1858-1916).

Rédacteur du volumineux dictionnaire touareg-français, le Saint-Cyrien Charles de Foucauld de Pontbriand se convertit au catholicisme. Explorateur du Maroc, il remplissait le rôle d'agent de renseignements pour le compte de l'armée française. La France, à la veille de la guerre de 14-18, luttait ainsi contre l'Allemagne au Maroc pour l'exploitation des ressources minières, le contrôle des ressources induisant les capacités de chaque pays à maintenir l'effort de guerre.

(11) Premier tome des mémoires de Lawrence d'Arabie, *Lettres de T. E. Lawrence*, Robert Laffont, collection Bouquins, Paris, 1992, p. 597.

L'entrevue entre Clemenceau et Charles Meunier-Surcouf

LA discussion entre Clemenceau et Charles Meunier-Surcouf du 15 avril 1916 porte sur les stratégies militaires à mener. L'officier d'artillerie lui dresse un état des lieux du front, développe une critique des tactiques en cours.

Un rôle d'intermédiaire culturel

"Le Père la Victoire" se rendait régulièrement au front en tournée d'inspection pour gagner l'estime des troupes. Charles Meunier souligne à cet effet le manque de coordination des attaques menées contre les systèmes de défense de l'armée adverse, le manque de pièces d'artillerie lourde à tir rapide. Au cours de l'entretien, il lui recommande le général Foch :

"Je n'ai vu, lui dis-je, autour de moi qu'un seul général qui croit absolument à notre victoire militaire, c'est le général Foch. A cette foi militaire, il joint les qualités militaires qui font de lui un des premiers dans son métier, il me paraît désigné pour conduire nos armées et être l'appui le plus sûr et aussi le plus loyal qu'un gouvernement peut trouver dans les mois difficiles qui viennent."

Après avoir obtenu la promesse d'une entrevue entre le général Foch et Clemenceau, il lui remet par courrier un dossier de 40 pages sur l'état du front. Au début du mois de mai 1916, Georges Clemenceau rend visite avec son frère Albert au général Foch. Après l'entretien, Charles Meunier aborde le "Tigre" :

"Eh bien, Monsieur le Président, vous et le général ?

— Eh bien, mon cher ami, me dit-il, l'air joyeux, dans une allusion malicieuse au bruit que l'on faisait courir de la maladie de Foch, si nous ne tombons pas tous les deux gâteux, je pense, en effet, que nous ferons quelque chose ensemble."

Le général Foch tomba en disgrâce à la suite de l'offensive d'été 1916 de la Somme. Commencée le 1er juillet 1916 sous la direction du général Fayolle, placé sous les ordres de Foch, elle s'acheva à l'automne. *"Pour une avance de 9 kilomètres, Joffre déplorait la perte de 205 000 hommes, dont 65 000 tués"* (12).

Le général Joffre, le 28 novembre 1914, avait choisi comme adjoint le général Foch pour son état-major de Chantilly. Charles Meunier, cantonné à Juniville en 1914, rencontre le général Joffre :

"Je descends de cheval et vais saluer le général que j'ai beaucoup connu lorsqu'il commandait comme colonel le 71e d'infanterie à Saint-Brieuc."

L'unité de commandement constituera un problème crucial au cours de la guerre. Joseph Joffre (1852-1931), le futur maréchal de France, sera remplacé par le général Nivelle (1858-1924). Ce polytechnicien et officier d'artillerie conduisit l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917, si tristement célèbre dans les mémoires. Selon Wladimir d'Ormesson, biographe du maréchal Lyautey :

"Le général avait estimé irréel le plan de l'offensive déclenchée le 17 avril 1917 par le généralissime Nivelle, qui devait, selon son auteur, désorganiser le front allemand, permettre une vaste manœuvre d'enveloppement et hâter la victoire... Lyautey voulait réorganiser le haut-commandement, créer un poste de chef d'état-major général des armées auprès du commandant en chef, poste

(12) Patrick Facon, *La Grande Guerre et ses lendemains, 1914-1935*, librairie Larousse, collection Histoire de la France illustrée/2 000 ans d'images, Paris, p. 56.

qui aurait établi les liaisons entre la direction technique de la guerre sur le front français et la direction générale sur le plan interallié. Or, dès l'échec de l'offensive Nivelle, Paul Painlevé, qui succéda à Lyautey, appela le général Foch au commandement des armées et confia au général Pétain les fonctions de chef d'état-major général... Lyautey considérait que l'unité de commandement était la condition expresse de la victoire des Alliés" (13).

D'autant que l'opinion publique se lasse d'un conflit dont l'issue semble incertaine. La guerre des tranchées, la boue et le sang entament le moral des soldats. Les mutineries éclatent en avril 1917, stimulées par la révolution de février 1917 en Russie. *"Au total, 250 cas de mutinerie affectèrent 68 divisions, les deux tiers de l'armée française"* (14).

Charles Meunier s'assigne alors le rôle d'intermédiaire culturel entre le GQG et les parlementaires socialistes. Le 19 avril 1916, Marcel Cachin (1869-1958), directeur de *L'Humanité* en 1918, lui organise une rencontre avec Sembat (15). Charles Meunier (1869-1956) et le Paimpolais Marcel Cachin avaient fréquenté dans les mêmes années le lycée Anatole Le Braz, à Saint-Brieuc.

Nous ignorons si Lénine avait rencontré, lors de son séjour en juin-juillet 1902 à Loguivy-de-la-Mer (Côtes-du-Nord), le peintre Paul Signac (1963-1935), gendre de Marcel Cachin. Ce peintre impressionniste menait des recherches sur la lumière et affectionnait tout particulièrement cet endroit. De 1900 à 1905, Lénine séjournera dans plusieurs capitales européennes. L'évolution politique de la Russie inquiétera l'Occident. La prise du pouvoir à Petrograd par les soviets, le 7 novembre 1917, orientera la politique de ces réseaux porteurs de l'alliance franco-russe.

(A suivre)

---

(13) Wladimir d'Ormesson, *Auprès de Lyautey*, Flammarion, Paris, 1963, p. 103.

(14) Patrick Facon, *La Grande Guerre et ses lendemains, 1914-1935*, librairie Larousse, collection Histoire de la France illustrée/2 000 ans d'images, Paris, p. 74.

(15) *Carnets de Marcel Cachin,* tome 1, 1906-1916, éditions du CNRS, 1993, p. 812.

Nestor Makhno : *"Ma rencontre avec Lénine"*

L'anarchiste ukrainien Makhno, venu à Moscou en juin 1918 pour rencontrer les anarchistes moscovites, décide de rencontrer Sverdlov, le président du comité exécutif central des Soviets. Il obtient aisément un laisser-passer pour le Kremlin, s'y rend le 24 juin, y entre sans difficulté et s'y promène tranquillement, jusqu'à ce qu'il trouve quelqu'un (il pense que c'est Boukharine) qui puisse lui indiquer le bureau de Sverdlov.

Cela suscite en lui une réflexion : *"Je me rappelais les légendes racontées par les contre-révolutionnaires et même par des révolutionnaires, dont des amis à moi adversaires de la politique de Lénine, de Sverdlov et de Trotsky, qui faisaient courir le bruit que ces dieux terrestres étaient inaccessibles et inapprochables, qu'ils étaient entourés d'une énorme garde, dont les chefs seuls décidaient qui ils laissaient approcher, et que les simples mortels ne pouvaient donc accéder à ces dieux. Je perçus alors toute la stupidité de ces bruits et me dirigeai librement vers le bureau de Sverdlov."*

Il est reçu par Sverdlov, qui l'interroge longuement et lui promet d'organiser une rencontre avec Lénine le lendemain. A une heure de l'après-midi, le 25, Makhno se présente au Kremlin. Sverdlov l'introduit dans le cabinet de Lénine. Makhno a raconté cet entretien dans ses souvenirs, rédigés lors de son exil en France, où il connut une profonde misère avant de mourir de la tuberculose dans un hôpital parisien en 1934. Mais seule la première partie de ces souvenirs (jusqu'en avril 1918) a été publiée en français (en 1970, aux éditions Belfond).

Le récit de cette rencontre ainsi que de sa rencontre avec Sverdlov a déjà été reproduit dans l'anthologie anarchiste établie par Daniel Guérin (*Ni Dieu, ni maître*), publiée il y a quarante ans par les éditions de Delphe. Nous en publions ici une nouvelle traduction. Nous extrayons du texte russe les pages qu'il a consacrées à sa visite chez Lénine et à sa discussion avec lui.

"Un homme auprès duquel il y avait beaucoup à apprendre"

LÉNINE me reçut paternellement, il me prit la main, m'appuya son autre main sur l'épaule et me fit asseoir dans un fauteuil, s'assit en face de moi et commença à m'interroger. Première question : *« De quelle région venez-vous ? Comment les paysans de cette région ont-ils accueilli le slogan* "Tout le pouvoir aux soviets sur place !", *comment réagissent-ils aux actions des adversaires de ce slogan et à celles de la Rada centrale* (1) *en particulier ? Les paysans de cette région se sont-ils révoltés contre l'invasion des armées allemandes et autrichiennes ? Si oui, qu'est-ce qui a manqué pour que les révoltes paysannes débouchent sur des insurrections généralisées et se fondent avec les détachements de l'Armée rouge ?"*

Je répondis à ces questions brièvement. Lénine, avec l'habileté propre à un organisateur et un dirigeant, s'efforçait de poser ses questions de telle façon que je puisse m'y arrêter le plus précisément possible. Ainsi, par exemple, il me demanda trois fois comment les paysans de la région d'où je venais prenaient le slogan *"Tout le pouvoir aux soviets sur place !"* et, à chaque fois, il s'étonna de ma réponse, à savoir que les paysans interprétaient ce slogan à leur manière : pour les paysans, le pouvoir des soviets sur place signifie que tout le pouvoir, et en tout doit, s'identifier directement avec la conscience et la volonté des travailleurs eux-mêmes... Les soviets ouvriers et paysans des villages, des volost (2) ou des districts ne sont rien de plus ou de moins que des éléments d'un groupement révolutionnaire et de l'autogestion économique sur le chemin de l'existence et de la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie et ses laquais, les socialistes de droite et leur gouvernement de coalition...

« Pensez-vous, me demanda alors Lénine, *que cette façon qu'ont les paysans de comprendre notre slogan* "Tout le pouvoir aux soviets sur place !" *est juste ? »*

Je répondis : *"Oui."*

"Dans ce cas, me répondit Lénine, *la paysannerie dans votre région est infectée par l'anarchisme.*

Notes de la rédaction :

(1) Rada centrale : gouvernement démocratique ukrainien qui se mit en place en décembre 1917, avec lequel les Allemands et les Autrichiens signèrent une paix séparée à Brest-Litovsk, en mars 1918, avant d'envahir l'Ukraine, puis de renverser la Rada en avril et d'installer au pouvoir l'ancien général tsariste, l'hetman Skoropadsky, qui s'enfuira lors de l'effondrement de l'armée allemande en décembre 1918.

(2) Volost : division administrative, sorte de grand canton.

— *Est-ce donc mal ?* lui demandai-je.

— *Ce n'est pas ce que je veux dire. Au contraire, ce serait consolant, car cela hâterait la victoire du communisme sur le capitalisme et son pouvoir."*

Je souris à moitié et déclarai à Lénine :

"C'est flatteur pour moi.

— *Non, non, j'affirme sérieusement qu'un tel phénomène dans la vie de la paysannerie accélérerait la victoire du communisme sur le capitalisme,* me répéta Lénine, qui ajouta :

— *Mais je pense seulement que ce phénomène dans la paysannerie n'est pas naturel, il a été importé dans leur milieu de l'extérieur par des propagandistes anarchistes et peut être rapidement surmonté. Je suis prêt à croire que cet état d'esprit, étant désorganisé et tombant sous les coups de la contre-révolution triomphante, est déjà révolu."*

Je fis remarquer à Lénine qu'un chef ne pouvait pas être un pessimiste et un sceptique.

Sverdlov me coupa la parole :

"Ainsi, d'après vous, il faudrait développer ce phénomène anarchiste dans la vie des paysans ?

— *Oh, ce n'est pas votre parti qui le développera",* lui répondis-je.

Lénine reprit :

"Et au nom de quoi faudrait-il le développer ? Au nom de la division des forces révolutionnaires du prolétariat, pour ouvrir la voie au développement et à l'expansion de la contre-révolution, et, en fin de compte, monter sur l'échafaud et y faire monter tout le prolétariat avec nous ?"

Je ne pus me contenir et fis remarquer nerveusement à Lénine que l'anarchisme et les anarchistes ne se jetaient pas dans les bras de la contre-révolution et n'y emmenaient pas le prolétariat.

"Est-ce que j'ai dit cela ?", me demanda Lénine, qui m'expliqua ce qu'il voulait dire : selon lui, les anarchistes, n'ayant pas d'organisation sérieuse de grande envergure, ne peuvent pas organiser le prolétariat et la paysannerie pauvre, et, par conséquent, ne peuvent les dresser pour la défense, au sens large du mot, de ce qui a été conquis par nous tous et de ce qui nous est cher.

Puis la conversation s'engagea sur les autres questions que Lénine posait. Lorsqu'il m'interrogea sur *"les détachements des gardes rouges et le courage révolutionnaire avec lequel ils avaient défendu nos conquêtes révolutionnaires communes",* Lénine me contraignit à répondre avec la plus grande précision. Cette question l'inquiétait manifestement, ou bien il se remémorait les prétendus récents succès des groupes et détachements de gardes rouges en Ukraine, pour réaliser les buts que Lénine et son parti s'étaient fixés et au nom desquels ils les avaient envoyés en Ukraine de la lointaine Petrograd ou d'autres villes de Russie. Je me rappelle l'inquiétude sincère qui le saisit lorsqu'il entendit ma réponse : c'était l'inquiétude que peut ressentir seulement un homme dont la vie est animée par la passion de la lutte contre un système qu'il hait et par la soif de la victoire sur ce système.

« J'ai participé au désarmement de dizaines d'escadrons cosaques qui avaient abandonné le front contre les Allemands à la fin de décembre 1917 et au début de 1918 et je connais bien "le courage révolutionnaire" des groupes et des détachements de gardes rouges, et surtout de leurs commandants... Et il me semble, camarade Lénine, que, vous fondant sur des témoignages de deuxième ou de troisième main, vous exagérez ce courage.

— *Comment ? Vous ne le reconnaissez pas ?* me demanda Lénine.

— *Les gardes rouges ont montré du caractère révolutionnaire et du courage, mais pas si grand que vous vous l'imaginez. Dans la lutte contre les haidamaks* (3) *de la Rada centrale, et surtout contre les régiments allemands, il y a eu des moments où le caractère révolutionnaire et le courage des gardes rouges ont été très pâles et même nuls. Cela s'explique dans de nombreux cas, à mon avis, par le fait que les détachements de*

(3) Haidamaks : formations militaires gouvernementales ukrainiennes.

gardes rouges (4) *ont été formés à la hâte et appliquaient des méthodes de lutte contre l'adversaire qui ne relevaient ni des méthodes du combat de partisans, dans le sens profond de ce mot, ni des méthodes du combat de troupes au front.* (Makhno développe ensuite l'idée que les gardes rouges progressaient le long des lignes de chemin de fer sans se préoccuper des territoires alentour et de l'arrière, et reculaient sur des dizaines de kilomètres lors des contre-attaques de l'adversaire, et il conclut :) *La population des villages ne les voyait donc pas, et c'est pourquoi elle ne pouvait leur apporter son soutien.*

— Mais alors, qu'est-ce que les propagandistes révolutionnaires font dans les villages ? me demanda Lénine, l'air nerveux. *Est-ce qu'ils ne réussissent pas à préparer les prolétaires du village au moment où les détachements de gardes rouges passent à leur proximité, pour pouvoir les compléter en leur fournissant des combattants frais ou former de nouveaux détachements de gardes rouges et occuper de nouveaux postes de combat contre la contre-révolution ?*

— Il ne faut pas s'emballer. Il y a tellement peu de propagandistes révolutionnaires dans les villages, et ils sont si impuissants ! Et dans ces villages, des centaines de propagandistes, d'ennemis secrets de la révolution débarquent tous les jours. On ne peut attendre des propagandistes révolutionnaires qu'ils suscitent de nouvelles forces de la révolution dans les villages et qu'ils puissent les opposer de façon organisée à la contre-révolution. »

Et je déclarai à Lénine en conclusion :

"Le moment exige des actions décidées de tous les révolutionnaires et dans tous les domaines de l'existence et de la lutte des travailleurs. Ne pas prendre cela en compte — et surtout chez nous, en Ukraine — signifie donner à la contre-révolution de l'hetman Skoropadsky la possibilité de développer et de renforcer librement son pouvoir."

Sverdlov souriait avec un enthousiasme mal dissimulé en regardant tantôt Lénine, tantôt moi. Lénine, les doigts croisés, réfléchissait, la tête penchée. Puis il redressa la tête et me dit : *"Tout ce que vous m'avez répondu là est assez attristant."*

Puis il se tourna vers Sverdlov et ajouta :

"En réorganisant les détachements de gardes rouges en Armée rouge, nous suivons une voie juste, qui va nous mener à la victoire définitive du prolétariat sur la bourgeoisie.

— Oui, oui", acquiesça rapidement Sverdlov.

Puis Lénine me demanda : *"Que pensez-vous faire à Moscou ?"*

Je lui répondis que je n'y restais pas longtemps : d'après les décisions de notre conférence insurrectionnelle de Taganrog, je devais me trouver en Ukraine dans les premiers jours de juillet.

"Illégalement ?

— Oui."

Lénine se tourna vers Sverdlov : *"Les anarchistes sont toujours pleins d'abnégation, ils acceptent tous les sacrifices, mais ce sont des fanatiques myopes, ils ne s'occupent pas du présent au nom d'un futur lointain."*

Il me demande aussitôt de ne pas prendre cette phrase pour moi et ajoute : *"Je vous considère vous, camarade, comme un homme soucieux de la réalité et de l'actualité brûlante. S'il y avait en Russie au moins un tiers de tels anarchistes-communistes, alors nous, les communistes, nous serions prêts, à certaines conditions, à marcher avec eux et à travailler ensemble dans le sens de la libre organisation des producteurs."*

Je me sentais commencer à éprouver de la vénération pour Lénine, que je considérais profondément il y a peu comme le responsable de l'écrasement des organisations anarchistes de Moscou (5), qui avait donné le signal de leur écrasement dans de nombreuses autres

(4) Les gardes rouges étaient des détachements de volontaires, souvent ouvriers, sans formation militaire, qui, en avril, seront dissous dans l'Armée rouge, construite comme une véritable armée.

(5) Les 12 et 13 avril, la Tcheka prit d'assaut l'hôtel où était installée la garde noire anarchiste à Moscou et la délogea.

villes de Russie. Je commençais dans le fond de mon âme à me sentir honteux et cherchai vite une réponse adéquate à lui donner :

"Les anarchistes-communistes font tous grand cas de la révolution et de ses conquêtes ; et cela témoigne que, sur ce point, ils sont tous semblables...

— Ne nous dites pas cela, me répondit Lénine en riant. *Nous connaissons les anarchistes aussi bien que vous. La majorité d'entre eux, peut-être ne peut-on dire qu'ils ne pensent pas du tout au présent, mais ils n'y pensent pas beaucoup ; or ce présent est si sérieux que ne pas y penser et ne pas définir son attitude positive vis-à-vis de ce présent, c'est une honte pour un révolutionnaire... La majorité des anarchistes pensent à l'avenir et écrivent sur l'avenir, sans comprendre le présent. C'est ce qui nous sépare d'eux, nous les communistes."*

En prononçant cette dernière phrase, Lénine se leva de son fauteuil, déambula dans son bureau et ajouta : *"Oui, oui, les anarchistes sont forts pour penser à l'avenir ; dans le présent, ils sont suspendus en l'air, et ils sont pitoyables uniquement parce que, vu leur fanatisme creux, ils n'ont en réalité aucun lien avec cet avenir..."*

Sverdlov se mit à rire, se tourna vers moi et me dit : *"Vous ne pouvez pas nier cela. Les remarques de Vladimir Ilitch sont justes."*

Lénine reprit : *« Est-ce que les anarchistes ont jamais reconnu leur inconséquence dans l'existence du "présent" ? Ils n'y pensent jamais. »*

Je répondis à Lénine et à Sverdlov que j'étais un paysan à moitié illettré et que je ne me sentais pas capable de discuter les pensées embrouillées que Lénine venait de développer sur les anarchistes, et j'ajoutai : *« Mais je dirai, camarade Lénine, que votre affirmation que les anarchistes ne comprennent pas le "présent" et n'ont pas en réalité de lien avec lui, etc., est fondamentalement fausse. Les anarchistes-communistes en Ukraine (ou bien, comme vous dites, vous les communistes, qui essayez d'éviter le mot Ukraine, "en Russie du sud") ont déjà donné beaucoup de preuves de leur lien total avec le présent. Toute la lutte de la campagne ukrainienne révolutionnaire contre la Rada centrale ukrainienne s'est menée sous la direction idéologique des anarchistes-communistes et en partie des socialistes-révolutionnaires russes (qui, il est vrai, poursuivaient, dans leur lutte contre la Rada, des buts tout à fait différents de ceux que nous poursuivons nous, anarchistes-communistes). Vos bolcheviks sont quasiment absents de nos villages, et là où ils existent, leur influence est tout à fait misérable. Presque toutes les communes paysannes et les artels* (6) *paysans en Ukraine ont été fondés par les anarchistes-communistes.* (Makhno développe longuement les faits soulignant la place décisive de ces derniers en Ukraine et leur souci profond du "présent" en précisant :) *Bien entendu, ce n'est pas dans l'intérêt de votre parti de reconnaître ces faits que vous ne pouvez contester. »*

En concluant, je regardai le président du comité exécutif central des Soviets, Sverdlov, qui rougit mais me sourit.

Lénine écarta les bras et dit :

"Peut-être que je me trompe.

— Oui, oui, camarade Lénine, lui fis-je remarquer, *dans ce cas précis, vous portez sur nous, les anarchistes-communistes, un jugement sévère, seulement, je pense, parce que vous êtes mal informé sur la réalité ukrainienne et sur le rôle que nous y jouons.*

— Peut-être. Je ne le nie pas. Chaque homme peut se tromper, surtout dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui", affirma-t-il en écartant les bras.

Et voyant que je m'énervais, il s'efforça paternellement de me calmer en transférant, avec une maîtrise raffinée, la discussion sur un autre thème.

Mais, malgré tout le respect que je ressentais pour Lénine au cours de cet entretien, mon sale caractère ne me permit pas de m'intéresser à la suite de la conversation avec lui. Je me sentais comme offensé. Et j'avais beau me

(6) Communes et artels : formes collectives d'organisation de l'agriculture.

rendre compte que j'avais en face de moi un homme avec qui il aurait fallu parler de beaucoup de choses, auprès duquel il y avait beaucoup à apprendre, mon humeur avait changé. Je ne pouvais plus être aussi désinvolte dans mes réponses, car je sentais que quelque chose s'était brisé en moi et que j'étais oppressé.

Impossible de dire que Lénine n'avait pas remarqué ces changements en moi. Il les avait remarqués et s'efforça d'inverser les choses en orientant la conversation sur des thèmes tout à fait différents. Et s'apercevant que je me remettais peu à peu (ce que je sentais moi-même) et que je commençais à fondre devant son éloquence, il me redemanda une seconde fois, de façon tout à fait inattendue pour moi :

"Ainsi, vous voulez vous rendre illégalement en Ukraine ?

— Oui.

— Désirez-vous utiliser mon concours ?

— Et comment !", lui répondis-je.

(Lénine demande alors à Sverdlov qui s'occupe de l'envoi des gens vers le sud ; Sverdlov vérifie par téléphone.)

Pendant ce temps, Lénine tentait de me convaincre que je devais de ses relations avec moi tirer la conclusion que le parti des communistes n'était pas si hostile que cela aux anarchistes.

"Et , ajouta Lénine, *s'il nous a fallu retirer aux anarchistes avec énergie et sans hésitations sentimentales leur hôtel particulier de la Malaia Dmitrovka, où ils cachaient tous les grands bandits de Moscou et d'ailleurs, ce n'est pas nous, mais les anarchistes, qui en sont les responsables. D'ailleurs, nous les laissons maintenant tranquilles, et, vous le savez vraisemblablement, nous les avons autorisés à occuper un autre bâtiment pas loin de la Malaia Dmitrovka et ils y travaillent librement."*

Je demandai alors à Lénine :

"Avez-vous des données qui confirment que les anarchistes de la Malaia Dmitrovka cachaient des bandits ?

— Oui, la Tcheka les a rassemblées et vérifiées. Sinon, notre parti ne l'aurait pas laissée agir", me répondit Lénine.

Sverdlov, alors, se rassit près de nous et nous fit savoir que c'était le camarade Karpenko qui dirigeait le bureau des envois vers le sud, mais que Zatonski était, lui aussi, au courant des affaires.

"Bon, alors, me dit Lénine, *vous allez voir le camarade Karpenko demain, après-demain ou quand vous le jugerez nécessaire, et vous lui demandez tout ce qui vous est nécessaire pour retourner illégalement en Ukraine. Il vous indiquera aussi un itinéraire sûr pour traverser la frontière.*

— Quelle frontière ? lui demandai-je.

— Vous ne savez pas ? Maintenant, une frontière a été établie entre l'Ukraine et la Russie. Elle est gardée par les troupes allemandes", répondit nerveusement Lénine.

"Alors, vous ne considérez pas l'Ukraine comme le sud de la Russie ?

— Considérer c'est une chose, camarade, et voir dans la vie, c'est autre chose", répondit Lénine.

Je n'avais rien à objecter à cela. Il continua.

"Vous direz à Karpenko que c'est moi qui vous ai envoyé à lui. S'il a des doutes, qu'il me téléphone. Voilà l'adresse où vous pourrez trouver Karpenko."

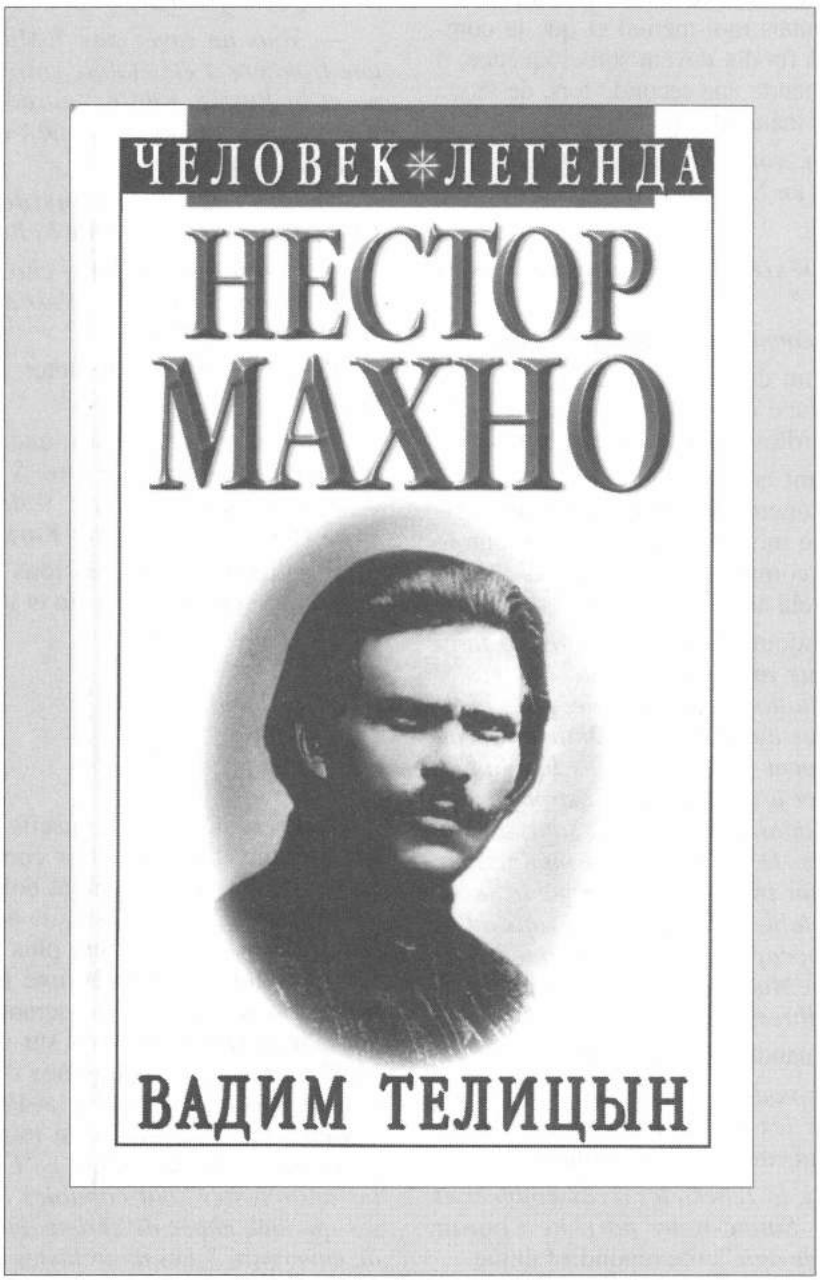
Et nous nous levâmes tous les trois, nous nous serrâmes la main et nous quittâmes cordialement.

•
• •

Makhno suivra les conseils de Lénine, ira voir Zatonski, futur commissaire du peuple du gouvernement bolchevique ukrainien. Zatonski lui fait établir un faux passeport deux jours plus tard. Zatonski le lui remet après une longue et amicale discussion. Il lui demande d'accomplir certaines missions sur son trajet. Makhno refuse, vu l'urgence de son retour dans la région de Goulai-Polié, d'où il vient et où il organise le mouvement. Zatonski lui déclare alors : *"Est-ce que les anarchistes sont capables d'organiser quelque chose de sérieux et de grande envergure ? Les anarchistes ne savent*

que détruire." Makhno lui répond : *"Ça, c'est d'après votre démagogie. Mais vous verrez un jour que nous sommes capables de créer."* Zatonski lui souhaite plein succès et Makhno s'en va. Il ajoute : *"En quittant Zatonski, je m'avouais sincèrement que j'avais forcé la note en déclarant que nous étions capables de créer. En tant qu'organisation, nous les anarchistes, à cette époque, n'étions capables de rien de sérieux et de grande envergure. C'est ce dont me convainquait chacune de mes tentatives de voir ce que notre organisation anarchiste faisait dans les villes à cette époque de la révolution. Je ne remarquai rien, parce qu'il n'y avait rien à voir."*

Le 29 juin, Makhno, accompagné par l'anarchiste Archinov, le futur historien du mouvement makhnoviste, se rend à la gare de Koursk, à Moscou, où il prend le train pour l'Ukraine.



Les mencheviks et la révolution russe

(Fiodor Dan)

Fiodor Dan (pseudonyme de Fiodor Gourvitch) (1871-1947), fils de pharmacien, it des études de médecine, au cours desquelles il adhéra au mouvement social-démocrate en formation, en 1894. I1 est l'un des fondateurs, avec Lénine et Martov, de l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière de Saint-Pétersbourg. Après plusieurs années d'exil, il fuit à l'étranger en septembre 1903, juste après le deuxième congrès du POSDR, qui s'est achevé par la scission entre les bolcheviks et les mencheviks, que Dan rejoint et dont il devient très vite l'un des principaux dirigeants. Membre du comité central du POSDR à partir de 1905, il dirige la fraction menchevique des députés de la IVe Douma (1912-1917).

Il est arrêté dès le début de la guerre pour ses positions internationalistes et exilé en Sibérie. En mai 1916, il est mobilisé comme médecin militaire... Dès son retour à Petrograd, en mars 1917, il est élu membre du bureau du comité exécutif du soviet de Petrograd ; il dirige avec Tseretelli, le menchevik géorgien, le groupe des "défensistes révolutionnaires" (partisans de la guerre maintenant que le tsarisme est renversé). Lors du premier congrès des soviets, en juin 1917, il est élu membre du présidium du comité exécutif des soviets. Considérant, comme tous les mencheviks, que la révolution russe n'est et ne peut être qu'une révolution démocratique bourgeoise, il s'oppose au mot d'ordre *"Tout le pouvoir aux soviets"* et s'affirme partisan du gouvernement de coalition avec les partis bourgeois. Après les journées de juillet, il demande que Lénine et Zinoviev soient traduits devant les tribunaux et propose que les bolcheviks soient exclus des comltés exécutifs des soviets à tous les niveaux. C'est lui qui, le 25 octobre, ouvre la séance du deuxième congrès des soviets, qu'il abandonne dès la décision du congrès de prendre le pouvoir entre ses mains. Lors de la réunion du comité central des mencheviks et des délégués mencheviks au soviet de Petrograd, le 3 novembre, il affirme que l'action des mencheviks repose sur trois postulats : *"Premièrement, la guerre civile se déchaîne et ouvre la voie à la contre-révolution ; deuxièmement, pour empêcher la guerre civile, la capitulation du bolchevisme est indispensable ; troisièmement, notre tâche est de séparer le bolchevisme du mouvement ouvrier."* Il s'affirme partisan d'un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes, en précisant : *"Le sens de l'accord est de contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets"* et, connaissant l'existence d'un groupe de dirigeants bolcheviks favorables à cet accord (Zinoviev, Kamenev, Lounatcharski, Noguine, etc.), il ajoute : *"L'accord est impossible sans la scission du bolchevisme"*, qu'il s'agit donc d'encourager.

Hostile à la paix de Brest-Litovsk, il est délégué aux troisième et quatrième congrès des soviets en 1918 ; à ce dernier congrès, il est élu membre du comité exécutif central des soviets, ce qui ne l'empêche pas d'être soumis (à la différence de Martov) à de brèves arrestations, entre lesquelles il travaille comme médecin dans les services du commissariat à la Santé ou de l'Armée rouge.

Au tout début de mars 1921, la Tcheka l'arrête en l'accusant d'avoir été mêlé à la préparation de l'insurrection de Cronstadt, ce qui est manifestement faux. Il passe près d'un an en prison, puis est expulsé en Allemagne, où il assure la direction du Centre menchevique à l'étranger, qu'il représente à l'exécutif de l'Internationale ouvrière socialiste.

Réfugié à Paris après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il continue à remplir cette fonction, dont il se décharge effectivement en 1942. Il est en effet en désaccord avec la majorité du Centre menchevique, favorable à la défaite militaire de la *"dictature de Staline"* dans la guerre. Il juge ce défaitisme contradictoire avec *"la ligne de Martov"*.

Un an avant de mourir, il publie *L'Origine du bolchevisme*, où il affirme sa conviction que l'URSS stalinienne se démocratisera.

Le texte reproduit ci-dessous est extrait d'une conférence prononcée à Paris en décembre 1932 devant les étudiants socialistes SFIO. Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une interview accordée en 1938 par Dan sur le troisième procès de Moscou.

"Les socialistes russes et la dictature du prolétariat"

LE *bolchevisme* est né au début de ce siècle, au sein de la social-démocratie russe, comme une des tendances qui s'opposaient alors à propos des questions d'organisation du parti, et ses principes n'ont fait que refléter les véritables conditions du travail révolutionnaire illégal dans la Russie tsariste. Ces conditions exigeaient la formation de groupes déterminés d'individus, pour lesquels la révolution devenait une "profession", et qui se composaient principalement de parvenus intelligents sortis de la bourgeoisie, de la petite et moyenne noblesse, etc. Un petit nombre seulement d'ouvriers avancés pouvaient s'élever jusqu'à s'intégrer dans ces groupes d'intellectuels, où d'ailleurs ils étaient alors complètement noyés. L'écrasante majorité de la classe ouvrière elle-même, dénuée de toute éducation politique et de toute possibilité d'organisation, était au point de vue social et culturel étroitement liée au village russe paupérisé et barbare. De cette façon, toute la force d'un mouvement ouvrier faisant impétueusement sa percée se concentrait dans les cellules illégales de "révolutionnaires professionnels". La masse ouvrière intervenait dans le mouvement comme une force physique élémentaire, qui bataillait héroïquement pour les revendications du moment, se dressait de plus en plus contre l'autocratie et l'ordre tsariste tout entier, sans être toutefois en mesure de se rendre un compte exact ni des conditions historiques ni des possibilités et des buts finaux de la révolution dont elle était elle-même le porteur et le moteur.

Que faire ?

En 1902, Lénine fit écho à cette situation de fait dans sa célèbre brochure *Que faire ?* où il formule la théorie suivant laquelle le mouvement ouvrier, réduit à ses propres forces, ne s'élèvera jamais qu'à une conscience *trade-unioniste* (syndicale), qu'à l'idée d'une lutte pour l'amélioration de sa situation dans le cadre du mode capitaliste de production.

La conscience socialiste ne peut être introduite dans le mouvement ouvrier que du dehors, par des gens qui, s'étant assimilé la science moderne, sont arrivés théoriquement à l'idée de la nécessité et de l'inéluctabilité du socialisme, c'est-à-dire par des intellectuels socialistes. Les créateurs et les gardiens de la conscience socialiste, les garants d'une politique socialiste révolutionnaire, c'étaient donc les "révolutionnaires professionnels" et non la classe ou vrière elle-même dans sa masse. Cette théorie, qui contredit d'une façon si évidente la doctrine de

Marx, est devenue le fondement de toute la doctrine du bolchevisme *(léninisme)* — avant tout de sa doctrine en matière d'organisation. De là provinrent aussi les controverses sur le paragraphe 1 de nos statuts au congrès de 1903 ; elles aboutirent à la scission de notre parti en bolcheviks et en mencheviks, après que Lénine, qui, à l'encontre de Martov, voulait réserver le droit à l'affiliation au parti aux seuls "révolutionnaires professionnels", formula cet aphorisme que la tâche du parti devait consister à organiser secrètement un groupe plus ou moins *étroit de dirigeants* et à attirer au mouvement la *masse la plus large possible.* Mais cette même théorie oblige à "épurer", à tout moment, des "éléments hésitants" des rangs des "révolutionnaires professionnels" eux-mêmes, à assurer aux plus conscients la prédominance sur les moins conscients et à établir sur toute l'organisation le pouvoir dictatorial du "leader" super-conscient, car "le maximum de conscience" (chez les dirigeants) doit se combiner avec "une obéissance sans discussion" (chez les dirigés). C'est en cela que consiste précisément la "discipline prolétarienne de fer", par opposition à "l'opportunisme dans l'organisation" des intellectuels. Ce principe fondamental de la construction du parti "de haut en bas", par lequel la composition de tous les congrès est généralement déterminée par les instances centrales — apparemment élues et contrôlées par eux —, ce principe garde encore aujourd'hui sa pleine efficacité dans tous les partis bolchevistes. Toute l'organisation de l'Etat bolcheviste a d'ailleurs été construite d'après le même principe d'un prétendu "centralisme démocratique".

Des conceptions jacobines

2) Bien que, de l'avis d'Engels, *"l'époque des révolutions faites par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes"* fût passée pour les pays avancés dès la fin du XIXe siècle, elle n'était pas encore passée pour les pays arriérés comme la Russie, même dans le premier quart du XXe siècle. Paul Axelrod, Martov, Rosa Luxemburg montrèrent que, sous le couvert des idées de Lénine sur l'organisation, se cachaient en réalité ses conceptions *"jacobines"* sur le développement révolutionnaire et sur la dictature. Lénine lui-même fut contraint d'en convenir, quand, dans sa brochure *Un pas en avant, deux en arrière,* il répondit à ces critiques : *"Un Jacobin lié à la classe ouvrière — tel est précisément le social-démocrate révolutionnaire"* (ainsi se nommaient alors les bolchevistes) ! Comme le jeune Marx, Lénine comprenait d'ailleurs qu'une dictature "jacobine" du prolétariat *"ne peut être qu'un moment de la révolution bourgeoise elle-même"*. Son mot d'ordre, tiré des expériences de la révolution de 1905, ne fut donc pas *"Dictature du prolétariat"*, mais *"Dictature du prolétariat et des paysans"*. Il voyait l'unique tâche de cette dictature dans l'accomplissement radical de la révolution bourgeoise et combattit dès lors avec acharnement non seulement toute extension de cette tâche dans un sens socialiste, mais encore toutes les idées (dans le genre d'un "gouvernement ouvrier" ou d'une "révolution permanente" de Parvus et de Trotsky) qui lui semblaient de nature à éveiller des conceptions sur le passage automatique (*Hinüberwachsen*) d'une révolution bourgeoise en Russie à une révolution socialiste.

Le stalinisme remplace le léninisme

Lénine persévéra dans cette attitude pendant la guerre et, même après la révolution d'Octobre, le mot "socialiste" manquait au nom de baptême de la "République fédérative des Soviets", issue de cette révolution. Ce n'est que peu à peu que l'utopisme, libéré par la toute-puissance dictatoriale, s'unit au besoin pressant de centraliser l'économie (presque complètement arrêtée par les convulsions révolutionnaires anarchiques dans les villes et les campagnes, par le sabotage des entrepreneurs, em-

ployés, professions libérales, par la guerre civile et l'intervention) pour inscrire le "communisme" sur le drapeau de la dictature et pour qualifier de "socialiste" la révolution elle-même. Toutefois, le changement dans la détermination des buts de la révolution n'était pas encore déduit des conditions intérieures de la Russie, mais de l'approche de la *révolution socialiste mondiale*. Et c'est seulement quand elle vit que la révolution mondiale se faisait par trop attendre que la dictature, liée par ses traditions spirituelles, se trouva forcée, après la mort de Lénine, d'arborer le mot d'ordre de la *"construction du socialisme dans un seul pays"*. Comme jadis le *léninisme* remplaça le marxisme, aujourd'hui, le *stalinisme* remplace le léninisme.

La paysannerie petite-bourgeoise

3) Il suffit de lire attentivement la récente *Histoire de la révolution d'Octobre* de Trotsky pour remarquer aussitôt comment la dictature bolcheviste prit dès son origine un caractère jacobin ; comment Lénine fut forcé de mener à bout ses plans derrière le dos des soviets, pour lesquels il réclamait publiquement "tout le pouvoir", derrière le dos du parti, qu'il déclarait incarner l'esprit prolétarien de lutte de classe, et même derrière le dos du comité central, à la tête duquel il se trouvait ; comment, enfin, une *conjuration* de la "minorité consciente" s'appuya sur le *soulèvement* de la "masse inconsciente" pour mener la révolution dans le sens des "révolutionnaires professionnels". Trotsky ne voit ici que des problèmes de technique révolutionnaire, que "l'art de l'insurrection". En réalité, son livre même prouve que cette "technique" est déterminée par le comportement social, politique et culturel des forces sur lesquelles les bolchevistes s'appuyèrent, forces qui n'ont pas seulement déterminé le "jacobinisme" de la dictature bolcheviste, mais également ses tribulations ultérieures. Car il s'agissait avant tout de *soldats*, c'est-à-dire de *fils de paysans* militairement organisés et armés, et ce n'est qu'en s'adaptant à eux et en s'appuyant sur eux que la "minorité prolétarienne agissante" put réaliser ses plans audacieux. Dès la naissance de la dictature, la paysannerie petite-bourgeoise apparaît comme la force décisive de la révolution russe et elle marque de son empreinte le cours des événements.

Un radicalisme inouï

4) Sans aucun doute, la dictature jacobine du bolchevisme n'a pas accompli une œuvre moins importante que son prototype français. Avec un radicalisme inouï, elle a anéanti tous les vestiges de l'ordre féodal tsariste et accompli la révolution agraire. Dans la guerre civile, elle a battu la restauration et la contre-révolution "blanche", résisté à l'intervention impérialiste, libéré les nationalités, en même temps qu'elle rétablissait l'unité de l'Etat qui menaçait de s'écrouler.

Forcée par la résistance des paysans, la grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg en 1921 et le soulèvement de Cronstadt, de jeter par-dessus bord les utopies du *"communisme de guerre"*, elle rendit possible, en inaugurant la Nouvelle politique économique (la NEP), le rétablissement des forces productives du pays, presque anéanties par la guerre extérieure et la guerre civile, par l'intervention et le blocus, par les tempêtes de la révolution non moins que par les expériences utopiques : les entreprises étatisées furent transformées en entreprises basées sur les principes capitalistes de l'exploitation en vue du profit et la liberté de l'économie "bourgeoise" fut rendue non seulement aux exploitations paysannes et au commerce, mais partiellement aussi à la production industrielle. Aujourd'hui, dans la période de la *"ligne générale"*, où la dictature est entrée quand l'ascension des éléments bourgeois, avant tout au village, favorisée par la NEP, devint par trop dangereuse, elle s'efforce, fouettée par l'instinct de conservation et, partant, à une allure vertigineuse et insensée, et par

l'emploi d'une violence extrême, de résoudre le problème historiquement nécessaire de l'industrialisation du pays et du progrès technique de son économie rurale arriérée.

Les grandes conquêtes historiques de la révolution

5) Il ne vient pas à l'esprit de notre parti de nier les *grandes conquêtes historiques* de la révolution sous la direction bolcheviste. Il oppose au contraire ces conquêtes à tous ceux qui déclarent la dictature bolcheviste une "contre-révolution" ou la mettent sur le même pied que le fascisme. Mais en même temps, notre parti insiste sur le fait que ces conquêtes, y compris le capitalisme industriel d'Etat et la coopération agricole, se meuvent fondamentalement dans le cadre d'une révolution *bourgeoise,* et qu'inversement la dictature bolcheviste est mise en échec chaque fois qu'elle s'efforce d'étendre la révolution hors de son cadre. Cet échec n'est pas la conséquence d'un automatisme économique — inexistant — de l'évolution sociale ; il a pour cause la résistance des forces sociales vivaces, avant tout de la *paysannerie,* qui forme en Russie la classe bourgeoise fondamentale et qui ne cesse d'engendrer les rapports sociaux bourgeois. *Le problème de la révolution* — comme celui de la contre-révolution ! — n'est pas purement économique ; il est avant tout le problème du rapport des forces sociales sur une base économique donnée, *le problème de la lutte des classes.* C'est ce que doivent se dire aussi bien ceux qui haïssent aveuglément le bolchevisme que ceux qui en sont les adorateurs dénués de sens critique. Et, de ce point de vue, il devient immédiatement clair que, plus longtemps la dictature cherche à survivre à l'accomplissement des tâches historiques qui l'ont fait naître, plus elle devient un *danger* direct pour la cause de la révolution, de la classe ouvrière et du socialisme dont elle se prétend le champion.

Une étape historique inévitable et nécessaire

Correspondant au rapport des forces sociales en Russie, la dictature bolcheviste de la "minorité consciente" s'avéra une étape historique inévitable et nécessaire dans le cours de la révolution russe. Mais l'évolution sociale se meut par antithèses ; elle est "dialectique". Toute médaille a son revers. Ce qui est bienfait aujourd'hui devient fléau demain, et la force vivifiante aujourd'hui se change demain en un "mort saisissant le vif" et freinant l'évolution sociale.

La dictature bolcheviste a anéanti jusqu'aux racines les restes de l'ordre tsariste et vaincu, dans la guerre civile, la contre-révolution. Mais déjà, au cours de ce travail historiquement nécessaire et révolutionnairement fructueux, elle a détruit pas à pas toute apparence de liberté, non seulement pour les masses exploiteuses renversées, mais également pour les masses ouvrières auxquelles la révolution devait précisément apporter la liberté. Les partis politiques de la classe ouvrière furent étouffés ; les syndicats, libres organes de lutte du prolétariat, transformés en une organisation bureaucratique obligatoire dans l'intérêt de la rentabilité de l'économie étatique. Le "pouvoir des Soviets", dont la supériorité sur le parlementarisme consistait, selon ses propagandistes, à exprimer la *"volonté d'aujourd'hui et non d'hier de la masse"* (Trotsky), se démasqua comme "pouvoir soviétique", c'est-à-dire comme un pouvoir illimité, qui n'est relié aux soviets que par son origine lointaine, mais qui est en réalité complètement indépendant des soviets et occupe même par rapport à eux une position dominante.

Et ce qu'il y a de plus néfaste, c'est que la guerre civile et l'intervention ont fait grandir un appareil bureaucratique, policier et militaire, rigidement centralisé et largement ramifié, dont les intérêts divergent de plus en plus des intérêts de la masse ouvrière, un appareil qui s'élève au-dessus de cette masse et ne s'impose plus à elle par l'agitation, comme ce fut le cas à l'aube de la révolution,

mais par la contrainte étatique et la terreur sanglante.

La dégénérescence de la dictature

La *dégénérescence* de la dictature est de plus en plus rapide depuis qu'est achevée la phase de *destruction* de l'ordre ancien et de la guerre civile, qui faisait d'une dictature jacobine dans les conditions russes une nécessité historique, et depuis que la dictature, sous le signe de la NEP, passa au travail positif de *construction.* La nécessité et la justification historiques d'un pouvoir dictatorial avaient disparu ; l'instinct de conservation de la dictature est toutefois resté et les moyens de contrainte inouïs qu'elle avait concentrés dans ses mains lui donnèrent la possibilité de maintenir une forme de l'Etat, qui, historiquement, s'était survécue. Par ce fait, l'exécution des tâches positives fut grevée de faux frais toujours croissants et rendue plus difficile ; faux frais qui, résultant de la puissance illimitée d'une bureaucratie à l'abri de tout contrôle public, se répercutèrent sur toute la vie économique et politique, et provoquèrent le mécontentement croissant des masses qui avaient fait la révolution et s'en voyaient maintenant frustrées. La résistance des masses contraignit la dictature — toujours dans l'intérêt de sa conservation — à liquider la "NEP" et à recourir à la politique de violence ouverte de la prétendue "ligne générale". Mais cette volte-face n'a fait que renforcer considérablement la résistance des masses. Malgré les indéniables succès de la construction industrielle, on ne réussit pas à réaliser intégralement le plan quinquennal, cependant que sa réalisation violente faisait réapparaître la misère et la faim des années du "communisme de guerre". En ce moment, les indices se multiplient que cette étape de la dictature bolcheviste court également à sa fin ; les exploitations collectives elles-mêmes, imposées à la *paysannerie,* deviennent les points de ralliement de sa résistance ; le mécontentement s'empare des *masses ouvrières* affamées, qui sont dans leur écrasante majorité étroitement reliées au village ; de même qu'en 1922, une profonde agitation est également perceptible dans *l'armée* et dans la *flotte* ; et jusque tout en haut de la dictature, la lutte intestine s'exaspère de nouveau.

Des masses paysannes et ouvrières affamées, désespérées, sans aucune organisation et prisonnières de la terreur, ne sont pas capables d'une nouvelle "révolution". D'autant plus faut-il redouter que leur mécontentement passif ne devienne le fondement sur lequel, comme ce fut déjà souvent le cas dans l'histoire, un coup d'Etat *"bonapartiste", fasciste* en l'occurrence, tranchera les contradictions de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. Dans la mesure où une dictature jacobine épuise ses tâches révolutionnaires, sa persistance même est un danger de contre-révolution.

La dictature d'une nouvelle couche privilégiée

1) La dictature bolcheviste n'est pas *une dictature de la classe ouvrière* ; elle est toutefois une dictature *révolutionnaire,* encore qu'elle dégénère de plus en plus en une dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne. Ces considérations déterminent par rapport à elle la position de notre parti, qui est et veut rester un *parti de la classe ouvrière socialiste.*

Défendre les véritables conquêtes de la révolution

2) Un tel parti devait, même dans la révolution, conserver son programme particulier et ne pouvait ni laisser absorber complètement le mouvement ouvrier par le mouvement général d'une révolution bourgeoise, ni capituler devant la dictature "jacobine". Nous avons soutenu et soutenons encore cette dictature,

partout où elle apparaît comme le support des tâches révolutionnaires ; nous avons défendu et nous défendons encore en elle les véritables conquêtes de la révolution, que ce soit sur le terrain de l'économie, de la culture, de l'autonomie nationale, etc. Nous, avons combattu et combattons encore, à ses côtés, toutes les variétés de contre-révolution et, au moment du plus grand péril, pendant la guerre civile, nous avons même décidé de mobiliser nos adhérents et de les incorporer dans les rangs de l'Armée rouge. Avec elle, nous avons défendu et défendons encore la révolution russe contre toutes les tentatives de contrainte, directes ou indirectes, de la bourgeoisie capitaliste, par l'intervention armée, le blocus commercial ou le refus de reconnaître le gouvernement révolutionnaire. Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, nous avons exprimé notre disposition à une alliance directe (entente) même avec la révolution dans sa forme bolcheviste, pour autant — comme Martov insista sur ce point dans son dernier écrit — que le prolétariat socialiste garderait la possibilité de conserver son propre caractère et d'agir sur la révolution pour la libérer de l'utopisme et des tendances réactionnaires, c'est-à-dire pour autant que la *démocratie* deviendrait le fondement de l'alliance, tout au moins au sein de l'écrasante majorité paysanne-prolétarienne qui avait accompli la révolution, et que, par là, la dictature abandonnerait progressivement ses tendances "jacobines".

Prévenir la contre-révolution

3) Toutefois, dans la mesure où la dictature tombait en dégénérescence, *la lutte pour prévenir la contre-révolution* passa nécessairement au premier plan dans la politique de notre parti, à côté de cette *défense de la révolution.*

Le seul moyen efficace pour prévenir la contre-révolution, c'est naturellement la *réconciliation des masses populaires avec la révolution* qu'elles ont faite, mais dont elles se détournent sous l'action de la politique dictatoriale. Le *problème paysan* apparaît à ce point de vue comme fondamental en Russie. Comme partout dans le monde, le paysan russe est un petit-bourgeois, qui désire avant tout la liberté de l'économie petite-bourgeoise. Etant donné le rôle décisif de la paysannerie en Russie, elle conquerra cette liberté tôt ou tard. Pour qu'elle n'attende pas la liberté du triomphe de la contre-révolution, il faut qu'elle l'obtienne de la révolution, de la classe ouvrière au nom de laquelle la révolution s'est faite. La liberté ne suppose pas du tout l'abandon de l'étatisation de l'industrie, elle suppose uniquement l'abandon des rythmes insensés de l'industrialisation, qui ne sont imposés que par l'instinct de conservation de la dictature et qui ne peuvent être basés que sur le pillage de la paysannerie. Elle ne suppose pas non plus le retour général à la petite exploitation individuelle, elle exige cependant l'abandon de la collectivisation par contrainte, la garantie du droit pour chaque paysan d'exploiter individuellement son champ, la transformation du kolkhoze obligatoire en une libre coopérative paysanne, au sein de laquelle les paysans pourront, en Russie comme dans le monde entier, travailler d'après les principes "bourgeois".

La nécessaire liberté des organisations ouvrières

Toutefois, afin que le prolétariat puisse apparaître comme le support de la réconciliation de la paysannerie avec la révolution et du rétablissement de l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat, et afin qu'il puisse devenir non seulement l'allié, mais le guide de la paysannerie, il faut que le prolétariat lui-même soit réconcilié avec la révolution. Non seulement sa situation matérielle doit être relevée pour qu'elle corresponde aux espérances qu'il avait mises dans la révolution, mais encore son activité politique, tuée par l'oppression et la terreur, doit être ranimée. La liberté des *organisations ouvrières* n'est pas seulement né-

cessaire pour la sauvegarde des conquêtes et des intérêts du prolétariat dans la société bourgeoise qui est en train de naître de la révolution, mais elle devient aussi le préliminaire nécessaire au rétablissement de son alliance révolutionnaire avec la paysannerie. Le *remplacement de la dictature terroriste par une organisation d'Etat démocratique* — qui garantit les droits politiques, qui soumet le gouvernement au contrôle public et fait de lui non plus le maître absolu de la société, mais son serviteur — devient aussi la condition primordiale et historiquement nécessaire du *sauvetage de la révolution et de la prévention de la contre-révolution menaçante.*

Dans les conditions décrites, la social-démocratie russe ne peut attendre cette volte-face salutaire ni du bon vouloir des dictateurs, ni moins encore d'un *renversement violent* de la dictature, lequel deviendrait forcément, dans l'état des masses populaires que nous avons caractérisé, non pas le prélude d'une organisation démocratique de l'Etat, mais le point de départ de la pire contre-révolution, encore que cette contre-révolution se cacherait au début sous un manteau quasi démocratique, comme elle le fit d'ailleurs pendant la guerre civile. C'est pourquoi la social-démocratie est l'ennemie irréconciliable non seulement de tous complots et attentats terroristes, mais aussi de toute tactique basée sur la préparation, l'encouragement ou l'exploitation de la révolte. *L'organisation de tous les éléments conscients du prolétariat,* communistes y compris, en vue de contraindre le gouvernement issu de la révolution à changer sa politique dans le sens indiqué, tel est pour la social-démocratie le *seul moyen* d'ouvrir la voie à une *démocratisation du régime* et, partant, à la disparition de la dictature "jacobine" qui s'est survécue. La véritable grande révolution pourra être sauvée de l'effondrement antirévolutionnaire non par l'impossible "nouvelle révolution", mais seulement par la *"réforme",* pour autant qu'un tel sauvetage soit encore historiquement possible !

4) Mais où en sont les perspectives *socialistes* de la révolution russe ?

Bien qu'ayant un contenu identique, les révolutions bourgeoises, à des époques et dans des circonstances différentes, se déroulent différemment : elles font passer à l'avant-plan des forces sociales différentes, elles produisent des résultats différents et elles offrent des possibilités différentes. Le cours et l'issue de la révolution russe ne pouvaient pas ne pas être influencés par la circonstance que cette révolution a éclaté à la limite de deux époques sociales, au moment où le capitalisme, dans les pays avancés, craque dans toutes ses jointures et où sa banqueroute aplanit la route vers l'économie étatique et collective, au moment où la bourgeoisie jette par-dessus bord tous ses anciens idéaux et sombre spirituellement ; au moment où le prolétariat devient la seule classe véritablement révolutionnaire. L'ambiance mondiale voulut que l'idéologie du mouvement révolutionnaire russe fût teintée de socialisme dès sa naissance. Pour la même raison, dès que la grande industrie se fut introduite en Russie, les ouvriers y devinrent la force révolutionnaire principale. C'est l'ambiance mondiale qui a voulu — comme Martov l'écrit dans son ouvrage déjà cité — que la révolution bourgeoise en Russie s'accomplisse *"comme une révolution petite-bourgeoise et paysanne, encore que conduite par un parti prolétarien, révolution très influencée par l'utopisme d'un prolétariat arriéré".* Mais c'est aussi cette ambiance qui a déterminé dans une large mesure les résultats économiques et sociaux du formidable bouleversement révolutionnaire.

La grande bataille qui s'amorce entre le capitalisme et le socialisme...

Ces résultats *pourraient* devenir les prémices d'une évolution accélérée de la Russie arriérée vers le socialisme, mais à une seule condition : que, de la grande bataille qui s'annonce entre le capitalisme et le socialisme dans les pays avancés, le so-

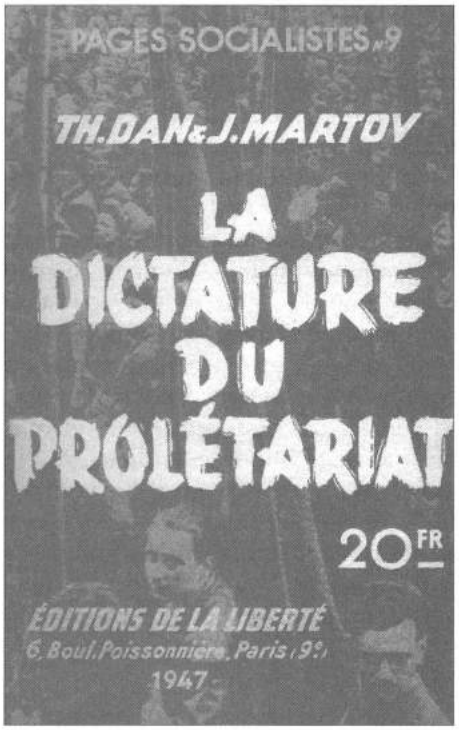
cialisme sortît vainqueur. Et inversement : toutes les prémices d'une économie étatique et collective en Russie devront traverser une évolution régressive si le capitalisme réussit à vaincre la classe ouvrière dans les pays avancés et à y rétablir sa toute-puissance.

Rien n'est donc plus néfaste que de bercer la classe ouvrière avec le "miracle de l'Orient", de l'élever dans l'espérance que la victoire du socialisme dans la Russie arriérée assurerait sa propre victoire dans l'Occident avancé. Ce n'est pas le socialisme russe qui peut sauver de la défaite la classe ouvrière des pays avancés. Au contraire : ce n'est que par le succès de sa propre lutte que cette classe ouvrière peut sauver la révolution russe et elle-même du danger dont le triomphe de la contre-révolution en Russie les menace toutes deux ; et ce n'est que la victoire du socialisme en Occident qui peut aussi assurer une évolution socialiste accélérée de la Russie. La dégénérescence de la dictature bolcheviste, que nous avons décrite, diminue toutefois les chances de cette victoire prolétarienne, non seulement parce qu'elle provoque en Russie le danger antirévolutionnaire, mais aussi parce qu'elle encourage la *division du prolétariat international,* tandis que son unité et la tension de toutes ses forces contre l'ennemi commun — la bourgeoisie capitaliste — sont la condition primordiale de sa victoire, de la victoire du socialisme mondial.

C'est pourquoi la social-démocratie russe considère sa lutte pour le salut de la révolution russe non seulement comme son devoir national, mais aussi comme son devoir international envers le prolétariat et le socialisme mondial. Bien que les tribulations les plus prochaines de la révolution russe soient encore cachées, la social-démocratie russe mène son combat avec la ferme confiance que la victoire finale lui est réservée et que la classe ouvrière russe se rangera elle aussi sous la bannière de la démocratie socialiste internationale et mènera la lutte pour sa libération. Car, pour le mouvement ouvrier russe aussi, Marx continue d'avoir raison contre Lénine !

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Fiodor Dan (1871-1947).



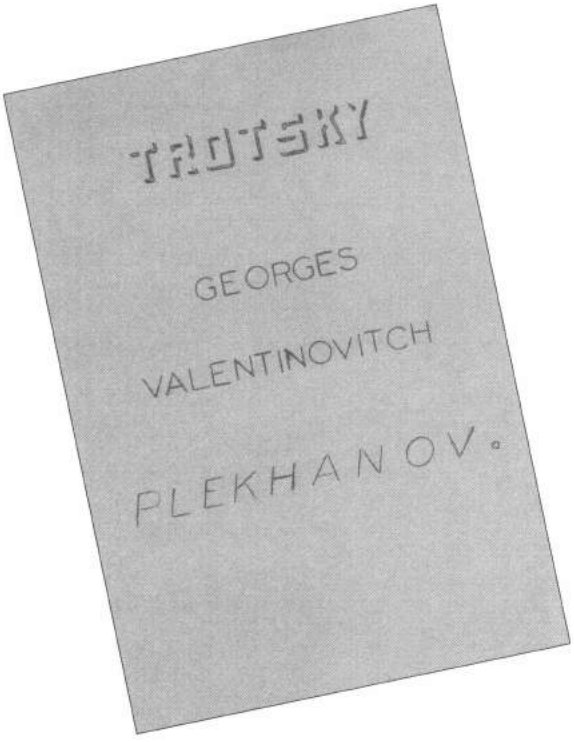
Un article de Léon Trotsky sur la place et l'œuvre de Plekhanov

Né à Goudalovka en 1856, Georges Valentinovitch Plekhanov, fondateur du marxisme russe, est mort en Finlande le 12 juin 1918.

De lui, Lénine devait écrire : *"Il est impossible de devenir un véritable communiste sans étudier — étudier réellement — tout ce que Plekhanov a écrit en philosophie, comme ce qu'il y a de meilleur dans toute la littérature internationale du marxisme."*

Dans un court article écrit le 24 avril 1922 et paru pour la première fois dans la revue soviétique *Sous la bannière du marxisme* (nos 5-6, 1921), Trotsky dresse un bref bilan de l'œuvre de Plekhanov et de la place qu'il a occupée dans l'histoire de la pensée sociale en Russie et du mouvement ouvrier de ce pays.

Cet article fut reproduit sous la forme d'une petite brochure à l'occasion du centenaire de la naissance de Plekhanov.



"Le premier défenseur du marxisme sur la terre russe"

LA guerre a fait le bilan de toute une époque du mouvement socialiste ; elle a jugé et pesé les chefs de cette époque. Parmi ceux qu'elle a liquidés sans pitié, se trouve Gueorgui Plekhanov. C'était un grand homme. Il est attristant de penser que toute la jeune génération actuelle du prolétariat qui a rejoint le mouvement depuis 1914 ne connaît Plekhanov que comme protecteur des Alexinsky, collaborateur des Avksentiev et de pensée presque parallèle à celle de la trop célèbre Breshkovskaia (1). Cela revient à dire qu'ils ne connaissent de Plekhanov que l'homme de l'époque du déclin "patriotique". Mais c'était véritablement un grand homme et une grande figure de l'histoire de la pensée sociale russe.

Plekhanov n'a pas inventé la théorie du matérialisme historique ; il ne l'a pas non plus enrichie de nouveaux résultats scientifiques. Mais il l'a introduite dans la vie de la Russie, et c'est là une réussite d'une grande signification.

Il était nécessaire de dépasser les préjugés révolutionnaires nationaux de l'intelligentsia russe, dans lesquels s'exprimait une arrogance d'arriérés. Plekhanov "nationalisa" la théorie marxiste, et, par là, "dénationalisa" la pensée révolutionnaire russe. A travers Plekhanov, elle commença à parler pour la première fois le langage de la véritable science : elle établit son lien idéologique avec le mouvement ouvrier mondial et ouvrit de véritables perspectives et possibilités pour la révolution russe en lui trouvant un fondement dans la loi objective du développement économique.

Plekhanov n'a pas inventé la dialectique matérialiste, mais il fut son défenseur convaincu, passionné et brillant en Russie depuis le début des années 1880. Cela exigeait la plus grande pénétration, une vision historique large et une pensée noble et courageuse. Chez Plekhanov, ces qualités étaient mêlées à une brillante expression et à un esprit doué. Le premier défenseur russe du marxisme maniait merveilleusement bien l'épée. Combien de blessures a-t-il données !

Certaines étaient fatales, comme celles qu'il infligea à Mikhailovsky, le talentueux épigone du populisme. Afin d'apprécier la force de la pensée de Plekhanov, il faut comprendre combien était tendue cette atmosphère de préjugés populistes, subjectivistes, idéalistes, qui dominaient dans les cercles radicaux

(1) Alexinsky était un social-démocrate russe, qui devint plus tard monarchiste et garde-blanc. Avksentiev était un socialiste-révolutionnaire de droite, ministre du gouvernement de Kerenski, et aussi plus tard garde-blanc. Breshkovskaia participa au mouvement révolutionnaire russe des années 1870. Elle s'opposa à la révolution d'Octobre. (Note de l'éditeur.)

de la Russie et de l'émigration russe. Et ces cercles représentaient la force la plus révolutionnaire qui surgit de Russie dans la deuxième partie du XIXe siècle.

Le développement de la conscience de l'actuelle jeunesse travailleuse avancée emprunte (heureusement) des chemins tout autres. Le plus grand soulèvement social dans l'histoire se situe entre nous et l'époque où eut lieu le duel Beltov-Mikhailovsky (sous le pseudonyme de Beltov, Plekhanov arriva à faire passer, malgré la censure tsariste, son pamphlet brillant et triomphal *"Sur la question du développement de la vision moniste de l'histoire"*). C'est pourquoi la forme des meilleures œuvres polémiques de Plekhanov, c'est-à-dire précisément les plus brillantes, ont vieilli, comme a vieilli la forme de l'*Anti-Dühring,* d'Engels.

Pour un jeune travailleur qui réfléchit, le point de vue de Plekhanov est infiniment plus compréhensible et plus près de lui que les points de vue qu'il détruisit. En conséquence, il faut au jeune lecteur plus d'attention et d'imagination pour reconstruire dans son esprit le point de vue des populistes et des subjectivistes qu'il ne lui en faut pour apprécier la force et la justesse des coups de Plekhanov. C'est pourquoi ses livres ne peuvent avoir aujourd'hui une très grande diffusion. Mais le jeune marxiste qui a la possibilité de travailler régulièrement à l'élargissement et à l'approfondissement de sa vision du monde se tournera inévitablement vers la source originale de la pensée marxiste en Russie — vers Plekhanov.

Pour cela, il sera chaque fois nécessaire de se remettre rétrospectivement dans l'atmosphère idéologique du mouvement radical russe des années 1860 aux années 1890.

Ce n'est pas une tâche facile, mais en échange, la récompense sera un élargissement des horizons théoriques et politiques, et le plaisir esthétique que donne l'effort couronné de succès vers la pensée claire dans la lutte contre le préjugé, la stagnation et la bêtise.

Malgré la grande influence qu'exercèrent les maîtres de la littérature française sur Plekhanov, il resta tout entier un représentant de la vieille école des publicistes russes (Bielinsky, Herzen, Tchernichevsky).

Il aimait écrire longuement, et n'hésitait jamais à faire des digressions, ni à amuser le lecteur avec un trait d'esprit, une citation, encore une histoire spirituelle... A notre époque soviétique, qui coupe en morceaux les mots trop longs et puis comprime les parties de plusieurs mots en un seul, le style de Plekhanov semble passé de mode. Mais il reflète toute une époque. Il bénéficia de l'influence française en ce qui concerne la justesse de la formulation et la lucidité de l'exposition.

A son avantage et à son désavantage, Plekhanov, comme orateur, se distinguait par les mêmes qualités qu'il possédait en tant qu'écrivain. Quand on lit des livres de Jaurès, même ses œuvres historiques, on a l'impression de lire le discours d'un orateur. Avec Plekhanov, c'était juste le contraire. Dans ses discours, on entend parler l'écrivain. La littérature oratoire aussi bien que le discours littéraire peuvent atteindre à de très grandes réussites. Mais, malgré tout, la littérature et le discours sont deux domaines très différents, et deux arts bien distincts. C'est pourquoi les livres de Jaurès lassent par leur intensité oratoire. Pour la même raison, l'orateur Plekhanov donnait souvent l'effet double — donc refroidissant — d'être le lecteur habile de son propre article.

Il atteignit les hauteurs des controverses théoriques dans lesquelles des générations entières de l'intelligentsia russe n'étaient jamais lasses de se plonger, car là, la matière même de la controverse rapprochait davantage l'art de l'écriture et celui du discours. Sa plus grande faiblesse était dans les discours de caractère purement politique, c'est-à-dire ceux dont la tâche était de rapprocher l'auditoire par l'unité des conclusions concrètes et de fondre ses volontés en une volonté unique. Plekhanov parlait comme un observateur, comme un critique, un publiciste, mais pas comme un dirigeant. Il ne devait jamais avoir la possibilité de s'adresser directement aux masses, de les appeler à l'action, de les

conduire. Ses faiblesses avaient la même source que son plus grand mérite : c'était un précurseur, le premier défenseur du marxisme sur la terre russe.

Nous avons dit que Plekhanov n'avait guère laissé d'œuvres dont la classe ouvrière puisse faire un usage large et quotidien. La seule exception est peut-être l'*Histoire de la pensée socialiste russe* ; mais cette œuvre est loin d'être irréprochable du point de vue de la théorie. Les tendances conciliatrices et patriotiques de la politique de Plekhanov dans la dernière période réussirent — du moins partiellement — à miner ses fondements théoriques. S'enfonçant dans le cul-de-sac des contradictions du social-patriotisme, Plekhanov se mit à chercher des prémisses autres que la théorie de la lutte des classes, à la fois en ce qui concerne les intérêts nationaux et des principes éthiques abstraits. Dans ses derniers écrits, il fait des concessions monstrueuses à la morale normative, cherchant à en faire un critère politique (*"la guerre défensive est une guerre juste"*).

Dans l'introduction à l'*Histoire de la pensée socialiste russe*, il limite la sphère de l'action de la lutte des classes au domaine des relations intérieures ; dans les relations internationales, il remplace la lutte des classes par la solidarité nationale (*"Le cours du développement de toute société donnée, divisée en classes, est déterminé par le cours du développement de ces classes et de leurs relations mutuelles, c'est-à-dire d'abord par leur lutte antagoniste, qui concerne l'ordre social interne, et deuxièmement par leur collaboration plus ou moins amicale, où se pose la question de la défense du pays contre des attaques extérieures"*, Gueorgui Plekhanov, *Histoire de la pensée socialiste russe*, Moscou, 1919, page 11, édition russe).

Ici, il ne suit plus Marx, mais plutôt Sombart. Seuls ceux qui savaient comment il avait lutté avec succès, brillamment et sans relâche pendant des dizaines d'années contre l'idéalisme en général et la philosophie normative en particulier, contre l'école de Brentano et son falsificateur pseudo-marxiste Sombart — seuls ceux-là peuvent mesurer l'étendue de la décadence théorique de Plekhanov sous la pression de l'idéologie nationale-patriotique.

Mais cette décadence avait un fondement : le malheur de Plekhanov avait la même source que son mérite immortel : c'était un précurseur. Il n'était pas un dirigeant du prolétariat agissant, mais seulement son précurseur théorique. En polémique, il défendait les méthodes du marxisme, mais n'avait aucune possibilité de les appliquer dans l'action. Ayant vécu pendant plusieurs dizaines d'années en Suisse, il est resté un émigré russe. Le socialisme suisse municipal et cantonal, opportuniste et d'un très bas niveau théorique, ne l'intéressait guère. Il n'y avait pas de parti russe. Le "Groupe pour l'émancipation du travail" le remplaçait pour Plekhanov. C'était un petit cercle fermé de penseurs très proches les uns des autres (Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch et Deutsch, condamné aux travaux forcés en Sibérie). Manquant de racines politiques, Plekhanov s'efforçait d'autant plus de renforcer les racines théoriques et philosophiques de sa position. En sa qualité d'observateur du mouvement ouvrier européen, il laissait très souvent de côté des manifestations politiques d'une grande importance de mesquinerie, de lâcheté, d'esprit conciliateur de la part des partis socialistes. Cependant, il était toujours sur le qui-vive en ce qui concernait l'hérésie théorique dans la littérature socialiste.

Ce manque d'équilibre entre la théorie et la pratique, qui provenait des circonstances de la vie de Plekhanov, lui fut fatal. Malgré ses larges bases théoriques, il n'était pas préparé pour de grands événements politiques : déjà, la révolution de 1905 le prit par surprise (2).

Ce théoricien marxiste, brillant et profond, s'orienta dans les événements de la révolution par des moyens empiriques, par des évaluations essentiellement praticistes. Il se sentait peu sûr de lui et, chaque fois que c'était possible, il

(2) A la fin de la révolution de 1905 en Russie, Plekhanov dit : *"Il n'aurait pas fallu prendre les armes."* (Note de l'éditeur.)

gardait le silence, évitait les réponses claires, résolvait les problèmes par des formules algébriques ou des anecdotes spirituelles, auxquelles il prenait un grand plaisir.

Je vis Plekhanov pour la première fois vers la fin de 1902, c'est-à-dire à l'époque où il terminait ses superbes campagnes théoriques contre le narodnikisme et contre le révisionnisme, et se trouvait face à face avec les problèmes politiques de la révolution imminente. En d'autres termes, le déclin de Plekhanov avait commencé. Je n'ai eu qu'une fois le privilège de voir et d'entendre Plekhanov au sommet, pourrait-on dire, de sa force et de sa renommée ; c'était à la commission du programme du deuxième congrès du parti (juillet 1903, à Londres). Les représentants du groupe Rabotcheie Dielo, Martynov et Akimov, les représentants du Bund, Lieber et d'autres, et quelques délégués provinciaux essayaient de faire passer des amendements au projet de programme du parti, qui était surtout l'œuvre de Plekhanov. Ces amendements étaient, sur le plan théorique, très incorrects et très mal venus. Dans les discussions de la commission, Plekhanov était inimitable et sans pitié. Sur chaque question et même sur chaque point de détail, il obligeait, en maniant sans effort son éclatante érudition, ses auditeurs, même ses contradicteurs, à se convaincre que le problème ne faisait que commencer là où les auteurs de l'amendement pensaient qu'il se terminait.

Avec, dans son esprit, une conception claire, scientifique et totale du programme, sûr de lui-même, de son savoir et de sa force ; avec une étincelle joyeuse et ironique dans ses yeux ; avec une moustache en broussaille et joyeuse aussi ; avec des attitudes légèrement théâtrales, mais vivantes et expressives, Plekhanov, qui était à la tribune, illuminait la nombreuse assistance comme un feu d'artifice humain d'érudition et d'esprit. Cela se reflétait dans l'admiration qui embrasait tous les visages, même ceux de ses adversaires, où le plaisir luttait avec l'embarras.

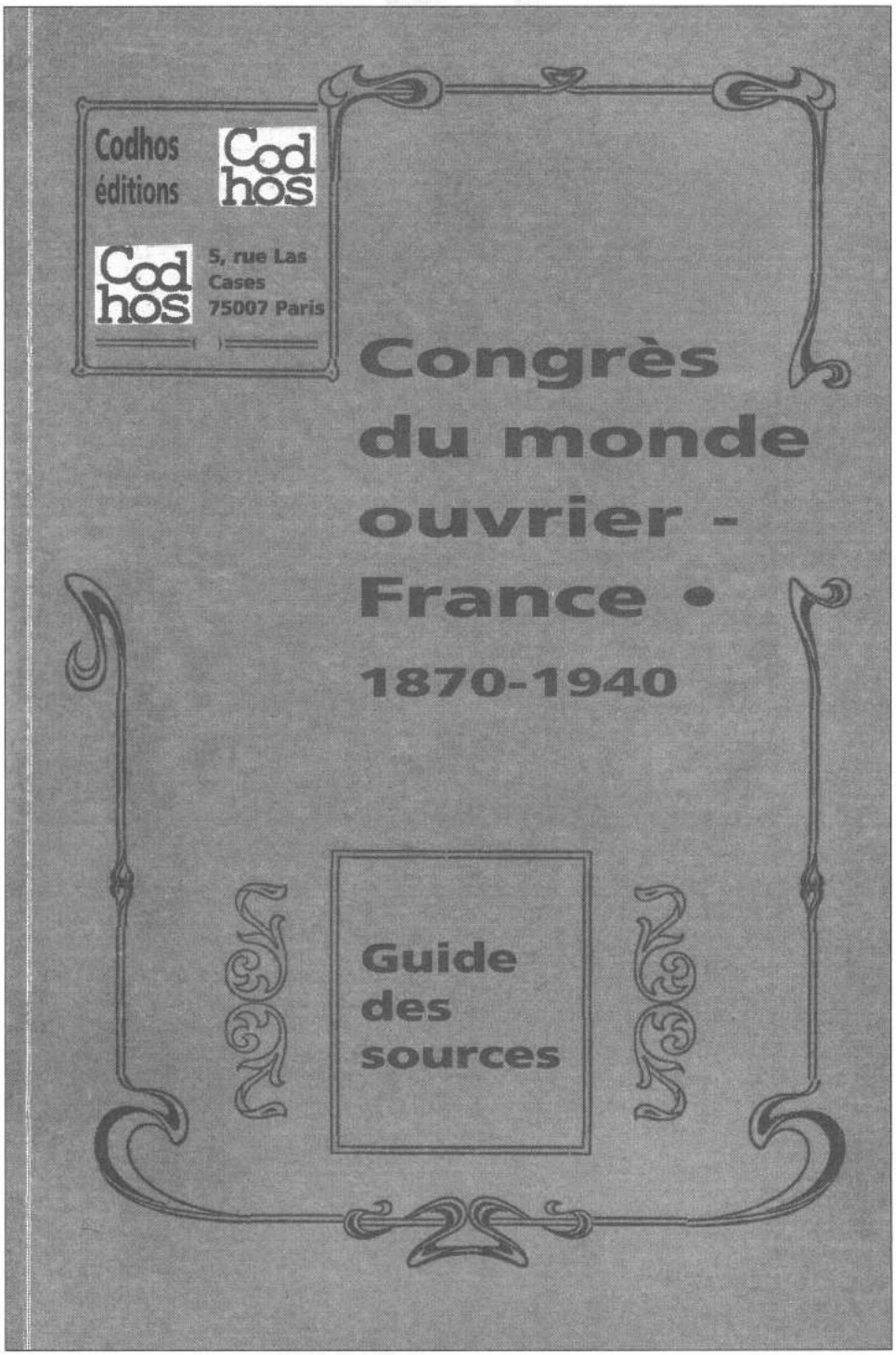
Dans la discussion des questions tactiques et organisationnelles à ce même congrès, Plekhanov était infiniment plus faible, paraissait parfois impuissant, rendait perplexes les mêmes délégués qui l'avaient admiré à la commission du programme.

Au Congrès international de Paris, en 1889, Plekhanov avait déjà déclaré que le mouvement révolutionnaire en Russie vaincrait comme mouvement ouvrier ou pas du tout. Cela signifiait qu'en Russie, il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de démocratie bourgeoise révolutionnaire capable de triompher. Mais de là s'ensuivait la conclusion que la révolution victorieuse, faite par le prolétariat, ne pouvait finir autrement que par la remise du pouvoir entre les mains du prolétariat. Mais Plekhanov reculait avec horreur devant cette conclusion. Ainsi, il niait politiquement ses anciennes prémisses théoriques, sans en créer de nouvelles. D'où son impuissance et ses vacillations politiques, couronnées par sa grande déchéance patriotique.

En temps de guerre, comme au temps de la révolution, il ne restait aux véritables disciples de Plekhanov que de mener contre lui une lutte irréconciliable.

Les admirateurs et les disciples de Plekhanov à l'époque de son déclin, souvent inattendus et toujours sans valeur, ont rassemblé depuis sa mort tous ses pires écrits en une édition séparée. Par là, ils n'ont fait qu'aider à séparer le faux Plekhanov du vrai. Le grand Plekhanov, le vrai, nous appartient entièrement et totalement. Il est notre devoir de rendre à la jeune génération sa figure spirituelle dans toute sa grandeur.

Georges Valentinovitch Plekhanov (1856-1918).


Codhos
éditions
Cod
hos
Cod
hos
5, rue Las
Cases
75007 Paris
Congrès
du monde
ouvrier -
France •
1870-1940
Guide
des
sources

Un document : l'acte de reconnaissance de la République de Finlande établi par le Conseil des commissaires du peuple

(18 décembre 1917)

Ad № 173/281 K.D.T.O.K. 1917 3

СОВѢТЪ НАРОДНЫХЪ
Комиссаровъ.

Петроградъ.
18 декабря 1917 г.
№ 101

Eritelty Senaatti Talausarastossa
Ilmeisi Kammiskunta 1918

SUOMEN SENAATTI · FINLANDS SENAT

Въ отвѣтъ на обращеніе финляндскаго Правительства о признаніи независимости Финляндской республики, Совѣтъ Народныхъ Комиссаровъ, въ полномъ согласіи съ принципами права націй на самоопредѣленіе, П О С Т А Н О В Л Я Е Т Ъ: Войти въ Центральный Исполнительный Комитетъ съ предложеніемъ:

а/ признать государственную независимость финляндской Республики

и б/ организовать , по соглашенію съ финляндскимъ Правительствомъ, особую Комиссію изъ представителей обѣихъ сторонъ для разаработки тѣхъ практическихъ мѣропіятій, которыя вытекаютъ изъ отдѣленія финляндіи отъ Россіи.

Предсѣдатель Совѣта Народныхъ Комиссаровъ Ц. Ульянов (Ленин).

Народные Комиссары: Л. Троцкій, Г. Петровскій, Л. Сталинъ, И. Штебеберъ, В. Карелинъ, А. Шмидтъ

Управляющій Дѣлами Совѣта Народныхъ Комиссаровъ Влад. Бонч-Бруевич

Секретарь Совѣта [illegible]

"En réponse à l'adresse du gouvernement finlandais sur la reconnaissance de la République de Finlande..."

Conseil des commissaires du peuple

Petrograd,
18 décembre 1917

EN réponse à l'adresse du gouvernement finlandais sur la reconnaissance de la République de Finlande, le Conseil des commissaires du peuple, en plein accord avec le droit des nations à l'autodétermination, décide :

— de soumettre au comité exécutif central *(des Soviets)* la proposition :
a) de reconnaître l'indépendance de la République finlandaise en tant qu'Etat ;
b) d'organiser, après accord avec le gouvernement finlandais, une commission spéciale, formée de représentants des deux parties, pour élaborer les mesures pratiques qui découlent du fait que la Finlande se sépare de la Russie.

Le président du Conseil des commissaires du peuple : Vl. Oulianov (Lénine)
Les commissaires du peuple : L. Trotsky
G. Petrovski
J. Staline
J. Steinberg
D. Kareline

Le chef du service administratif du Conseil des commissaires du peuple :
Vl. Bont-Brouievitch
Le secrétaire du conseil

A. Grigoriev : la lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern sur les questions de la politique en Chine

(1926-1927)

(fin)

Nous publions dans ce numéro la dernière partie de l'étude du professeur Grigoriev, spécialiste russe de l'histoire de la révolution chinoise, sur la politique de la direction du Parti communiste russe et de celle de l'Internationale communiste en Chine, de 1925 à 1927. Les deux premières parties de cette étude ont été publiées dans les n°s 15 et 16 des *Cahiers*.

Le lecteur désireux de replacer ces trois articles dans leur cadre général est invité à se procurer — et à lire... — les n°s 54 et 55 des *Cahiers du CERMTRI*, qui contiennent une masse de documents de cette époque sur le mouvement révolutionnaire en Chine, ainsi que le n° 43, qui reproduit intégralement la *"Déclaration des 83"* (ou 84) de l'Opposition unifiée, où figure l'analyse de l'Opposition sur la Chine.

Dans la mesure où le professeur Grigoriev porte un certain nombre de jugements (qualifiant ainsi de *"gauchistes"* certaines positions de l'Opposition de gauche), qu'il nous soit permis de souligner l'un des aspects fondamentaux de son analyse : il étudie les processus chinois comme une réalité spécifiquement chinoise ; l'impérialisme n'existe que comme force extérieure ou étrangère, et non comme un système global, au sein duquel la Chine, malgré ses survivances féodales, est totalement intégrée et qui guide sa dynamique sociale. L'analyse de l'Opposition unifiée part de ce dernier point de vue — sans ignorer la forme nationale que prend ce contenu en Chine ou ailleurs — et non d'une analyse nationale d'une situation nationale, considérée en réalité comme autonome et se développant en fonction de ses seuls ressorts internes.

Révolution chinoise : 1927, l'année décisive

PRISE au 7e plénum, *"la résolution portant sur la situation en Chine"*, à la préparation de laquelle ont directement participé Boukharine et Staline, a en partie concerné l'analyse de la répartition des forces : la position sur le Kouo-min-tang révisait la position du 6e plénum. A ce moment, on a particulièrement souligné que la révolution en Chine se distinguait *"d'une manière considérable"* de la révolution de 1905 en Russie, avant tout en raison de la situation semi-coloniale de la Chine (1).

En réalité, la résolution soulignait le faible développement du capitalisme local, la présence *"de multiples vestiges d'un ordre semi-féodal"* et, enfin, la faible différenciation sociale (2). Le Kouo-min-tang était désormais défini comme un bloc non pas de trois, mais de quatre classes, dont la *"bourgeoisie capitaliste"* (3), et on reconnaissait que, dans son gouvernement, le pouvoir réel se trouvait dès le début dans les mains de l'aile droite (4). La définition des étapes de la révolution et de la répartition des forces était très contradictoire, mais l'analyse des perspectives de la révolution et des objectifs du Parti communiste chinois avait un caractère gauchiste prononcé.

Dans le mouvement révolutionnaire chinois, trois phases se dessinaient alors. Dans la première, *"la bourgeoisie nationale et l'intelligentsia bourgeoise, qui cherchaient des supports dans la classe ouvrière et la petite bourgeoisie"*, paraissaient l'une des principales forces motrices. Dans la deuxième, *"le prolétariat constituait un bloc avec la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine en partie capitaliste"*. *"Actuellement, les auteurs de la résolution considèrent que le mouvement se trouve au niveau du troisième stade"*, au moment où *"le bloc du prolétariat, des paysans et de la petite bourgeoisie urbaine, après l'élimination d'une grande partie de la grande bourgeoisie, apparaît comme la force principale du mouvement"*. Cela ne signifie pas, poursuit le document, que toute la bourgeoisie ait reculé devant les luttes de libération nationale : *"Seule la petite et la moyenne bourgeoisie, ainsi que quelques couches de la grande bourgeoisie peuvent encore quelque temps subsister avec la révolution, mais le prolétariat deviendra de plus en plus la force prédominante du mouvement."*

(1) *L'Internationale communiste et la révolution chinoise : documents et matériaux*. Moscou, 1986, p. 91.

(2) *Ibidem*. Cet ouvrage contient une étude reflétant (en particulier dans les exposés de Nicolas Boukharine) la conception *"du régime semi-féodal et semi-colonial"* en Chine dans le comité exécutif de l'Internationale communiste.

(3) *Ibidem*, p. 93.

(4) *Ibidem*, p. 99.

Dans la période actuelle de changement, quand *"il est inévitable que la bourgeoisie se détourne de la révolution"*, le prolétariat doit *"utiliser"* toutes les couches de la bourgeoisie qui luttent encore contre l'impérialisme et le militarisme (5).

La résolution envisage trois cours possibles des événements. En premier lieu, la défaite de la révolution nationale sous les coups des forces unifiées du militarisme et de l'impérialisme ; en deuxième lieu, la victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat, dans la lutte pour assurer l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, perspective considérée comme la défaite du mouvement pour l'indépendance du pays : dans ce cas, d'après le document, le pays tomberait à nouveau entre les mains des impérialistes (6). En d'autres termes, *"la variante kémaliste"* turque pour la Chine *"n'est pas considérée comme souhaitable"*, non seulement du point de vue des intérêts et des objectifs des communistes, mais même du point de vue des intérêts *"de la bourgeoisie nationale"*. Plus tard, en mai 1927, Staline avancera la thèse, reprise dans les analyses ultérieures du Comintern, affirmant qu'une *"révolution kémaliste"* à la turque en Chine est absolument impossible (7).

Enfin, la perspective révolutionnaire, à la réalisation de laquelle le plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste invite le Parti communiste chinois, aboutirait à la création d'un Etat qui *"produirait la dictature démocratique du prolétariat, de la paysannerie et des autres classes exploitées"*, et, au moyen de ses organes de direction, passerait *"d'un gouvernement révolutionnaire anti-impérialiste de transition à un développement non capitaliste (socialiste)"* (8).

Le 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste a examiné les moyens nécessaires au déroulement des luttes pour l'hégémonie du prolétariat selon deux lignes : d'une part, la conquête de la position de direction du Parti communiste chinois dans le Kouo-min-tang par la formation de nouveaux organes de pouvoirs dans les régions de progression de l'armée révolutionnaire (du Kouo-min-tang), et, d'autre part, par le développement de la révolution agraire, premier objectif à atteindre d'après la résolution (9).

En même temps, l'importance de la paysannerie et des problèmes agraires, la mise en avant (sur proposition de Staline) d'un mot d'ordre aussi radical dans sa perspective que la nationalisation de toutes les terres, fortement soulignée dans le document, sont jointes à des recommandations très tempérées sur la période la plus proche : l'objectif défini est d'utiliser les organes de pouvoir du Kouo-min-tang pour effectuer des réformes *"par en haut"* en utilisant des *"mesures transitoires"* (diminution du prix du fermage, taxation des produits, etc.), comme une transition vers une phase plus développée de la révolution agraire (10). Staline a répondu à la proposition mise en avant par la commission chinoise du plénum de former des soviets à la campagne pour résoudre leurs difficultés en invoquant que le mouvement paysan était à un niveau insuffisant et que le Parti communiste chinois, peu nombreux, était dans l'incapacité de contrôler leur création (11). L'autre motif implicite était la volonté de ne pas nuire à l'arrière-front de l'armée en marche et au corps des officiers, étroitement lié au groupe paysan (12).

Les auteurs de la résolution considéraient *"la pénétration"* dans l'appareil du gouvernement du Kouo-min-tang, de ses organes locaux dans les provinces affranchies, au moyen du renforcement de l'influence du Parti communiste chinois

(5) *Ibidem*, pp. 92 à 94.

(6) *Ibidem*, p. 94.

(7) Cf. Joseph Staline, *"Entretien avec des étudiants de l'université de Sun Yat-sen"*. Joseph Staline, *Œuvres*, Moscou, 1948, tome 9, pp. 256 à 258.

(8) *L'Internationale communiste et la révolution chinoise*, p. 94.

(9) *Ibidem*, pp. 92, 95 à 98.

(10) *Ibidem*, pp. 97-98.

(11) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 8, pp. 367 à 369.

(12) Suite à ces considérations, le comité exécutif de l'Internationale communiste, à la fin d'octobre 1926, a envoyé en Chine une directive recommandant de contrôler les exigences de la paysannerie en tenant compte des réactions de l'armée.

dans le Kouo-min-tang, et en même temps son *"rapprochement avec la paysannerie"* comme utiles pour la réalisation des mesures fixées (13). Cette même voie (*"la pénétration"*) était considérée comme le moyen de renforcer l'influence du Parti communiste chinois dans l'armée (14).

Cette approche visait à agir *"par en haut,"* essentiellement par le canal du Kouo-min-tang. Cette tactique reposait sur une analyse de la situation réelle à la campagne dans les mouvements de masse, et tout particulièrement dans l'armée, tout en maintenant la vieille thèse sur l'évolution de l'aile gauche du Kouo-min-tang, contrainte, sous la pression des masses, à s'engager sur un cours radical et "jacobin" (15).

Cette ligne définit finalement l'intervention du comité exécutif de l'Internationale communiste jusqu'en juin 1927, bien qu'on ait apporté des changements déterminants dans son habillage théorique après le coup de force de Tchang Kaï-chek, le 12 avril 1927.

Les délégués de l'opposition au 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste ne se sont pas prononcés sur la question chinoise, concentrant leurs efforts sur la critique de la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays. Mais l'analyse de leurs actions possibles se faisait manifestement sentir dans la résolution adoptée sur la Chine. La distinction nette effectuée dans ce document entre la perspective de la révolution chinoise et les possibilités du Parti communiste chinois portées par une analyse sérieusement exagérée, d'un côté, et par une interprétation très modérée de leurs objectifs immédiats, de l'autre, a créé l'impression que, en préparant leur résolution, Staline et Boukharine visaient à protéger leur "flanc gauche" de toutes critiques de l'opposition, au cas où les événements en Chine suivraient la "variante kémaliste". En pratique, c'est ce qui est arrivé : lors de l'étape suivante de la lutte, les leaders de la majorité ont activement utilisé la référence à cette orientation et au fait qu'aucune opposition ne s'est manifestée au plénum.

En mars 1927, quand l'opposition a proposé de réviser la politique, les événements en Chine sont entrés dans une phase critique. Déjà, au début de l'année, une scission au sein du Kouo-min-tang se profilait. Tchang Kaï-chek refusait de monter sur le nord (dans l'union avec le général Feng Yu-xiang) et commençait à progresser vers Shanghai.

Autour de son quartier général, un centre des forces de droite se formait dans le Kouo-min-tang. Dans les régions sous son contrôle, des mesures dures ont été prises contre le mouvement des masses. Dans le comité exécutif du Kouo-min-tang et son gouvernement, installé au début de 1927 dans le Wuhan, les positions de gauche se sont renforcées avec le soutien du Parti communiste chinois, en s'appuyant sur les militaires mécontents de Tchang Kaï-chek. Dans les régions sous contrôle du gouvernement de Wuhan, le nombre des syndicats et des conseils de paysans s'est rapidement accru, bien que, dans leur majorité, ils étaient fragiles.

Dans les syndicats et le mouvement des indigents urbains, où les travailleurs non industriels constituaient la masse essentielle, des tendances gauchistes et fortement anarchistes se développaient. La paysannerie elle-même ne posait pas la question de la terre et du pouvoir à la campagne, s'organisant sur ses exigences traditionnelles (prix du fermage, impôts et taux de prêts "justes", condamnation des "mauvais", des exploiteurs et des fonctionnaires cupides), bien que, dans un certain nombre d'endroits, les unions de paysans, où l'influence des pauvres et *"des misérables"* (lumpen) était forte, se sont mobilisés de leur propre chef contre les *"exploiteurs"* et

(13) *Ibidem*, p. 99.

(14) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 8, pp. 363-364.

(15) *"Le gouvernement de Canton, d'après la résolution du plénum, ne pourrait pas se maintenir au pouvoir dans la révolution et ne pourrait pas obtenir de victoire totale sur l'impérialisme étranger et les réactionnaires locaux tant que l'affaire de la libération nationale ne sera pas identifiée à la révolution agraire"* (*L'Internationale communiste et la révolution chinoise*, pp. 96-97).

les riches locaux et ont installé pour un temps le pouvoir de la paysannerie (16).

Visant à fragiliser Tchang Kaï-chek (ou à le neutraliser), la direction du comité exécutif de l'Internationale communiste, ses représentants en Chine et le Parti communiste chinois se sont orientés vers une radicalisation du comité exécutif et du gouvernement du Kouo-min-tang à Wuhan, et, en même temps, ont essayé de mobiliser contre Tchang Kaï-chek dans son armée et dans les centres dont elle s'était rapprochée : à Nanchang et à Shanghai. Dans la presse et dans la propagande de base du Parti communiste chinois fut déployée une campagne contre l'aile droite, dirigée en fait contre Tchang Kaï-chek. Sous la pression du Parti communiste chinois et de M. Borodine, à la mi-mars 1927, le plénum du comité exécutif du Kouo-min-tang décide d'encadrer sérieusement le pouvoir individuel de Tchang Kaï-chek dans le comité exécutif du Kouo-min-tang et son conseil de guerre. Deux communistes sont entrés dans le gouvernement à Wuhan. Tchang Kaï-chek, manœuvrant face aux militaires décidés de Shanghai, a déclaré obéir à la discipline du Kouo-min-tang. Mais on n'avait pas confiance en lui. Immédiatement après le plénum, sur le conseil de M. Borodine, le gouvernement principal de Wuhan a signé secrètement un arrêté sur l'arrestation de Tchang Kaï-chek (17).

Les célèbres révoltes de Shanghai, menées sous le slogan *"Allons à la rencontre de l'armée révolutionnaire"*, et particulièrement les dernières, le 21 mars 1927, à la veille de l'entrée dans la ville des armées de Tchang Kaï-chek, visaient à créer, à ce moment-là, des organes de pouvoir dominés par le Parti communiste chinois. Une série de ses organisateurs et des travailleurs du bureau oriental du comité exécutif de l'Internationale communiste à Shanghai considéraient que ces organes de pouvoirs se construiraient selon *"le type des soviets"*. De grands espoirs étaient liés au retour au poste de représentant du comité exécutif du Kouo-min-tang de Van Jing-wei. Il revenait de France par l'Union soviétique (il était arrivé à Shanghai de Vladivostok au début avril). Sur son séjour en mars à Moscou et ses négociations, nous n'avons jusqu'à maintenant aucune information, ni dans les documents de nos matériaux d'archives, ni dans les publications soviétiques ou étrangères. Tout montre qu'on lui a promis un soutien et des crédits significatifs (18), et qu'il a reçu des garanties précises (19).

Avant son départ de Shanghai pour Wuhan, le 5 avril, Van Jing-wei a publié avec Chen Du-xiu la déclaration dans laquelle ils parlent de la nécessité de collaborer avec le Parti communiste chinois et de l'absence dans les deux partis de plans pour s'opposer l'un à l'autre. Tchang Kaï-chek, après sa rencontre avec Van, a déclaré qu'il jugeait nécessaire que toutes les réponses politiques du Kouo-min-tang, y compris les réponses militaires, soient prises sous la direction de Van, en tant que président du comité exécutif du Kouo-min-tang. Le 6 avril, l'information sur ses déclarations a été publiée dans la *Pravda*. Mais à Moscou, manifestement, on ne savait pas qu'à ce moment, déjà, Tchang Kaï-chek, par une série de stratagèmes, neutralisait les éléments "hésitants" et décidait de réprimer les communistes et de désarmer les piquets des travailleurs de Shanghai. Le 12 avril, il frappa à Shan-

(16) Sur le mouvement de masse en Chine à cette période, cf. *L'Histoire de la Chine contemporaine*, pp. 251 à 264.

(17) Un arrêté a été pris par le communiste Lin' Botsioujiou, commissaire politique des principaux corps armés de Tchang Kaï-chek, commandant qui a été lié avec les chefs de Wuhan. Cf. la biographie de Lin' Botsioujiou, Pékin, 1986, p. 127 (en chinois) ; Tchjan Gotao, *Souvenirs*, Sviangan, 1972, tome 2, p. 192 (en chinois).

(18) Dans une lettre à Molotov du 24 juin 1927, Joseph Staline écrit que trois à quatre millions pourraient dès maintenant être envoyés sur le compte de 10 millions, mais que la question des 1,5 million serait ajournée. RGASPI, collection spéciale.

(19) On peut se faire une idée sur le caractère de la position de Van Jing-wei à partir de la déclaration du chef de l'organisation de Shanghai du Parti communiste chinois après l'arrivée de celui-ci : *"La position de Van Jing-wei est très bonne, ses opinions sont très stables, il peut collaborer avec le Parti communiste chinois jusqu'à la construction du socialisme, il approuve entièrement nos indications pour le Comintern."* Cité dans *Shanghai dasioué sioubao*, 1988, n° 1, p. 112 (en chinois).

ghai, puis s'attaqua au Parti communiste chinois, au Kouo-min-tang de gauche et aux partis dans les autres régions contrôlées par ses armées, ainsi qu'à Gouangoun. Le 18 avril, Tchang Kaï-chek annonça la création de son gouvernement national à Nanchang. Au même moment, il fit une déclaration attaquant le Parti communiste chinois et annonçant en même temps son intention de continuer la campagne dans le nord contre les "seigneurs de la guerre" et de conserver ses rapports avec l'URSS, proposant à Moscou même de nouvelles règles du jeu. La situation du gouvernement de Tchang Kaï-chek prenait la forme de la variante "kémaliste".

Trois provinces, dans le centre de la Chine, restaient sous contrôle du gouvernement de Wuhan, dont la situation économique s'était détériorée à cause du blocus de l'est, du sud et de l'ouest. Tous les calculs sur le prolongement de la radicalisation du mouvement étaient désormais liés au renforcement des positions de l'aile gauche du Kouo-min-tang et du Parti communiste chinois dans ces provinces, et sur l'union des forces de Wuhan dans le nord de la Chine avec les armées de Feng Yu-xiang, qui, comme le comité exécutif du Kouo-min-tang dans le Wuhan, avait lui aussi traité Tchang Kaï-chek de traître à la révolution nationale.

En avril-mai 1927, une phase de lutte acharnée commença entre la majorité et l'opposition, dans laquelle la question de la Chine figurait à la première place dans le programme de cette dernière. La polémique surgit fin mars-début avril, avant le coup de force de Tchang Kaï-chek.

En mars, l'information (bien que très réduite) sur les conflits couvant avec Tchang Kaï-chek a incité l'opposition — à l'intérieur de laquelle des disputes surgirent sur l'orientation à suivre dans la politique chinoise elle-même — à en arriver à un accord intermédiaire sur deux questions : sur la relation avec le Kouo-min-tang (20) et sur le mot d'ordre des soviets. En même temps, entre ses leaders, des divergences significatives continuaient d'exister sur les questions précédentes. A ce moment, pour soutenir la révision de la ligne politique, l'opposition a souligné le caractère initialement non révolutionnaire de la grande bourgeoisie en Chine et a donc proposé de changer substantiellement (en rapport avec l'analyse du 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste) l'analyse du caractère du Kouo-min-tang et de son gouvernement : il était non seulement proposé de reconnaître l'existence dans sa composition (dans le *"bloc de la quatrième classe"*) de la bourgeoisie, mais aussi son rôle dirigeant dans ce bloc (Karl Radek parle même de l'hégémonie, dans le gouvernement national, de la *"coterie militariste de Tchang Kaï-chek"*).

Karl Radek a partiellement exprimé le 18 mars 1927 cette position dans les débats à l'Académie communiste. Le sort de la révolution chinoise, dit-il, ne sera pas résolu à Shanghai, mais à Han Kéou, selon l'issue de la lutte des classes contre la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement national-révolutionnaire, qu'il considère nécessaire de commencer immédiatement. Dans cette situation, l'aile gauche du Kouo-min-tang et le Parti communiste doivent trouver suffisamment de courage et de forces pour *"chasser l'aile droite et prendre enfin la direction du mouvement"* (21). Pour cela, il est nécessaire d'armer immédiatement les travailleurs et les paysans des détachements dans l'armée révolutionnaire, de réaliser la révolution agraire, de satisfaire les exigences des travailleurs et, avant tout, l'indépendance du Parti communiste chinois et sa lutte *"pour une hégémonie réelle"* dans la révolution (22).

Comment l'opposition envisageait-elle de réaliser ces recommandations très

---

(20) *"En 1926-1927,* écrivit plus tard Léon Trotsky, *j'ai été en conflit constant avec Zinoviev sur cette question* (sur la relation avec le Kouo-min-tang, A. G.). *Deux ou trois fois, l'affaire en est arrivée à la rupture..., mais étant donné que c'était une question de rupture avec Zinoviev, la décision commune fut que je me soumette à la majorité sur cette question d'intérêt général..."* (*Léon Trotsky on China*, pp. 490-491).

(21) RGASPI, fonds 495, inventaire 166, dossier 191, feuille 29.

(22) *Ibidem.*

radicales ? La lettre de Léon Trotsky du 31 mars 1927 au bureau politique du comité central du Parti communiste russe l'exposait. Il expliquait la nécessité urgente de créer en Chine des soviets de travailleurs, de paysans et de députés soldats, vu le niveau prétendument élevé du mouvement de masse et la menace *"de bonapartisme chinois"*, liée au caractère principalement militaire et à la prédominance, dans la composition du commandement de l'armée, de forces de la bourgeoisie propriétaire.

Les soviets, qu'il envisageait à ce moment comme des organes national-démocratiques, et non comme des organes de la révolution socialiste, *"devaient*, selon Trotsky, *devenir et deviendraient des organes de lutte contre le pouvoir, ou les organes de pouvoir en place"*, et devaient réaliser des changements agraires radicaux (23).

Ils agiront, écrit-il, dans cette phase, sous la direction non pas d'un parti, mais d'un bloc de partis, entre lesquels la lutte se déploiera dans ces soviets à partir des couches inférieures de la ville et de la campagne. Léon Trotsky n'a pas posé la question directe de la sortie du Parti communiste chinois du Kouo-min-tang, mais sa position était claire : la création des soviets, dit-il dans une lettre, *"aidera dans un court délai à poser directement"* la question de la relation entre le Parti communiste chinois et le Kouo-min-tang (24).

Les 4 et 5 avril 1927, les questions politiques en Chine ont été soumises aux militants du comité de Moscou du PC, où Nicolas Boukharine (dans un exposé fondamental), Joseph Staline et Karl Radek, membre de l'opposition, ont pris la parole (25).

Nicolas Boukharine a démontré que la création des soviets en Chine au moment présent n'était pas nécessaire, car le Kouo-min-tang réorganisé pouvait remplir le rôle des organes de la dictature démocratico-révolutionnaire ; le Kouo-min-tang, selon lui, représente quelque chose à mi-chemin entre les partis et les soviets, une organisation politique spécifique dans laquelle le rôle de l'aile gauche et des communistes grandit (26). Joseph Staline soutenait une telle approche, à la différence près qu'il voyait dans le Kouo-min-tang quelque chose à mi-chemin entre parti et Parlement révolutionnaire (27).

A la proposition de l'opposition sur la création d'une dualité du pouvoir (les organes du Kouo-min-tang et les soviets), ils opposaient la conquête du Kouo-min-tang *"de l'intérieur"*, sa radicalisation et sa démocratisation par l'introduction dans la composition du parti et dans sa direction de représentants des organes de masses de travailleurs et de paysans, ce qui, en somme, conduirait à l'hégémonie du Parti communiste chinois dans le Kouo-min-tang (28).

Ces raisonnements incluaient une *"pression du gouvernement prolétaire"*, dans l'entente avec Wan Jing-wei. Karl Radek a rappelé son analyse de la situation en Chine et dans le Kouo-min-tang, y compris son *"avertissement"* que Tchang Kaï-chek se prépare au combat décisif. Joseph Staline, dans son discours, répondit que, dans une phase de la révolution à l'échelle de toute la nation, il est nécessaire *"d'utiliser"* la bourgeoisie, son savoir et ses relations, puis on pourra la jeter comme un citron pressé. Peut-être, disait Joseph Staline, Tchang Kaï-chek n'a-t-il pas de sympathie pour la révolution, mais il dirige une armée, et il ne peut pas ne pas la diriger contre les impérialistes (29). Il le déclara devant les militants de la capitale une semaine

---

(23) *L'Opposition communiste*, tome 2, pp. 224-225.

(24) *Ibidem*, p. 226.

(25) Les interventions de Joseph Staline et Karl Radek n'ont pas été publiées et nous ne les avons pas encore découvertes. Quelques extraits des discours ont été cités plus tard dans la suite des discussions. L'exposé de Nicolas Boukharine a été publié, dans une nouvelle rédaction, dans la *Pravda* des 19 et 20 avril 1927. *Les Principaux Problèmes de la révolution chinoise*, Moscou, 1927.

(26) RGASPI, fonds 324, inventaire 1, dossier 353.

(27) *Ibidem*, dossier 350, feuille 40.

(28) Nicolas Boukharine, *Les Principaux Problèmes de la révolution chinoise*, Moscou, 1927, pp. 52-53.

(29) RGASPI, fonds 495, inventaire 266, dossier 191, feuille 31-32.

avant les événements du 12 avril à Shanghai.

L'opposition a activement essayé d'utiliser cette situation, qu'elle voyait évidemment comme un moment favorable, et peut-être sa dernière chance d'intervenir. Elle avait à son "actif" "ses avertissements" au sujet des plans de Tchang Kaï-chek, sa proposition de créer des soviets faite avant le coup de force, et enfin le coup de force lui-même, qui signifiait, bien que très partiellement, une sévère défaite du Parti communiste chinois et l'échec de la tactique de direction du comité exécutif de l'Internationale communiste. L'opposition essaya de présenter cette défaite comme évidente et comme l'expression concentrée de l'erreur générale de la politique intérieure et étrangère des "kominternistes" et de la majorité.

Le plénum du comité central du PCR (les 13-16 avril) et le 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste (les 18-30 mai) ont ouvert, en avril-mai 1927, le premier tour de la dernière étape de la lutte. Parmi les documents fondamentaux qui reflétaient les positions des parties en présence, il y avait : les *"Thèses sur la question chinoise"* de Grigori Zinoviev, adressées le 14 avril au plénum du comité central du PCR (30) ; en "réponse", les thèses de Joseph Staline, *"Les questions de la révolution chinoise"*, publiées dans la *Pravda* le 21 avril 1927 (31) ; la première rédaction de l'exposé de Nicolas Boukharine devant les militants du comité de Moscou du PCR, mentionnée plus haut ; les thèses de Léon Trotsky *"La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline"*, adressées le 7 mai au bureau politique du comité central du PCR et au présidium de la commission centrale de contrôle (32). En pratique, la situation et les principaux arguments exposés dans ces documents se répètent sous différentes variantes et avec quelques compléments dans les interventions au 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste des leaders de la majorité, Nicolas Boukharine (exposé et discours de clôture) et Joseph Staline (33), et dans celles des représentants de l'opposition.

L'opposition mettait en doute et critiquait sous la forme la plus caustique les bases théoriques et les orientations tactiques essentielles de la politique de la direction du PCR et du comité exécutif de l'Internationale communiste en Chine, commencée au printemps-été 1926. Cela a déterminé en avril-mai une prépondérance manifeste, dans les discussions, d'accusations mutuelles, et, dans la suite du débat, des questions non pas sur la situation présente, mais sur le futur. Les leaders de l'opposition visaient clairement à "démontrer" que les échecs actuels découlaient du fait que ses propositions et ses avertissements n'avaient pas été pris en considération, et elle propose de mettre au centre de la discussion la question : *"Qui est responsable ?"*

L'opposition proposait d'autres analyses du rôle de la bourgeoisie et du caractère du Kouo-min-tang, différentes des jugements portés par les 7e et 8e plénums du comité exécutif de l'Internationale communiste, et conformes au caractère du mouvement dirigé par ce parti (34). Grigori Zinoviev considérait le Kouo-min-tang *"comme le parti de la petite bourgeoisie avec un noyau bourgeois"*, comparable au parti kémaliste turc en 1920, et le mouvement qu'il guidait était, dans ses buts et sa nature, démocratico-bourgeois. Dès lors, le soutien, y compris par des actions militaires, aux actions du gouvernement national, selon elle *"dirigé par les généraux"*, dénotant un soutien non pas du mouvement national-révolutionnaire, mais du mouvement bourgeois et nationaliste, contre-

(30) RGASPI, fonds 17, inventaire 2, dossier 284 (plus loin : Grigori Zinoviev, *Thèses*...).

(31) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 9, pp. 221 à 230.

(32) Léon Trotsky, *La Révolution chinoise*..., pp. 158 à 196.

(33) Joseph Staline, *"La Révolution en Chine et les objectifs du Comintern"*, *Œuvres*, tome 9, pp. 282 à 312.

(34) Grigori Zinoviev, *Thèses sur la question chinoise* (lettre au bureau politique du comité central du PCR du 13 avril 1917. RGASPI, fonds 17, inventaire 2, pp. 49 à 51). Léon Trotsky a proposé que, vu le rôle de la bourgeoisie dans le Kouo-min-tang, il soit considéré comme un parti bourgeois (Léon Trotsky, *La Révolution chinoise*..., p. 178).

disait la célèbre résolution du IIe Congrès du Comintern (35). Si l'union de la Chine était réalisée sous l'égide de la bourgeoisie chinoise, porte-parole des intérêts du Kouo-min-tang, la situation serait, selon Grigori Zinoviev, pire qu'avant : elle mènerait à l'entente de la bourgeoisie chinoise, qui deviendrait contre-révolutionnaire, avec l'impérialisme, servirait à conforter la stabilisation capitaliste, laisserait les mains libres à l'Angleterre et rapprocherait le moment de la guerre impérialiste contre l'URSS (36).

Léon Trotsky (et Karl Radek) affirmait aussi que la bourgeoisie, en Chine, jouait un rôle contre-révolutionnaire. Selon eux, le joug de l'impérialisme ne crée pas les conditions pour un front uni *"de la quatrième classe"* dans les limites du Kouo-min-tang, mais, au contraire, mène à l'entente de toutes les couches de la bourgeoisie avec l'impérialisme. Dans les conclusions du comité exécutif de l'Internationale communiste sur le fait que la domination des survivances féodales en Chine créait un terrain pour le front unique, Léon Trotsky dénonce *"l'invention par Boukharine"* du schéma *"du bloc des quatre classes"*, considérant (comme Karl Radek) qu'en Chine les relations capitalistes dominent (37). Pour Léon Trotsky, la révolution chinoise est essentiellement démocratico-bourgeoise, parce que le développement du capitalisme chinois renforce la dépendance à l'égard de l'impérialisme par l'absence d'autonomie douanière (38).

Pour l'opposition, l'orientation des leaders de la majorité sur la conservation d'un front unique avec la bourgeoisie, l'interprétation du Kouo-min-tang comme *"un bloc de quatre classes"* et la conception des étapes du 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste *"bafouaient tous les principes du marxisme"* et reprenaient *"l'ancienne tactique menchevique"* dans la révolution de 1905 ; seulement, selon Léon Trotsky, le mot "impérialisme" remplaçait celui de "tsarisme" (39). Comme l'ancien menchevik A. Martinov avait développé dans la presse du PCR et du comité exécutif de l'Internationale communiste l'idée du Kouo-min-tang comme d'un *"bloc de quatre classes"*, les représentants de l'opposition dénonçaient *"l'école de Martinov"*, *"Martinov, professeur de Boukharine et Staline"*. La principale erreur, affirmait Léon Trotsky, était la soumission du Parti communiste chinois au Kouo-min-tang, qui, en fin de compte, prenait la forme d'une *"soumission à l'autorité de Tchang Kaï-chek"* (40).

L'opposition affirmait proposer *"la voie léniniste de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour prendre la tête des masses opprimées"* (41), à savoir par la préparation du Parti communiste chinois à sortir du Kouo-min-tang, par sa direction indépendante des organisations de masses et, enfin, par la création des soviets. Selon Grigori Zinoviev, le refus de créer des soviets signifiait un abandon des thèses léninistes adoptées au IIe Congrès, et il affirme que les travailleurs de Chine organisés autour des soviets pourraient se défendre des attaques *"de la droite"* et de l'impérialisme, et, par ce mot d'ordre, recevoir un large soutien international des travailleurs (42). Léon Trotsky rendait la direction du comité exécutif de l'Internationale communiste responsable du coup de force de Tchang Kaï-chek, il l'accusait d'avoir, avec sa politique, favorisé les Cavaignac chinois (43).

La "déclaration 83" adressée en mai au comité central du PC russe affirme que *"toutes les conditions"* étaient réunies *"pour armer les travailleurs chinois"* (au premier chef, de Shanghai et Han Kéou) et pour la victoire *"de la Chine de 1905"* (44).

En défendant la justesse de la politique du comité exécutif de l'Internationale communiste, Joseph Staline et Ni-

(35) *Ibidem*, p. 142.

(36) *Ibidem*, p. 50.

(37) Léon Trotsky, *La Révolution chinoise...*, pp. 159-160.

(38) *Ibidem*, p. 163.

(39) *Ibidem*, p. 166.

(40) *Ibidem*, p. 168.

(41) *Ibidem*, p. 168.

(42) Grigori Zinoviev, *Thèses...*, pp. 44-45 et 55.

(43) Léon Trotsky, *La Révolution chinoise...*, p. 170.

(44) *L'Opposition communiste*, tome 3, p. 61.

colas Boukharine avançaient une conception nouvelle (par rapport à la décision du 7e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste) des étapes de la révolution chinoise, en soulignant que, dans la première phase, à l'échelle de toute la nation, la bourgeoisie, en luttant contre l'impérialisme, jouait un rôle révolutionnaire et que le bloc avec elle était pleinement justifié, et répondait aux dispositions du IIe Congrès sur la possibilité d'unions provisoires avec la bourgeoisie démocratique.

Joseph Staline a confirmé que la politique de blocs signifiait *"l'utilisation"* de la bourgeoisie et visait à isoler *"l'aile droite"* dans le Kouo-min-tang, alors même qu'au début de 1927, particulièrement début mars, l'orientation était la lutte contre l'aile droite (45).

Reconnaissant que le coup de force de Tchang Kaï-chek signifiait une défaite partielle de la révolution, Joseph Staline et Nicolas Boukharine, comme preuve de la justesse et de l'efficacité de la politique du comité exécutif de l'Internationale communiste, ont attiré l'attention sur l'essor impétueux bien réel du mouvement de masse et du Parti communiste chinois pendant la campagne du nord. Au même moment, prenant leurs désirs pour des réalités, ils affirmaient que l'opposition exagérait le degré de défaite des forces révolutionnaires et oubliait le principal, à savoir que la révolution en Chine passait à la deuxième phase la plus élevée : l'étape de la révolution agraire, au centre de laquelle se trouvait *"l'élimination de l'aile droite"*, *"le Kouo-min-tang révolutionnaire de Wuhan"* résistant à la bourgeoisie de l'aile droite du Kouo-min-tang à Nanchang et au militarisme féodal des pays du nord (46).

Se prononçant contre les propositions de l'opposition sur la création des soviets, Nicolas Boukharine et Joseph Staline avançaient deux séries d'arguments. Premièrement, proposant une réorganisation radicale et la conquête du Kouo-min-tang *"de l'intérieur"*, ils affirmaient que, dans la nouvelle phase, la transformation du Kouo-min-tang en un parti de paysans et de travailleurs, et de sa direction en un organe démocratico-révolutionnaire de dictature du prolétariat et des paysans devenait une perspective encore plus réelle. Nicolas Boukharine appuyait sa thèse sur le fait que, dans les conditions chinoises, la gauche du Kouo-min-tang ait une forme spécifique achevée d'organisation de masse permettant au Parti communiste de le conquérir de l'intérieur et par en bas (47). Joseph Staline affirmait que l'aile gauche du Kouo-min-tang jouait en Chine *"un rôle proche de celui que jouaient les soviets en 1905 pour la révolution démocratico-bourgeoise en Russie"* (48). Deuxièmement, Nicolas Boukharine, et surtout Joseph Staline, dans la période d'avril et jusqu'à la rupture du front unique en juillet 1927, citant les thèses de l'Indien M. Roy, ont développé l'idée que, dans les pays *"du type chinois"*, les soviets peuvent être seulement des soviets de députés des travailleurs et des paysans, et donc seulement des organes de soulèvement et de lutte pour le pouvoir lors de l'évolution de la révolution démocratico-bourgeoise vers le socialisme. Staline a écarté les références de Grigori Zinoviev et Léon Trotsky dans les "thèses principales" du IIe Congrès, affirmant que la situation des soviets de paysans décrite dans ces thèses concernait les pays orientaux les moins développés (49).

Ces constructions théoriques très arbitraires ont introduit dans la deuxième moitié de 1927 une sérieuse confusion dans la définition de l'orientation du Parti communiste chinois, du caractère des organes de pouvoir et de la révolution elle-même ; à la base de cela, il y avait la force d'inertie du cours suivi précédemment (comptant sur la transfor-

(45) Joseph Staline, *Les Questions de la révolution chinoise*, pp .223 à 225.

(46) Joseph Staline, *Les Questions de la révolution chinoise*, p. 226.

(47) Nicolas Boukharine, *Les Principaux Problèmes de la révolution chinoise*, p. 52.

(48) Joseph Staline, *La Révolution en Chine et les objectifs du Comintern*, p. 302.

(49) Joseph Staline, *Les Questions de la révolution chinoise*, pp. 228-229 ; Joseph Staline, *"Sur les questions de la révolution chinoise"*, *Œuvres*, tome 9, pp. 232 à 238 ; Joseph Staline, *La Révolution chinoise et les objectifs du Comintern*, pp. 296-297.

mation de Wuhan en centre *"de jacobins révolutionnaires"* et également sur la conquête par le Parti communiste chinois de la position dirigeante dans ce centre) et la tendance à esquiver la collision prématurée avec les partisans de Wuhan sur l'arène internationale. A ce sujet, Joseph Staline et Nicolas Boukharine avancèrent d'autres arguments contre la création des soviets : les soviets signifiaient un double pouvoir, donc la lutte pour le pouvoir et le renversement du gouvernement révolutionnaire dans lequel les communistes étaient déjà entrés ; la création des soviets serait un prétexte à des réactions à l'intérieur et hors de Chine, et soulèverait une campagne à propos de *"la soviétisation moscovite"* de la Chine (50).

Les propositions de l'opposition de créer des soviets à la lumière de ces considérations auraient servi l'adversaire (51).

Puisque Tchang Kaï-chek exigeait l'exclusion des communistes du Kouo-min-tang, les propositions de sortir (ou de se préparer à sortir) le Parti communiste chinois du Kouo-min-tang signifiaient la remise en cause des positions de plus en plus fortes des communistes dans ce parti et la perte de la possibilité d'utiliser l'autorité et le drapeau révolutionnaire du Kouo-min-tang, ce qui servirait les ennemis de la révolution (52).

Les leaders de l'opposition considéraient que l'orientation proposée par la direction du PCR et du comité exécutif de l'Internationale communiste, le refus de la création des soviets préparaient de nouvelles défaites (53). Grigori Zinoviev, qui soutenait dès le début de la polémique l'idée de la création en Orient de partis de travailleurs et de paysans, disait maintenant que cette *"orientation de Staline"* par rapport au Kouo-min-tang signifiait *"l'absorption"* du Parti communiste et s'opposait aux idées de Marx et Lénine (54). Mais la proposition de l'opposition de créer des soviets, la politique par rapport au Kouo-min-tang de Wuhan et le jugement porté sur lui étaient également éloignés de la réalité, et en cela très contradictoires. Léon Trotsky, en contestant l'estimation de Wuhan comme un *"centre révolutionnaire épuré des droites"*, déclarait qu'un tel centre était à construire (dans le processus de formation des soviets). Comme centre révolutionnaire, selon lui, l'aile gauche du Kouo-min-tang *"n'avait rien ou presque rien"* à sa disposition (55).

Grigori Zinoviev parlait, au contraire, de la possibilité d'un *"soutien décisif"* à Wuhan, confirmant par cela que, par *"une tactique juste"* du Parti communiste, l'aile gauche pourrait *"en effet"* entièrement rompre avec la droite et créer un parti révolutionnaire (56) de masse du type des S-R (socialistes-révolutionnaires) de gauche. Reconnaissant que la création des soviets signifierait un double pouvoir et exigeant *"une indépendance totale"* du Parti communiste chinois, les leaders de l'opposition, jusqu'à la fin juin, niaient qu'ils proposaient la sortie du Parti communiste chinois du Kouo-min-tang, bien que, dans la pratique, la création des soviets ne signifiait pas uniquement la sortie du Parti communiste chinois (ce sur quoi Trotsky comptait), mais le passage à la confron-

(50) Joseph Staline, *Les Questions de la révolution chinoise*, p. 229. A en juger par la lettre de Léon Trotsky au bureau politique du comité central du PCR du 16 avril 1927, Joseph Staline, au plénum d'avril du comité central du PCR, a dit que le comité exécutif du Kouo-min-tang n'était pas d'accord avec la création des soviets.

(51) *Ibidem*. Trotsky lie le dernier argument opposé par la majorité à la création des soviets à la théorie du socialisme dans un seul pays et à la volonté d'éviter l'accusation *"de soviétisation moscovite"* : il y voit la manifestation d'un tournant *"à droite"*, la *"crainte d'une intervention étrangère"* et d'une *"incompréhension"* ; pour lui, l'intervention étrangère en Chine et contre l'URSS ne peut être arrêtée que par l'approfondissement de la révolution et l'*"extension du front soviétique"* (Léon Trotsky, *La Révolution chinoise...*, p. 179. Cf. également la lettre du 17 mai 1927, N. K. Kroupskaïa, dans *L'Opposition communiste*, tome 3, p. 58).

(52) Joseph Staline, *Les Questions de la révolution chinoise*, p. 230.

(53) Trotsky a qualifié la politique de conquête du Kouo-min-tang *"de l'intérieur"* et les calculs sur l'utilisation de leaders particuliers du Kouo-min-tang et de militaires propre à Joseph Staline *"d'approche d'appareil"* des problèmes politiques, de politique de *"combinaison au sommet"* (Léon Trotsky, *La Révolution chinoise*, p. 158).

(54) Grigori Zinoviev, *Thèses...*, p. 53.

(55) Léon Trotsky, *La Révolution chinoise...*, p. 177.

(56) Grigori Zinoviev, *Thèses...*, p. 52.

tation directe avec le comité central du Kouo-min-tang de Wuhan, lié à leurs groupes armés : le programme des soviets que Grigori Zinoviev et Léon Trotsky proposaient était si radical qu'il était notoirement inacceptable même pour les éléments de gauche les plus radicaux dans le Kouo-min-tang (57).

L'exécution d'un tel programme, envisagé comme la condition interne du succès de la révolution chinoise, était jointe, dans le programme de l'opposition, à l'affirmation que la révolution peut vaincre uniquement en y associant les autres pays et en les faisant participer à la *"révolution internationale"*. Les leaders de l'opposition affirmaient que le passage à la lutte pour les soviets peut assurer à la révolution chinoise *"le maximum de sympathie et de soutien de la part du prolétariat international"* (58).

En tout cas, l'opposition a essayé d'utiliser activement le coup de force de Tchang Kaï-chek pour lancer une discussion, au moins dans les organes de direction du PCR et du Comintern, sur tout l'éventail des problèmes en discussion et en y liant les questions de politique en Chine.

Pour Grigori Zinoviev, les événements en Chine et le coup de force de Tchang Kaï-chek étaient comparables par leur signification aux événements en Allemagne en 1923 et il proposait (comme à ce moment-là) de tenir une réunion spéciale du comité central avec les représentants des organisations locales ou un plénum spécial du comité central et une conférence internationale des représentants des Partis communistes (59). Les leaders de la majorité s'y opposèrent en prétextant qu'une telle discussion pouvait avoir un effet négatif étant donné la situation internationale de l'URSS et la situation du Parti communiste chinois. Sous ce prétexte, le plénum d'avril (1927) du comité central du PCR a seulement entendu une information sur la situation en Chine, les thèses de Zinoviev n'ont pas été débattues, l'échange des opinions n'a pas été enregistré (60). Pour le même motif, au début de mai 1927, le bureau politique a pris la décision de ne pas publier les articles et documents des représentants de l'opposition, ce qui, pourtant, n'empêcha pas Joseph Staline et Nicolas Boukharine, dans des publications, dès avril, de commencer la critique de leurs principales propositions. Au 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste (61), où la question chinoise a été examinée, Grigori Zinoviev n'a pas été admis, aucun des représentants de l'opposition n'a été incorporé à la commission chinoise du plénum, à la tête de laquelle se trouvait P. Togliatti. En séances plénières, seuls Léon Trotsky et V. Vouiovitch, de l'opposition, sont venus participer à la délibération sur la question chinoise.

Malgré le passage sous silence et la forte condamnation des propositions de l'opposition, le cours des événements en Chine a incité les leaders de la majorité à introduire dans leurs orientations tactiques certains changements, qui reflétaient la prise en compte de la critique "de gauche" et la tendance claire "à assurer" leur avenir en cas de développement défavorable des événements.

---

(57) Il incluait les exigences de la nationalisation de la terre (qu'il proposait *"d'interpréter à la manière bolchevique"*), *"une révolution agraire authentique (et pas seulement une réforme)"*, c'est-à-dire une libération totale de la paysannerie du fermage et des dettes, la nationalisation, la confiscation des moyens et petits propriétaires chinois et des banques, une journée de travail de huit heures, *"la création d'une Armée rouge véritablement régulière (...) commandée par les travailleurs (et non par des officiers cadres)"* et d'armer les travailleurs, etc. Grigori Zinoviev, *Thèses...*, p. 54.

(58) Grigori Zinoviev, *Thèses...*, p. 55.

(59) *Ibidem*, p. 43. Le 20 avril 1927, Zinoviev et Trotsky ont à nouveau proposé au bureau politique du comité central du PCR de convoquer un plénum secret du comité central et du comité exécutif. *L'Opposition communiste*, tome 2, p. 233.

(60) RGASPI, fonds 17, inventaire 2, dossier 284, feuille 40.

(61) Ce fut l'unique plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste dont le procès-verbal ne fut pas publié dans notre pays. En 1928, à Hambourg, les documents sténographiés des exposés et des discours sur la question chinoise furent publiés en allemand (sous forme abrégée). La traduction de ces documents a été publiée en Chine : *Documents et matériaux du Comintern sur les problèmes de la révolution chinoise*, Pékin, 1990, tome 3.

Fin avril-début mai, on s'oriente vers la réorganisation forcée du Kouo-min-tang de Wuhan en un parti des travailleurs et des paysans et de l'organe démocratico-révolutionnaire de dictature du prolétariat et de la paysannerie dans l'esprit du schéma de Nicolas Boukharine et de Joseph Staline énoncé plus haut.

Cette orientation s'est exprimée dans les décisions du Ve Congrès du Parti communiste chinois, qui a eu lieu à Wuhan du 28 avril au 11 mai (62). A ce moment, le Parti communiste chinois préconise une solution radicale de la question agraire, non seulement "par le haut", par les organes du Kouo-min-tang au pouvoir, mais également, là où c'est possible, "par le bas", par une voie détournée. Début mai, Joseph Staline parlait de la nécessité de proposer le mot d'ordre de confiscation immédiate de la terre en Chine, déclarant que, bientôt, toute la paysannerie irait vers ce mot d'ordre, estimant que si le gouvernement de Wuhan voulait vaincre, *"il devrait soutenir la révolution agraire et paysanne dans la confiscation des terres des propriétaires"* (63).

Mais c'était une prévision optimiste. Même dans les régions sous contrôle du gouvernement de Wuhan, on parlait plus du mécontentement de l'armée et moins des exigences radicales de la paysannerie et des mesures des autorités. Les leaders du Kouo-min-tang à Wuhan s'opposaient résolument à la radicalisation de la politique agraire. Dans ces conditions, le Ve Congrès du Parti communiste chinois a adopté, sous la pression des représentants du comité exécutif de l'Internationale communiste, une résolution dans l'esprit de la décision du 7e plénum, soutenant le mot d'ordre de nationalisation future de toutes les terres : à titre d'exigence immédiate, il se bornait au mot d'ordre de *"confiscation politique"*.

La pression "à gauche" et la tendance des leaders de la majorité à assurer leur flanc "gauche" reflétaient d'une manière encore plus précise la décision du 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste.

La décision extrêmement tranchante prise au 8e plénum n'a pas, dans son principe, apporté de nouveautés dans l'exposé sur "la politique chinoise" proposé par les différents protagonistes après le 12 avril. En revanche, une résolution prise au plénum, malgré la condamnation du programme de l'opposition, a provoqué un sérieux déplacement "vers la gauche" de la position des leaders de la majorité. Cependant, les orientations vers *"une réorganisation plus rapide"* du Kouo-min-tang dans une large *"organisation réellement élue, réellement de masse et effectivement démocratico-révolutionnaire"* (64) s'inséraient dans la résolution avec la confiscation et la nationalisation des terres. « *Au moment présent,* d'après le document, *le point principal paraît être la résolution "plébéienne" et révolutionnaire de la question agraire... par le bas. En cela, le Parti communiste doit prendre la tête du mouvement et le diriger.* » A l'intérieur de la direction du Kouo-min-tang, le Parti communiste chinois recommandait de mener une politique qui favoriserait *"une résolution"* de la révolution agraire *"par le bas"*. Ce n'est que sur ce fondement, est-il dit plus loin, que *"la création de mouvements réellement solides et la réorganisation de toutes les armées sur une base révolutionnaire stable seront possibles"* (65).

Une "directive télégraphique" du comité exécutif de l'Internationale communiste au Parti communiste chinois tire clairement comme bilan du plénum la nécessité de préparer "des positions de retraite" en cas de défaite (la direction du comité exécutif de l'Internationale communiste disposait alors d'informations sur les premières mutineries dans l'armée de Wuhan). Ce télégramme

(62) Pour plus de détails sur le Ve Congrès du Parti communiste chinois et ses résolutions : V. I. Glounine, *Le Parti communiste chinois à la veille et à l'heure de la révolution nationale (1921-1927)*, Moscou, 1975, tomes I et II, pp. 258 à 269.

(63) Joseph Staline, *"Entretien avec des étudiants de l'université de Soun' Jatsena (13 mai 1927)"*. Joseph Staline, *Œuvres*, tome 9, pp. 258 à 269.

(64) *L'Internationale communiste et la révolution chinoise*, p. 127.

(65) *Ibidem*, p. 124.

évoque la possibilité *"de la prise réelle de la terre par le bas"*, de *"la libération et* (du) *remplacement"* des dirigeants du Kouo-min-tang par de nouveaux leaders, qui pousseraient à la révolution agraire ; il est proposé *"de commencer maintenant l'organisation en huit ou dix divisions de paysans révolutionnaires avec des cadres absolument solides"*, etc., d'organiser *"tant qu'il n'est pas trop tard sa propre armée solide"* et, pour la répression du corps des officiers contre-révolutionnaires, de créer un tribunal *"avec à sa tête des personnages éminents du Kouo-min-tang non communistes"*. Le télégramme s'achevait par ces mots : *"Si les membres du Kouo-min-tang n'apprennent pas à être des révolutionnaires jacobins, ils seront perdus pour le peuple et pour la révolution"* (66).

A titre de *"stratégie politico-militaire"*, la directive propose au Parti communiste chinois de soutenir le mouvement militaire de l'unité de Wuhan, qui progressait à ce moments dans le nord à la rencontre des armées de Feng Yu-xiang, d'*"approfondir"* la révolution agraire dans les régions sous le contrôle du gouvernement de Wuhan, à Han Kéou, et de faire de l'agitation jusqu'à la dissolution de l'arrière-front et des armées de Tchang Kaï-chek (67).

La position de Joseph Staline sur les soviets (leur création se fera seulement à l'étape du changement menant à la révolution socialiste) a été reprise dans la résolution du 8e plénum. Aux propositions de l'opposition sur la préparation du Parti communiste chinois à sortir du Kouo-min-tang s'opposait une orientation visant à la conquête de l'hégémonie du Parti communiste chinois à *"l'intérieur"* du Kouo-min-tang (68).

Jugeant cette résolution incorrecte, Léon Trotsky, dans son projet (repoussé par le plénum, dit que *"les travailleurs et les paysans ne croient pas les chefs de gauche du Kouo-min-tang, mais construisent leurs soviets, en s'unissant avec les soldats ; que les soviets arment les travailleurs et les paysans avancés ; que le parti garantisse son indépendance, crée une presse journalière, dirige la création des soviets, proclame que la terre des propriétaires sera confisquée immédiatement ; qu'il faut sévir sur place contre les généraux trompeurs et les contre-révolutionnaires et supprimer la bureaucratie réactionnaire"* (69).

A l'exception du mot d'ordre des soviets, la directive du comité exécutif de l'Internationale communiste au Parti communiste chinois coïncidait pratiquement avec les propositions de l'opposition.

Les deux parties confirmaient qu'il s'agissait de *"deux lignes en principe différentes"*, l'une juste et l'autre erronée. En réalité, sous ces différences, il y avait beaucoup de choses communes et, en outre, après le coup de force de Tchang Kaï-chek, la ressemblance entre les programmes a renforcé les nouvelles poussées "à gauche" des orientations de Joseph Staline et Nicolas Boukharine. Les leaders de la majorité ont manifestement surestimé la possibilité de transformation de Wuhan *"en un centre de la révolution agraire"* et la possibilité de mutation à gauche du Kouo-min-tang en un parti de *"révolutionnaires jacobins"*. L'opposition fétichisait la possibilité de créer des soviets en comptant sur le fait que, comme en Russie en 1905 et dans la période de février à octobre 1917, ils pourraient devenir en Chine les centres du pouvoir révolutionnaire, des organisations de masse, la base de la création des armées révolutionnaires et un moyen de disloquer les armées ennemies. Le cours des événements a montré que, dans les conditions de la Chine, ce ne sont pas les organes de type soviet qui pouvaient fonder une armée révolutionnaire et mener une politique agraire radicale, mais que, au contraire, seule l'armée pouvait créer des organes de pouvoir d'un autre type que les soviets, du type comité révolutionnaire, et que ces organes pouvaient mener des réformes radicales à la campagne, en s'appuyant

(66) *Ibidem*, pp. 133-134.

(67) *Ibidem*, p. 132.

(68) *Ibidem*, p. 126.

(69) *L'Opposition communiste*, tome 3, pp. 73-74, tome 4, p. 37.

sur un contrôle politico-militaire, comme il se doit, *"par le haut"* (70).

Malgré toutes les différences, il y avait un point commun : l'idée d'un passage du mouvement à une étape plus élevée dès ce stade, en liaison avec la surestimation du mouvement des masses, des possibilités du Parti communiste chinois, fondée sur l'idée que les actes locaux de confiscation de la terre dans les régions éloignées de Chine présageaient un flux "paysanno-plébéien" puissant, susceptible (comme en Russie, en 1917) en un court laps de temps d'envahir toute la Chine.

Après le coup de force de Tchang Kaï-chek, les deux parties porteront le même jugement sur le rôle de la bourgeoisie dans le mouvement d'indépendance nationale ; elles aboutirent à la conclusion qu'une révolution de caractère nationalo-indépendantiste et démocratico-bourgeoise en Chine (bientôt, cette conclusion fut répandue dans les autres pays orientaux) ne peut être réalisée que dans la lutte contre *"la bourgeoisie antirévolutionnaire"*. Ces conclusions, placées en tête des résolutions du 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, ainsi que l'affirmation que le mouvement en Chine est entré dans l'étape de la révolution agraire, signifiaient un nouveau déplacement "à gauche" dans la politique du comité exécutif de l'Internationale communiste et du PCR à l'Est, signifiaient un nouveau tournant "à gauche" dans la politique du Comintern à la fin 1927-début 1928.

En Chine, ce tournant parachevait l'éléboration de la conception des *"trois étapes"* de la révolution chinoise par Joseph Staline et Nicolas Boukharine dans leur lutte contre l'opposition en juillet-août 1927, après la rupture du front uni du Kouo-min-tang de Wuhan avec le Parti communiste chinois (71). La conception apparaissait lumineuse pour expliquer et confirmer l'ancienne ligne tactique, et aussi à titre de nouveau programme du Parti communiste chinois : en août-septembre 1927, en quête d'une issue à la crise, ont été lancées une série d'interventions armées (l'insurrection de Nanchang, *"des insurrections d'automne"*, etc.), qui ont culminé dans l'insurrection de Canton ("la commune de Canton") en décembre 1927 (72).

Jusque fin août-début septembre, Joseph Staline et Nicolas Boukharine, vu la force d'inertie *"de la logique"* de lutte contre l'opposition, ont de plus en plus prôné l'utilisation de l'autorité du Kouo-min-tang, du désormais *"Kouo-min-tang révolutionnaire"*, que, espéraient-ils, le Parti communiste chinois pourrait créer avec un petit groupe de leaders de gauche, et qui agirait contre la rupture des relations avec le Parti communiste chinois. C'est sous ce signe que l'insurrection de Nanchang a commencé. Mais le cours des événements a rapidement montré que la réunion de forces du Kouo-min-tang un tant soit peu considérables sous ce mot d'ordre était impossible. Evidemment, Joseph Staline et Nicolas Boukharine, dès juillet, avaient compris l'absence de perspectives de cette idée. En tout cas, au cours de la période du plénum réuni de juillet à août 1927, le comité central et le comité exécutif du PCR ont fait les premiers pas visant à *"la préparation idéologique"* de la mise en avant du mot d'ordre des soviets. La nécessité d'une telle préparation était claire : en effet, cela signifiait un passage sur une position, qui, récemment encore, était vivement critiquée. A la fin juin (à la veille de l'insurrection de Nanchang), Joseph Staline s'est interrogé sur la possibilité de mise en avant du mot d'ordre des soviets en tant que mot d'ordre de propagande, invoquant en cela *"le troisième principe tactique du léninisme"*, et sur l'usage et le procédé du remplacement des mots d'ordre. A son sens, la proposition du mot d'ordre des soviets en avril-mai était *"une dangereuse fuite en avant"*, la manifestation de l'esprit d'aventure de l'opposition, mais, désormais, ce mot d'ordre serait compris

(70) Pour plus de détails, cf. A. M. Grigoriev, *Le Mouvement révolutionnaire en Chine*, Moscou, 1980, p. 142 à 148.

(71) Sur les événements de cette période critique de la révolution 1925-1927, cf. *Histoire contemporaine de la Chine*, pp. 284 à 308.

(72) Sur ces discours, cf. A. M. Grigoriev, *Le Mouvement révolutionnaire en Chine*, pp. 16 à 48.

par les masses (73). Et dans son intervention au plénum (le 5 août), Staline a répété que la création des soviets de paysans en Chine devait précéder la création *"des soviets de classe de la classe des travailleurs"* (74).

Dans ses remarques (75), puis, dans son discours au plénum, Joseph Staline développait la conception des trois étapes de la révolution chinoise : *"celle de Canton"* ; celle à l'échelle de toute la nation, dans laquelle le bloc des travailleurs, des paysans et de l'intelligentsia petite-bourgeoise était la force motrice de la révolution ; et, enfin, la troisième étape, la révolution des soviets (*"qui n'existe pas encore, mais qui va venir"*), quand la paysannerie et les indigents des villes seront les alliés du prolétariat (76).

Enfin, le fait que la bourgeoisie, puis *"l'intelligentsia petite-bourgeoise"* s'écartent de la révolution, de même que le passage des problèmes non résolus des étapes précédentes *"en héritage"* aux suivantes n'étaient pas présentées comme un affaiblissement, mais, au contraire, comme un renforcement du camp de la révolution, comme "un plus" pour l'avenir de l'étape des soviets, où, selon Joseph Staline, les problèmes agraires et anti-impérialistes non résolus dans les deux étapes précédentes seraient abordés (77). Le caractère des étapes découlait donc non de leur contenu objectif, mais plutôt de la composition des forces qui demeureraient dans le camp de la révolution. De même, la "surcharge" des étapes suivantes avec les problèmes précédents rapproche ce schéma de la conception de la révolution permanente, vers laquelle, en septembre 1927, Léon Trotsky se tournait de fait à nouveau (78).

Comprenant manifestement qu'une telle définition des problèmes *"de la troisième étape"* combinée à la définition stalinienne des soviets rappelait trop le programme de Trotsky, la direction du comité exécutif de l'Internationale communiste a expliqué dans la presse : les soviets, en Chine, ne seront pas les organes de la dictature du prolétariat, mais les organes de la dictature démocratico-révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, qui résoudront les problèmes de la révolution anti-impérialiste et antiféodale (79).

La propagande du mot d'ordre des soviets dans les documents du comité exécutif de l'Internationale communiste à la fin juillet-début août et sur la préparation de l'organisation des soviets dans la directive prise au Parti communiste chinois dans la première moitié de septembre (selon d'autres sources, vers le 20 août), sur la base desquelles, le 19 septembre, le comité central du Parti communiste chinois a pris une décision identique pour la direction et les cadres du Parti communiste chinois, signifiait (conformément à l'interprétation des soviets dans les décisions du 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste et les discours de Staline) que la révolution en Chine prenait un nouvel élan et se transformait en révolution socialiste.

Le nouveau représentant du comité exécutif de l'Internationale communiste auprès du Parti communiste chinois, B. Lominadzé, ayant compris ainsi la conception des trois étapes et du mot d'ordre de création des soviets, a déclaré dans une des réunions du comité central

---

(73) Joseph Staline, *"Notes sur des thèmes contemporains"*, Staline, *Œuvres*, tome 9, pp. 348 à 351, pp. 358-359.

(74) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 10, p. 67.

(75) *Ibidem*, pp. 340 à 348.

(76) Joseph Staline, *"Situation internationale et défense de l'URSS"* (discours du 1er août). Joseph Staline, *Œuvres*, tome 10, pp. 10, 14 et 15.

(77) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 9, p. 346, tome 10, pp. 25-26.

(78) Le 17 septembre 1927, en adressant à Grigori Zinoviev les thèses sur la nouvelle étape de la révolution chinoise, Trotsky souligne que, *"au centre de gravité"* du document, se trouvait la question du remplacement du mot d'ordre de dictature du prolétariat et de la paysannerie par le mot d'ordre de dictature du prolétariat (*L'Opposition communiste*, tome 4, p. 177). Léon Trotsky a écrit plus tard que, déjà, après mai 1927, il considérait nécessaire pour la Chine le mot d'ordre de dictature du prolétariat dans l'esprit de la théorie de la révolution permanente.

(79) *Les Problèmes de la révolution chinoise*. La *Pravda*, 1927, 30 septembre (article rédigé), *"Un passage difficile du Kouo-min-tang aux soviets"*. *L'Internationale communiste*, Moscou, 1927, n° 41.

du Parti communiste chinois que la révolution *"s'était déjà transmuée"* (80).

Ces analyses, qui encourageaient les tendances gauchistes déjà marquées du nouveau groupe dirigeant du Parti communiste chinois qui avait remplacé la vieille direction de Tchen Du-xiou (81), furent une source supplémentaire de positions gauchistes, qui se traduisirent au cours de l'automne et de l'hiver 1927 par une nouvelle vague d'actions gauchistes organisées par le Parti communiste chinois.

Au début de 1928, au 9e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, une vision plus réaliste de la situation a été donnée (*"reflux de la première vague révolutionnaire"*) : les orientations gauchistes putschistes étaient condamnées. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a assumé la responsabilité de la position de son représentant (82). Ainsi, l'analyse du rôle de la bourgeoisie nationale, surgissant de la lutte avec l'opposition, la désignation de la révolution agraire comme l'élément fondamental et le mot d'ordre de lutte pour les soviets en accord avec la conception des trois étapes sont entrés en 1928 dans les documents programmatiques du VIe Congrès du Comintern et du VIe Congrès du Parti communiste chinois, devenant ainsi la base théorique du cours sectaire gauchiste du Comintern en Chine (et en Orient en général) dans la période du VIe au VIIe Congrès. En simplifiant, on pourrait expliquer le tournant "à gauche" de la direction du Parti communiste russe et du comité exécutif de l'Internationale communiste au printemps-été 1927 uniquement par la poussée de l'opposition. Mais s'est aussi exprimée la réaction aux événements de Chine des dirigeants mêmes de la majorité du parti soviétique, unis, au-delà de leurs différences, par l'expérience et le bagage théorique communs de la révolution russe.

Un autre résultat "dérivé" de cette lutte a été la mise en avant, dans les documents programmatiques du Parti communiste russe, de la thèse sur l'imminence de l'intervention impérialiste contre l'URSS, qui a joué un rôle si tristement célèbre dans le virage "à gauche" de la politique intérieure du pays et dans le fondement de l'industrialisation et de la collectivisation forcée. La thèse sur le brusque accroissement du danger militaire a été avancée pour la première fois en avril 1927 par Grigori Zinoviev : l'opposition "l'a prouvé" en affirmant que la défaite de la révolution chinoise, résultat d'une politique erronée des leaders de la majorité, *"laissait les mains libres à l'Angleterre"* et aux autres puissances pour organiser une attaque contre l'URSS (83).

Pour l'opposition, cette thèse illustrait clairement le caractère erroné de la politique de Joseph Staline et Nicolas Boukharine. Les leaders de la majorité, de leur côté, l'ont utilisée pour souligner le danger et même la criminalité des discours fractionnels de l'opposition face aux menaces extérieures, position exprimée dans la déclaration célèbre de Joseph Staline (sur l'examen de la question chinoise) au 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste dénonçant *"une espèce de front unique* (qui) *se forme de Chamberlain à Trotsky"* (84).

Le plénum de juillet-août 1927 du comité central du Parti communiste russe mit au centre des débats les questions du danger de guerre et de la Chine. L'inéluctabilité d'une prochaine guerre impérialiste contre l'URSS y fut affirmée et votée. A cette occasion, les leaders de la majorité et de l'opposition s'accusèrent mutuellement de formuler de façon trop molle cette question dans leurs interventions et dans leurs documents (85).

---

(80) Cf. A. M. Grigoriev, *Œuvres complètes*, p. 37.

(81) On l'a accusé de *"déviation de droite"* et de *"renoncement"* à remplir les directives inexécutées du 8e plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste.

(82) *L'Internationale communiste et la révolution chinoise*, pp. 146-147 et 149.

(83) Grigori Zinoviev, *Thèses...*, p. 54.

(84) Joseph Staline, *Œuvres*, tome 9, p. 311.

(85) Cf. Joseph Staline, *Œuvres*, tome 10, pp. 46 à 48.

Tchang Kaï-chek (1886-1975).

Avner Iakovlevitch Zis' : la traque des philosophes soviétiques ou *"Ce dont j'ai été témoin"*

Avner Iakovlevitch Zis' (1910-1997) est un chercheur, un philosophe, un esthéticien connu. Docteur es-sciences, professeur, scientifique émérite de la RSFSR, il est l'un des acteurs de la renaissance de l'esthétique en URSS dans les années 1950-1960. Il a commencé son activité scientifique et pédagogique en 1929 en Ukraine, où il a achevé ses études à la faculté de philosophie de l'université de Kiev. Par la suite, accusé d'être l'agent *"des nationalistes bourgeois"*, il a été exclu du komsomol et contraint de quitter l'Ukraine. Dans les années 1930-1940, il a travaillé dans diverses villes, sa vie n'a souvent tenu qu'à un fil. Dans les années 1960, déjà âgé, après avoir subi la guerre et l'injustice des accusations politiques et de la perte de son travail, Avner Iakovlevitch Zis', comme de nombreux autres représentants de l'époque khrouchtchévienne, se fixe la tâche d'élaborer une nouvelle idéologie du socialisme à visage humain. Pour lui, cette idéologie devait se fonder sur l'esthétique.

Tandis que d'autres représentants du milieu littéraire ont tourné avec le vent et se sont reconvertis en "démocrates", Avner Iakovlevitch Zis' s'est toujours considéré comme marxiste, n'a jamais approuvé les attaques vulgaires et superficielles portées contre le marxisme par des ignorants, des journalistes qui n'ont jamais lu Marx.

C'est au cours des vingt dernières années qu'ont été publiés ses ouvrages majeurs : *Recherches méthodologiques dans l'esthétique occidentale* (Moscou, 1984), *Réflexion philosophique et création artistique* (Moscou, 1987), *A la recherche du sens artistique* (Moscou, 1991), *Approche d'une théorie générale de l'art* (Moscou, 1995).

Les pages de souvenirs publiées ci-après évoquent le milieu des philosophes soviétiques à l'époque de Staline.

"Le comité central jouait avec l'homme..."

NIETZSCHE a dit un jour que si on lui faisait connaître deux ou trois épisodes de la vie de chaque philosophe, cela lui suffirait pour reconstituer l'histoire de la philosophie. C'était, bien sûr, une plaisanterie. Mais pas seulement. Cette affirmation paradoxale est riche d'allusions non dénuées de sérieux et de sagesse. Le philosophe allemand ne pensait-il pas à l'étrange correspondance entre, d'une part, la pensée intellectuelle de telle ou telle époque, à son influence visible ou non sur tout l'esprit du temps et, d'autre part, le destin des penseurs, tantôt maîtres à penser, tantôt proscrits, tantôt choyés par les grands de ce monde, tantôt martyrs, "héros" d'actions semblables à celle dont fut un jour témoin la place des Fleurs, à Rome. Et quand il s'agit d'un Giordano Bruno, d'un Galilée, d'un d'Acosta ou d'un Spinoza, on comprend plus ou moins, ils allaient contre le courant, le flot descendant ne pouvait les épargner.

De ce point de vue, leur destin n'est pas comparable à celui qu'ont connu les philosophes soviétiques à la fin des deux premières décennies de la révolution russe (et c'est précisément le sujet de cet article). Aucun d'entre eux ne s'opposait ni au système politique et social, ni à l'idéologie officielle. Ils en étaient même les propagandistes. Et pourtant, la vie de nombre d'entre eux ne tenait qu'à un fil. Vers la fin des années vingt, la situation dans le domaine de l'idéologie était devenue de plus en plus complexe et contradictoire : les orientations idéologiques semblaient assez stables, mais le volontarisme allait croissant, les attentes et les appréciations politiques devenaient de plus en plus imprévisibles. C'est pourquoi, comme le héros de la pièce de Griboedov, les gens, souvent, "entraient dans une pièce" qui, hier encore, était sûre et ne se retrouvaient pas du tout dans celle où il aurait fallu aller aujourd'hui ; les conséquences ne se faisaient pas attendre. A ce propos, un épisode qui, en fait, se rapporte à la fin des années trente, mais qui est typique d'une période antérieure, me paraît caractéristique.

Quand Staline se penche sur la culture...

Dans les années qui ont précédé la guerre, le directeur de l'Institut de philosophie était P. F. Ioudine. Comme on le sait, il avait ses entrées dans les "hautes sphères". Il rencontrait assez souvent Staline lui-même, qui, soit dit en passant, garda avec lui de bons rapports jusqu'à la fin de sa vie. De temps à autre, notre directeur recevait du secrétaire gé-

Les intertitres sont de la rédaction (NDLR).

néral des instructions concernant la préparation d'ouvrages théoriques.

Un jour, Staline proposa que des philosophes, des historiens et d'autres spécialistes des sciences humaines unissent leurs efforts pour préparer un ouvrage sur l'histoire de la culture associant les fondements philosophiques à la recherche historique. Aussitôt, branle-bas de combat à l'institut des lettres de l'Académie de sciences, rue Volkhonka. De nombreux savants se mettent au travail, l'affaire ne traîne pas, la maquette avec couverture de maroquin et titre en lettres dorées est bientôt prête. Mais le secrétaire général ne fut pas satisfait et, comme le responsable l'a lui-même rapporté ensuite au collectif de travail, déclara : *"Non seulement vous n'avez pas rempli votre tâche, vous ne l'avez même pas comprise. Vous n'avez pas écrit une histoire de la culture, mais une histoire de la société."* A la question : *"Et qu'est-ce qu'une histoire de la culture ?"*, il répondit : l'histoire de la culture, c'est l'histoire de la société primitive. Il est difficile de comprendre ce que cela signifiait et de deviner comment cette construction s'était faite dans son cerveau. Peut-être sa conscience avait-elle été traversée de bribes de souvenirs inspirés des livres célèbres de Morgan et Taylor ou de passages de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat,* nul ne le savait et n'aurait osé le demander. Quoi qu'il en soit, le "laboratoire" de sa pensée resta connu de lui seul et l'ordre fut donné de recommencer les recherches dans la direction indiquée.

J'ai vu les visages de ces savants célèbres, qui n'avaient, bien entendu, rien compris à cette réduction par Staline de la culture au mode de vie primitif, mais qui devaient s'exécuter... Il est difficile de dire ce qui en serait sorti ; ce qui ne fait aucun doute, c'est que le sort des participants dépendait de la façon dont ils allaient exécuter cette tâche incompréhensible. Mais cette triste histoire se passait quelques mois seulement avant la tragédie de juin 1941. La vie épargna donc à la culture cette interprétation originale, unique en son genre, et aux auteurs les vicissitudes du destin.

Soit dit en passant, notre remarquable historien E. V. Tarlé, ministre mythique du mythique gouvernement Ramzine (1), assigné à résidence en Asie centrale dans la première moitié des années 1930, participait à la préparation de cet ouvrage. Pendant l'été 1936 ou 1937 (je n'en suis pas sûr, mais je crois tout de même que c'était en 1937), les critiques de son livre *Napoléon* parurent simultanément dans la *Pravda* et les *Izvestia*, critiques très négatives, tendancieuses, dans la tonalité linguistique de l'époque. Mais, environ une semaine plus tard, nouveaux articles sur le même livre, positifs cette fois, tout à fait élogieux même, mentionnant seulement quelques légères insuffisances (2). La clémence succédait au courroux, il n'était pas difficile d'en deviner la raison. (Le bruit courut que le livre était sur la table de Staline et lui avait plu. Je ne sais si c'était exact, mais il n'est pas douteux que quelque chose de ce genre se soit produit.) Effectivement, comme le disait une plaisanterie des années 1920, le comité central jouait avec l'homme. A cette époque, d'ailleurs, il ne s'agissait plus du comité central. Ce grand savant ne pensait-il pas, pendant la réunion dont nous avons parlé, aux vicissitudes de la vie, et pas seulement de la sienne ? Et des questions de ce genre ne venaient-elle pas à l'esprit des autres participants ? Il apparaît, en tout cas, que la plaisanterie de Nietzsche n'était pas sans fondement : sur un certain plan, l'histoire de la pensée peut être représentée comme l'histoire des biographies.

Dans les années 1920, on ne connaissait pas encore un tel arbitraire, ces

Notes de la rédaction :

(1) Le Guépéou inventa en 1930 un prétendu Parti industriel, prétendument présidé par l'ingénieur Ramzine, accusé d'avoir préparé, en accord avec les services français, le renversement du régime soviétique et constitué un gouvernement (doublement !) fantôme, dont l'historien Tarlé, ancien monarchiste libéral (membre du Parti consitutionnel-démocrate, dit Cadet), spécialiste de la Révolution française et de Napoléon, devait être ministre ! Condamné à mort, Ramzine sera gracié et recevra même plus tard un prix Staline.

(2) Cet épisode est raconté dans Jean-Jacques Marie : *Staline*, Fayard éditeur, pp. 378-379.

constructions quasiment irrationnelles, imposées comme des directives incontournables, mais une certaine tendance existait déjà. Les publications récentes consacrées aux années 1920 mettent au centre les débats entre les divers courants philosophiques, notamment entre, d'une part, ce qu'on appelle l'école de Déborine (3), ou encore les "dialecticiens", et, de l'autre, le courant mécaniste. Ces publications sont bien documentées, leur intérêt et leur apport scientifiques sont indéniables, mais elles ne sont pas toujours fiables. Je prendrai, à titre d'exemple, le livre de M. Kapoustine, *La Fin de l'utopie.* Aux yeux de l'auteur, la discussion entre ces courants aurait eu un caractère non pas philosophique, mais plutôt politique, ce qui n'est que partiellement vrai ; il y avait un arrière-fond politique, mais à la base des discussions se trouvaient néanmoins des problèmes philosophiques réels. Je n'aborderai pas dans ces remarques l'examen des discussions sur le fond — ce sera pour une autre fois —, mais je ne peux être d'accord avec l'affirmation catégorique de l'auteur, selon laquelle une de ces écoles — celle de Déborine — aurait été protégée par les autorités parce qu'elle aurait fait preuve d'une quasi-servilité politique, tandis que l'autre — celle des mécanistes — aurait eu des positions plus scientifiques, mais aurait été victime d'ostracisme et rejetée dans l'ombre. Il n'en a pas été ainsi.

Dans les années 1920, les partisans de Déborine occupaient, certes, des positions fortes, ils dirigeaient la société des dialecticiens-matérialistes militants, constituaient la rédaction de la revue *Sous le drapeau du marxisme,* etc. Mais ceux qu'on appelait les mécanistes avaient les coudées assez franches, publiaient leurs articles dans la presse, éditaient des livres, etc. C'est ainsi qu'à cette époque sont parus les livres de L. I. Akselrod-Ortodoxe *Contre l'idéalisme, Karl Marx philosophe, Etudes et souvenirs* ; ceux de V. N. Sarabianov *Introduction au matérialisme dialectique, En défense de la philosophie du marxisme, Matérialisme dialectique et matérialisme historique* ; de A. I. Variach *Logique et dialectique* ; de A. K. Timiriazev *Sciences naturelles et matérialisme dialectique, La dialectique dans la science.* Ils n'étaient donc pas particulièrement opprimés.

Mais il faut examiner le sort de ces soi-disant "favorisés" et "opprimés".

La plupart des représentants de l'école "favorisée" ont eu une fin tragique. Je ne citerai que quelques noms. Le plus proche collaborateur de Déborine, Karev : fusillé. Sten : fusillé. Bammel : fusillé. Stoliarov, moins connu, mais qui soutenait la même orientation : fusillé, etc. La vie d'Ivan Louppol (4) a eu un cours étrange. Entre 1931 et 1937, il n'a pas connu le sort tragique de ses camarades de l'école dite "des dialecticiens". On l'avait, semblait-il, épargné, ses péchés étaient pardonnés. A la fin des années 1930, il a été nommé membre actif de l'Académie des sciences, directeur de l'Institut de la littérature mondiale, a épousé une femme charmante, et c'est un homme heureux qui est parti se reposer dans le sud. Mais il ne devait pas revenir dans son bureau de directeur de l'institut. Plus personne ne l'a jamais revu. Le destin l'avait épargné, mais pendant de longues années, il n'a été en fait qu'un "condamné en liberté".

En ce qui concerne les "opprimés", la chance a voulu que ni L. I. Akselrod, ni A. K. Timiriazev, ni V. N. Sarabianov, ni Stepanov-Skvortsov, ni Variach ne soient ni victimes de la répression, ni soumis à des mesures administratives. Je n'en conclus absolument pas que les autorités aient distingué entre les philosophes à partir de leurs orientations. Tous, que leur vie se soit achevée dans les camps ou qu'ils aient eu la chance de rester en liberté, tous étaient "emportés par le vent". C'est ainsi.

En ce qui concerne Boukharine, son nom est généralement associé à celui des

(3) Abraham Moiseievitch Déborine (1881-1963) : philosophe marxiste, rédacteur en chef, à dater de sa fondation en 1922, de la revue *Sous le drapeau du marxisme*, dénoncé par Staline pour crime de menchevisme en 1931 et démis de ses responsabilités.

(4) Ivan Louppol, mort en 1938, essayiste et philosophe, auteur en particulier d'une remarquable biographie de Diderot.

mécanistes, ce qui n'est pas exact, ou, en tout cas, pas tout à fait. Et chacun comprend bien que la répression l'a frappé non en raison de ses convictions philosophiques, mais en raison de la logique stalinienne de la lutte dans le parti. En fait, Boukharine était plus proche des partisans de Déborine, partageait leur point de vue, et n'a été rattaché aux mécanistes que pour des raisons purement politiques. Dans sa lutte contre le déviationnisme de droite, Staline avait besoin de créer l'illusion que celui-ci avait des racines théoriques, philosophiques. Dans le livre de Boukharine *Théorie du matérialisme historique,* il y a un passage anodin : dans la vie de la société, il y a parfois des périodes où un certain équilibre s'établit entre les divers groupes sociaux. Et cette phrase sacramentelle a servi de base à une inculpation criminelle : au lieu de la dialectique matérialiste, Boukharine avance la théorie mécaniste de l'équilibre, sur laquelle s'appuie la politique des déviationnistes de droite. Quantité d'articles, et même de livres, ont été consacrés à ce sujet. Il est possible qu'ils soient à l'origine d'une certaine confusion dans l'esprit de l'auteur de *La Fin de l'utopie.*

A mon sens, le tableau le plus objectif des oppositions philosophiques de la seconde moitié des années 1920 est celui que dresse I. Iakhot dans son livre paru en Occident *L'Etouffement de la philosophie en URSS (années 1920-1930)* et reproduit dans la revue *Questions de philosophie* (1991, n° 9-11).

Mais l'auteur a limité sa tâche au récit du sort dramatique des philosophes de cette époque et a laissé de côté le contenu, la problématique des discussions. A la différence des philippiques accusatrices du début des années 1930, ces discussions étaient vives, attiraient l'attention des milieux scientifiques et même des milieux de la création, se menaient non seulement dans la presse, mais dans des réunions assez massives, certaines eurent lieu dans la salle Beethoven du Bolchoï. Ce qui attirait le public, c'est précisément la problématique des discussions. Le mouvement philosophique de cette période n'était pas vain, c'est une page importante dans l'histoire de notre culture et, à mon avis, il faudra absolument y revenir.

J'ignore si des revues seront intéressées, mais en tout cas, j'écris sur ce thème.

L'auteur a eu la chance de représenter au moins certains philosophes dans leur dimension personnelle. Par exemple, on sait que Plekhanov a écrit la préface du livre de Déborine paru dès 1916, *Introduction à la philosophie du matérialisme dialectique*, tandis qu'Akselrod a même, semble-t-il, vécu quelque temps chez Plekhanov (5) en Suisse. Ils avaient partagé les mêmes idées, étaient devenus opposants, mais chacun avait subi l'influence de Plekhanov, chacun avait mis l'accent sur tel ou tel aspect, et c'est pour cette raison que certains étaient attirés davantage par Akselrod que par Déborine, ou inversement.

Ce n'est d'ailleurs pas un reproche. Je me surprends moi-même, dans ces remarques, à dépersonnaliser mon récit (j'aurais pu dépeindre le désarroi sur les visages des participants à la réunion consacrée à l'histoire de la culture dont j'ai parlé, mais je ne l'ai pas fait). Mais c'est dommage.

Enfin, il y a dans le livre de Iakhot quelques erreurs factuelles. L'une d'elles concerne S. I. Novikov et je vais en parler.

Un philosophe coupant, sarcastique, spirituel...

Iakhot, qui le caractérise justement comme un philosophe intéressant et un merveilleux orateur, se trompe quand il affirme qu'il a subi la répression. Il n'a pas subi la répression (en tout cas, à l'époque où je l'ai connu, de la fin des

(5) Georges Plekhanov (1856-1918), fondateur en 1883 du premier groupe marxiste russe, créé dans l'émigration à Genève : L'Emancipation du travail. C'est lui qui introduisit le marxisme en Russie. Auteur, en particulier, de l'*Essai sur la conception moniste de l'histoire, Les Questions fondamentales du marxisme, L'Art et la vie sociale*. Membre fondateur du journal l'*Iskra*, appartint longtemps au courant menchevique et fut, durant la guerre, ultra-défensiste ou patriote.

années 1920 à celles des années 1930), mais il a eu sa part de persécutions, chômage, sanctions dans le parti, critique publique injuste, interdiction de publier, etc. Je m'arrête sur son destin, parce que son chemin de croix est riche d'enseignement, restitue l'atmosphère de ces sombres années. En 1930, dans le cinquième numéro de la revue *Sous le drapeau du marxisme* parurent plusieurs articles qui soumettaient à une violente critique le tristement célèbre article de Mitine, Ioudine et Raltsevitch *Pour l'étude de l'héritage philosophique de Lénine,* paru dans la *Pravda* à la fin du printemps de la même année (6). Dans cet article, l'expression *"idéalisme menchevisant"* n'apparaît pas encore, elle n'apparaîtra qu'en décembre, après la conversation de Staline avec les membres du bureau du parti de l'Institut des professeurs rouges. Mais l'article contenait déjà tous les ingrédients de cette maléfique qualification.

Si je ne me trompe pas, la rédaction et les auteurs de la revue ne comprenaient pas encore à l'époque que l'article de la *Pravda* était inspiré d'en haut et ils ont engagé contre lui une polémique tout à fait académique. Seul fait exception l'article de Novikov. Ecrit sous une forme journalistique brillante, c'était plutôt un article satirique, qui le traitait de *"micmac philosophique militant"* et tournait en ridicule l'ignorance des auteurs. C'est cette vigueur satirique qu'on ne lui a jamais pardonnée, il l'a payée sa vie durant. Comme philosophe, il était fini. Il n'était plus question pour lui d'être publié. En revanche, on lui a souvent donné la parole et, généralement, cela ne lui a pas réussi. Peut-être ces interventions orales constituaient-elles pour lui une forme de défoulement psychologique ; à la tribune, il était coupant, sarcastique, spirituel, ne se contrôlait pas toujours et, à chaque fois, il se faisait de nouveaux ennemis, parfois très puissants. Mais il n'a jamais parlé contre sa conscience et, le plus souvent, il avait raison. Je vais rapporter trois épisodes de sa vie.

Le 16 juin 1941, dans le cabinet du secrétaire académique du département des sciences sociales de l'Académie, on discutait de l'orientation de la revue *Sous le drapeau du marxisme.* Ioudine présidait, Iovtchouk, alors responsable des publications au Komintern, fit le rapport où l'analyse des articles parus n'occupait qu'une place modeste ; c'était avant tout le rapport d'un haut fonctionnaire qui donnait ses instructions sur la ligne que devait adopter la revue dans la situation internationale créée par les nouvelles relations germano-soviétiques. Ces directives étaient reçues avec accablement, mais personne ne réagissait, les intervenants approuvaient même. Mais pas Novikov. D'après lui, la revue ne devait pas changer d'orientation en fonction des nouveaux accords internationaux, mais au contraire se devait de publier des documents d'analyse critique sur les théories raciales et les conceptions géopolitiques du fascisme allemand. Au contraire du rapporteur, il était inquiet, il n'acceptait pas de dire que "l'ordre règne à Varsovie". La réaction de Iovtchouk fut cinglante : *"Vous êtes sorti de votre néant philosophique. Retournez-y."* Il qualifiait Novikov de saboteur et le menaçait ouvertement, mais il ne restait que six jours avant l'attaque par l'Allemagne de l'Union soviétique.

En 1953, le livre de Charia, *De la morale communiste* (7), était soumis à la discussion de la section du matérialisme historique de l'Institut de philosophie. Le livre était embrouillé, sans intérêt, vide, il n'y avait en fait rien à discuter. Le responsable de la section, G. E. Gleserman, me proposa de prendre part à la discussion. Je refusai pour des raisons subjectives. Mon interlocuteur me dit alors que tout le monde était d'accord, l'opinion était unanimement négative et il me conseilla d'en parler à Baskine.

M. P. Baskine, de nature tendre, délicat, conformiste par nature, n'était jamais contre, le mot "non" ne faisait pas partie de son vocabulaire, on l'appelait ironiquement, mais sans méchanceté,

(6) Mitine et Ioudine furent les deux principaux policiers staliniens de la philosophie.

(7) Sur Charia, homme lige de Beria, voir Jean-Jacques Marie : *Les Derniers Complots de Staline*, éd. Complexe, 1993, pp. 95-97, et *Staline, op. cit.*, pp. 779 et 829.

"l'ami du peuple". Je lui téléphone : *"Marc Petrovitch, que pensez-vous du livre de Charia ? — Vous savez, je ne critique jamais personne, mais dans ce cas, je ne puis me taire. Je serai obligé de dire que le livre est raté, irréfléchi, et qu'à mon avis, sa publication serait une erreur. C'est d'ailleurs aussi l'avis de Dynnik. Appelez-le."* Je lui téléphone : *"Mikhail Alexandrovitch, que pensez-vous du livre de Charia ? — C'est un livre épouvantable, banal. Je dirai : je ne me considère pas comme compétent sur la problématique du livre, mais il y a un chapitre consacré à l'histoire des enseignements éthiques ; c'est mon domaine, c'est l'histoire de la philosophie, et là, je peux le dire, il est à peine croyable qu'on puisse en 20 pages aligner autant de banalités et commettre autant d'erreurs."* C'était l'avis général...

Finalement, les choses se passèrent tout à fait différemment. M. P. Baskine, premier intervenant, fit l'éloge de l'auteur et de son livre. Personne ne s'en étonnait, on ne pouvait attendre autre chose de lui. C'était organique chez lui. Il restait à échanger des regards ironiques en l'écoutant. Mais voilà que Dynnik monte à la tribune. Ses premières phrases correspondaient au scénario attendu : *"Je ne me considère pas comme compétent pour juger du livre dans son ensemble. Mais il y a dans le livre un chapitre consacré à l'histoire des enseignements éthiques, c'est l'histoire de la philosophie, et je peux en parler."*

Mais au lieu de la condamnation prévue, il poursuivait : *"Il est à peine croyable qu'on puisse en 20 pages analyser avec un tel talent des problèmes aussi complexes et manifester une telle érudition"*, et le reste sur le même ton.

Les autres orateurs continuèrent dans la même veine. D'où venait cette métamorphose ? Vingt minutes avant la réunion, ils avaient appris que Charia venait d'être nommé adjoint de Beria, qui était alors président du Conseil des ministres et ministre de la Sécurité. Le retournement fut instantané.

Là encore, Novikov n'était "pas dans son assiette". Il est vrai qu'il n'était pas au courant de la promotion de l'auteur (et l'eut-il été ?) et fut le seul à verser quelques gouttes d'amertume dans le flot de miel. Charia se mit en colère, mais, une fois encore, le sort était favorable à Novikov, l'auteur du livre et son chef n'allaient plus longtemps "conduire le bal".

Je ne juge nullement les participants. Les mœurs étaient celles du temps. L'année qui a suivi la mort de Staline, l'atmosphère était encore celle de l'époque stalinienne, plus précisément celle de la fin des années 1940-début des années 1950, personne n'avait l'intention de monter volontairement au bûcher.

Un homme brisé

Je ne veux pas du tout représenter Novikov comme un chevalier sans peur et sans reproche. Sa personnalité était complexe, contradictoire, on peut le critiquer tant sur le plan intellectuel que sur le plan humain. Il m'a toujours paru qu'il y avait un aspect pathologique, une espèce de ferment qui le poussait à agir contre même sa propre volonté, à jouer en quelque sorte un rôle qu'il s'était choisi. A la tribune, il était content de lui, cherchait, et en général trouvait le sourire d'auditeurs complices, c'était sa compensation d'une vie malheureuse. Il écrivait, comme on dit aujourd'hui, "pour le tiroir", a rédigé quatre tomes d'un énorme ouvrage consacré à la théorie de la question nationale, qu'il voulait présenter comme thèse. Mais ça n'a pas marché. L'académicien Volguine, vice-président de l'Académie des sciences, à qui il avait demandé du soutien, lui a répondu, selon ce qu'il m'a lui-même raconté : *"Bien entendu, vous avez mérité le titre de docteur, mais comprenez votre situation. Personne ne vous l'attribuera, passez d'abord une thèse de troisième cycle."*

L'Institut de philosophie refusa son inscription. Il ne défendit sa thèse qu'en 1947 à l'Institut pédagogique d'Etat. Il était déjà âgé, sa soutenance fut pénible, la séance du conseil scientifique scandaleuse. Le professeur Ionissian, vice-recteur de l'institut, s'acharna particulière-

ment sur lui, faisant tout pour discréditer le candidat et ses recherches. Le membre correspondant de l'Académie des sciences, Arjanov, et moi-même étions les contradicteurs. Nous avons fait de notre mieux. Il a été reçu, mais j'ai l'impression que c'est à ce moment qu'on lui a définitivement rompu l'échine : quand il est arrivé, c'était encore un véhément polémiste, quand il est sorti, c'était un homme brisé.

J'ai volontairement parlé d'un homme qui n'a jamais été particulièrement en vue, et qui, dans les années 1930 et 1940, n'a occupé aucune place sérieuse dans la littérature philosophique. C'est que beaucoup d'autres sont dans ce cas : on n'écrit rien sur eux, ils n'ont pas laissé de traces, mais, chacun à sa mesure et à sa manière, a participé au mouvement général de son époque. Les uns ont eu un sort tragique, d'autres ont été épargnés, mais néanmoins brisés, les autres se sont adaptés, etc. Ces processus n'ont pas concerné seulement le centre (Moscou, Leningrad), mais également de nombreuses régions.

A la fin des années 1920-début des années 1930, j'habitais en Ukraine, à Kiev. Il y avait alors là-bas bon nombre de philosophes intéressants et assez actifs. A Kharkov (capitale de l'Ukraine jusqu'en 1934), paraissait la revue philosophique *Le Drapeau du marxisme* (*Prapor marxismu*), il y avait l'association pan-ukrainienne des instituts scientifiques et de recherche en sciences sociales (VAUMLIN), les travaux des philosophes de Kiev et Kharkov étaient publiés à Moscou et dans d'autres villes non ukrainiennes. Parmi les leaders, on pouvait nettement distinguer à Kharkov S. Iou. Semkovksi et V. A. Iourinets, à Kiev Ia. S. Rozanov. Chacun avait sa personnalité, mais tous étaient condamnés, pour des raisons diverses. La répression se renforça à la fin de la décennie dans la sphère idéologique, d'abord sous la forme de condamnations dans la presse, de licenciements, de privation du droit d'enseigner ou d'être chercheur, puis les arrestations, etc. Mais elle prit un caractère de masse avec l'arrivée en Ukraine de nouveaux dirigeants du parti, avec, à leur tête, Pavel Postychev. Stanislas Kossior (8) resta encore longtemps premier secrétaire du comité central du parti en Ukraine, mais le maître était en fait le second secrétaire. Dans le domaine idéologique, la ligne de la nouvelle direction était particulièrement dure, on cherchait et l'on trouvait en permanence des "ennemis". Les accusations étaient pour l'essentiel soit le nationalisme ukrainien, soit le trotskysme, le fait de ne pas croire à la possibilité du socialisme dans un seul pays. N'importe quel acte, n'importe quelle affirmation était rapportée à l'un de ces crimes, même si elle n'avait, en fait, rien à voir avec.

Jusqu'à la fin de 1933, le président du VAUMLIN était A. G. Slikhter, qui avait la réputation d'être un modéré, et, à son époque, la vie fut relativement tranquille. En 1933, Dzenis le remplaça, et sa main droite (en fait, son mentor) était Povolotskaïa, la femme de Postychev. On devine que les "instructions" étaient de première main. Chez les philosophes, les premières victimes furent les leaders.

Un cousin de Trotsky et polémiste de talent...

S. Iou. Semkovski était une figure haute en couleur. Dans les années 1920, il avait réalisé une anthologie de textes philosophiques. Elle eut, me semble-t-il, sept éditions et était populaire dans tout le pays. L'*Anthologie marxiste* — c'était son nom — était l'un des manuels de base pour l'étude de la philosophie et son auteur était très connu. Le cercle de ses intérêts était large. Il avait publié des livres, d'une part, sur l'histoire de la philosophie : *Ludwig Feuerbach* (1922), *Etudes sur la philosophie marxiste* (1924) ; d'autre part, sur la philosophie des sciences naturelles : *La Théorie de la relativité et le matérialisme* (1924), *Le Matérialisme dialectique et le principe de la relativité* (1928). Dans les discus-

(8) Pavel Postychev et Stanislas Kossior, l'un et l'autre membres du bureau politique et l'un et l'autre placés par Staline à la tête du PC ukrainien au début des années 1930, furent tous deux liquidés par lui et fusillés en 1938.

sions entre "dialecticiens" et "mécanistes", il s'était rangé dans le camp de ces derniers.

A ce propos, le jeune philosophe P. Demtchouk avait publié, dans la revue *Le Bolchevik d'Ukraine*, un article dont le titre était *"Comment le professeur Semkovski liquide le matérialisme dialectique"* ; Semkovski avait répondu par un rapport public : *"Liquidation du matérialisme historique ou liquidation de l'ignorance du marxisme."* C'était un polémiste de talent, un merveilleux orateur. En son temps, il avait été menchevik, avait participé à l'activité de la IIe Internationale, mais avait ensuite pris ses distances avec l'activité politique ; néanmoins, il se sentait psychologiquement mal à l'aise. Ce qui explique peut-être certaines bizarreries de sa conduite, marquée, dans les dernières années, par un négativisme fortement affirmé. Il était toujours "contre", peut importait contre quoi. La polémique était sa bouffée d'air. Il était toujours intéressant de l'entendre, mais son discours était de moins en moins organisé, voire confus. Son état était facilement explicable. C'est que Semkovski (de son véritable nom Bronstein) était le cousin de Trotsky, ce qui était amplement suffisant non seulement pour être suspecté, mais pour que les événements suivent leur cours "naturel". De plus, il avait parfois été critiqué par Lénine. Dans sa polémique avec Rosa Luxemburg sur la question nationale, Lénine avait deux fois mentionné Semkovski, et les deux fois négativement. Dans un cas, il remarquait que Luxemburg ne tirait pas toutes les conséquences de sa conception, mais que Semkovski le faisait, et il ajoutait ironiquement : il n'est pas besoin d'être très intelligent pour cela. Ailleurs, se référant à la métaphore connue de Saltykov-Chtchédrine (9) — le garçon en pantalons et le garçon sans pantalons —, il qualifiait Semkovski de *"garçon sans pantalons"*. Après le rapport dont j'ai parlé, on lui rappela tout cela. Il savait ce qui l'attendait et ne se trompait pas. Son destin fut bientôt scellé.

V. A. Iourinets était presque entièrement à l'opposé de Semkovski. Semkovski ne tenait pas en place ; à la tribune, c'était un feu d'artifice, il était assoiffé de polémique. Iourinets était plutôt flegmatique, son discours était calme et tranquille, il se concentrait sur le problème qu'il examinait, etc. A la différence de Semkovski, Iourinets était plus proche des "dialecticiens" dans l'interprétation de Déborine. Mais ces différences ne les poussaient pas à une vive polémique, comme c'était le cas à Moscou. Le diapason des intérêts scientifiques de Iourinets était vaste. Ses recherches étaient consacrées à la philosophie en Europe de l'Ouest au XXe siècle (Husserl, Freud), aux questions philosophiques dans les sciences naturelles, il s'intéressait aussi à l'art, surtout à la poésie.

Un collectif dirigé par lui avait publié au début des années 1930 pour les établissements d'enseignement supérieur *Le Matérialisme dialectique* (le livre avait été publié en ukrainien). Et, si l'on tient compte des conditions de l'époque, il était, à mon avis, supérieur au manuel en deux tomes paru à Moscou sous la direction de M. B. Mitine. A vrai dire, ce n'était pas vraiment un manuel, mais une monographie collective, consacrée aux problèmes d'actualité de la science philosophique. Ce manuel était recommandé par la section d'agitation et propagande du comité central. A la différence de Semkovski, il semblait que tout allât bien dans la vie de Iourinets, il était unanimement respecté et reconnu par les autorités, sa position scientifique était solide et sa vie personnelle aussi. Mais les nuages commençaient à s'amonceler au-dessus de sa tête. Voici pourquoi.

Tous ceux qui ont été cités ont été arrêtés

Ioudinets était né en Galicie (l'actuelle Ukraine occidentale), qui avait fait partie de l'empire austro-hongrois avant

(9) Mikhail Saltykov-Chtchédrine (1826-1889), l'un des auteurs satiriques les plus célèbres du XIXe siècle russe. Auteur en particulier de l'*Histoire d'une ville*, *Les Golovlev*, *Une idylle contemporaine*...

la Première Guerre mondiale, il avait fait ses études à Vienne, où il avait achevé en 1910 son cursus universitaire. Il est vrai qu'il se trouva rapidement en Russie et avait achevé son troisième cycle à Moscou en 1921, chez Déborine (à l'Association russe des instituts scientifiques et de recherche en sciences sociales). Et donc, avec l'origine étrangère, l'éducation autrichienne et, on ne sait jamais, les liens qu'il avait pu garder et ensuite l'enseignement direct du leader des "idéalistes mencheviks", il avait là toutes les raisons d'être suspect. Mais ce n'était pas tout. Le pire était à venir.

Je rappelle que Lvov était alors une ville polonaise et qu'il s'y était formé un gouvernement ukrainien en exil, connu sous le nom de OuNDO (Union ukrainienne nationale démocratique). L'idéologue en était Dm. Dontsov, auteur assez prolifique de diverses œuvres nationalistes, essentiellement anti-Russes.

A vrai dire, ces œuvres tournaient toutes autour du même thème, l'Ukraine se russifie, la culture ukrainienne est en danger de mort. Et voilà que, dans un de ses opuscules, Dontsov cite un certain nombre de représentants de la culture ukrainienne et met Ioudinets au nombre de ceux dont on peut espérer qu'ils sauront résister aux processus destructeurs et défendre l'honneur national.

Tous ceux que Dontsov a cités ont été arrêtés comme nationalistes. Il n'avait même pas été besoin d'instructions de Moscou, les autorités ukrainiennes ont agi de leur propre initiative.

Iourinets, qui a péri en prison, n'était absolument pas un nationaliste, pas plus que ne l'étaient l'écrivain Khvilevyi (10) ou Choumski, qui avaient subi la répression avant lui, ni Nicolas Skrypnik (11), qui s'était suicidé après avoir fait son autocritique. Pas plus qu'il n'y avait de russification artificielle. Le sort de Semkovski (trotskysme) et Iourinets (nationalisme) est exemplaire de la politique répressive en Ukraine.

L'arrestation de Ioudinets fut le prétexte d'une chasse aux sorcières dans le milieu des enseignants du supérieur qui avaient recommandé à leurs étudiants le manuel préparé sous sa direction. Et comme tous le recommandaient, bien peu échappèrent aux "ennuis". Je vais rapporter un dialogue dans une instance dont j'étais le témoin et le participant : *"Vous avez recommandé ce manuel ? — Oui, bien sûr. — Mais vous saviez que ce manuel est retiré de la circulation ? — Je l'ai recommandé à l'époque où il était recommandé par la section d'agitprop du comité central, pas quand on l'a retiré. — C'est une distinction formelle, etc."*

Naturellement les "mesures organisationnelles" ne se faisaient pas attendre. En ce qui concerne les collaborateurs directs de Iourinets, et même ceux qui avaient un jour parlé de lui ou dont il avait fait l'éloge, il furent tous mis sous surveillance.

Le responsable de la propagande au comité de ville du parti à Kiev, M. Chmaïonek, me proposa d'écrire un article de dénonciation du "faux philosophe" Iourinets. Je ne le fis pas, et bientôt, je pus lire dans la *Proletarskaïa Pravda* que, dans son rapport à la réunion du comité central, Postychev m'avait cité parmi les adeptes de l'oundofascisme.

Je ne dirai pas ici quelles ont été les conséquences. Mais, pour "rire" un peu, parmi tous mes crimes, qualifiés de sabotage idéologique, l'un des moins graves, relevé dans une publication, fut que j'avais exposé les lois de la logique formelle sans un mot de critique et que j'avais consacré six heures entières à la philosophie de Platon et d'Aristote.

Vous riez ? Maintenant, cela fait rire. Mais alors... Je parle de tout ça uniquement pour que le lecteur comprenne bien qu'il ne s'agissait pas d'actes réels ou de positions idéologiques réellement inadmissibles. Il fallait un chef d'inculpation, et peu importait ce qu'on trouvait. C'était une totale tragi-comédie.

---

(10) Khvilevyi, romancier communiste ukrainien, accusé de nationalisme, et qui se suicida en 1933.

(11) Nicolas Skrypnik (1872-1933), membre du bureau politique du PC ukrainien, du comité central du Parti communiste soviétique et du comité exécutif de l'Internationale communiste. Poussé au suicide en 1933 par Staline, qui organisa contre lui une campagne de dénonciation de son prétendu "nationalisme".

A l'époque (1929-1934), les philosophes, à Kiev, étaient essentiellement des enseignants, mais il y avait un groupe de recherche qui faisait partie d'un département spécial de l'Académie des sciences ukrainienne. Ia. S. Roranov, savant d'une vaste culture philosophique, dirigeait la chaire de philosophie à l'université, transformée pour quelques années en Institut d'instruction populaire.

Dans les années 1920, il avait écrit et publié à Moscou des livres sur les questions de l'art, de l'éthique, de la religion, parus, comme il était de mise à l'époque, sous le titre *Le Marxisme et l'art, Le Marxisme et l'éthique,* etc.

Quand la capitale de l'Ukraine fut transférée de Kharkov à Kiev, il fut démis de toutes ses fonctions et la direction de la chaire revint à Biliardchik, un jeune philosophe venu de Kharkov qui n'avait pas encore fait parler de lui sur le plan scientifique, mais qui avait déjà manifesté ses mérites dans la lutte contre l'idéalisme menchevisant. Cela ne lui a pas évité une triste fin.

Les philosophes de Kiev, Nyrtchouk, Otchinski, Lvovitch, Lioumkis, Hofman, Lekhtman, Zagoroulko et d'autres, tous s'étaient déjà fait connaître d'une façon ou d'une autre comme des chercheurs d'avenir. Avec l'arrivée de Postychev et de son équipe, tous ont été mis à l'épreuve et dû faire acte d'allégeance.

En règle générale, l'épreuve ne leur a pas été favorable. Les uns se sont retrouvés en prison, d'autres tenus à l'écart. L'un des plus talentueux, Hofman, a été arrêté, un peu plus tôt il est vrai, et s'est pendu en prison. Nijnik, Lioumkis et bien d'autres de nos camarades ont été arrêtés. Nijnik pour n'avoir pas suffisamment apprécié l'apport de Staline à la philosophie marxiste. Lioumkine pour s'être exprimé ironiquement, au cours d'une conversation privée, sur le thème "deux mondes, deux systèmes".

Je ne peux affirmer que cela s'est vraiment passé ainsi, mais c'était le bruit qui courait, et même s'il était faux dans ce cas particulier, c'était quelque chose de tout à fait possible.

Si bien que l'authenticité n'est pas l'essentiel.

Ils connaissaient bien leur métier de briseurs d'os

La vie de ceux que cette dure époque a "épargnés", qui ont été simplement chassés de partout et stigmatisés, mais sont restés en liberté, a été dramatique. C'est le cas, par exemple, de I. V. Otchinski. Cet auteur d'ouvrages sur Skovorode, Tchernichevski, Hegel, mais aussi sur *"les racines théoriques du déviationnisme de droite"* — donc, absolument pas un ennemi du régime —, n'a pas été arrêté. Moldave de nationalité, il s'était installé en 1932 à Tiraspol, capitale de la République autonome de Moldavie qui existait alors, il y avait créé un comité pour les sciences, avait traduit en moldave quelques textes philosophiques ; mais un an plus tard, fut exclu du parti. Prévoyant la suite des événements, Otchinski partit sans attendre en Asie centrale. A Kokand, il enseigna la littérature dans une école, puis se risqua à passer une thèse de troisième cycle en philologie, ce qui lui permit, lui qui avait été professeur d'université, de postuler à un poste dans le supérieur, mais pas en philosophie, bien sûr. Sans m'étendre sur les trente ans passés en Ouzbékistan, je dirai seulement que, trente-trois ans après son exclusion du parti, il a été réintégré et est revenu en Moldavie, à Kichinev, déjà vieux, malade et brisé. Chercheur de talent, il n'a pas réalisé ses possibilités et a vécu dans la peur et l'angoisse. A Kichinev, un livre est paru sur lui, mais il n'était déjà plus de ce monde.

Je ne sais pas comment ont vécu Nyrchouk et Zagoroulko, Lvovitch et Lekhtman, mais je n'ai pu obtenir aucune information sur eux ni en Ukraine, ni à Moscou. On peut seulement faire des suppositions, et l'on aimerait se tromper, mais c'est peu probable. Les émissaires de P. P. Postychev dans la sphère idéologique, Kilerog, Karpov, Kosman, qui dirigeaient respectivement la section d'agitprop du comité central, le comité régional et le comité de ville de Kiev, connaissaient bien leur métier de briseurs d'os. Il ne faut pas oublier leurs

noms non plus. Parce qu'eux-mêmes ont ensuite connu un sort tragique, on tend parfois à les présenter comme des victimes, comme l'a fait par exemple N. S. Khrouchtchev dans son rapport au XXe Congrès, en ce qui concerne Karpov. Il est vrai qu'ils sont devenus des victimes, mais jusque-là ils avaient joué un rôle bien différent... Et le compte de leurs victimes n'est pas encore établi.

L'utilisation des notes prises en cours

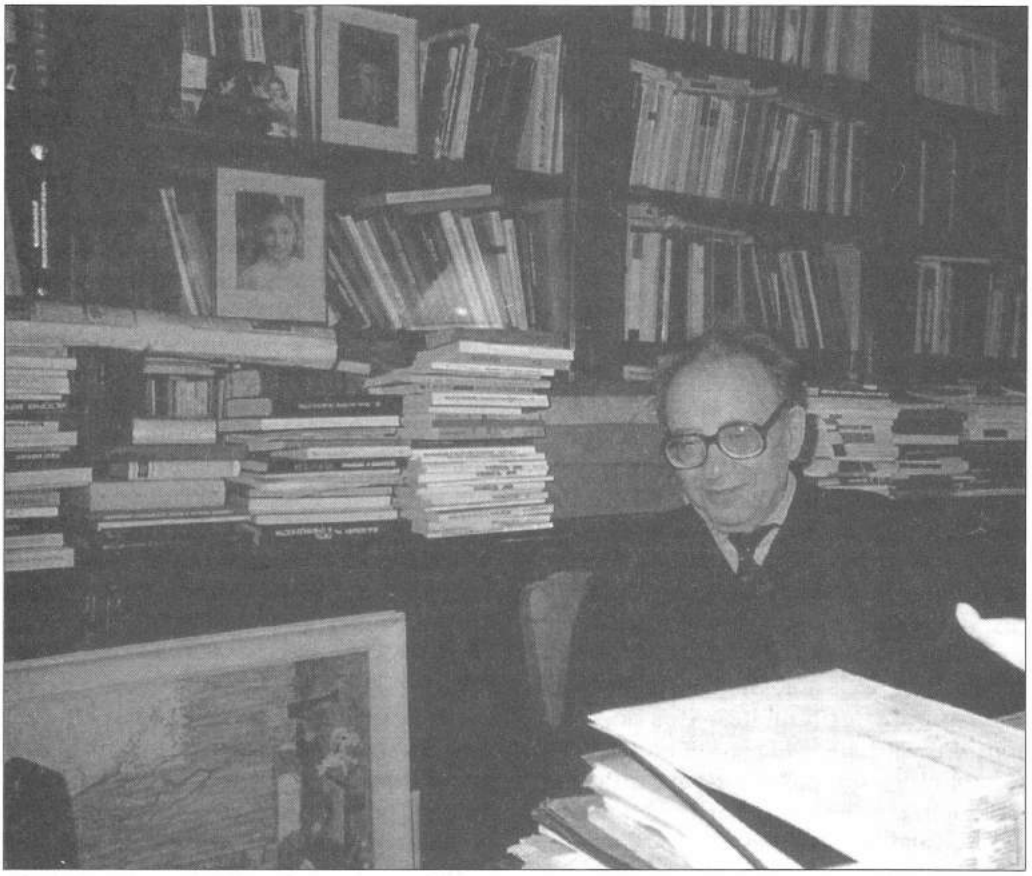
Les enseignants du supérieur ont eux aussi été dans une situation pénible. Parmi les procédés jésuitiques de la chasse aux victimes, on avait souvent recours aux notes sténographiques des cours. Les conférenciers n'étaient pas prévenus, en général les notes étaient prises à leur insu et, bien sûr, ils ne les corrigeaient pas. Ces notes étaient à la base d'accusations criminelles. Ces accusations étaient toutes sur le même type — pourquoi ne sont pas développés (ou insuffisamment développés) le contenu et la signification de l'étape léniniste dans la philosophie marxiste ; pourquoi il n'a pas parlé (ou parlé insuffisamment) du rôle de Staline dans le développement de la philosophie marxiste-léniniste ; pourquoi n'est pas développé (ou insuffisamment développé) le contenu de la lutte sur deux fronts — contre les mécanistes et contre les idéalistes menchevisants ; pourquoi ne sont pas mises en évidence (ou insuffisamment mises en évidence) les différences entre la dialectique idéaliste et la dialectique matérialiste, etc. Ces questions étaient posées tout à fait indépendamment du sujet traité, on ne prenait absolument pas en compte que c'était une partie d'un cours d'ensemble, et donc du lien avec les cours précédents et suivants, on n'attachait aucune importance au fait que les auteurs n'avaient ni relu, ni signé le sténogramme. Quand on jugeait le sténogramme, on posait essentiellement deux questions : peut-on confier à l'auteur l'enseignement de cette discipline de parti qu'était le matérialisme dialectique ? Ces erreurs étaient-elles commises consciemment ?

Il y eut énormément de pertes dans le corps enseignant, les nouveaux venus n'étaient pas très compétents, mais avaient fait leurs preuves.

Les discussions philosophiques en Ukraine dans les années 1920 et au début des années 1930 n'étaient pas aussi vives qu'en Russie. Elles étaient plutôt un écho particulier de ces discussions, mais je n'en parlerai pas ici. Je dirai seulement qu'avec la nouvelle équipe au pouvoir, la référence à ces discussions, aux questions de la lutte sur deux fronts — contre les mécanistes et les idéalistes menchevisants —, n'était plus qu'une forme de la "chasse aux sorcières", le moyen de démasquer des pécheurs ouverts ou dissimulés. Le fond des questions n'intéressait personne.

Et pourtant, je me remémore ces années lointaines non sans nostalgie. Bien que le stalinisme fût déjà triomphant, on ne peut porter sur cette époque un jugement sans nuances. Mais ce n'est pas l'objet de ces notes rapides, elles ne portent que sur la politique de répression dont ont été victimes nos camarades philosophes, les pertes dont nous avons souffert dans notre chair. J'ai évoqué quelques noms oubliés, il y en a eu beaucoup d'autres. Et chacun mérite qu'on s'en souvienne. Ce martyrologue ne doit pas être voué à l'oubli. Il ne s'agit pas seulement d'une dette envers les générations passées, mais d'un témoignage sur le cours de la vie intellectuelle.

Je n'ai ici brossé que quelques traits. Pour dresser un tableau plus complet, il faudrait parler du centre. C'est à Moscou que se sont passés les événements essentiels, dont j'ai eu la chance d'être le témoin pendant plus de soixante ans. Mais ce sera pour une autre fois.



Avner Iakovlevitch Zis' (1910-1997).

La CNT face au conseil central des milices de Catalogne

(Josep Antonio Pozo)

Dès le soulèvement ouvrier qui répond en Catalogne au putsch fasciste du 18 juillet 1936, se constituent partout dans la province des comités révolutionnaires locaux, regroupés en comités d'arrondissement ou comités cantonaux, fédérés en un comité central des milices de Catalogne. Ces comités, élus par la masse de la population, sont constitués en règle générale de militants des partis et syndicats ouvriers.

La CNT (le syndicat anarcho-syndicaliste) y est la force dominante. Cesar Lorenzo, l'auteur du livre *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir* (publié au Seuil), donne plusieurs exemples éclairants : ainsi, le conseil de l'arrondissement de Figueras, qui fédère soixante-quatorze comités locaux, est formé de trois représentants de la CNT, deux de l'UGT, deux du POUM, un du Parti syndicaliste, et de deux républicains. Son secrétaire est l'anarchiste Vincente Soler. En Cerdagne, le conseil, présidé par un militant de la CNT, est entièrement composé de militants anarchistes.

Le comité central des milices s'appuie aussi sur un réseau de conseils d'ouvriers et de soldats, institués dans les casernes de miliciens et dans les corps de police et de la garde civile. Il existe aussi un comité central des patrouilles, composé de quatre délégués de la CNT, trois de l'UGT et trois de l'Esquerra (une organisation catalane républicaine), dont le secrétaire est l'anarcho-syndicaliste José Asens. Le comité central des milices constitue un comité de ravitaillement, dont le secrétaire général est l'anarchiste José Juan Domenech.

Il y avait donc dualité de pouvoir entre le gouvernement républicain de coalition de la Catalogne et le conseil central des milices. José Antonio Pozo étudie dans ces pages, extraites de sa thèse, comment cette dualité a été vite résolue... par la liquidation du comité central des milices, avec l'accord, et même sous l'impulsion des dirigeants de la toute-puissante CNT.

Le tournant vers la collaboration pendant l'été 1936 (*)

UNE des sessions du plénum régional de la CNT se tenait à Barcelone, les 24, 25 et 26 septembre 1936, quand les délégués présents purent entendre de la bouche des dirigeants de l'organisation une nouvelle qui allait avoir une importance fondamentale pour la suite des événements qui se développaient à Barcelone et dans l'Espagne républicaine de cette époque : un nouveau gouvernement de la Généralité allait être constitué, auquel, pour la première fois, allait participer la CNT, avec trois représentants. A huis clos, il y eut une information sur le sujet et sur ceux qui représenteraient l'organisation dans le gouvernement autonome. Nous ne savons pas si un débat eut lieu ou pas, mais ce qui est certain, c'est que les syndicats présents durent donner leur accord à une décision qui avait été conçue pendant les semaines précédentes, au milieu d'une grande confusion, dans le plus grand secret et d'innombrables circonlocutions et jeux de mots utilisés par les partisans de cette orientation pour ne pas prononcer les mots qui constituaient un véritable "tabou" pour l'orthodoxie anarchiste.

Quelques heures plus tard était communiquée publiquement la liste de ceux qui composaient le nouveau gouvernement de la Généralité, tandis que le comité central des milices — dans lequel la CNT jouissait d'une grande influence — présentait formellement sa dissolution au président de la Généralité, Lluis Companys (1). Devant les journalistes rassemblés au palais de la Généralité, Garcia Oliver, qui dirigeait la délégation, fit quelques déclarations, dans lesquelles il justifiait la dissolution du comité central des milices en déclarant que le *"gouvernement actuel nous représentait"*. De cette façon, un point final était mis à l'organisme qui, depuis sa création au lendemain de la victoire contre les militaires putschistes, était apparu comme une espèce de gouvernement révolutionnaire, au moment même où la CNT abandonnait son apolitisme traditionnel et son anti-étatisme pour faire partie du

(*) Ce travail est une version élargie d'un des chapitres de la thèse présentée par l'auteur à l'Université autonome de Barcelone (2002), intitulée *Le pouvoir révolutionnaire en Catalogne pendant les mois de juillet à octobre 1936 – Crise et recomposition de l'Etat.*

(1) Le nouveau gouvernement de la Généralité était dirigé par Josep Tarradellas (ERC), Ventura Gassol et Artemi Aiguader, également de l'ERC ; pour la CNT, Joan P. Fabregas, Josep J. Domenech et Antonio Garcia Birlan ; pour le PSUC, Joan Comorera et Miquel Valdes ; pour l'Union des rabassaires, Josep Calvet ; pour le POUM, Andreu Nin ; pour l'Accio Catalana Republicana, Rafael Closas ; et enfin, par un militaire, le lieutenant-colonel Diaz Sandino, comme indépendant.

projet "antifasciste", et qui, dans le cadre du gouvernement, allait s'orienter par la suite dans le sens d'arrêter la révolution et de reconstruire la légalité républicaine.

Pour l'organisation confédérale et pour l'ensemble du mouvement libertaire, la voie pour parvenir à ce point ne fut pas facile et ne fut pas exempte de polémiques. Il faut signaler que, malgré l'immense bibliographie qui existe sur la guerre civile espagnole, on ne connaît que de façon fragmentée les positions, les débats et, en définitive, l'évolution qui conduisit la CNT à adopter la décision la plus polémique de toute son histoire. Nous pouvons dire, rapidement, que l'historiographie anarchiste a cherché généralement à présenter la dissolution du comité central des milices comme la conséquence logique de la formation du nouveau gouvernement de la Généralité, auquel allait participer la CNT : si, comme l'ont justifié les dirigeants d'alors, le gouvernement actuel les représentait, il était évident que le maintien d'un organisme concurrent n'avait aucun sens. Tel fut l'argument employé. En réalité, le nouveau gouvernement de la Généralité ne put se former qu'à partir du moment où les membres du comité central des milices avaient décidé *préalablement* de le dissoudre, et pas l'inverse. Plus exactement : à partir du moment où la CNT catalane signa cet accord, dont les autres organisations — en particulier, le PSUC et l'ERC — prirent connaissance et bonne note. De la même façon, il est nécessaire de souligner le rôle fondamental que joua l'organisation régionale catalane de la CNT — comme l'avant-garde qui se considérait révolutionnaire de l'organisation confédérale — dans le processus qui conduisit à la liquidation d'une des expressions les plus emblématiques du pouvoir révolutionnaire en Catalogne, ainsi que dans l'élimination des obstacles "idéologiques" qui empêchaient la participation à un gouvernement.

L'étude de documents — jusqu'à présent inédits — concernant le comité central des milices antifascistes de Barcelone, ainsi que le travail effectué à partir des fonds de la CNT (ceux déposés à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam et microfilmés à la Fondation Ansemo Lorenzo de Madrid), nous ont permis de situer quelques-uns des éléments qui accompagnèrent le "tournant" de l'anarchisme espagnol vers la participation au gouvernement, et qui allaient les pousser vers la *pente fatale* dont parla Sebastien Faure pour illustrer la conduite des anarchistes pendant le conflit révolutionnaire de 1936 (2).

La CNT et le problème du pouvoir

Dans un rapport élaboré par le comité national de la CNT à l'occasion du congrès extraordinaire de l'AIT, qui se tint à Paris en décembre 1937, la participation de l'organisation aux différents gouvernements républicains était justifiée par l'isolement dont aurait souffert la révolution si, comme le proposèrent certains, on était allé "jusqu'au bout". On affirmait également que, si on avait cependant choisi cette dernière voie, des succès auraient été possibles, mais il aurait fallu s'affronter inévitablement à trop d'ennemis internes et externes ; c'est pourquoi il fallut choisir entre la "dictature anarchiste" et la "collaboration antifasciste", et cette dernière conduisit fatalement à la participation gouvernementale. Donc, il n'y avait pas d'autre issue. En outre, le rapport disait que, *"dans tous les villages et les capitales de province, la CNT faisait partie des organismes officiels, dans les comités de Front populaire, dans les comités des milices antifascistes, exerçant des fonctions de véritable gouvernement dans les anciennes municipalités et les conseils généraux (...). Nous étions complètement plongés dans l'action politique sans en avoir convenu, sans réflexion préalable, sans en avoir calculé les conséquences, sans même les avoir pressenties (...). Il ne restait plus qu'à s'engager publiquement dans la gestion gouvernementale"* (3).

(2) S. Faure, *La Pente fatale*, Montevideo, 1937.

(3) *Rapport de la délégation de la CNT au congrès extraordinaire de l'AIT et les résolutions*, 1937.

Certes, cette façon de poser le problème n'est pas très convaincante, des auteurs anarchistes l'ont reconnu. Par exemple, pour J. Peirats — qui fut alors l'un des plus critiques à l'égard de l'anarchisme gouvernemental —, la collaboration antifasciste n'avait pas à déboucher sur la participation aux gouvernements (4). Cependant, il est certain que c'est ainsi que le problème fut posé par la plupart des dirigeants de la CNT. Et a posteriori, ce fut ainsi qu'ils essayèrent de justifier les motifs qui les conduisirent à abandonner l'orthodoxie anarchiste. C'est pour cette raison que certains situent l'origine de la participation gouvernementale, le premier pas, dans le célèbre plénum du 21 juillet, où les positions de Garcia Oliver et de l'organisation régionale du Bas LLobregat — partisans de la prise du pouvoir et de l'instauration du communisme libertaire — furent mises en échec par celles que représentaient les partisans de la collaboration "antifasciste" et du maintien du gouvernement de la Généralité — Abad de Santillan et Federica Montseny —, qui avancèrent comme argument, pour convaincre le plénum, les dangers de l'isolement et de l'intervention étrangère auxquels ils seraient soumis dans le cas où l'organisation optait pour l'option révolutionnaire (5).

Bref, la CNT fut certainement confrontée au problème du pouvoir dès l'instant où cessèrent les coups de feu dans toutes les villes et les villages situés dans la zone républicaine.

La façon dont elle fut abordée par eux varia en fonction de la situation où se trouvait l'organisation et selon les circonstances qui l'entouraient. Par exemple, à Barcelone, l'explosion révolutionnaire qui suivit la défaite des militaires insurgés plaça la CNT dans une situation indiscutablement proéminente et, par extension, dans toute la Catalogne. Que faire dans cette situation de force, la question se posa crûment dès les premières heures. C'est alors qu'apparurent les limites. Comme l'indique Cesar M. Lorenzo, l'organisation confédérale n'était pas préparée à affronter une situation où il était nécessaire de disposer d'un plan politique, d'un programme pour diriger la révolution et conquérir le pouvoir. Le paradoxe résidait dans le fait que la CNT avait tenu un congrès à Saragosse il y avait à peine deux mois, où les thèses de la FAI avaient triomphé, qui avait approuvé un avis en faveur du "communisme libertaire", qui prétendait couvrir idéologiquement le passage vers une société sans classes, mais qui se révéla inutile dans une situation révolutionnaire. *"Du jour au lendemain,* écrivit Cesar M. Lorenzo, *ils durent se débarrasser de cet échafaudage abstrait, improviser à la hâte et prendre leurs décisions à la petite semaine"* (6).

Parmi les cercles dirigeants du mouvement libertaire surgit la question suivante : si la conquête du pouvoir ou simplement la participation à un gouvernement leur était interdite, comment pouvait-on concilier le fait que l'organisation occupe une place importante dans la lutte contre les insurgés — parfois, décisive et déterminante — et la responsabilité qui découle précisément de sa force, et avec la nécessité de participer à la coordination avec d'autres forces pour planifier et diriger les actions à réaliser ? Nous savons qu'à l'origine, la réponse à cette question oscilla entre l'idée de constituer des "commissions techniques" autour des ministères ou des départements gouvernementaux, comme formule pour "participer sans participer", et une autre moins explicite, qui consistait à participer de "l'extérieur", mais à travers des organismes révolutionnaires, en maintenant formellement les pouvoirs

(4) J. Peirats, *Les Anarchistes dans la crise politique espagnole,* p. 187.

(5) La version sur les deux positions de base qui furent discutées au plénum du 21 juillet a été "officialisée" par le rapport cité auparavant et par les Mémoires d'Abad de Santillan et Garcia Oliver. Cependant, postérieurement, Peirats a nuancé la position défendue vraisemblablement par Garcia Oliver au cours de cette assemblée militante. Garcia Oliver aurait défendu l'option de la prise du pouvoir sans beaucoup de conviction, et s'il posa le dilemme de *"dictature anarchiste ou collaboration démocratique"*, ce fut pour que la thèse de la collaboration fût adoptée sans problèmes (voir *Noir et Rouge : Anthologie*, 1956-1970, les numéros 36 et 38 de décembre 1966 et de juin 1967).

(6) Cesar M. Lorenzo : *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir,* p. 99, Le Seuil, 1969.

légaux et en édifiant un pouvoir révolutionnaire suffisant pour maintenir une position de force. Nous savons également que la réponse qui fut donnée en Catalogne — place forte du militantisme de la FAI — alla dans cette dernière direction, au moins jusqu'à la mi-août, pour changer plus tard dans l'autre sens. A Madrid, la CNT posa le problème différemment : il n'existait pas, comme à Barcelone, d'organisme à travers lequel elle pouvait exercer une influence ou une tutelle par rapport au gouvernement de la République et elle ne disposait pas non plus de la même force ; de ce fait, sa position par rapport aux autorités légales eut toujours comme référence l'offre de collaborer que le gouvernement Giral proposa à la CNT, peu de temps après que Companys eût réussi — bien qu'en des conditions très précaires — à établir un cadre de collaboration avec l'anarcho-syndicalisme catalan.

Le débat qui commença les derniers jours de juillet concernant l'attitude à adopter face aux autorités légales, et pour savoir si on pouvait se permettre ou non d'établir quelques relations avec elles, peut être suivi à travers quelques-unes des réunions de l'organisation.

La première réunion du comité national de la CNT

Le 29 juillet se réunissait à Madrid, pour la première fois depuis le début des événements, le comité national de la CNT. En raison des difficultés du moment, seul le délégué de l'organisation régionale catalane put assister à la réunion. La réunion avait été convoquée pour connaître la situation dans toutes les organisations régionales et pour savoir quelle était l'opinion de l'organisation face à la proposition que des émissaires du gouvernement Giral avaient fait parvenir, concernant la création d'un "conseil national antifasciste", où toutes les organisations du Front populaire et la CNT auraient leur place. Tous les présents étaient très intéressés par ce qui se passait en Catalogne, car d'après les nouvelles qui arrivaient, la CNT était maîtresse absolue de la situation et un processus massif d'expropriations avait commencé. Le rapport présenté par le délégué de la régionale de Catalogne confirma cela et, en même temps, révéla le véritable état d'esprit des militants, partisans de s'orienter vers l'implantation du communisme libertaire. Il expliqua avec force détails que si les colonnes de miliciens qui étaient partis pour Saragosse entraient finalement dans la ville, *"il ne serait pas possible, alors, que la minorité soutienne, comme elle l'a fait jusqu'à présent, le gros de l'organisation"* (7).

Cette donnée réellement révélatrice pourrait indiquer que les partisans de la "collaboration antifasciste" étaient minoritaires — contrairement à ce qu'a toujours soutenu l'historiographie anarchiste — face à l'opinion de la majorité des militants, partisans de mettre en application les principes anarchistes. D'autres éléments montrent que, dans la décision finale adoptée par le plénum le 21 juillet, la promesse faite par certains dirigeants d'aller "jusqu'au bout" une fois Saragosse libérée fut d'un grand poids, ainsi que l'engagement adopté par le comité régional de Catalogne de présenter au comité national de la CNT la proposition d'organiser une consultation dans l'organisation sur l'opportunité ou pas de se diriger vers l'implantation du communisme libertaire.

Mais la majorité des présents à cette première réunion du comité national de la CNT — parmi lesquels se trouvait David Antona, qui était alors le secrétaire général, et Antonio Moreno — exprimèrent leur désaccord à l'égard du délégué de la régionale catalane en employant les mêmes arguments que ceux qui, en Catalogne, étaient partisans de la "collaboration antifasciste" à Barcelone : le danger de l'isolement et même l'intervention étrangère, et le fait que la situation dans le reste de l'Espagne n'était pas comme en Catalogne, tant par la faiblesse de l'organisation que par le fait que la révo-

(7) CNT-AIT, *Compte rendu de la réunion du comité national du 29 juillet à 10 heures du matin.*

lution ailleurs n'avait pas avancé aussi profondément, ce qui empêchait de suivre la voie proposée par certains.

L'autre sujet que devait aborder le comité national — répondre à l'invitation de collaboration faite par le gouvernement Giral — fut reporté. D'après ce que l'on peut déduire du compte rendu de la réunion, personne n'osa forcer la situation et, comme de nombreux délégués d'autres régionales étaient absents, il fut proposé de convoquer un plénum de régionales immédiatement, où il y aurait une plus grande représentation.

La discussion se poursuit

Le plénum qui devait prendre position sur l'opportunité ou non de faire partie d'un organisme paragouvernemental, qui devait se former à l'échelle de toute l'Espagne républicaine, fut convoqué pour le 4 août. Il eut un caractère délibératif, car étaient à nouveau absentes quelques régionales, seules y assistèrent celles du Centre, de Catalogne et du Levant. Le problème de la participation fut néanmoins posé ouvertement. Les délégués des régionales de Catalogne et du Levant — ces dernières avaient un grand poids dans la CNT — ne s'opposèrent nullement à ce que la CNT participe à un organisme de ce type et ils posèrent juste quelques légères conditions, tandis que le délégué de la régionale du Centre était le seul à exprimer des réserves (8). L'accord final envisageait que si la CNT recevait une invitation pour participer à la formation d'un "comité national antifasciste", cette invitation serait acceptée. Ainsi, en principe, la CNT ne fermait aucune porte.

Parallèlement, au sein du mouvement libertaire catalan, se développait une discussion dont le point de référence était le même, mais ici, l'expérience de participer à un organisme aux caractéristiques semblables était plus avancée : en général, pour une bonne partie des dirigeants de la CNT et de la FAI, le comité central des milices n'était que la version "révolutionnaire" de la même proposition faite par le gouvernement Giral pour obtenir le soutien de l'organisation confédérale à l'échelle de toute la zone républicaine. Pour cette raison, au plénum du 4 août, la régionale catalane ne s'opposa pas à la collaboration à un organisme comme celui qui semblait se dessiner et ne mit comme seule condition que la participation se fasse à partir d'une invitation du gouvernement et non à l'initiative de l'organisation. Ils étaient d'accord en cela avec ceux qui pensaient qu'il fallait accepter sans plus de réserves la proposition du gouvernement, puisque, en définitive, on allait faire maintenant ce que la CNT avait déjà mis en pratique à Barcelone et à Valence. Naturellement, ce n'était pas la même chose de participer à un organisme comme le comité central des milices antifascistes de Barcelone ou le comité exécutif populaire de Valence, que de participer à un organisme qui surgissait — apparemment — complètement de l'initiative gouvernementale. Mais c'est ainsi que de nombreux dirigeants anarchistes posaient le problème, expliquant que la collaboration politique était toujours pernicieuse — même s'il fallait l'accepter de façon conjoncturelle — et qu'ils faisaient peu de distinction entre le caractère de l'un ou de l'autre organisme.

Par ailleurs, la pression qui s'exerçait pour que la CNT abandonne les organismes de pouvoir révolutionnaire qui s'étaient constitués partout augmentait doucement, et sous différentes formes. L'une d'elles — commentée par des auteurs comme Abad de Santillan, et utilisée comme justification par tous — refusait la livraison de matériel de guerre aux colonnes de miliciens de la CNT et, en général, aux colonnes catalanes, que le gouvernement de la République qui contrôlait les devises considérait comme contaminées par la révolution, et dont il

(8) *Compte rendu du plénum national des régionales convoqué par le comité national à Madrid le 4 août 1936.* Pour comprendre la position de la régionale du Centre, il faut signaler que la CNT madrilène s'était prononcée pour la constitution d'une Junte nationale de défense avec l'UGT et sans les républicains. Teodoro Moro fut un des partisans le plus convaincus parmi les dirigeants de la CNT madrilène.

se méfiait de l'usage qu'elles pouvaient en faire. Et cette réputation finit par atteindre les dirigeants de la CNT en Catalogne, qui commencèrent à entreprendre un "repli", protégé également par les secteurs qui considéraient que la participation de la CNT au comité central des milices n'était qu'une variante de la collaboration politique, et que, par conséquent, l'organisation devait "fuir".

De cette façon, les positions de ceux qui étaient pour constituer des "commissions techniques" comme formule de participation et de collaboration avec les pouvoirs légaux avancèrent avec force. Et, au contraire, ceux qui soutenaient la nécessité de maintenir une position de force à partir du comité central des milices, y compris en maintenant le gouvernement autonome pour masquer les apparences, perdirent du terrain. Dans ce dernier camp, se trouvait Garcia Oliver et tous les membres qui participaient au comité central des milices, c'est-à-dire Asens, Alcon et Aurelio Fernandez, qui composaient le groupe "Nosotros". Nous ne savons pas s'ils livrèrent bataille à ce sujet, mais ce qui est certain, c'est qu'à la mi-août, à l'occasion d'une réorganisation qui eut lieu au comité central des milices et qui accentua son caractère militaire au détriment du caractère politique, le mouvement libertaire catalan adopta la proposition de dissoudre le comité central des milices et de constituer *"autant de conseils qu'exigent les besoins politiques et organiques de la vie en Catalogne. Par exemple, des conseils de défense, de ravitaillement, de recherche, de culture et d'économie qui fonctionnent déjà"* (9).

Le plénum des sections locales et régionales qui prit cette décision proposait également la proportionnalité, à partir de laquelle devait se constituer les différents comités ou conseils — c'est-à-dire les "commissions techniques" : 5 représentants de la CNT, 3 de l'UGT, 1 de l'UR, 3 de l'ERC, 2 de la FAI et 2 des "partis marxistes".

Cet accord traduisait le triomphe des thèses les plus collaborationnistes, c'est-à-dire les thèses de ceux qui, à l'intérieur de la CNT et de l'ensemble du mouvement libertaire, soutenaient qu'il fallait en finir avec la dualité des pouvoirs et transférer l'autorité unique aux pouvoirs légalement constitués, pour pouvoir, à partir de là, continuer et garantir l'œuvre révolutionnaire. Abad de Santillan, l'un des dirigeants qui exprima le plus clairement ce point de vue, devait justifier quelques années plus tard cette position par les pressions qu'ils reçurent : *"On nous disait et on nous répétait sans arrêt,* écrivit-il, *que tant que nous persistions à cautionner le pouvoir populaire, il n'arriverait pas d'armes en Catalogne et qu'on ne nous fournirait pas de devises pour en acquérir de l'étranger, qu'on ne nous donnerait pas de matières premières pour l'industrie"* (10).

En réalité, la proposition de constituer des "commissions techniques ou de contrôle" autour des départements gouvernementaux constituait une formule pour participer sans participer, qui ne résolvait pas non plus le problème et qui obéissait au fait qu'à ce moment-là les partisans — avec toutes les conséquences que cela impliquait — de la collaboration avec le gouvernement — le secrétaire général de la CNT, Horacio M. Prieto, et la régionale du Levant — n'avaient pas encore commencé la campagne en ce sens, tandis qu'en Catalogne, les dirigeants de la CNT qui envisageaient inévitablement leur participation future au gouvernement n'osaient pas le poser ouvertement, par crainte de la réaction qu'ils pouvaient provoquer parmi les militants.

La situation s'accéléra vers la fin du mois d'août et au début de septembre. Précisément à partir de la constitution du premier gouvernement de Largo Caballero et après son entrevue avec Tarradellas. En effet, la CNT avait convoqué un nouveau plénum national des régionales, qui eut lieu à Madrid le 3 septembre. A ce plénum, on discuta de la possibilité qu'un des dirigeants du comité national de la CNT — Antonio Moreno — soit proposé pour entrer dans le nouveau

(9) Archivo Historico Nacional, section guerre civile, dossier 39.

(10) D. Abad de Santillan, *Pourquoi nous avons perdu la guerre,* p. 116.

gouvernement que Largo Caballero était sur le point de former. Telle était la proposition du comité national lui-même, qui permit d'ouvrir une importante discussion, mais qui allait se conclure par un compromis général acceptant le principe de l'intervention : la possibilité de participer avec d'autres forces politiques à des organismes qui seraient créés pour collaborer au gouvernement n'était plus écartée d'emblée. Dans le même temps, on décida de poursuivre les contacts avec Largo Caballero pour explorer les possibilités de participation ou de collaboration. D'après César M. Lorenzo, la résolution finale qui fut adoptée contenait trois points fondamentaux : *"1. Appui total de la CNT au nouveau gouvernement. 2. Création dans chaque ministère d'une commission auxiliaire formée de représentants de la CNT, de l'UGT, du Front populaire et d'un délégué du gouvernement. 3. Non-intervention de l'Etat dans les entreprises collectivisées par les travailleurs"* (11).

Précisément, quelques jours après la constitution du premier gouvernement de Largo Caballero, la *Solidaridad Obrera* commençait une campagne pour la constitution d'une Junte ou Conseil national de défense, qui allait devenir le mot d'ordre officiel de la CNT catalane. *"Cette position,* disait la *Soli, la CNT et la FAI l'avaient déjà soutenue avant la constitution du gouvernement actuel et, par ces temps de gouvernement socialiste, il n'y a aucune raison de la modifier, bien au le contraire"* (12).

Le comité central des milices est dissous

Au début de septembre, les délégués de la CNT présents au comité central des milices proposèrent la dissolution de cet organisme. Ils en prirent l'initiative, laquelle fut rapidement bien accueillie par tous ceux qui combattaient pour restaurer la légalité républicaine et souhaitaient la liquidation des pouvoirs révolutionnaires. Le 10 septembre, tous les délégués présents ratifièrent à l'unanimité l'accord sur la dissolution et ils furent priés de présenter à la réunion suivante les critères des différentes organisations, en relation avec le mode et la proportionnalité selon lesquels elles devraient participer au *"conseil de guerre du Conseil de la défense et des conseils des autres départements de la Généralité"* (13). Il s'agissait de modifier, d'après ce qui avait été accordé au plénum national des régionales du 3 septembre, le gouvernement de la Généralité et tous ses conseils, où seraient représentées toutes les organisations qui faisaient partie du comité central. En réalité, comme nous le verrons par la suite, cette proposition ne constitua que le "pont" nécessaire à faire mieux digérer à l'ensemble de l'organisation confédérale le pas qu'elle allait franchir.

La discussion sur la dissolution du comité central des milices et la formation du nouveau gouvernement de la Généralité se développa au cours des deux séances suivantes, les 12 et 14 septembre. A la réunion du 12 septembre, la proposition de la séance précédente fut précisée davantage et, en accord avec les directives que l'organisation défendait alors, il fut décidé *"de substituer le gouvernement actuel de la Généralité par un Conseil de la défense de la Généralité de Catalogne, avec des représentations de toutes les organisations qui forment le comité, qui, du même coup, sera dissous"* (14). L'accord fut voté à l'unanimité, avec comme seule particularité que les représentants de l'UGT et du POUM manifestèrent leur décision de présenter à la prochaine réunion le critère de leurs organisations respectives concernant la façon de le mettre en pratique.

A la réunion du 14, les délégués présentèrent la position des organisations respectives. Il faut signaler que personne n'opposa d'objections à la dissolution du comité central des milices et que, d'autre part, tous semblaient parfaitement com-

(11) César M. Lorenzo, *op.cit.*, p. 223.

(12) *Solidaridad Obrera* (13 septembre 1936).

(13) Comité central des milices antifascistes, *Accords de la réunion du 10 septembre 1936.*

(14) Comité central des milices antifascistes, *Accords de la réunion du 12 septembre 1936.*

prendre que ce qu'il était proposé de constituer n'était pas le Conseil de défense présenté par Garcia Oliver — probablement sans grande conviction — en substitution du gouvernement de la Généralité, mais, simplement, un nouveau cabinet qui remplacerait le cabinet précédent. La discussion tourna autour de deux problèmes : qui devait composer le nouveau gouvernement et quelle fonction ou programme devait-il développer. En ce qui concerne la première question, tout le monde — y compris le POUM — fut d'accord pour dire que toutes les organisations qui avaient participé au comité central des milices devaient être représentées, c'est-à-dire, dans le langage politique de cette époque, toutes les organisations "antifascistes" (15).

La deuxième question fit l'objet d'une plus grande discussion. Le positionnement des délégués refléta non seulement l'orientation politique de leurs organisations respectives, mais, également, la façon dont celles-ci abordèrent le problème, et comment le discours de "l'antifascisme" et de la nécessité de constituer une autorité unique en Catalogne se présentait comme la base et le fondement du gouvernement qui devait être constitué. En effet, les interventions des représentants exprimèrent ce qui allait devenir la devise officielle du camp républicain : toutes les préoccupations devaient être centrées par rapport à la guerre et l'objectif était la lutte contre le fascisme. Ainsi, Miravitlles, qui représentait l'ERC, expliqua que ce dont on avait besoin devait se constituer de façon *"à regrouper toutes les classes sociales représentées dans le comité"*, et que, par rapport au programme qui devait être le sien, il faudrait aller *"aussi loin que l'exige la lutte contre le fascisme"* (16). Abad de Santillan souligna également que l'objectif principal devait être d'*"en finir avec le fascisme dans toute l'Espagne"*, tandis que Vidiella insista surtout sur la nécessité d'ériger le gouvernement de la Généralité comme seule autorité, qu'il serait le seul habilité à procéder à des confiscations, etc. Sur la même ligne, Torrents, représentant l'Union des rabassaires, déclara qu'il était nécessaire de former un gouvernement fort et qu'il ne devrait exister *"qu'un seul pouvoir faisant la guerre au fascisme et ordonnant la nouvelle économie"*. De son côté, le représentant du POUM, Gorkin, demanda seulement que le nouveau gouvernement eût un programme *"socialiste ou socialisant"* (17).

En réalité, la discussion sur le programme que devrait adopter l'"organisme" qui remplacerait le gouvernement de la Généralité démontra par ailleurs l'inconsistance de la proposition de la CNT. Les délégués de la CNT — plus particulièrement Garcia Oliver — ne montraient pas grand intérêt à la discussion sur le programme qui devait être adopté. Dans son projet, le "conseil de défense", qui devrait se constituer en substitution du gouvernement de la Généralité, aurait comme mission exclusive de diriger la guerre, tandis que les autres aspects qui définissent l'intervention de n'importe quel gouvernement devaient être assumés par autant d'autres "conseils" (18). Ils écartèrent toute définition, et la proposition tomba d'elle-

(15) Dans la préface d'un livre, qui rassemble différents travaux et discours de Andreu Nin, son camarade Juan Andrade — en polémiquant à propos des critiques que Trotsky adressa au POUM pour son soutien apporté au gouvernement Tarradellas et pour y avoir participé, ce qui conduisit à la dissolution du Comité central des milices — écrivit que le délégué du POUM *"se battit jusqu'au dernier moment, appuyé par tout le parti et son organe* La Batalla*"*, contre la dissolution du comité central des milices, et qu'il proposa *"une meilleure structuration"* du comité et *"une représentation plus fidèle à l'égard des masses révolutionnaires"* (*Les Problèmes de la révolution espagnole,* pp. 29-30). Le procès-verbal de cette réunion ne correspond absolument pas à l'affirmation d'Andrade : le représentant du POUM — Gorkin — présenta une proposition écrite dans laquelle, comme nous l'avons déjà dit, il ne posait pas le problème de la continuité du comité central des milices et, au contraire, où il proposait la formation d'un gouvernement où l'ERC et l'ACR auraient leur place. Par ailleurs, cette position que, selon Andrade, le délégué du POUM défendit, appuyé par l'organe de parti, peut être vérifiée en consultant la collection de *La Batalla* correspondant aux mois d'août et de septembre.

(16) *Résumé de la réunion qui eut lieu le 14 septembre 1936.* Toutes les expressions entre guillemets font référence à cette réunion.

(17) *Ibidem.* Toutes les expressions entre guillemets sont en rapport avec la réunion du 14.

(18) Comme nous l'avons expliqué, c'est sur cette ligne que se fit "l'approche" anarchiste au pro-

même, sans être défendue par les propres délégués anarchistes. Ils acceptèrent y compris finalement — sur la proposition de Vidiella — que le nouveau gouvernement adopte la dénomination de Conseil de la Généralité de Catalogne (19).

Les représentants de la CNT demandèrent 24 heures pour pouvoir consulter l'organisation, tandis que, le lendemain, une délégation de la régionale catalane participait à un nouveau plénum national à Madrid. Bien que cela paraisse contradictoire, les délégués catalans s'opposèrent radicalement à la proposition que présenta la délégation du Levant, qui consistait à demander l'entrée de la CNT au gouvernement de Largo Caballero, alors qu'ils avaient déjà décidé d'entrer au gouvernement de la Généralité. Il est possible qu'une telle attitude fût dictée par le fait de considérer le gouvernement de Madrid moins révolutionnaire que celui qui allait être constitué à Barcelone. Il est possible également que les dirigeants de la CNT catalane croient réellement que ce qu'ils venaient de décider, en dissolvant le comité central des milices, était un simple remaniement dans la ligne de ce qu'ils proposaient depuis la mi-août. Même le 27 septembre, quand on rendit publique la composition du nouveau gouvernement de la Généralité, avec l'incorporation des trois représentants de la CNT, la *Solidaridad Obrera* protesta contre le fait que la presse de Barcelone informait d'une façon qu'ils considéraient erronée. *"On n'a pas construit un gouvernement,* disait une note publiée par ce porte-parole de la CNT, *mais un organisme nouveau, en accord avec les circonstances présentes, et qui se nomme Conseil de la Généralité."* Naturellement, personne n'y prêta grande attention et, seulement deux jours plus tard, la *Soli* nommait les choses par leur nom. Dans un article intitulé *"Le nouveau gouvernement de la Généralité"*, on expliquait les raisons qui avaient conduit la CNT à la participation : *"En Catalogne, il n'était pas possible, pour le bien de la révolution et pour l'avenir même de la classe ouvrière, de maintenir une dualité d'attributions. Il fallait que, simplement, l'organisation qui contrôle l'immense majorité de la population travailleuse se situe au plan des décisions administratives et exécutives (...). On ne pouvait plus appuyer un conseil* (gouvernement) *petit-bourgeois, ni un conglomérat gauche-socialiste. Il n'y avait pas d'autre solution pour nous que d'occuper la place qui nous est due par l'importance que nous avons dans la rue (...). Nous sommes satisfaits. Nous croyons que le Conseil de la Généralité actuel mènera à bien les deux aspects fondamentaux qui gravitent dans l'orbite catalane. Le fascisme sera vaincu sur les champs de bataille et une nouvelle société se dressera, aux couleurs indélébiles de la justice et de l'humanité."*

Le tournant de l'anarchisme espagnol vers la participation gouvernementale fut complété au début du mois de novembre par l'intégration de la CNT dans le gouvernement de la République. Cesar M. Lorenzo a écrit que l'entrée de la CNT au gouvernement autonome catalan fut bien reçue par la population et par la majorité des militants confédéraux, à l'exception de quelques noyaux isolés. Nous avons déjà dit que la discussion, pendant l'été 1936, sur la question concernant l'attitude que la CNT devait adopter face aux pouvoirs légaux fut surtout une discussion des cercles dirigeants. Cependant, la réaction des syndicats de la CNT n'a pas tardé à s'exprimer, particulièrement à partir de ce que tout le monde constatait dans la pratique, à savoir que la participation de la CNT au gouvernement, loin d'aller dans le sens de l'instauration d'une "société nouvelle", était utilisée pour restaurer la légalité républicaine et pour freiner la révolution. Le début de cette réaction des militants de la CNT apparut à l'occasion des premières dispositions du gouvernement de la Généralité, comme la dissolution de tous les comités révolutionnaires constitués dans chacune des localités catalanes et la réorganisation des mairies sur la base de la composition du gouvernement. D'autres dispositions suivirent,

blème du pouvoir. De même, ce fut cette idée qui conduisit à la constitution du "conseil de l'économie" en tant qu'organisme extérieur au comité central des milices.

(19) *Résumé de la réunion du 14 septembre 1936.*

qui allaient en finir avec l'hégémonie de la CNT. Au début de 1937, il était clair, pour de nombreux militants, que l'organisation avait abandonné, peu à peu, l'une après l'autre, toutes les positions conquises le 19 juillet, et que la collaboration avec le gouvernement n'avait servi qu'à alimenter la contre-révolution.

Josep Antoni Pozo

Bureau d'engagement dans les milices ouvrières.

Ioury Nazarenko, I. G. Abramson

Dix ans d'histoire de la Russie contemporaine : la naissance et les convulsions du Parti russe des communistes (PRC)

(deuxième partie)

Nous publions ci-après la seconde partie d'une série d'articles extraits d'une brochure publiée en Russie par des membres du Parti russe des communistes (PRC) à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de leur parti, plus un article d'un ancien militant de ce parti, Nazarenko.

Ces militants ont été, en 1998, exclus de leur parti, dirigé par un certain Krioutchkov, ancien colonel du ministère de l'Intérieur, sous l'accusation de "trotskysme" agrémentée du non-respect des décisions du comité central.

Pour comprendre les péripéties qu'ils évoquent dans ces articles, il faut se rappeler les faits suivants :

— Le 19 août 1991, un certain nombre de dirigeants du PCUS et du gouvernement soviétique (dont le chef du KGB) fomentèrent un putsch et constituèrent un Comité d'Etat pour l'état d'urgence (initiales en russe : GKTch. P.).

— Après l'échec du putsch, Eltsine, élu l'année précédente président de la Fédération de Russie, suspendit l'activité du PCUS, dissous de fait et interdit.

— Dans le PCUS, avant la dissolution, s'étaient constituées deux "plates-formes" en dehors du groupe du secrétariat général : la Plate-forme démocratique (en gros, les partisans d'Eltsine, qui avaient constitué parmi les députés de l'Assemblée des députés du peuple un groupe interrégional) et une Plate-forme marxiste, à laquelle appartenaient les signataires de ces articles.

— Au lendemain de la dissolution du PCUS se constituèrent diverses tentatives de regroupements, qu'il serait fastidieux d'énumérer et qui ont abouti à la formation des partis suivants :

• le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), dirigé par Guennadi Ziouganov, stalinien, ultranationaliste, chantre de l'Eglise orthodoxe et profondément antisémite ;

• le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR), flanqué du mouvement "de masse" de plus en plus squelettique dit La Russie travailleuse, fondé par Tioulkine et Anpilov ; le premier exclut vite le second et est le leader de ce parti aujourd'hui, parti encore plus stalinien et antisémite que le précédent ;

• le Parti communiste russe bolchevique-léniniste de Nina Andreieva, ultrastalinien, et qui a explosé ;

• le PCUS-PCR d'Alexis Prigarine, stalinien ;

• le Parti socialiste des travailleurs, fondé, entre autres, par Roy Medvedev, qui a disparu à la fin de la décennie précédente ;

• le Parti russe des communistes (PRC, RPK en russe), qui a disparu au cours de l'année 2001 en fusionnant avec le PCOR.

La lutte contre le "trotskysme" dans le RPK (PRC) ou le vaillant combat du sous-lieutenant Krioutchkov contre la réhabilitation de Trotsky

(Ioury Nazarenko)

DANS l'histoire du Parti communiste russe, la lutte contre le "trotskysme" est l'une des plus édifiantes, tant par sa vilenie que, et encore plus, par sa stupidité. Le mot "trotskysme" fut inventé bien avant qu'il ait été une réalité, il désignait tout ce qui, en fait, distinguait le bolchevisme (!) de tous les courants opportunistes. L'étiquette de "trotskyste" était collée à n'importe qui, à commencer par les partisans réels de Trotsky, jusqu'aux staliniens convaincus devenus indésirables. Jusqu'à Iejov lui-même. Enfin, quand le trotskysme fut constitué comme courant politique réel, on lui imputa non ses erreurs, ses défauts (qui peuvent être des mérites aux yeux de certains) réels, mais des actes qui n'avaient strictement rien à voir avec le trotskysme, comme l'espionnage pour le compte des services secrets étrangers.

Quand j'étais encore (jusqu'à une date récente) membre du PRC, en dépit de toutes ses insuffisances, je me consolais en me disant que, grâce au ciel, il n'y avait dans ses rangs pas d'idiotismes du genre *"lutte contre les judéo-maçons"*, les *"sionistes"*, les *"trotskystes"* (en tout cas, dans l'acception stalinienne du mot), etc. Mais le dirigeant du parti A. V. Krioutchkov commença à s'inquiéter de plus en plus au sujet du "trotskysme". Pendant la discussion sur les mots d'ordre du parti pour le 80e anniversaire de la révolution d'Octobre, il refusa brutalement d'avancer un slogan condamnant le nationalisme et le chauvinisme de grande puissance. *"Ou alors, avançons un mot d'ordre contre le sionisme"*, exigeait-il, refusant de voir dans le sionisme une forme de nationalisme, à cause de *"son caractère de clan"* et de son *"cosmopolitisme"*. Enfin, au printemps de cette année, notre valeureux dirigeant engagea la lutte ouverte contre le trotskysme dans les rangs du parti. En total accord avec les lois du genre, cette "lut-

te" fut digne de tous les qualificatifs mentionnés plus haut, comme au temps de l'inoubliable *"guide de tous les temps et de tous les peuples"*.

Dans la mesure où le programme du PRC comprend des positions antistaliniennes et que ceux qui diffusent sa presse vendaient parfois aussi des ouvrages antistaliniens, ce parti a été souvent accusé de trotskysme par des staliniens, divers ultra-patriotes, jusqu'à des fascistes déclarés. Ce genre d'accusations laissait froids des gens plus ou moins cultivés. Mais elles frappaient douloureusement ceux des membres du PRC dont le développement politique n'allait pas plus loin que les manuels brejnéviens.

Ce qui acheva Krioutchkov fut le refus d'inviter le PRC en Grèce, à la conférence internationale des partis communistes. Toujours pour la même raison. Le parti invitant, le Parti communiste grec, accusait le PRC de trotskysme. Et un prétexte surgit. Dans le journal *Le Communiste de Leningrad,* n° 1 (1998), était paru l'article de I. G. Abramson *"Pour un éclairage historique objectif d'Octobre"*, où l'auteur montrait le rôle réel de Trotsky dans la révolution d'Octobre et s'élevait contre la campagne menée contre lui par les dirigeants et la presse du PCFR, du PCOR, du Parti communiste russe. La réaction fut instantanée. Krioutchkov écrivit aussitôt une *Adresse aux dirigeants des organisations régionales et aux membres du PRC,* leur proposant de *"discuter dans le parti de la réponse à apporter aux tentatives de certains membres pour transformer le parti en organisation pro-trotskyste"*.

En même temps, était diffusée la *"Résolution de l'assemblée du PRC de Moscou"*, qui condamnait l'activité de membres qui venaient de quitter le parti, Podoïma, Khazanov, Trokhine, ainsi que de Malkine, qui allait le quitter cinq mois plus tard. Ce n'était pas le fait du hasard. C'était eux, précisément, qui étaient considérés comme "trotskystes". Ainsi que l'auteur de ces lignes.

Dans les "meilleures" traditions des années 1920, ces camarades furent accusés *"d'activité fractionnelle"*, ce qui était totalement faux. Leur départ était présenté comme *"une purge indispensable, pour débarrasser le PRC d'éléments instables"*. On les accusait également *"d'avoir l'intention de continuer à l'extérieur leur lutte pour trahir les bases théoriques marxistes de l'activité du parti"*. Le plus drôle était que les porteurs de ces accusations étaient des gens qui ne s'étaient jamais soucié de "bases théoriques", et dont les connaissances théoriques se limitaient strictement au programme scolaire de l'époque stalino-brejnévienne.

Khazanov et Podoïma annoncèrent qu'ils quittaient le parti au plénum du comité exécutif central du 13 mars. Pendant la séance, la majorité des participants tenta de présenter cet acte comme le résultat d'ambitions insatisfaites. Krioutchkov annula ma déclaration où je disais que leur départ était dû à de profonde divergences d'idées (!), portant sur les principes. Il est devenu habituel dans le PRC, lorsqu'on tente de soulever des questions idéologiques majeures, de répondre par des accusations d'ambition et de snobisme.

Avec mon camarade de Rostov, Breïman, nous avons répondu à l'adresse de Krioutchkov et à la résolution de Moscou par une adresse *"A tous les membres du PRC"*, où nous rejetions les accusations portées contre les camarades et les accusations de trotskysme contre qui que ce fût, en expliquant que la lutte contre le "trotskysme" n'était rien d'autre que la lutte pour anéantir tout ce qui était marxiste et antistalinien dans le PRC. Nous déclarions également que nous n'acceptions la critique du trotskysme que d'un point de vue marxiste, et non du point de vue du stalinisme contre-révolutionnnaire. Notre adresse fut immédiatement envoyée au comité exécutif central pour qu'il puisse le diffuser à toutes les organisations régionales avant le plénum de juin.

Il n'est pas interdit de rêver. L'adresse (*"A tous* (!) *les membres du PRC"*) n'a été distribuée aux membres du plénum qu'à son ouverture. C'est-à-dire que les organisations de base avaient pris

leurs décisions uniquement sur la base de l'adresse de Krioutchkov. Sauf à Leningrad, où j'avais envoyé deux exemplaires. Là, ils la lurent et l'approuvèrent dans l'ensemble. Tandis qu'à Moscou (avec sa base technique), *"il n'avaient pas eu le temps"*. En revanche, ils avaient eu le temps d'imprimer les documents de Krioutchkov *"Sur l'article du camarade Abramson en défense de L. D. Trotsky"*.

Seigneur ! Etait-ce là le résultat de six ans et demi d'activité théorique du parti qu'on appelait le *"parti des théoriciens"* ? Extrayant de livres anciens (certains disaient du livre de Volkogonov, mais ça ne change rien) un assortiment de citations de Lénine (essentiellement d'avant 1917), déjà soigneusement répertoriées par les falsificateurs staliniens de l'histoire, on nous présentait *"l'ennemi du léninisme"* bien connu. Le deuxième bloc de citations était extrait des résolutions du parti à partir de l'automne 1923. Des extraits de ces résolutions de 1923-1927 avaient même été édités en brochure distribuée aux participant du plénum. Oui, ces extraits étaient considérés comme un argument de poids dans un parti antistalinien ! Il va de soi que, dans les documents de Krioutchkov, il n'y avait pas un mot sur le trotskysme, au sujet duquel nous devions adopter une résolution. Uniquement des accusations personnelles (!) contre Trotsky. Cette absurdité ne troublait aucun de ces combattants contre le "trotskysme".

L'ignorance n'est pas un crime. Et Krioutchkov a bien entendu le droit d'exposer ses idées, si superficielles et préconçues qu'elles soient. Mais c'est aussi le droit de tous les autres membres du PRC. La question du trotskysme est une question sérieuse et importante. Avant de proclamer sa position *urbi et orbi,* le parti doit avoir la possibilité de connaître tous les points de vue et tous les faits. La faute de Krioutchkov et d'avoir privé les membres du parti de cette possibilité.

Avec quel cynisme le chef du parti s'exclamait : *"Je voudrais que le camarade Abramson m'explique pourquoi..."* La question était précisément que Krioutchkov n'avait pas du tout envie d'entendre les réponses aux questions qu'il posait si pathétiquement. Et ce n'étaient pas les réponses qui manquaient. Les opposants à Krioutchkov ne souhaitaient absolument pas fuir la discussion, mais demandaient de la reporter au plénum suivant pour pouvoir répondre aux accusations de Krioutchkov contre Trotsky et pour que les organisations puissent décider en ayant pesé le pour et le contre. Le chef avait besoin d'une décision immédiate. Ce n'est pas pour rien qu'il avançait comme argument contre Trotsky le résultat des "discussions" qui avaient précédé le XVe Congrès du Parti communiste russe et où tous les principes démocratiques avaient été foulés aux pieds. Il usait des mêmes méthodes.

A l'époque, les documents de l'opposition avaient été publiés le 17 novembre 1927 (quinze jours avant le congrès), quand tous les délégués (au moins au niveau régional) étaient déjà élus. Les membres du parti n'avaient pu lire aucun autre document. En revanche, toute la presse était pleine de calomnies contre l'opposition. De nombreux opposants étaient exclus du parti, certains arrêtés. Le résultat de la "discussion" et la composition du congrès étaient en conséquence. Quelques délégués de l'opposition furent admis au congrès avec voie consultative, par une décision spéciale du comité central. Admis pour être publiquement dénigrés et raillés (leurs interventions étaient constamment interrompues par des cris de la salle, empêchant d'entendre leur argumentation). Tout cela est maintenant bien connu. Que peut-on dire de l'honnêteté de quelqu'un qui s'appuie sur les résultats de cette "discussion" pour prouver que *"le parti n'a pas suivi Trotsky"* ?

Il fut décidé de porter un jugement immédiat sur le trotskysme, en lui consacrant deux heures, dont une pour le rapport et les questions. Le corapporteur était Novikov, dont le projet de résolution fut tiré et distribué juste avant la discussion.

Krioutchkov continua sur sa lancée, ne disant rien de plus dans son rapport

que ce qu'il avait écrit. Toujours pas un mot sur le trotskysme, qui était, théoriquement, l'objet de notre discussion. Toujours la même liste de "crimes" personnels (!) de Trotsky et aucune réponse aux arguments de ses contradicteurs. Les questions-réponses étaient aussi centrées sur les "péchés" personnels de Trotsky. Ne pouvant poser de questions, je criai de ma place : *"Mais enfin, qu'est-ce que c'est que le trotskysme ?"*

Bien que mon intervention n'eût pas eu lieu dans les règles, Krioutchkov accepta de répondre. Il avait quelques souvenirs de la lutte contre le "trotslysme". En tout cas, il se souvenait de la théorie de la "révolution permanente" et de la tactique de "l'entrisme", tout en y adjoignant des accusations mensongères, comme le (prétendu) attachement de Trotsky à la militarisation du travail ; Krioutchkov attribuait personnellement à Trotsky cette maladie commune à l'ensemble des bolcheviks en 1919-1920, suscitée par les exigences de la guerre et collectivement surmontée par eux avec l'introduction de la NEP, et il l'attribuait au trotskysme dans son ensemble, ce qui est totalement contraire aux faits.

Il avait aussi une interprétation tout à fait personnelle de l'entrisme. Pour lui, les trotskystes, comme de vils espions, pénétraient dans les partis véritablement communistes, en dissimulant totalement leurs idées politiques, pour démoraliser les militants fidèles, les détourner du droit chemin. *"C'est quelque chose de ce genre qui se passe dans notre parti"*, dit-il en conclusion. Incapable de prouver en quoi nous étions "trotskystes" (sans parler du fait de savoir si c'est bien ou mal), il le "prouvait" par le fait que nous ne faisions pas de propagande pour les idées trotskystes. Nous étions d'habiles dissimulateurs.

C'était vil et c'était un plagiat, Anatoli Victorovitch ! Ce système de "preuves" était largement utilisé dès les années 1930 : *"Tu ne veux pas reconnaître que tu es un ennemi du peuple ? C'est clair ! Tu n'avoues pas, donc tu refuses de collaborer avec le NKVD, et tu te dévoiles ainsi comme ennemi du peuple !"*

En même temps, il y eut quelques incursions théoriques. Krioutchkov informa l'auditoire sur la révolution mondiale, propriété du trotskysme, et la théorie du *"socialisme dans un seul pays"* avec la vieille citation de Lénine sur *"le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe"*. Le plus drôle est que certains furent satisfaits de cette citation, ce qui prouve qu'ils ne la connaissaient pas, ou l'avaient oubliée, on l'apprend à l'école.

Certes, certains participants on voulu réagir, mais que dire en cinq minutes ? Krioutchkov faisait sévèrement observer le règlement.

C'était encore bien d'avoir cinq minutes. Après avoir répondu aux questions, Krioutchkov avait proposé de passer directement au vote. Votez, et après vous pourrez toujours discuter du problème du trotskysme dans le *Bulletin de discussion*. L'essentiel, c'était d'avoir pris une décision et prouvé au monde entier notre "antitrotskysme".

Je fis mon intervention en cinq minutes exactement. Je commençais par le programme du PRC, où il est écrit que dans les années 1920 une lutte s'était menée dans le parti communiste entre deux tendances : une tendance prolétarienne, socialiste, et une tendance bureaucratique. Personne, au PRC, n'avait semblé mettre en doute que la tendance bureaucratique était dirigée par Staline. Et qui donc représentait la tendance prolétarienne ? Les participants du plénum voyaient-ils un autre candidat à ce rôle que "l'Opposition de gauche" dirigée par Trotsky ? Et si nous employons comme argument les résolutions du parti de 1923-1927, sur les positions de quelle tendance nous situons-nous ? Les partisans de Krioutchkov arboraient des sourires satisfaits. Quel intérêt, le programme, pourvu que les staliniens et les fascistes ne nous traitent pas de trotskystes.

Et du côté de quelle tendance se trouvaient les partis qui nous accusaient de trotskysme et aux conférence de qui Krioutchkov rêvait d'aller ? Je ne voyais comment les qualifier, sinon de larbins des bourreaux de la révolution d'Octobre.

On nous affirme que le mot d'ordre de révolution mondiale était un enfant

du trotskysme et que Lénine se préparait à construire le *"socialisme dans un seul pays"*. Dans le *Bulletin de discussion,* je publiais (par articles successifs) mon article *"Il faut un nouveau programme"*. J'avais apporté la dernière partie, justement consacrée à cette question. Il y était prouvé assez précisément que, par *"victoire du socialisme dans un seul pays"*, Lénine entendait la dictature du prolétariat. Sinon, comment expliquer qu'à côté de la citation apportée par Krioutchkov, il y en eut tant d'autres où Lénine affirmait qu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays, encore moins dans un pays arriéré comme la Russie ? Par manque de temps, je ne fis qu'une citation, celle de Staline en avril 1924, quand il ne pensait pas encore au socialisme national et exposait des idées parfaitement "trotskystes".

Je ne pouvais, en cinq minutes, répondre à toutes les accusations portées contre Trotsky et, à titre d'exemple, j'explicitais sa déclaration (reproduite dans les documents de Krioutchkov) du 10 mai 1917 : *"Je ne peux pas prendre le nom de bolchevique. On ne peut exiger que je reconnaisse le bolchevisme !"* Krioutchkov écrivait ensuite : *"Si l'on est d'accord avec le fait que le bolchevisme était la seule expression et la seule mise en œuvre du marxisme en Russie, alors, il faut bien en tirer la conclusion : celui qui ne voulait pas se reconnaître bolchevique, volontairement ou non, proclamait qu'il refusait le marxisme."* A la fin, discutant l'affirmation d'Abramson, qui avait écrit que Trotsky *"était le marxiste le plus éminent après la mort de Lénine"*, Krioutchkov utilisait à nouveau cet épisode : *"Est-ce que le marxiste le plus éminent, ou même simplement un marxiste aurait pu déclarer qu'on ne pouvait lui demander de se reconnaître bolchevique, et donc reconnaître son non-bolchevisme ? La réponse est évidemment non. Et Trotsky a refusé de se déclarer bolchevique moins de six mois avant la révolution d'Octobre."* Toujours la même méthode : frapper ses auditeurs par une citation saisissante, en utilisant leur ignorance des faits réels.

J'ajoute à ce que j'ai dit au plénum que l'inculture de Krioutchkov était doublée d'impudence. Il ne pouvait pas ignorer que le groupe inter-rayons est entré au Parti bolchevique sur la base précisément de leurs positions communes, sur le plan théorique et politique. Il reste à résoudre une tâche d'une insondable difficulté : si la première organisation est marxiste, et que les positions de la seconde sont identiques à celles de la première, la seconde est-elle marxiste ?

Il est possible que les partisans de Krioutchkov soient peu au fait des relations entre Lénine et Trotsky, mais il n'est pas difficile de reconstituer les raisons qui ont poussé ce dernier à prononcer les paroles qu'il a prononcées le 10 mai 1917. Après les *Thèses d'avril,* Lénine avait été accusé de passer sur les positions de Trotsky, ce qu'il refusait d'admettre. Quant à Trotsky, à son arrivée en Russie au début mai, on le félicita aussitôt de ce que les bolcheviks avaient adopté ses positions. Quoi qu'il en soit, Lénine et Trotsky, indépendamment l'un de l'autre, avaient élaboré une position identique (!) sur la révolution qui avait commencé. Après des années de discussions, d'accusations réciproques (pas toujours fondées, d'ailleurs) et même d'injures, aucun des deux ne voulait reconnaître qu'il avait adopté les positions de l'autre. *"Les bolcheviks se sont débolchevisés, je ne peux pas prendre le nom de bolchevik..."* (telle est la citation exacte), déclarait Trotsky. Mais les positions étaient identiques. Et si Krioutchkov considère que Lénine, en mai 1917, était marxiste, il doit admettre que Trotsky l'était aussi, en tout cas à ce moment. Même si ce dernier refusait, à ce moment, d'être appelé bolchevik.

Une autre considération permet d'affirmer qu'il était un "éminent marxiste". Sa position, il l'avait élaborée lui-même. De nombreux bolcheviks avaient été tout simplement interloqués par les *Thèses d'avril,* n'avaient pas immédiatement accepté la démarche qu'elles induisaient, il avait fallu toute l'autorité de Lénine. Cette autorité n'avait pas été nécessaire à Trotsky. Ce n'est pas pour rien que Trotsky était le dirigeant des inter-rayons, et que, une fois entré au Parti bolchevique, il n'y avait pas seulement occupé une place importante, mais

s'était trouvé à la tête de la préparation pratique et de la mise en œuvre de l'insurrection armée d'Octobre. Abramson citait dans son article le témoignage de Staline lui-même ! Krioutchkov ne l'avait "pas remarqué", pas plus que la référence à John Reed.

Les autres arguments contre Trotsky étaient d'aussi peu de poids, en tout cas en ce qui concerne la période ouverte par 1917. Mais le leader du PRC n'avait pas besoin de la vérité. Il lui fallait à tout prix forcer le comité exécutif à adopter une résolution "agréable" aux staliniens.

La lutte entre la fraction stalinienne et "l'Opposition de gauche" ne pouvait pas ne pas mener à la scission et à la terreur qui a suivi contre les opposants. L'unité actuelle du PRC ne pourrait être maintenue si la résolution de Krioutchkov était adoptée ; ce dernier le savait et préparait sciemment l'expulsion des gêneurs du PRC. Je terminais mon intervention par ces mots.

L'intervention de Dianova, élue la veille au CCC (1), est précieuse pour caractériser ce qu'est devenu le PRC. Elle déclara : *"Je respecte beaucoup le* Communiste de Leningrad, *je le lis avec intérêt. Mais voilà que j'ouvre un numéro et... quelle horreur ! Je vois une photographie et un commentaire qui dit que des membres du PRC de Leningrad sont venus se recueillir sur les tombes des victimes de la répression stalinienne. Comme de vulgaire démocrates !"*

Une autre dame agréable est intervenue, T. V. Kaliberda : *"On dit qu'il n'y a pas de trotskystes chez nous. Mais Ioura* (c'est moi), *il est bien trotskyste ! Regardez, dans le* Bulletin de discussion, *il écrit que nous avons eu une société d'exploitation, que ce n'ait pas été le socialisme d'accord, mais..."*

Pauvre Tatiana Vassilievna ! Elle ne sait pas que la théorie du capitalisme d'Etat est combattue par les trotskystes depuis des décennies, que dans cette question, c'est elle, précisément, qui est plus proche des positions de Trotsky qu'elle veut tellement condamner...

Le vote donna 14 pour la résolution de Krioutchkov, 8 pour celle de Novikov. Sur les 8, 6 de Leningrad, qui "avaient eu le temps" de discuter dans leur organisation de l'adresse que nous avions rédigée avec Breïman. D'ailleurs, leur niveau théorique était supérieur à la moyenne dans le PRC.

C'est ainsi que fut adoptée une résolution qui disait que *"le PRC ne soutient pas le trotskysme (les positions trotskystes)"* et que *"le PRC ne voyait pas de fondements à la réhabilitation de Trotsky"*. Devant qui ? Devant qui refusions-nous la réhabilitation du second dirigeant, après Lénine, de la révolution d'Octobre ?

Je quittais le plénum en disant : *"Le PRC n'existe plus pour moi."*

Ensuite, j'ai reçu une lettre d'Abramson, où il m'appelait à ne pas quitter le PRC, car, disait-il, 8 voix sur la résolution de Novikov, c'était une bonne base pour redresser la ligne politique du parti.

Mais, premièrement, l'expérience montre qu'un tel redressement "de l'intérieur" conduit le plus souvent à la dégénérescence de l'aile révolutionnaire elle-même, dans le meilleur des cas cette dernière doit de toute façon aller à la scission.

Deuxièmement, et c'était encore plus important, parce qu'autrement, cela aurait eu un sens de rester avec le groupe marxiste révolutionnaire dans le PRC pour, plus tard, le convaincre, et quitter de façon organisée le parti pour constituer une nouvelle organisation. Mais le problème était justement que la résolution de Novikov ne pouvait servir de base à un tel groupe. Par exemple, elle affirmait que *"les divergences entre trotskystes et staliniens n'étaient pas primordiales, ce qui était primordial c'était les différences fondamentales de classe entre réformistes et révolutionnaires. Pour cette raison, la division entre trotskystes, staliniens et maoïstes n'avait aujourd'hui qu'un caractère formel, qui masquait l'unité sur les questions réellement importantes de l'étape où nous nous trouvons."* Autrement dit, on proposait d'unir les révolutionnaires trots-

(1) Organisme de coordination entre divers partis "communistes".

kystes, staliniens, maoïstes, etc., ce qu'on aurait pu traduire par le mot d'ordre : *"Révolutionnaires de toutes les organisations révolutionnaires et contre-révolutionnaires, unissez-vous !"* Il était difficile de se tromper soi-même plus lourdement. Sur cette voie, nous perdrons cent ans en vaines luttes, si, bien sûr, quelqu'un d'autre, entre-temps, ne conduit pas la révolution à la victoire.

Ce ne sont pas seulement des mots. Ceux qui ont voté la résolution de Novikov se comportent ainsi en pratique. Avant la question du "trotskysme", on a discuté de celle d'un bloc électoral avec le PCOR. Et ceux de Leningrad, non seulement ont voté "pour", mais ont soutenu dans leurs interventions cette union avec les staliniens. J'ai été le seul à voter contre et à exiger la rupture avec les staliniens, et le rapprochement avec les groupes internationalistes et antistaliniens, même s'ils ont peu de membres.

Encore un point inacceptable pour un marxiste. Novikov met au compte des erreurs de Trotsky *"la rhétorique anti-Comintern des années 1930"* et affirme qu'il était *"indispensable de s'opposer aux critiques infondées de Trotsky envers l'URSS et le Comintern"*. En fait, il s'agissait de reconnaître la justesse de la politique stalinienne (en fait, menchevique) de Front populaire, même en reconnaissant quelques "erreurs" et quelques crimes (par exemple, les crimes du NKVD en Espagne). Et donc, il n'y avait plus dans le PRC ni pour quoi, ni avec qui lutter. La plupart de ceux sur qui on aurait pu compter comme marxistes (effectifs ou potentiels) étaient déjà partis.

Pendant longtemps, j'avais considéré Krioutchkov comme un stalinien modéré, dont on ne pouvait espérer qu'il devienne communiste, mais, en tout cas, honnête. Dans sa lutte contre le "trotskysme", il est apparu comme un apparatchik sans principes.

Quel est le résultat de sa "victoire" ? C'est très clair. Non seulement le PRC s'est transformé, de "parti de théoriciens", en un parti d'incultes politiques, mais il n'a plus aucun intérêt pour personne. Entre lui et les marxistes-internationalistes, un gouffre s'est creusé. Mais les adeptes du Grand Timonier n'ont aucun besoin de lui ni du PRC. Les staliniens du monde entier ont d'autres hommes de confiance, les Ziouganov, Tioulkine, Anpilov, Prigarine, Andreeva, etc. Le PRC, avec son passé "trotskyste", inspirera toujours la défiance. Et il est trop petit pour qu'on lui prête attention.

Tout a son temps, Anatoli Victorovitch. Votre grand prédécesseur, en tout cas, régnait sans partage sur un immense empire. Vous n'êtes que l'auge cassée d'un parti dont personne n'a besoin. Adieu.

Et le PRC suit le chemin qu'il a choisi. Le 7 novembre, nous avons pu contempler à la télévision Krioutchkov en compagnie de Terekhov, Anpilov, Limonov. Le chef du PRC a-t-il lu le programme du Parti national-bolchevique, le parti de Limonov (2) ? *"L'empire de Gibraltar à Vladivostok sur la base de la civilisation russe... L'Etat total. Les droits de l'homme doivent céder la place au droit des nations... L'autarcie économique complète."* Dignes élèves du Führer et du Duce.

Mais qu'importe. Le Parti communiste grec n'en voudra pas à Krioutchkov. Les partisans de Limonov, ce ne sont pas des trotskystes.

Novembre 1998

---

(2) Parti ultra-nationaliste dirigé par l'écrivain Limonov, qui prônait lors des dernières élections l'alliance avec le parti fasciste de Barkachov, dit RNE, et prône un accord avec les sectes religieuses (NDLR).

Pour le dixième anniversaire de la fondation du PRC : souvenirs et réflexions

(I. G. Abramson)

ON peut se souvenir des événements en s'entourant de tous les documents d'archives. C'est ce que font les historiens consciencieux. On peut aussi exposer les événements tels qu'ils se sont gravés dans la mémoire des participants. Dans le second cas, la subjectivité est inévitable. Mais si l'on regroupe les récits de nombreux participants, on peut donner du relief au tableau historique, en avoir une vue stéréoscopique.

Ainsi donc, l'échec du putsch, l'interdiction du PCUS, l'effondrement moral et, après sa libération, la conduite indigne du "prisonnier de Foros", Gorbatchev, l'euphorie d'Eltsine, Gaïdar, Sobtchak et autres meneurs de la contre-révolution bourgeoise, tous les Stankevitch au petit pied et autre menu fretin politique remportant une facile victoire, tandis la majorité du peuple travailleur soviétique observe un éloquent silence.

Il est clair que la mort subite du PCUS et des Soviets en 1991 est l'aboutissement légitime du processus engagé à la fin des années 1920 par Staline et son entourage, abandon du plan léniniste de développement socialiste, extermination du noyau bolchevique, dégénérescence morale et politique de la nomenclature du parti et des soviets.

Bien, mais, à partir de là, que faire ?

Première décision, ne pas prêter attention et même mépriser le nouveau conformisme de masse des prétendus communistes, dont les uns ont rompu avec le parti, les autres se sont soumis au décret de dissolution ; continuer à se considérer membre d'un parti marxiste, léniniste, comme s'il fonctionnait encore. Pour cela, je me fixai une ligne de conduite : participer à toutes les manifestations antigouvernementale menées sous des mots d'ordre soviétiques et continuer à payer régulièrement mes cotisations, je versais les sommes correspondantes (d'août à novembre 1991) sur le compte de la *Pravda*.

Deuxième décision : rechercher activement des communistes que la contre-révolution d'août n'ait pas brisés, et cherchant également la réponse aux questions douloureuses d'une si facile victoire pour, avec eux, reconstituer le parti sur de nouvelles bases, un parti de marxistes, pas un "ordre de porte-glaives" (1).

Cette seconde décision m'amena à l'ancienne Maison de l'éducation politique, place de la Dictature prolétarienne, où se rassemblaient, s'étant déjà trouvés, ceux qui voulaient faire renaître un véritable parti léniniste, parti de combat. Le PCOR existait déjà, mais sa combativité apparente était étouffée par son programme tourné vers le passé, ce qui signifiait que ce parti n'avait pas d'avenir. Je me sentais en phase avec ceux qui se situaient dans la ligne de la Plate-forme marxiste dans le PCUS. Parmi eux, se distinguaient dans les âpres discussions Evgueny Kozlov, Alexeï Protassov,

(1) Définition du Parti communiste russe donnée par Staline (NDLR).

et les tout jeunes Vladimir Soloveïtchik, Igor Gotlib, Vladimir Guerassimov.

En octobre, un autre parti encore tint son congrès de fondation. Je pris part à ses travaux avec 17 autres délégués de Leningrad. Je n'avais pas d'objections aux discours des principaux orateurs. Dans l'ensemble, ils dressaient un tableau exact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Mais dans les déclarations programmatiques, on ne sentait pas la clarté marxiste de classe, il n'y avait aucune allusion à une perspective communiste. Une vive discussion s'engagea sur le nom du parti. Le comité d'organisation tenait à sa formulation : "Parti socialiste des travailleurs". Nombre de délégués ne comprenaient pas pourquoi il refusait la définition de "communiste", d'autant plus qu'ils savaient que A. Denissov et d'autres membres du comité d'organisation menaient une lutte juridique acharnée pour l'abrogation du décret de dissolution. N'y tenant pas, pendant une interruption de séance, nous sommes allés voir Rybkine. A titre d'ultime "argument", il nous dit : *« Est-ce que vous ne comprenez pas que Nikolaï Fedorov* (alors ministre de la Justice, aujourd'hui président de Tchouvachie) *est à la botte d'Eltsine et qu'il n'enregistrera jamais le parti s'il s'appelle "communiste" ? »* C'était clair pour moi, ce n'était pas mon parti. Et finalement, le PST (2), qui avait d'abord fait un certain bruit, édité un assez bon journal, manifestera une totale absence de ligne politique, jusqu'à des alliances électorales douteuses avec les organisations cosaques, et finira par disparaître pratiquement comme force politique indépendante.

En décembre, se tint le congrès de fondation d'un parti basé sur les principes de la Plate-forme marxiste. A la Maison de la culture de Jeleznodorojny, près de Moscou, se réunirent une centaine de représentants des villes de Moscou, Leningrad, des districts de Moscou, Voronej, Iaroslav, Vologda, Rostov, Sverdlovsk, Gorki, des régions de Khakassine et de Iakoutie, du Tatarstan, de Bachkirie, de Krasnoiarsk et autres régions de Russie. La délégation de Leningrad était active et unie.

Je voudrais dire quelques mots de l'intervention de Iouri Belov et des rencontres que j'ai eues avec lui. Parmi les communistes de Leningrad et leurs partisans, Iouri jouissait d'un respect mérité pour la façon dont, en tant que secrétaire de région du PCUS, il avait soumis à une critique vive et argumentée la politique de Gorbatchev et de son proche entourage, dans un article courageux, paru à l'automne 1990 dans la *Komsomolskaïa Pravda*. Et à notre congrès de fondation, portant une appréciation élogieuse sur le caractère scientifique de nos textes programmatiques et notre tradition léniniste dans la construction du PRC, il déclara que, de tous les partis qui avaient surgi à la place du PCUS interdit, le PRC lui était le plus proche et qu'il était prêt à y entrer quand les communistes de Leningrad et de sa région qui n'étaient encore entrés dans aucun parti et n'avaient pas quitté le PCUS auraient décidé de leur avenir. Il me redit la même chose dans le train de banlieue qui nous ramenait à Moscou.

Malheureusement, deux ans ne s'étaient pas écoulés que le point de vue de Belov sur le PRC avait totalement changé. Ces principes dans le programme et les statuts qui lui avaient tant plu lors du congrès de fondation étaient devenus la base de fonctionnement de notre parti. Mais à cette époque, le PC-FR était né à la place du PC de la RSFSR (3) et Belov, devenu son dirigeant à Leningrad et membre, avec Ziouganov, Kouptsov et les autres, de son présidium, avait abandonné les positions marxistes, de classe, internationalistes, pour passer sur des positions national-patriotiques, étatiques, néo-staliniennes et — le chemin est court de l'amour à la haine — menait une campagne de diffamation publique contre le PRC, nous collant l'étiquette d'*"organisation trotskyste"*. J'ai déjà écrit dans *Le Communiste de Leningrad* (n° 1/22, 1998), dans l'article *"Pour un éclairage objectif de la révolution d'Octobre"*, que ceux qui s'en pren-

(2) Parti socialiste des travailleurs de Roy Medvedev, aujourd'hui disparu.

(3) Le PC de Russie s'était formé en 1990 face au PCUS de Gorbatchev.

nent à Trotsky, ignorant son activité révolutionnaire pendant les journées d'Octobre, la guerre civile, les premières années du pouvoir soviétique, attaquent par là même Lénine, dont Trotsky était le plus proche compagnon d'armes.

Iouri Belov, historien confirmé, ne peut pas ignorer que Lénine, pourtant avare d'éloges, parlant du travail de Trotsky depuis 1917, le qualifiait de *"meilleur bolchevik"* et *"d'homme le plus capable du comité central"*. Même si, comme il l'a ajouté dans sa *"Lettre au congrès"*, il était *"trop sûr de lui et passionné par le côté administratif des choses"*.

Un autre souvenir est douloureux. Entre les deux premiers congrès, une discussion acharnée et fructueuse s'est menée dans notre organisation sur deux projets de programme. La majorité s'est prononcée en faveur du projet dont les principaux rédacteurs étaient Slavine et Novikov. Ce programme est devenu notre drapeau théorique, qui distingue nettement le PRC des autres partis qui portent le nom de communiste. Mais que sont devenus ses auteurs ?

Slavine, malheureusement, a quitté le PRC quand s'est formé le PCFR, s'imaginant naïvement qu'en y entrant, en faisant partie du premier comité central, il pourrait prévenir le glissement de sa direction hors du marxisme révolutionnaire, créateur. Bien sûr, il n'a rien pu faire. Mais tout le mouvement de gauche lui doit beaucoup, pour sa dénonciation systématique de l'opportunisme de l'actuelle direction du PCFR. A commencer par sa lettre ouverte à Ziouganov, *"Le renoncement au marxisme causera la perte du parti communiste"*, et jusqu'au grand article paru en 2001 dans *Alternatives,* n° 2, *"Socialisme ou stalinisme ?"*.

Novikov, lui, est resté jusqu'après le Ve Congrès à la direction du Parti russe des communistes, il a vainement tenté de s'opposer à l'étouffement du noyau marxiste de ses fondateurs, en particulier de l'organisation de Leningrad, à l'abandon accéléré de tous ses fondements idéologiques et organisationnels. Il mérite notre fraternelle compassion. On peut imaginer sa souffrance à l'enterrement, je veux dire à l'entrée des restes du parti dans le PCOR, à l'enterrement d'une organisation politique où il avait tant mis de lui-même. Mais la cause du parti né en 1991 est vivante, le Parti régional des communistes défend son programme et, avec d'autres forces de gauche, mène la lutte contre le capitalisme national et international. Il serait parfaitement logique que S. A. Novikov, suivant l'exemple de Ksandrov, Chvalev, Pougatcheva, rejoigne nos rangs.

Comme Lénine, nous devons apprendre de nos succès, mais encore plus de nos défaites, de nos erreurs et de nos échecs.

Pourquoi l'actuel Parti russe (révolutionnaire) des communistes sombre–t-il dans le néant politique ? Les raisons sont nombreuses. La principale est la suivante. La direction du parti et la plus grande partie de ses dirigeants, prisonniers des dogmes vieillis du "marxisme-léninisme" stalinien, n'ont pas su résister à la pression politique et psychologique petite-bourgeoise et, avec une impatience puérile, sont tombés dans l'aventurisme et ont perdu leurs membres restés fidèles au programme et aux statuts initiaux du parti, et donc leur base sociale objective.

Que faire maintenant, nous qui gardons dans la patrie de la révolution d'Octobre le drapeau rouge révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine ?

Rester fidèles à nos buts stratégiques et à notre tactique, récemment collectivement affinée.

Enrichir l'expérience que nous donne notre participation active au Comité d'unité d'action, qui organise les actions de protestation des collectifs de travailleurs.

Réanimer l'activité à tort mise en sommeil du Mouvement pour la constitution en Russie et en CEI (4) d'un parti ouvrier réellement marxiste

Développer le succès de Gênes de notre activité internationale, renforcer la collaboration engagée avec le Parti des travailleurs en France, le Parti ouvrier

(4) Communauté des Etats indépendants, qui rassemble douze Etats de l'ex-URSS.

révolutionnaire de Grèce, le centre balkanique Racovsky, établir de nouveaux liens avec les organisations étrangères qui nous sont proches.

Continuer un travail intensif sur les questions de la théorie marxiste, en renforçant, dans ce domaine comme dans d'autres, nos contacts avec le mouvement politico-social d'*Alternatives*.

Notre activité dans toutes ces directions, ainsi que la responsabilité de chaque, je dis bien chaque membre de notre parti dans la diffusion de la presse du parti, portera ses fruits, c'est-à-dire permettra la croissance de l'influence de notre parti et du nombre de ses membres.

Il serait, à ce propos, légitime de tenir, pendant l'été 2002, année du 85e anniversaire de la révolution d'Octobre, une conférence internationale, théorique et pratique, "Le grand Octobre et l'actualité : leçons des victoires et des défaites". Il me semble qu'en collaboration avec d'autres participants du Mouvement pour un parti ouvrier et d'*Alternatives*, nous pourrions, à l'échelle qui est la nôtre, remplir cette tâche. Ce serait très utile, en premier lieu pour nous.

Dix ans de travail sont derrière nous. Devant nous, de nouvelles escalades sur des chemins inconnus. Mais nous nous sommes renforcés dans la lutte, nous avons en mains une arme puissante, le marxisme révolutionnaire, nous ne manquons pas d'optimisme historique, *"l'Internationale sera le genre humain"*.

I. G. Abramson,
le 9 octobre 2001

Marcello Braccini : lettre ouverte à la fondation Feltrinelli

La rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier* a reçu en mai 2002 le texte, reproduit ci-après, d'une lettre ouverte rédigée par Marcello Braccini pour protester contre l'inclusion de Léon Trotsky dans une liste de *"bourreaux responsables de la répression en URSS"* aux côtés de Vychinski, le procureur des procès de Moscou, Ulrich, le président du collège militaire de la Cour suprême, Jdanov, l'organisateur de la chasse aux intellectuels, Vorochilov, qui envoya à la mort l'écrasante majorité des chefs de l'Armée rouge, des officiers et des sous-officiers.

Les faits que dénonce sa lettre et la protestation de Marcello Braccini sont suffisamment éclairants pour qu'il soit nécessaire de reproduire le texte de ce document.

Ajoutons deux points : la fondation Feltrinelli a été créée par Giacomo Feltrinelli, qui était membre du Parti communiste italien stalinisé, qui y appartint entre autres lorsque Palmiro Togliatti, exécuteur des basses œuvres de Staline en Espagne et en Italie, en était le secrétaire général. Cette fondation a été longtemps la vitrine officieuse du stalinisme italien. Cela lui donne une autorité particulière pour inclure les victimes de Staline (Zinoviev, Trotsky) parmi les bourreaux du régime.

Interrogé par nos soins, un représentant de la fondation Feltrinelli nous a répondu qu'ils s'étaient contentés de traduire en italien la liste des "bourreaux" établie par le Mémorial russe.

Ce discours "idéologique" que Marcello Braccini évoque dans sa lettre ouverte n'a rien de nouveau. C'est le discours de l'historien américain Richard Pipes, pendant les années 1980 membre du Conseil de sécurité de Ronald Reagan. La seule nouveauté, c'est qu'une institution comme la fondation Feltrinelli le reprenne et le présente sous des couleurs de "gauche"...

vittime e carnefici Pagina 1 di 1

Elenco dei principali responsabili ed esecutori delle repressioni

indietro

- **Sverdlov Ja.M.** - presidente del Comitato Esecutivo Centrale Panrusso (1917-1919)
- **Trockij L.D.** - commissario del popolo alle Forze armate, presidente del Consiglio militare rivoluzionario (1918-1925)
- **Ul'rich V.V.** - presidente del collegio militare della Corte suprema (1924-1948)
- **Vorošilov K.E.** - membro del Politbjuro del Comitato Centrale (1934-1956), commissario del popolo alla Difesa (1925-1940)
- **Vyšinskij A.Ja.** - procuratore dell'URSS (1935-1939)
- **Ždanov A.A.** - membro del Politbjuro del Comitato Centrale, segretario del Comitato Centrale (1934-1948)
- **Žukovskij S.B.** - vicecommissario del popolo agli Affari Interni (1938)
- **Zakovskij L.M.** - capo della direzione leningradese dell'NKVD (1934-1938)
- **Zavenjagin A.P.** - vicecommissario del popolo (viceministro) agli Affari Interni (1941-1951)
- **Zinov'ev G.E.** - membro del Politbjuro del Comitato Centrale (1921-1926)

http://www.gulag-italia.it/w2d3/v3/view/feltrinelli/gulag/biografie/carneficilist

"Lettre ouverte aux amis et compagnons sur les victimes italiennes du stalinisme. Contre tout totalitarisme"

Au docteur Carlo Feltrinelli,
président de la fondation Feltrinelli

Turin, le 13 avril 2002

Honorable docteur Feltrinelli,

C'EST avec un profond sentiment d'indignation et aussi de dégoût que j'ai trouvé sur le site www gulag-italia, ouvert par la fondation Feltrinelli et introduit par elle lors de la rencontre du 10 avril, l'inclusion de Léon Davidovitch Trotsky dans la *"Liste des principaux responsables et organisateurs des répressions"*, sous le titre de *"Bourreaux"*.

Au cas où vous et vos collaborateurs l'auraient oublié, en août 1940, Léon Trotsky est tombé sous les coups d'un assassin à la solde des services secrets soviétiques, et qu'outre sa vie, Trotsky a payé comme prix aux répressions staliniennes la vie de sa première femme et de ses deux fils. Pendant toutes les années 1930, Trotsky a été le symbole et l'animateur de la critique communiste, de Boris Souvarine à Andrès Nin, de Pietro Tresso à George Orwell, lorsque les anarchistes et les trotskystes affrontaient ensemble les staliniens dans les rues de Barcelone au nom d'une révolution libertaire. Carlo Rosselli (1) parla avec admiration de Trotsky et Léo Valiani (2) en parla avec sympathie. Lorsqu'il fut assassiné, Angelo Tasca (3) écrivit un article qui soulignait ses erreurs et les désaccords qu'il avait avec lui, mais toujours avec un grand respect. Et franchement, quand, en 1980, la fondation Feltrinelli organisa une rencontre internationale à Follonica pour le 40e anniversaire de sa mort, elle ne s'aperçut pas qu'elle célébrait un "bourreau". Mais les temps ont changé... et les opinions ont dérapé.

Certains des rapporteurs de la rencontre du 10 avril ont voulu la dédier à Dante Corneli. Mais vu la solide amitié et les contacts étroits que j'ai eus avec

Notes de la rédaction :

(1) Carlo Rosselli : fondateur avec son frère Nello du mouvement antifasciste socialisant Giustizia i Liberta. Participe à la guerre d'Espagne. Les deux frères Rosselli sont assassinés en France en juin 1937 par les services secrets de Mussolini.

(2) Léo Valiani (1909-1999) adhère au PC italien en 1929, en a été exclu en 1940 après avoir critiqué la ligne de l'Internationale communiste et demandé la *"réhabilitation des trotskystes"*, puis fonde le Parti d'action.

(3) Angelo Tasca (1892-1960) : membre du bureau politique du PC italien, membre de l'exécutif, du présidium et du secrétariat de l'Internationale communiste de 1928 à 1930. Evincé comme "droitier", il ralliera la SFIO une fois installé en France.

Dante Corneli dans les dix dernières années de sa vie, je peux assurer qu'il aurait rejeté cet "honneur". Le "ressuscité de Tibur" a toujours répété qu'il ne se "repentait" pas du choix communiste qu'il avait effectué en 1921. Dante Corneli considérait qu'il avait suffisamment payé ses erreurs et ses illusions avec les vingt-quatre ans de déportation en Union soviétique. Il avait rompu avec le communisme et il critiquait aussi Trotsky, mais il n'était certainement pas revenu en Italie pour s'asseoir à la table des libéraux et des catholiques, et lorsqu'un dirigeant du PCI osa mettre sur le même plan Staline et Trotsky, il reçut de sa part une réponse cinglante. Dante Corneli n'avait aucune raison d'avoir honte de son passé de militant communiste, car il n'avait jamais eu affaire ni avec Staline ni avec Togliatti. De la même manière, il serait tout à fait absurde d'étendre la responsabilité de Togliatti dans les crimes de Staline à Bordiga et à Gramsci.

Je peux dire également que pas même Pia Piccioni, la veuve de Vincenzo Baccala (4), n'aurait eu l'idée de traiter Trotsky de bourreau. Et même Nella Masutti, socialiste française, veuve d'Emilio Guarnaschelli, n'a eu aucune difficulté à rappeler son séjour et celui de son mari tout près du cercle polaire, aux côtés d'orateurs trotskystes que j'avais personnellement invités. A une époque où l'on compare Ramallah à Auschwitz, il est bon de rappeler que Cronstadt n'était pas la Kolyma.

Les opinions des victimes sont diverses et certainement toutes dignes de respect ; certaines sont liées à la redécouverte de la religiosité, parfois même, quoique rarement, avoisinent le fascisme *(ici, une ligne du texte a sauté).* La responsabilité première de tout est celle de Staline, de Togliatti, de la bureaucratie. Mais, comme historien du mouvement ouvrier, permettez-moi de m'étonner de la légèreté désinvolte avec laquelle les noms de Lénine et de Sverdlov, morts dans les premières années qui ont suivi la révolution (ainsi que ceux de Kamenev, Zinoviev, Boukharine et Rykov, alors écartés du pouvoir), sont cités sur le registre des *"bourreaux"* aux côtés de Staline, Iagoda, Iejov, Vychinski, Beria, etc., alors que le nombre des détenus, d'après votre propre graphique, était à cette époque au même niveau qu'en 1912 à l'époque tsariste...

Des procédés de ce type, qui annulent les différences politiques et morales, et mettent sur le même plan tout et tous, me semblent relever plus de la propagande politique (et de la plus grossière, en plus) que de la recherche historique démocratique, visant à déterminer la vérité et la complexité des situations en se référant à certains paramètres idéaux de liberté et de justice.

A la fin de la rencontre du 10 avril, j'ai entendu plus de voix exprimer la surprise et l'incrédulité face à la "tonalité" générale des rapports, inattendus surtout dans la "maison Feltrinelli". Les commentaires les plus bienveillants soulignaient le ton "glacé" des analyses, mais j'ai entendu aussi des insultes. En effet, j'ai beau partager la condamnation la plus dure du stalinisme et des responsabilités politiques et morales de Togliatti, trop longtemps dissimulées, je ne puis accepter des procédés ultra-simplificateurs, qui ignorent que le communisme est né des courants démocratiques de la pensée sociale européenne, et non de théories colonialistes et racistes.

Si l'on ne tient pas compte de cela, on ne s'explique pas le retour périodique de pulsions communistes, malgré la présence d'une bureaucratie criminelle.

Les portions de votre site ouvertes jusqu'à aujourd'hui au public me confirment que la perplexité d'une partie du public est fondée.

Est-ce confusion ou "mutation génétique" de la fondation Feltrinelli ?

Marcello Braccini

(4) Militant italien déporté au Goulag.

La chasse aux trotskystes dans les archives du comité central du Parti communiste soviétique et de l'Internationale communiste

(Jean-Jacques Marie)

La chasse aux trotskystes

A dater de ce numéro, nous publions des documents figurant dans les archives du comité central du Parti communiste soviétique et de l'Internationale communiste.

En ce qui concerne l'Internationale communiste, il s'agit de documents rassemblés au RGASPI (ancien TSKHIDLI, anciennes archives du comité central gérées par l'Institut du marxisme-léninisme) dans le fonds 495. L'inventaire 20 comporte des dossiers, numérotés 750 à 754, sur le trotskysme.

Le dossier 750, de 79 pages, est un recueil des décisions concernant la lutte contre le trotskysme prises par les organes du comité exécutif de l'Internationale communiste et confirmées par le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste, et par le secrétariat du comité exécutif de l'Internationale communiste entre le 3 février 1937 et le 23 mars 1938 (c'est-à-dire du lendemain du deuxième procès de Moscou jusqu'au lendemain du troisième).

Le dossier 751, de 258 pages, contient la suite des matériaux rassemblés dans le dossier 750.

Le dossier 752, de 195 pages, contient le *"Projet de résolution du présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste sur le bilan du procès des trotskystes"* (variantes diverses).

Le dossier 753, de 142 pages, rassemble des textes regroupés sous les deux rubriques *"Leçons du procès du centre antisoviétique trotskyste"* et *"Matériel d'information sur le trotskysme"*.

Le dossier 754, de 63 pages, rassemble des documents de l'Opposition de gauche unifiée (1926-1927).

Le dossier 755 contient des originaux et des copies de lettres de diverses personnes.

Ces documents et d'autres antérieurs soulignent l'un des aspects de la chasse aux trotskystes (réels ou étiquetés tels sans l'être), à savoir qu'elle est, entre autres, étroitement liée à l'épuration et à la domestication des partis communistes par l'expulsion de tous les éléments qui cherchent les moyens de se battre sur le terrain de la lutte des classes ou qui sont suspectés, à tort ou à raison, d'être en désaccord avec telle ou telle décision de Moscou ou de la direction d'un parti national.

Staline voulait faire du premier procès de Moscou d'août 1936 (puis, plus tard, du deuxième de janvier 1937 et du troisième de mars 1938) l'axe d'une campagne internationale menée par tous les partis communistes du monde, qui devaient donc, tous, leur accorder une place centrale. Le traitement des procès par la direction des divers partis a donc été un élément d'appréciation de sa doci-

lité et de sa capacité à comprendre les signes émanant du Kremlin.

Ainsi, le fonds 495, inventaire 14, dossier 209, contient un document daté de septembre 1936 sur *"La campagne du Parti communiste de Grande-Bretagne"* en liaison avec le procès dit des zinoviévistes et des trotskystes. Le document est sévère : des trois partis de langue anglaise, écrit-il, celui qui a mené *"la campagne la moins efficace"* a été le Parti communiste britannique ; *"le parti américain a été meilleur, mais est resté encore formel dans le traitement du procès"* ; seul le Parti communiste canadien a dès le début réalisé *"dans une certaine mesure la liaison entre le procès et la lutte contre le fascisme et la guerre, et le trotskysme"*.

Ces difficultés sont récurrentes. Le même fonds, même inventaire, dossier 246, contient des pages écrites par M. Raybock, membre du Parti communiste de Grande-Bretagne, datées du 17 janvier 1937 (donc, à la veille du deuxième procès de Mocou), intitulées *"Le trotskysme en Grande-Bretagne"* (avec la précision : *"non destiné à la publication"*). L'auteur avoue ses difficultés : *"Nous ne sommes pas capables de fournir la moindre preuve de liens entre les trotskystes britanniques et la police"* (p. 6). Raybock n'a donc pas compris que le NKVD ne lui demandait pas de trouver des preuves, mais de les fabriquer. Il continue par un second aveu : *"Jusqu'alors, la lutte contre le trotskysme en Grande-Bretagne a été faible"* (p. 6). Il tente de compenser cet aveu par l'annonce que cela va changer : *"Le parti a décidé de prendre des mesures pour développer la lutte contre le trotskysme comme l'une des tâches les plus urgentes du Parti communiste et de la classe ouvrière britannique tout entière."* Mais il ne cite aucune de ces mesures, dont on peut penser, dès lors, qu'elles restent à l'état de projet. La phrase suivante l'avoue avec ingénuité : *"Des mesures doivent aussi être prises* (donc, elles ne sont pas prises) *contre la pénétration de l'idéologie trotskyste dans notre presse et pour nettoyer le* Daily Worker (le quotidien du PC britannique) *et tout le secteur des publications du parti des éléments politiquement douteux."* La lutte contre le trotskysme lie ainsi la campagne de diffamation contre les trotskystes et l'épuration au plus niveau (aucun journaliste du *Daily Worker* n'a le moindre rapport avec les trotskystes britanniques ; ces rapports seront inventés pour purger ceux qui ont pris une position jugée gauchiste sur la révolution espagnole ou sur le bloc de l'URSS et des "démocraties", au premier rang desquelles la City britannique, grande alliée de Salazar et de Franco, etc.).

Les victimes peuvent être très haut placées ; ainsi, le même inventaire 14, dossier 209, contient un document daté du 9 septembre 1936 sur *"La campagne du Parti communiste de Grande-Bretagne en liaison avec le procès du centre terroriste zinoviévo-trotskyste"*. Le bilan est sévère : *"Il est clair, d'après la manière dont le* Daily Worker *a traité le procès des terroristes dans ses colonnes pendant la première semaine, que le Parti communiste britannique n'a pas réagi à l'extrême importance de ce procès du point de vue des intérêts de la classe ouvrière internationale, du combat contre le fascisme et la guerre, de la défense de l'URSS."* L'auteur de la note signale que le *Daily Worker* des 18 et 19 août (le procès a duré du 19 au 23 août) ne dit pas un mot du procès ! Une autre note dictée par Raybock étudie la manière dont le journal du PC britannique a traité le procès et signale qu'il n'y a pas eu non plus un seul mot sur le procès dans le numéro du 20 août du *Daily Worker.*

Un autre document daté du même jour (9 septembre) étudie *"le* Daily Worker *du Parti communiste des Etats-Unis sur le procès des terroristes trotskystes"*. Il y découvre de graves faiblesses.

"Dans la première partie du procès, le Daily Worker *n'a manifestement pas été apte à saisir l'opportunité d'utiliser les preuves données au procès :*

— contre les trotskystes américains ;

— contre le fait que les socialistes de gauche acceptent les trotskystes dans leur parti ;

— contre les éléments qui se battent toujours pour inclure les trotskystes dans

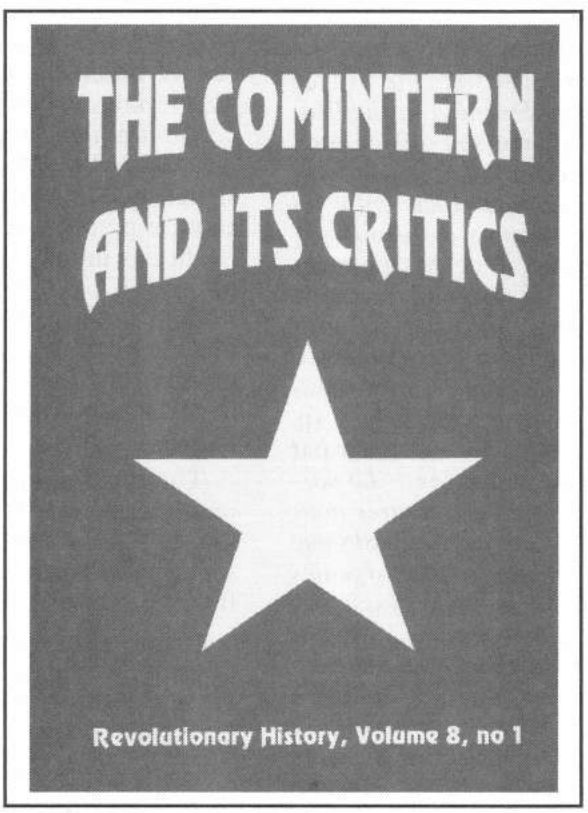
les mouvements de front unique aux Etats-Unis."

Le même dossier 209 contient une lettre d'un certain Mingouline à Ercoli (Togliatti), en date du 2 novembre 1937, dénonçant un article de W. Gallacher, membre du bureau politique du Parti communiste britannique, dans le *Daily Worker* du 28 janvier 1937.

"Cet article, écrit ce Mingouline, *contient toute une série de passages insatisfaisants et mauvais."* Ainsi, Gallacher rappelle qu'en 1917, Zinoviev et Kamenev étaient hostiles à l'insurrection et donnèrent leur démission. Mingouline commente : *"Et c'est tout ! Pas un mot sur leur lutte provocatrice contre la décision du comité central, sur le fait que Lénine les ait qualifiés de traîtres, de briseurs de grève, etc."*

Il reproche ensuite à Gallacher d'écrire que *"Trotsky, sous le contrôle et la direction de Lénine et du parti, rendit des services signalés dans les premières années de la révolution"*... Il est vrai qu'écrire cela après le deuxième procès de Moscou manifeste de la part de Gallacher une incompréhension des exigences du Kremlin. Et pour Staline et le NKVD, de cette incompréhension au refus d'appliquer les directives, il n'y a qu'un petit pas. C'est sans doute pourquoi, en 1944, à la Chambre des communes, lorsque Gallacher protestera contre la répression déchaînée en Grèce par les troupes britanniques contre les résistants et les communistes grecs, Churchill lui expliquera que le soulèvement ouvrier et paysan en Grèce en réponse à la provocation monarchiste et britannique relève du "trotskysme", et qu'en Russie, on n'aime pas du tout cela...

Jean-Jacques Marie



Socialist Platform Ltd, BCM 7646, London WC1 N 3XX.
Porcupine Press, 10 WobumWalk, London WC1 H 0JL.
Typeset by voluntary labour.
Printed in Britain by Intype Ltd, London.

Notes de lecture

Léon Trotsky : *Les Guerres balkaniques*

Serge Klarsfeld : *La Shoah en France*

Une étrange réhabilitation du haut-clergé français sous l'Occupation

LES trois premiers des quatre tomes qui constituent l'ouvrage de Serge Klarsfeld (1) étudient la mise en œuvre, en France, de la politique nazie d'extermination des Juifs. Le quatrième est un volume de photographies d'enfants déportés et, souvent, de leur famille. Le premier tome comporte un chapitre VI, intitulé : *"Le haut-clergé et l'opinion publique contraignent Vichy, en septembre 1942, à mettre fin à son concours massif dans la chasse aux Juifs."*

Serge Klarsfeld affirme : *"A travers les rapports des préfets régionaux et départementaux, on relève un mécontentement à peu près unanime des Français de zone libre confrontés aux brutales mesures anti-juives"* (p. 175).

Cette opinion publique et cette population française également indifférenciées sont tout aussi mythiques que la vision d'une France globalement pétainiste ou d'une France aussi globalement, quoique sourdement, antivichyssoise. Un abîme sépare ceux qui ont salué la divine surprise de la mort de la République, l'interdiction des syndicats, la Charte du travail, le financement de l'enseignement catholique par le gouvernement Laval-Pétain, la dissolution des écoles normales d'instituteurs, l'expropriation des Juifs et le partage de leurs biens, d'un côté, et, de l'autre, ceux qui organisent, dans les faits et les actes, et sous des formes diverses, la résistance à cette politique ou à tel ou tel de ses aspects. Les rassembler avec les indifférents dans la même catégorie, c'est effacer les frontières entre les groupes sociaux et les engagements politiques opposés, c'est réunir indûment des adversaires et de simples spectateurs passifs. Les trotskystes français, dont Serge Klarsfeld ne dit mot, étaient bien isolés quand, dans *La Vérité* (5 décembre 1941), ils dénonçaient le camp de Drancy et écrivaient : *"Il faut partout organiser la solidarité avec les Juifs enfermés. Comme les militants ouvriers, ils sont eux aussi les victimes désignées du fascisme. Camarades, il ne faut pas les laisser mourir ! A bas l'antisémitisme ! Solidarité avec les victimes du fascisme !"* Ils représentaient, certes, un secteur très minoritaire de "la population française" et de "l'opinion publique"...

De même, Serge Klarsfeld nous présente le haut-clergé catholique entier comme un opposant à la politique d'arrestations et de déportation des Juifs me-

(1) Serge Klarsfeld : *La Shoah en France*, quatre volumes, Fayard, 2001. Tome 1 : *« Vichy-Auschwitz, la "solution finale de la question juive en France" »* ; tomes 2 et 3 : *"Le calendrier de la persécution des Juifs en France"* ; tome 4 : *"Le mémorial des enfants juifs déportés en France"*.

née par Vichy. Les formules laudatives abondent sous sa plume, en particulier dans le chapitre VI, où il salue *"la réaction énergique du clergé à l'encontre de la politique gouvernementale à l'égard des Juifs"* (p. 175) et répète inlassablement cette affirmation diversement modulée : *"La désapprobation de la population de la zone libre vis-à-vis des mesures frappant les Juifs apatrides (...) est renforcée et parfois provoquée par le rôle particulièrement efficace joué par le haut-clergé français, guide moral de l'opinion publique (...). Population et clergé se sont épaulés mutuellement dans cette opposition salutaire"* (p. 177).

Serge Klarsfeld salue en particulier *"la décision courageuse du cardinal Gerlier de s'opposer à la livraison des Juifs par Vichy"* (p. 179) et souligne *"la résistance d'une Eglise militante en faveur des Juifs incarnée par le cardinal Gerlier"* (p. 183). Un peu plus loin, nous apprenons que *"le gouvernement fait face à une réelle insubordination du clergé"* (p. 184). D'ailleurs, *"de partout montent vers les autorités françaises, Pétain, Laval ou préfets, des protestations émanant des élites françaises"* (p. 185). *"Le clergé maintient sans faiblir son opposition aux mesures antijuives" (p. 197),* même si Serge Klarsfeld ne cite que quatre noms de prélats, les évêques Saliège, Théas et Chappoulie, et le cardinal Gerlier.

Il note néanmoins que *"le cardinal* (Gerlier) *ne rejette pas en bloc la politique antisémite de Vichy"* (p. 179). D'ailleurs, le mandement du 6 septembre du cardinal définit les limites assez étroites de sa protestation : *"Nous n'oublions pas qu'il y a pour l'autorité française un problème à résoudre et nous mesurons les difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement"* (p. 179). Quel est donc ce *"problème à résoudre"* ? L'obéissance aux exigences nazies ? La présence de Juifs étrangers sur le sol national ? Le cardinal évoque d'ailleurs moins l'inhumanité de la décision même que celle des méthodes utilisées : *"L'exécution des mesures de déportation qui se poursuivent actuellement contre les Juifs donne lieu sur tout le territoire à des scènes si douloureuses que nous avons l'impérieux et pénible devoir d'élever la protestation de notre conscience. Nous assistons à une dispersion cruelle des familles où rien n'est épargné, ni l'âge, ni la maladie."*(Ce mandement soigneusement pesé met ainsi en cause non sur le fond la nature même de la décision gouvernementale, mais ses modalités d'exécution. Au même moment, le gouvernement américain, dans un effort de générosité exceptionnelle, se déclare prêt à délivrer des visas pour 1 000 enfants juifs, avant qu'un nouvel élan d'humanité ne le fasse aller jusqu'à 5 000 !) La protestation de l'évêque Chappoulie est tout aussi savamment mesurée. Transmettant à Pétain les inquiétudes soigneusement pesées du pape, *"personnellement soucieux pour le salut de l'âme du Maréchal"*, il critique le fait de *"retirer en bloc la nationalité française à des hommes et des femmes sous le seul prétexte de leur race"* et propose qu'une *"commission, statuant sur chaque cas particulier, décide de la déchéance de la nationalité française pour des motifs déterminés (tort causé au peuple français par tel ou tel individu) et non pour le motif général de la race"* (p. 296). En un mot, l'évêque Chappoulie propose un tri politique, qui réserverait la répression aux fauteurs de troubles, grévistes (la Charte du travail interdit la grève), prétendus *"terroristes"* et autres révoltés dits apatrides et cosmopolites (comme ceux de la MOI), nombreux chez les Juifs qui avaient fui l'Allemagne et l'Autriche à partir de 1934-1935 et les régimes fascistes ou parafascistes d'Europe centrale et orientale. Trions, et la Gestapo reconnaîtra les siens...

D'ailleurs, Serge Klarsfeld cite une déclaration, dans le même sens, de l'archevêque de Marseille, dont il dit fort aimablement qu'*"il n'a pas une approche exempte de graves préjugés à l'égard de la question juive"* (p. 186). Qu'en termes galants ces choses-là sont dites, car l'archevêque est très clair : *"Nous reconnaissons bien que notre pays a le droit de prendre toutes mesures utiles pour se défendre contre ceux qui, en ces dernières années surtout, lui ont fait tant de mal, et qu'il a le devoir de punir sé-*

vèrement tous ceux qui abusent de l'hospitalité qui leur fut si libéralement accordée" (p. 186).

"Ces dernières années surtout", c'est Juin 36 et la grève générale, c'est la révolution espagnole et l'élan de soutien qu'elle a suscité dans la classe ouvrière française. *"Ceux qui ont fait tant de mal au pays"*, ce sont tous ceux qui ont fait grève en Juin 36, qui ont organisé la grève, qui se sont battus pour les droits ouvriers, qui ont affirmé leur solidarité avec la révolution espagnole. Et l'archevêque de Marseille précise sa pensée : *"Arrêter en masse uniquement parce qu'ils sont Juifs et étrangers des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont commis aucune faute personnelle, etc."*, tout cela est mal. Il faut séparer le bon grain de l'ivraie et ne frapper que ceux qui ont péché, les agitateurs, les gréviculteurs, les volontaires des Brigades internationales, pas les tenants de l'ordre existant...

L'archevêque de Marseille dit la même chose que Chappoulie. Leur choix est politique, même s'il se déguise sous *"les lois sacrées de la morale et les droits essentiels de la personne humaine et de la famille"* (p. 186). Ce choix politique diffère, certes, sensiblement de l'antisémitisme hystérique et exterminateur des nazis, mais il faut le reconnaître pour ce qu'il est : par la bouche de ses dignitaires, l'Eglise oppose en fait un critère social et politique au seul critère racial ou religieux.

A côté de ces critiques et réserves mesurées, il faudrait des tomes entiers pour égrener les citations de soutien des évêques et de *La Croix* à l'ensemble de la politique de Pétain jusqu'à la défaite, même si l'approche de la victoire alliée refroidit peu à peu des enthousiasmes à l'origine mal contenus. Ainsi, l'archevêque de Reims, Marmottin, avait-il prévu le 26 août 1944 un service funèbre des "combattants de la Ligue des volontaires français contre le bolchevisme" (LVF), associés aux compagnies de SS massacreurs de Juifs sur le front de l'Est, mais que l'archevêque jugeait *"tombés au champ d'honneur pour la France et la civilisation"*. D'ailleurs, le cardinal Baudrillart, recteur de l'Institut catholique et membre de l'Académie française, avait dès 1941 invité les Français à s'engager en masse dans la LVF en clamant : *"Ces légionnaires sont les croisés du XXe siècle !"* (2). Or, à ma connaissance, l'Eglise catholique française n'a jamais désavoué le recteur de son Institut catholique...

L'éloge du nazisme par les croisés d'Uriage...

La démocratie-chrétienne elle-même manifestera au lendemain de la guerre une étrange nostalgie pour le nazisme, qui ne révèle pas de traces d'une grande émotion suscitée par la liquidation des Juifs. Dans *Vers le style du XXe siècle*, rédigé, selon la page de garde, *"par l'équipe d'Uriage sous la direction de Gilbert Gadoffre"* (l'équipe d'Uriage comprenait H. Beuve-Méry, J.-M. Domenach, S. Nora, etc.) et publié en octobre 1945, le "bilan du nazisme" n'évoque les camps de la mort (dont tout le monde savait exactement ce qu'ils étaient depuis quelques mois) que par la formule aseptisée : *"Les haras voisinent avec les camps de concentration et les écoles du parti."* Difficile de parler des camps de concentration avec plus de détachement ! On y lit ensuite des lignes bizarrement exaltées :

"Le nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature, capable de comprendre le monde actuel et même de le dominer temporairement. Il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe.

Le nazisme a su affirmer à tous les échelons du commandement un principe d'autorité fondé sur l'initiative et la responsabilité du chef. Il a su trouver des méthodes pour dégager les élites sociales et une aristocratie du commandement.

(2) Voir dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, le texte intégral de l'interview du cardinal Baudrillart.

Le nazisme a restauré le sens de la communauté nationale et uni les citoyens d'un même Etat en leur faisant prendre conscience d'une mission et d'un destin communs (dont l'un des éléments était la liquidation des Juifs jugés étrangers à cette communauté nationale !). *Le racisme a su remédier à la crise démographique de l'Allemagne en réprimant l'avortement."*

Ces démocrates-chrétiens, malgré leurs réserves ultérieures sur l'aspect négatif de ce bilan, manifestent, on le voit, un certain enthousiasme pour certains aspects du nazisme (3). Or Uriage, construite comme école de cadres de Vichy, puis passée dans la résistance à l'occupation allemande en décembre 1942, était étroitement liée à des secteurs du clergé.

De braves fascistes italiens ?

Dans le fil de son hommage au clergé, Serge Klarsfeld rend hommage... aux fascistes italiens et à Mussolini. Il souligne *"le comportement humanitaire des Italiens"* (p. 203), *"l'attitude résolument pro-juive des autorités italiennes"* (p. 209). Puis : *"Les Italiens interdisent l'arrestation des Juifs"* (p. 213). On apprend néanmoins, en passant, que *"le gouvernement italien a informé Laval qu'il ne s'opposait pas aux mesures prises par le gouvernement français vis-à-vis des Juifs français, mais qu'il s'opposait à toute mesure prise à l'encontre des Juifs étrangers"* (p. 214). Voilà un comportement humanitaire un peu restrictif... Cela n'empêche pas Serge Klarsfeld de titrer ces pages *"La protection italienne"*.

Serge Klarsfeld évoque à plusieurs endroits la servilité rampante de Maurice Papon et son empressement préfectoral à aller au-devant même des exigences nazies : dès l'entrée de la Wehrmacht en "zone libre", il ordonna, par exemple, la vérification systématique du port de la mention "Juif" sur les cartes d'identité exigée par les autorités nazies. Mais si Papon est à la fois l'un de ceux qui est allé le plus loin dans la mise en œuvre de la politique pétainiste et l'un de ceux qui, ensuite, a effectué l'une des plus remarquables carrières officielles sous la IVe, puis sous la Ve République, il fut loin d'être le seul à assurer la continuité de l'Etat. Rappelons-nous Georges Albertini, secrétaire général du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, qui sera le conseiller très écouté de plusieurs chefs de gouvernement des deux Républiques ; René Bousquet, ce radical-socialiste chef de la police française sous Vichy, engagé trop loin ou trop haut pour pouvoir poursuivre une carrière politique publique, mais qui put continuer à "servir" à sa manière et sous de hautes protections...

Jean-Jacques Marie

(3) Ce chapitre a été intégralement publié dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5.

Le journal de Dimitrov disponible en allemand

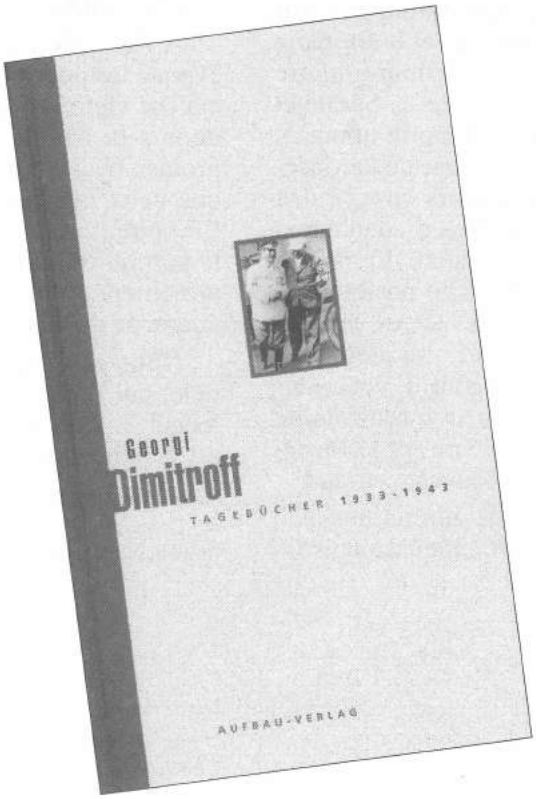
LE journal du secrétaire de l'Internationale communiste de 1935 à sa dissolution en 1943, Gueorgui Dimitrov, a été publié en Bulgarie... et en bulgare, en 1997. Le bulgare n'est pas, pour le moins, une langue accessible à tout le monde.

Les éditions Aufbau Verlag ont publié en deux volumes ce journal en allemand — plus exactement, toute la période couvrant le procès de Leipzig (1), sa préparation, son déroulement et ses suites, et l'Internationale communiste de 1933 à 1943. Y manquent seulement les pages ultérieures jusqu'en 1948.

Le premier volume est constitué par la traduction, le second par une masse de 690 pages de notes, chronologie et documents extrêmement riches et extrêmement précieux établis par Berhard Bayerlein, Wladislaw Hedeler et Birgitt Schliewenz. C'est une véritable somme, qui éclaire à la fois les circonstances dans lesquelles le journal est écrit et les faits auxquels il renvoie ou fait allusion.

Quiconque lit l'allemand et s'intéresse à l'histoire de l'Internationale communiste à l'époque finale de son déclin doit consulter le journal de Dimitrov et utiliser le monument de science que représente le volume de notes et de commentaires.

(1) Procès de Dimitrov, de ses deux camarades bulgares, du président du groupe parlementaire communiste allemand — tous acquittés — et de l'incendiaire au moins apparent du Reichstag, le Hollandais Van der Lubbe, condamné à mort.



Léon Trotsky : *Les Guerres balkaniques* (1)

LES éditions Science marxiste avaient déjà eu l'heureuse idée de publier une édition du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et d'Engels comportant l'ensemble des préfaces écrites lors de la publication du *Manifeste* dans tous les pays du monde jusqu'à la guerre de 1914. Elles viennent de publier en italien et en français le volume édité à Moscou en 1926 et rassemblant l'ensemble des articles rédigés par Trotsky en 1912-1913 lors des deux guerres qui ravagèrent les Balkans en 1912 et 1913.

Trotsky les suivit de très près, sur le terrain, en tant que correspondant du grand journal libéral de Kiev : la *Kievskaia Mysl* ("La Pensée de Kiev"). Au cœur de ces deux guerres, se trouve la question de la Macédoine, alors pour l'essentiel sous domination turque et sur laquelle la Serbie, la Grèce et la Bulgarie avaient des visées. La première guerre dressa la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro contre l'Empire ottoman, assez vite vaincu. Le partage de la Macédoine entre les vainqueurs suscita une crise. La Serbie et la Grèce attaquèrent alors leur ancien allié bulgare. Et lorsque l'armée bulgare fut mise en position délicate par les Serbes et les Grecs, la Roumanie, puis la Turquie, attaquèrent la Bulgarie. A l'issue du conflit, cette dernière fut dépouillée de la quasi-totalité de ses conquêtes antérieures et la Macédoine fut l'objet d'un nouveau partage.

Les Balkans avaient subi un nouveau découpage, qui n'avait fait qu'empoisonner encore plus la question balkanique et poser comme une exigence encore plus vive la Fédération balkanique, à laquelle se sont toujours opposées toutes les grandes puissances intéressées à cultiver la division entre les peuples. La question macédonienne, source première de ce double conflit, est toujours brûlante...

Les articles de Trotsky constituent à la fois une chronique de ces deux guerres, une analyse de leurs causes et de leurs conséquences, une description des effets de la guerre, une étude des systèmes en place, du rapport entre l'autoritarisme et des formes pseudo-démocratiques derrière lesquelles il peut se dissimuler, une série de portraits de politiciens et de dirigeants aujourd'hui bien oubliés, mais dont on peut aisément trouver les équivalents dans le monde d'aujourd'hui.

A l'occasion de ces guerres, Trotsky évoque les pogromes dont les Arméniens étaient victimes dans l'Empire ottoman depuis la fin du siècle précédent, pogromes beaucoup plus sanglants encore que ceux qui frappaient les Juifs dans l'Empire tsariste. A cette occasion, il fait le portrait d'un dirigeant indépendantiste arménien, Andranik, qui participe à la guerre aux côtés des Bulgares.

Nous reproduisons ci-après cet article, qui donne une idée du talent avec lequel Trotsky évoque un personnage, il est vrai, hors du commun.

(1) Léon Trotsky : *Les Guerres balkaniques*, éditions Science marxiste, 2002, 23 euros.

Andranik et ses troupes

ILS ne sont pas peu nombreux, dans le monde, ceux qui croient avoir un destin particulier, ceux qui répugnent à une vie tranquille suivant les voies tracées par l'habitude. Et pourtant, la vie est plus forte qu'eux. Ainsi, même ces hommes, pris entre les bornes de la normalité, doivent s'adapter à son flux monotone. Ils ont un travail, fondent une famille, se plaignent de rhumatismes et dépérissent peu à peu. Ils renaissent quand l'histoire entre dans une nouvelle ère de désordres et de chaos et, au premier appel, ils chaussent leurs bottes et s'abandonnent au rythme irrégulier de celle-ci.

A la tête des troupes volontaires arméniennes qui se sont rassemblées à Sofia, il y a Andranik, un héros légendaire, dont les actions sont célébrées par chansons. De taille moyenne, une casquette sur la tête, de grandes bottes, svelte, les cheveux gris, le visage couvert de rides, de fières moustaches et le menton rasé, Andranik a l'air d'un homme qui, après une longue pause de l'histoire, a fini par se retrouver.

Andranik a quarante-six ans, est né en Arménie turque, et il était menuisier de profession. En 1888, il commença son activité de révolutionnaire dans le *vilayet* de Sivas et, en 1892, il s'unit au parti arménien *Dachnaktsoutioun*. A l'époque de la guerre turco-russe, vers la fin des années soixante-dix du siècle dernier, l'idée d'une insurrection armée contre la domination turque et kurde était de plus en plus populaire en Arménie turque.

Les révolutionnaires pensaient également que la révolte aurait déclenché l'intervention des grandes puissances, avec la Russie au premier rang.

Les agents de la diplomatie de Saint-Pétersbourg s'efforçaient, à cette époque, d'obtenir leur faveur et de les mettre à leur service. Cette phase ne dura pas longtemps : c'est une tout autre politique qui fut menée dès le début du règne d'Alexandre III... La pensée politique d'Andranik se forgea au sein d'activités de carbonaro et de diplomate.

En 1894, il y a eu un massacre d'Arméniens dans le district de Sasun. Une bande armée, envoyée par le *Dachnaktsoutioun*, prit position dans la vallée de Mus, dans les montagnes qui surplombent Sasun. C'est là qu'Andranik reçut son baptême du feu. Par la suite, de 1895 à 1896, à la tête d'un groupe de tchetniks arméniens, il défendit les villages arméniens, s'occupa du transport des armes, les distribua aux habitants et se battit contre les Kurdes et contre de petits détachements de troupes régulières turques. Vers la moitié de 1897, il se rendit dans le Caucase, où il prit contact avec la direction de son parti. Il retourna en Arménie, investi de pouvoirs très étendus et avec un considérable équipement en armes.

En 1899, quelques-uns des meilleurs combattants tchetniks furent tués, aussi Andranik reçut-il le commandement de toutes les organisations du district de Sasun, une zone du *vilayet* de Bitlis parmi les plus adaptées à une guerre partisane. Il eut sous ses ordres trente-huit villages, qui étaient parvenus à une indépendance presque totale et qui étaient habités par des paysans arméniens combattants. C'est là que s'est déroulée l'épopée d'Andranik.

En 1900, l'agha kurde Bâara Khalil, au service des Turcs, tua un éminent révolutionnaire arménien, Serop, appelé par la population Serop Pacha parce qu'il avait rendu Sasun presque entièrement indépendante. Bâara Khalil reçut une médaille de la part du sultan en récompense de cet assassinat. Huit mois plus tard, Andranik vengea le chef arménien. Avec sa bande, il se mit à la poursuite de Khalil, le tua avec dix-sept autres Kurdes et il exhiba, comme un trophée, la médaille que Khalil avait re-

çue d'Abdül Hamîd. La médaille du sultan est encore conservée dans les archives du *Dachnaktsoutioun*, à Genève.

Andranik était désormais célèbre. Les Arméniens se mirent sous son commandement. Il était devenu la terreur des Turcs et les forces armées du sultan lui donnèrent une chasse sans trêve. Aguerri par de continuelles escarmouches, Andranik se retrouva encerclé, en novembre 1901, avec quarante-sept tchetniks, dans le monastère des Apôtres, à une heure de Mus. Un régiment entier de cinq bataillons, sous la conduite de Ferikh Pacha et d'Ali Pacha, assaillit le monastère, qui était bien fortifié. Après de longues et infructueuses négociations, auxquelles prirent part le clergé arménien, le maire de la ville de Mus et quelques consuls étrangers, Andranik décida de prendre le large. Il endossa l'uniforme d'un sous-officier turc assassiné, inspecta les corps de garde des Ottomans et, dans un excellent turc, ordonna de rester sur le qui-vive pendant qu'il indiquait à ses hommes le chemin de la fuite.

S'ouvrit alors une nouvelle phase d'escarmouches, de poursuites et d'attaques... *"Je n'ai jamais attaqué la population turque pacifique. Je luttais contre les bey et l'administration turque."*

Une des plus grandes actions d'Andranik eut lieu deux ans plus tard. Il avait trente-huit ans. Deux bataillons turcs, avec huit gros canons, l'avaient encerclé dans les montagnes de Sasun durant le printemps 1904. Sous le commandement d'Andranik, il y avait 200 combattants armés de fusils à répétition et 800 paysans avec des fusils à pierres à feu. Les négociations se traînaient depuis deux semaines. Le 13 avril, commencèrent les bombardements des villages arméniens. Les partisans, réfugiés dans les montagnes, ne subirent aucun dommage.

Comme il arrive souvent dans ces cas-là, le but principal de cette expédition punitive était de conduire la population paysanne au désespoir et de susciter des sentiments hostiles envers les révolutionnaires, de façon à isoler les partisans et les rendre inoffensifs. Les combats durèrent huit jours sans interruption. Les Turcs perdirent des centaines d'hommes et leurs cadavres furent jetés dans le lac par les tchetniks. Les villages de la région de Sasun furent abandonnés par leurs habitants : près de quatre mille d'entre eux rejoignirent les tchetniks, tandis que les autres trouvèrent refuge dans les villages du *vilayet* de Diyarbekir.

Andranik et ses hommes se retirèrent, s'ouvrant la route en combattant ; ils rejoignirent le lac Van, s'emparèrent de trois embarcations et pointèrent sur l'île de Akdamar, où il y avait un monastère ; trois jours plus tard, ils retraversèrent le lac de nuit, sur les mêmes bateaux, et débarquèrent à Van. Un télégramme arriva à Constantinople, annonçant que la ville était entre les mains d'Andranik. Le consul britannique se saisit de l'affaire. *"Il serait préférable que vous vous en alliez*, dit-il à Andranik, *il y a une guerre actuellement entre la Russie et le Japon, l'attention de l'Europe n'est pas sur vous, il n'y aura donc aucune intervention diplomatique."* Entre-temps, les massacres faisaient rage dans les villages arméniens. Andranik décida d'abandonner l'Arménie. Se déplaçant uniquement la nuit avec sa bande, il réussit, après sept jours, à entrer en Perse. De là, il se rendit dans le Caucase, puis en Russie, et enfin il rejoignit Vienne. Ensuite, il vécut quelque temps à Genève, puis en Egypte et, enfin, il s'établit à Sofia. Là, il fraternisa avec des révolutionnaires macédoniens qui lui étaient proches sur le plan psychologique et sur les méthodes de lutte.

"Je ne suis pas un nationaliste, dit-il pour justifier sa conduite, *je ne reconnais qu'une seule nation : celle des opprimés."*

La vague d'idéalisme qui submergea les masses bulgares, durant la phase initiale de la guerre, a trouvé sa plus claire expression dans les troupes arméniennes. Des hommes de nationalité, de langue et de traditions différentes se sont réunis sous la bannière de la guerre bulgare. Ils en ont fait leur propre drapeau et ils luttent pour la liberté d'autres qu'eux-mêmes, mais contre un ennemi commun.

Vers la moitié du mois d'octobre, j'ai assisté au départ de Sofia d'une compagnie de volontaires arméniens. Ils allaient grossir les rangs de la légion macédonienne, celle-là même qui deviendrait bientôt tristement célèbre pour ses atrocités. C'était une splendide journée d'automne balkanique. Le soleil était haut, les nombreux blessés n'avaient pas encore débarqué dans la ville et la guerre conservait un air triomphal. Les volontaires partaient de l'école supérieure féminine, où ils avaient été cantonnés et formés au maniement des armes. Ils étaient 230, la peau mate et les cheveux longs. Leur âge variait de dix-neuf à quarante-cinq ans et ils avaient vécu des histoires diverses.

Un vieux combattant arménien, qui habitait Sofia depuis longtemps et gérait un petit café à l'intérieur duquel il avait loué un angle à un horloger, laissait derrière lui sa famille et son minuscule local pour suivre Andranil. Et voici un jeune homme de vingt-deux ans, dont quatorze vécus à Londres. Après un massacre d'Arméniens, il avait été emmené et élevé par un institut de bienfaisance de Londres. Il avait grandi en Angleterre, travaillé comme conducteur et avait du mal à s'exprimer dans sa langue maternelle. Mais les vagues souvenirs de son enfance, qui étaient certainement bien enracinés dans son cœur, s'étaient réveillés soudainement et avaient amené le conducteur londonien à abandonner l'Angleterre et à marcher, avec un sac à dos, contre les Turcs. Cet *Anglais* n'a qu'une préoccupation : pouvoir se raser la barbe et les moustaches durant la campagne. A ses côtés, il y a un aubergiste sans famille. Il avait soigneusement géré sa petite affaire, épargnant chaque *stotinka* (1). Un beau jour, il a appelé son employé et lui a dit : *"Tu vas t'occuper de l'auberge jusqu'à mon retour ; si je ne reviens pas, elle est à toi."*

Dans cette troupe, il y a des commis, des enseignants, des ouvriers, et surtout des cordonniers en provenance de la Roumanie. Il y a ceux qui sont arrivés là par hasard, et d'autres qui ne savent pas quoi faire d'eux-mêmes. Il ne manque pas non plus à l'appel ceux qui cherchent les ennuis. Le destin a réuni des rêveurs et des aventuriers, des chevaliers errants et des querelleurs.

Les volontaires ont, en guise d'uniforme, leurs vêtements de civil, qui ont été uniquement réajustés. Beaucoup portent des bandes serrées autour des jambes, élégamment nouées sous le genou avec des lanières. Chacun porte un sac en coton et un capuchon sur le dos, une cartouchière pendue sur le côté et, souvent, son propre pistolet. Les grands chapeaux en peau d'agneau, les cols et les ceintures sont fleuris. L'ensemble — le chapeau en peau d'agneau, les ceintures hautes, les capuchons, les sacs à dos et les fleurs — donne à la troupe un air de vacance, outre que militaire.

La compagnie est sous les ordres d'un officier arménien en uniforme. Elle l'appelle tout simplement *"camarade Garegin"*. Celui-ci est un ancien étudiant de l'université de Saint-Pétersbourg, impliqué dans le célèbre procès *Lyzhin* contre le *Dachnaktsoutioun* (2) et acquitté après trois années de prison. Puis, il étudia au collège militaire de Sofia et, avant la guerre, obtint le grade de sous-lieutenant dans l'armée bulgare. Poète, orateur, combattant, Garegin est très pénétré de l'importance de sa mission.

Cependant, l'âme de la troupe est Andranik, magnifique dans son habit de campagne de couleur grise et avec son béret *karakul* (3). Le manche d'une cravache, symbole d'une autorité basée sur le prestige, sort de l'une de ses grandes bottes militaires. Un binocle et un pistolet Browning pendent sur ses hanches. Cadeau des femmes arméniennes du comité de la Croix-Rouge, un petit bouquet de fleurs, liées par un ruban sur lequel est écrit *"La liberté ou la mort"*, est accroché sur sa poitrine. Les

(1) Centime. (Note de l'éditeur.)

(2) Procès intenté contre 159 membres du parti *Dachnaktsoutioun*, mené par le magistrat instructeur Lyzhin, qui tenta d'incriminer le plus grand nombre de personnes possible en accumulant le plus grand nombre de "preuves" et en falsifiant des actes et des témoignages. Sur les 159 accusés, 94 furent acquittés et les autres condamnés aux travaux forcés ou à l'exil (NDLR).

(3) *Karakul, caracul, astrakan* : poil de la race ovine homonyme de couleur noire, marron ou grise. (Note de l'éditeur.)

épouses, les sœurs et les filles des volontaires entourent les colonnes en marche de leurs époux, frères et pères. La troupe défile dans un ordre parfait. Il est difficile de distinguer l'aubergiste du commis ou du gérant de café. Garegin n'a pas passé, en vain, dix jours, à raison de dix heures par jour, à enseigner les secrets de l'entraînement. A force d'intimer des ordres et de sermonner, sa voix est devenue rauque et son regard fébrile. Ses cheveux noirs aux reflets bleuâtres s'échappent de son chapeau d'officier. Andranik marche en silence, à la tête de la compagnie, d'un pas sûr et léger. Sa satisfaction apparaît dans ses yeux brillants, ses moustaches pointues et même dans son capuchon au nœud doré. Il se sent de nouveau sur la brèche.

"Vous ne me reconnaissez pas ? dit un volontaire à un journaliste arménien. *A Constantinople, je vous préparais le thé à la rédaction du* Azatamart" (4).

Trente militaires non combattants, portant des écuelles et des seaux en métal, marchent dans les derniers rangs de la troupe. Sans fusil et sans baïonnette, armés d'ustensiles de cuisine, ils feront toute la campagne en affrontant les mêmes dangers et en subissant les mêmes souffrances que les autres. La compagnie a quatre sous-officiers et quatre infirmiers. Ils seront rejoints en route par un médecin volontaire, lui aussi réfugié arménien.

Ils chantent une chanson sur Andranik :

"Arrive le printemps

Et avec le premier signe du printemps

Résonne le cri de guerre d'Andranik,

Des montagnes de Sasun,

il nous appelle au combat."

Andranik marche en silence, son pas est plus sûr qu'avant. On entend les notes claires et délicates de l'*oring,* le fifre arménien des pasteurs. Au début, le son est dominé par les voix et les cris, mais, peu à peu, il s'affirme et nous pouvons entendre la mélodie *"Mon ami, je vais mourir",* qui serait également l'hymne de la Turquie constitutionnelle. La chanson d'Andranik est reprise. Un Arménien, grand et maigre, un farceur, le pitre de la compagnie, s'oublie dans le rythme des pas et de la musique. Il a les yeux entrouverts, son chapeau a glissé sur son gros nez en sueur, mais il ne le redresse pas. Agitant ses longs bras osseux, il chante la geste du héros qui est dans les montagnes de Sasun et qui, au premier souffle printanier, appelle les soldats au combat.

On s'engage sur la grand-route qui mène au pont et qui court entre des rangées d'arbres vers les collines. A droite, se dresse le mont Vitosa, lié pour beaucoup des volontaires à des événements de leur parti. En 1904, Christofot Mikaeljan, un des fondateurs du *Dachnaktsoutioun,* étudiant de l'académie Petrovsk et militant du *Narodnaja Vola,* a trouvé la mort sur le Vitosa, alors qu'il faisait des expériences avec de la dynamite. Il était monté sur la montagne pour préparer un attentat contre Abdül Hamîd. Par ailleurs, de 1905 à 1906, c'est aussi là qu'avait été dressé le camp d'entraînement militaire du parti où étaient préparés les chefs des forces partisanes arméniennes sous la direction d'un officier bulgare.

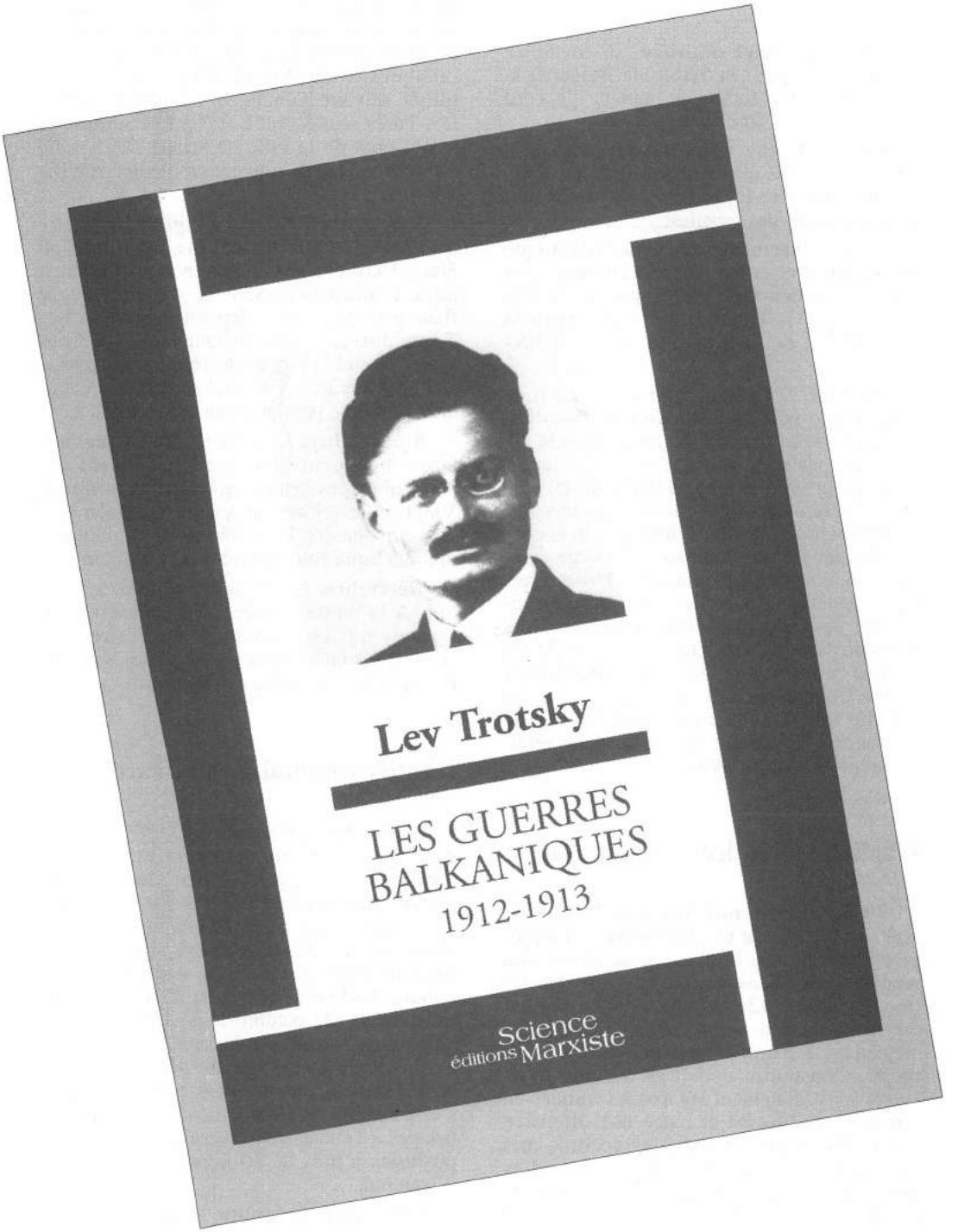
Le moment des adieux est arrivé. D'officier, Garegin s'est transformé en un orateur passionné. Il dit que les Arméniens ont toujours été jugés comme des êtres sans caractère, lâches, comme une nation qui n'a pas le feu sacré, capable uniquement de se prosterner et d'amasser de l'argent. Toutefois, ces vingt-cinq dernières années ont démontré que les Arméniens savent aussi se battre et mourir pour la liberté. Les femmes lancent des fleurs à l'orateur. Les épouses et les enfants ne veulent pas se séparer de leurs proches, mais il faut partir. Un ordre est lancé, la troupe s'aligne et se met en marche en chantant. Andranik n'arrive plus à se contenir, il saute par-dessus le fossé qui court le long de la route et tire plusieurs coups de feu en l'air avec son Browning. De la troupe des volontaires, lui parvient un écho qui dure cinq minutes. Des centaines de mains sont levées vers le ciel.

(4) "La lutte pour la liberté". (Note de l'éditeur.)

Les tirs de Browning, de Mauser et de Parabellum produisent un bruit sec et distinct, les bulldog (5) aboient sourdement, comme des petits canons. Les mains qui empoignent les pistolets se lèvent comme pour un serment : *"La liberté ou la mort."*

C'est un petit chapitre de pur romantisme dans la terrible histoire des événements balkaniques.

(5) Revolver de gros calibre à canon court.



Les guerres balkaniques : chronologie

1912

La première guerre balkanique (9 octobre 1912-30 mai 1913)

Entre mars et octobre, se forme la *Ligue balkanique* : la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro se mettent d'accord pour chasser les Turcs des Balkans.

En avril, une nouvelle révolte anti-turque des tribus albanaises du Kosovo éclate. En juillet, tous les territoires albanais sont entre les mains des rebelles.

Le 30 septembre, la Ligue balkanique envoie une note commune à la Turquie, dans laquelle elle demande l'autonomie de la Macédoine et de la Thrace. La Turquie rejette la note. Début de la première guerre balkanique.

Octobre. *L'attaque de la Ligue.* Le 8, le Monténégro occupe le *sandjak* de Novi Pazar et s'allie à la Serbie. Entre le 17 et le 20, les alliés pénètrent presque en même temps dans les provinces européennes de la Turquie. Trois armées bulgares, sous le commandement de Radko Dmitriev, avancent vers Edirne (le 22, commence le siège de la place forte turque), Kirklareli et Dede Agac. Le 19, trois armées serbes, sous le commandement de Radomir Putnik, se dirigent vers Kumanovo et Pristina. Quittant Larissa le 18, l'armée grecque, sous le commandement du prince Constantin, fait une avancée vers le sud. Le même jour, est conclue la paix de Lausanne : la Turquie reconnaît la souveraineté italienne sur la Lybie.

L'activité militaire en Macédoine

20 octobre-5 novembre. *L'offensive grecque.* Tandis qu'un contingent grec occupe l'Épire, le gros de l'armée de Constantin se dirige vers Elasson, où elle affronte les troupes turques (23 octobre), qui se retirent en grande partie vers Florina, afin de se concentrer à Bitolj (Monastir) et vers Salonique. Constantin décide de ne pas poursuivre immédiatement les troupes turques en retraite vers Florina et lance une offensive contre Salonique, malgré les accords pris précédemment avec l'armée bulgare. Les Grecs tentent de devancer les Bulgares, mais ils se heurtent à une forte résistance de la part des troupes turques, qui bloquent leur avancée (2-3 novembre). L'armée grecque finit par écraser la résistance turque et se dirige à marche forcée vers Salonique.

20 octobre-4 novembre. *L'offensive serbe.* Une fois conquise Pristina, les troupes serbes se dirigent vers l'Albanie, Scutari et Durrës, tandis que les troupes serbes, sous le commandement du roi Pierre Karageorgevic, infligeront une lourde défaite à l'armée turque devant Kumanovo (22-24 octobre). Les Turcs réussissent à arrêter les Serbes sur le col près de la ville de Prilep. Mais, une fois encerclés, ils doivent se replier sur Bitolj.

5 novembre. Début de *l'offensive contre Bitolj.* Du 15 au 18 : bataille de Bitolj, où étaient concentrés quarante mille soldats turcs. L'attaque des Serbes commence sur le flanc gauche, puis se déplace au centre. Les Turcs doivent céder devant l'avancée des Grecs au sud. Vingt mille Turcs sont tués ou capturés. Le 28, à Valona, l'Assemblée nationale albanaise proclame son indépendance.

8 novembre. *La prise de Salonique.* Les Grecs occupent Salonique, précédant d'à peine quelques heures les divisions bulgares. Vingt mille soldats turcs de la garnison sont faits prisonniers. Il se crée un grave incident diplomatique entre la Grèce et la Bulgarie.

Décembre. *Les sièges de Janina et Scutari.* A la fin de l'année, les uniques troupes turques qui continuent de se battre sont celles qui sont assiégées par les Grecs à Janina et par les Monténégrins à Scutari.

L'activité militaire en Thrace

22 octobre-3 décembre. *L'offensive bulgare.* Les première, deuxième et troisième armées de la Bulgarie portent leur attaque sur un front très large dans trois directions : vers Dede Agac, Edirne (Andrinople) et Kirklareli. L'affrontement avec le troisième corps d'armée turc mené par Abdüllâh Pacha a lieu à Kirklareli des 22 au 25 octobre et à Lüleburgaz (27 octobre-1er novembre), où la défense de la ville est également assurée par le quatrième corps d'armée turc. Les Turcs seront vaincus lors des deux batailles. Après s'être retiré, Abdüllâh Pacha regroupe ses troupes à Tchataldja (Çatalca) et renforce ses positions à près de 50 kilomètres à l'ouest d'Istanbul.

Novembre-décembre. La tentative d'as-

saut bulgare à Tchataldja se révèle prématurée et provoque une retraite (17-18 novembre). C'est une situation sans issue. Le 5 décembre, une trêve est signée entre les alliés et la Turquie. L'armistice conduit à la conférence internationale de Londres.

Conférence internationale de Londres. **17 décembre 1912-24 janvier 1913.** Ouverture de la conférence des ambassadeurs des grandes puissances et des négociations entre la Turquie et les alliés balkaniques. De vives querelles surgissent à propos de nombreuses questions. Les grandes puissances essayent d'influer sur le partage des Balkans qui se profile à l'horizon. L'Italie et l'Autriche-Hongrie font pression pour la formation d'une Albanie indépendante, soustraite au contrôle des nouvelles puissances régionales balkaniques.

1913

23 janvier. Coup d'Etat à Istanbul. Les Jeunes-Turcs installent un triumvirat.

En février, le roi Georges Ier de Grèce est assassiné à Salonique. Son fils Constantin monte sur le trône.

26 mars. *Chute d'Edirne.* Après cinq mois de siège, la place forte turque capitule. L'opération d'encerclement, qui culmina avec deux tentatives d'assaut, a eu raison de sa résistance.

5 avril. *Chute de Janina.* La treizième division turque se rend aux Grecs.

23 avril. *La prise de Scutari.* L'armée monténégrine entre dans Scutari, malgré les pressions diplomatiques des grandes puissances.

30 mai. *Accord de paix de Londres.* Il ne reste à la Turquie qu'Istanbul et la zone limitrophe des détroits, le long de la ligne Enez-Midye.

Le reste du territoire de la Turquie européenne passe aux membres de la Ligue balkanique, Edirne y compris. La Crète est définitivement attribuée à la Grèce. Au lieu de résoudre les conflits qui existent entre les puissances impérialistes et entre les Etats balkaniques, le traité de Londres les exacerbe. Début de l'affrontement entre les Etats balkaniques à propos du partage de la Macédoine et de l'Albanie.

La seconde guerre balkanique (30 juin-10 août 1913)

30 juin. *L'attaque bulgare.* La Bulgarie avance avec ses troisième et quatrième armées vers les positions serbes en direction de Zajecar, Nis et Skopje. La deuxième armée bulgare se retourne contre les Grecs, vers Salonique. Mais l'offensive bulgare perd très rapidement l'élan initial.

Juillet. *La contre-attaque serbe et grecque.* Les troupes serbes, menées par Radomir Putnik, prennent l'initiative (2 juillet). Tandis que la troisième armée serbe retient les Bulgares à Nis et à Zajecar, la première armée lance une offensive en direction de Kjustendil. Pendant ce temps, les Grecs (3-4 juillet) entrent en contact avec la deuxième armée bulgare en l'attaquant sur le flanc gauche (7 juillet) et en la coinçant au nord dans la vallée du fleuve Struma. Une nouvelle tentative d'attaque des troisième et quatrième armées bulgares contre la troisième année serbe en direction de Nis et à Zajecar est bloquée (10 juillet).

Juillet. *L'intervention roumaine et turque.* La Roumanie déclare la guerre à la Bulgarie et, sans rencontrer pratiquement de résistance, fait marcher ses troupes vers Vidin, Sofia, Tutrakan et Varna. Le 11 juillet, elle occupe la Dobrudja méridionale. La capitale bulgare est menacée. Le 22, la Turquie attaque la Bulgarie ; les troupes turques marchent vers Kirklareli, Edirne, qui sera occupée, et le fleuve Marica, entre Edirne et Enez. La tentative de contre-attaque des Bulgares contre les Grecs dans la vallée du fleuve Struma est un échec. Le 31, la Bulgarie demande l'armistice.

10 août. *La paix de Bucarest.* La Grèce reçoit la région de la Macédoine méridionale avec Salonique et Kavàlla. La Serbie obtient la Macédoine septentrionale et centrale, ainsi que le Kosovo. La Roumanie obtient la Dobrudja méridionale. La Turquie reprend la Thrace orientale avec Andrinople-Edirne. Sur tous les territoires obtenus à la fin de la première guerre balkanique, la Bulgarie ne conserve que de petites zones de la Macédoine et de la Thrace occidentale, tandis que la frontière bulgaro-turque est déplacée plus à l'occident de la ligne Enez-Midye. L'indépendance albanaise est reconnue sous le prince allemand Guillaume de Wied.

(extrait de l'édition Science marxiste, pp. 502-504)

Ozanian Andranik.

Les *Cahiers du CERMTRI* parus en 2002 : n° 104 (mars) et n° 105 (juin)

Les deux *Cahiers du CERMTRI* parus depuis le début de l'année traitent de deux sujets historiques très différents, mais tous les deux sont passionnants.

Le n° 104 porte sur *"1848 – Présentations de documents, de discours, de textes"* et le n° 105 sur *"Les oppositions à Staline, 1923–1953"*.

"1848 – Présentations de documents, de discours, de textes"

CE numéro regroupe un ensemble de documents qui permettent de revivre ce drame, où sont contenues toutes les composantes essentielles de l'histoire moderne.

Cette sorte de levée de rideau sur le monde industriel et les conflits qu'il comporte montre en effet l'affrontement de classes antagonistes, jusqu'ici partiellement étouffé par l'éclat de la Révolution française, qui avait en partie dissimulé l'émergence d'un prolétariat naissant.

Ce n° 104 nous montre plusieurs analyses contradictoires des mêmes événements, et les auteurs les plus lucides ne sont pas toujours de ceux qui se réclament de la démocratie. Il est surprenant, en effet, de voir Tocqueville analyser froidement l'intérêt d'élections convoquées sans délai et l'usage qu'il en a fait pour faire voter comme il l'entendait "ses" paysans : quelques semaines plus tard, il n'aurait pu le faire ! Lamartine, quant à lui, après avoir fait s'incliner le drapeau rouge devant le tricolore, disserte à grandes envolées sur un suffrage universel de principe, sans voir l'usage qu'en font les propriétaires terriens (ou pour tenter d'empêcher les autres d'y voir clair). On voit aussi Blanqui se battre pour retarder les élections, sachant que leur convocation rapide, dans le feu de l'action, fait le jeu de la réaction.

Beaucoup de textes reproduits sont tout simplement les affiches dont toutes les organisations, et bien sûr le gouvernement, couvraient les murs, surtout de Paris. Il s'agit, en fait, de la publication de leur programme. *"Aux communistes icariens... Travailleurs, mes frères"*, proclame Cabet, où il demande *"le droit d'association, l'instruction générale, gratuite, commune"*, mais où il annonce aussi : *"Point d'atteinte à la propriété... Gardons-nous de demander l'application de nos doctrines communistes."*

Les contradictions sont sans doute l'essence même de cette révolution. Et Marx peut écrire que s'est *"établie une République bourgeoise pourvue d'institutions sociales... Le prolétariat parisien était encore incapable d'aller au-delà de la République bourgeoise autrement qu'en idée, qu'en imagination."* Il écrira aussi : *"La révolution de juin offre un spectacle d'une lutte acharnée comme Paris, comme le monde n'en n'ont pas encore vue de pareille..."*

La dimension internationale apparaît dans la présentation et méritera à elle seule un numéro particulier des *Cahiers du CERMTRI*. La révolution de 1848 ne fut pas un phénomène parisien : dans toute la France, en effet, le jeune prolétariat s'est "fait connaître", à Lyon, à Rouen et ailleurs. Dans toute l'Europe aussi, la classe ouvrière est "montée à l'assaut" du vieux monde, en se défendant et en faisant valoir ses revendications. Même l'épisode du 15 mai, où le prolétariat parisien a envahi l'Assemblée nationale pour revendiquer la défense de la Pologne rayée de la carte par le roi de Prusse et le tsar de Russie, malgré les ré-

ticences de Blanqui et de Barbès, a montré l'aspiration des ouvriers parisiens à une solidarité internationale des peuples.

L'étude montre également comment la police sait utiliser cette aspiration pour préparer la répression et la contre-révolution. Blanqui se révèle très clairvoyant dans cet épisode, il y va à contre-cœur, porté par les masses, et se retrouve finalement emprisonné au fort de Vincennes : l'Assemblée nationale, élue dans la précipitation pour combattre la révolution, se défend.

Le contenu prolétarien de la révolution, exprimé par le drapeau rouge, apparaît de nouveau en juin, affirmant le caractère de cette révolution de 1848 : ***"Du travail, du pain, vive la République démocratique et sociale !"***

Quelques citations de Karl Marx (*La Lutte des classes en France*) montrent sa clairvoyance, dégageant, d'événements qui, en apparence, sont confus, le contenu profond de cette première grande révolution des temps modernes.

Ce *Cahier* est un peu une visite guidée et commentée de la révolution de 1848. On lira avec intérêt les positions des deux clubs qui se disputent la direction du peuple parisien : le club de la Révolution, de Barbès, et la Société républicaine centrale, de Blanqui.

Les leçons tirées par Louis Ménard, "témoin honnête", par Proudhon et par Montalembert, qui estime que *"l'intérêt social exige la propagation de l'enseignement religieux"*, ou par Blanqui dans le *"Toast de Londres"* prennent tout leur sens avec la venue du Second Empire, qui se terminera avec la Commune de Paris en 1871.

La lecture de ce numéro est très facile et passionnante. On a l'impression de vivre aujourd'hui la continuation de ce qui a commencé en février 1848, les questions essentielles y sont posées. Un autre numéro sur 1848 en Europe devra suivre, à partir des documents archivés au CERMTRI.

"Les oppositions à Staline, 1923-1953"

LA campagne médiatisée et officielle qui assimile stalinisme et léninisme vise à discréditer le communisme et les espoirs qu'il pourrait faire naître chez les peuples opprimés. Elle a d'autres conséquences. Les falsificateurs de l'histoire s'en donnent à cœur joie, rejoignant par là les thuriféraires du stalinisme, qui, pour certains, ne font qu'un. En assimilant le communisme au stalinisme, on fait disparaître de l'histoire tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont combattu cette monstrueuse dégénérescence en gardant leur espoir révolutionnaire et leur fidélité au léninisme.

Le *Cahier du CERMTRI* ***"Les oppositions à Staline"*** tente de tracer un tableau des oppositions qui se sont manifestées de 1923 à la mort de Staline, en 1953.

Bien entendu, il est impossible de ne pas commencer ce tableau par l'Opposition de gauche, constituée par Trotsky et 46 opposants en 1923. Mais, comme le dit la présentation du *Cahier*, *"l'Opposition de gauche n'a pas été la seule opposition à Staline et au stalinisme, même si elle a été, par ses thèmes, la source nourricière, même inconsciente parfois, de toutes les oppositions ou presque qui se sont manifestées sous Staline, contre lui et son système"*.

Le premier texte publié est, dans son intégralité, la *Lettre de Trotsky aux membres du comité central et de la commission centrale de contrôle du Parti communiste russe – 8 octobre 1923*. Font

suite la *Lettre des 46 du Politburo* (15 octobre 1923) et la *Déclaration des 83 membres du PC de l'URSS* (14 avril 1927).

La chronologie est respectée dans l'ordre de parution des textes. *Le Manifeste de l'Union des cercles marxistes-léninistes*, dit "Manifeste Rioutine", date de 1932, Il rassemble des anciens de la droite boukharinienne. Ce texte, analysant l'état économique et social de l'URSS, se termine par un vibrant : *"Vive le PCUS ! Vive le léninisme !"*

La lettre d'Ignace Reis au comité central du Parti communiste, du 17 juillet 1937, est en bonne place, ainsi que la lettre ouverte à Staline du 17 août 1939 de Fiodor Raskolnikov, ancien vice-président du soviet de Cronstadt en 1917, ferme soutien de Staline jusqu'en 1938. Cette lettre, écrite en France, où il s'était réfugié, quelques jours avant le pacte germano-soviétique, ne suscita alors pas le moindre écho.

Le témoignage de Brigitte Berland, adhérente du Parti communiste allemand en 1945, enlevée par la police secrète de l'URSS, déportée en Sibérie, évoque le groupe de résistance communiste du camp de Vorkouta, qui s'est donné le nom significatif de L'œuvre véritable de Lénine. Citons également quelques extraits de l'ouvrage de Jean-Jacques Marie, *Les Derniers Complots de Staline*, consacré aux groupes d'opposition de 1950-1953.

Le plus émouvant de ces rappels historiques publiés par le *Cahier du CERMTRI* est la place particulièrement importante prise par la jeunesse, *"flamme de la révolution"*, dans ces combats contre le stalinisme et pour la révolution.

Le Parti communiste de la jeunesse, dans les années 1946-1947, se fixait comme fin la révolution mondiale, alors que la Société des jeunes révolutionnaires, formée en 1943, en pleine guerre, visait au renversement de Staline et de son clan, et à l'instauration d'un nouveau gouvernement.

En 1935, des jeunes physiciens, regroupés autour de Lev Davidovitch Landau, constituent un Parti ouvrier antifasciste, dont la déclaration, reproduite, est un appel aux travailleurs à s'organiser pour le socialisme, contre le *"fascisme stalinien"*.

De son côté, la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, qui, elle aussi, assimile le régime stalinien au fascisme, explique dans leur tract publié en 1943 : *"Camarades, dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler, et ensuite, renversez Staline ! Vive la grande révolution populaire !"*

Au printemps 1945, 17 écoliers de Tcheliabinsk constituent une organisation, parce qu'ils *"ont trouvé que le socialisme était la société la plus juste, mais ne voient pas cette justice dans notre socialisme"*. Ils finiront au Goulag.

Le *Cahier du CERMTRI*, pour évoquer le Parti communiste de la jeunesse (1948), fait appel au témoignage d'Anatoli Jigouline, qui, dans son livre *Les Pierres noires*, écrit : *"Le Parti communiste de la jeunesse n'était pas la seule organisation clandestine dans les années d'après-guerre. De semblables organisations existaient dans d'autres villes. Fait significatif, même leurs noms se ressemblaient : Cercle de la pensée marxiste, Union léniniste des étudiants, etc. Le dernier point récapitulatif du programme proclamait :* "Le but final du Parti communiste de la jeunesse est la construction d'une société communiste dans le monde entier". »

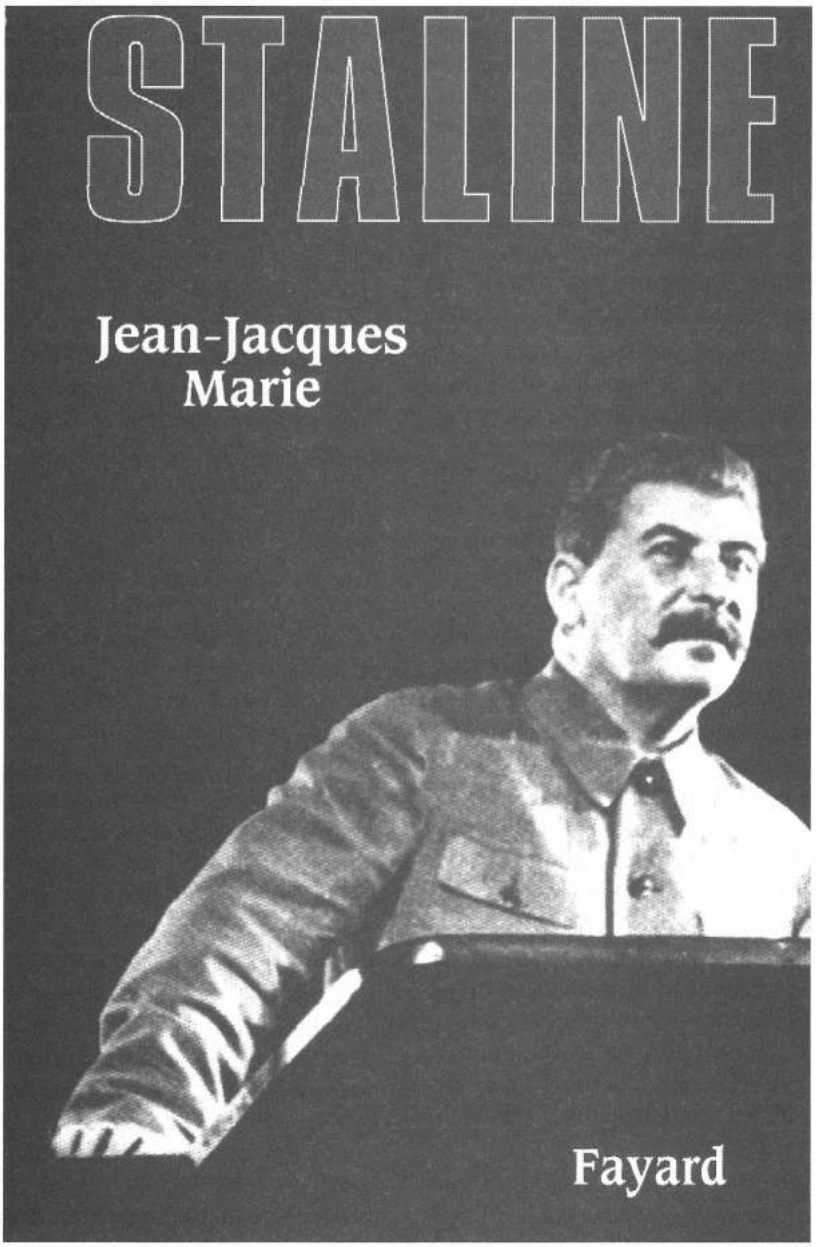
Ce *Cahier* est une tentative, sans doute la première, de dresser un tableau d'ensemble des oppositions à Staline et au stalinisme jusqu'à la mort du secrétaire général. S'il participe ainsi à rompre le silence fait sur le combat mené en URSS de 1923 à 1953, il aura fait œuvre utile.

L'omission est sans doute la forme la plus insidieuse et la plus efficace de la falsification. Il suffit de publier les textes pour démontrer sans commentaire combien la volonté de défendre la révolution, le bolchevisme et le léninisme était présente en URSS même dans les années terribles de la dictature stalinienne.

Vous pouvez vous procurer le *Cahier du CERMTRI* n° 104, intitulé *"1848 – Présentation de documents, de discours, de textes"* et le n° 105, *"Les Oppositions à Staline, 1923-1953"* au prix de 4,60 chaque (+ 1,22 de frais d'envoi).

Commande au CERMTRI,
28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

Liste des *Cahiers* disponibles sur demande.



990 pages, en vente à la SELIO, Prix : 30 euros.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360